

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flateur » Beaumarchais

lefigaro.fr



RÉFORME TERRITORIALE
VERS UNE FRANCE
À DOUZE RÉGIONS ? PAGE 6

FIGARO SANTÉ
GREFFE DU VISAGE :
LES SECRETS D'UNE RÉUSSITE
FRANÇAISE PAGE 11



UMP

La légitimité
du triumvirat déjà
contestée PAGE 5

AFGHANISTAN

Un Américain libéré
après un échange
de prisonniers
talibans PAGE 8

JUSTICE

Sylvie Andrieux
face aux juges pour
détournements
de fonds PAGE 10

ROLAND-GARROS

Tsonga échoue face
à Djokovic PAGE 15

FOOTBALL

Pour Le Graët, les
Français souhaitent
à nouveau aimer
les Bleus PAGE 22

SYNDICATS

La CFDT durcit le
ton et se démarque
du gouvernement
PAGE 25

FESTIVALS

Tour d'horizon
des têtes d'affiche
de l'été PAGES 36 ET 37

CHAMPS LIBRES

- Les institutions de l'Europe sont-elles bien gérées ? par Philippe Gélie
- Les limites de la réforme pénale, par Martine Herzog-Evans, Marcel Ajolet et Jean-Paul Mégret
- La chronique de Nicolas Baverez

PAGES 18 À 21

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question
de samedi :
Pensez-vous que la vente
de paquets de cigarettes
sans logo va faire chuter
la consommation de tabac ?

OUI 19,8% NON 80,2%

TOTAL DE VOTANTS : 23 892

Votez aujourd'hui
sur lefigaro.fr

Êtes-vous favorable
à une France à 12 régions
métropolitaines
au lieu de 22 ?

AFR. JOEL SAGET/AFIP

La Normandie prépare le 70^e anniversaire du D-Day



CHERY TREBALLAU/AFIP

À cinq jours des cérémonies de commémoration du Débarquement, où sont attendus dix-huit chefs d'État et de gouvernement, dont la reine Elizabeth II, Barack Obama et Vladimir Poutine, réunis autour de François Hollande, la Normandie se prépare activement. *Le Figaro* consacrera quotidiennement, jusqu'au 6 juin, une page d'enquête sur l'événement. PAGE 18

ÉDITORIAL par Yves Thérard ythear@lefigaro.fr

La faiblesse des démocraties

La satisfaction de voir que l'auteur présumé de la tuerie du Musée juif de Bruxelles a été appréhendé rapidement, une semaine après les faits, est mince face à la profonde inquiétude que suscite la menace djihadiste en Europe. Nos démocraties paraissent bien faibles pour venir à bout de ce fléau. Ce ne sont pas quelques mesures préventives qui empêcheront le pire, comme le plan mis en œuvre récemment par le gouvernement. La preuve vient d'en être donnée. Les services de renseignements savaient, semble-t-il, beaucoup de choses sur le suspect arrêté de façon inopinée à Marseille. Ce Français d'origine nord-africaine a le profil type du terroriste. Délinquant multirécidiviste, condamné à sept reprises, il s'est initié au salafisme en prison. En 2013, il part combattre en Syrie, comme plusieurs milliers d'Européens. Son parcours rappelle celui de Mohamed Merah, voyou de la banlieue toulousaine, endoctriné par ses proches et parti se frotter aux talibans. L'un comme l'autre étaient connus de la police, fichés. Et, pourtant, ils ont pu commettre l'irréparable, selon un mode opératoire analogue et avec le même sang-froid.

On ne peut attendre un nouveau drame avant de réagir

On ne peut attendre un nouveau drame avant de réagir

Certains diront que ce régime est attentatoire aux libertés publiques. Mais la sécurité des innocents n'est-elle pas la première des libertés ? Quand des fanatiques ne pensent qu'à nous anéantir pour ce que nous sommes - des Occidentaux -, nécessité fait loi. Malheureusement, la réforme pénale de Mme Taubira contre la récidive, examinée ces prochains jours, n'obéit pas à cette impérieuse nécessité. Loin s'en faut. ■

Itinéraire d'un délinquant passé du djihad au terrorisme

Le Français, soupçonné d'avoir tué trois personnes au Musée juif de Bruxelles, était fiché par la DGSJ après plusieurs voyages, dont un en Syrie.

Mehdi Nemmouche, 29 ans, a été arrêté vendredi, lors d'un banal contrôle routier à Marseille, en possession d'éléments qui font penser aux enquêteurs qu'il s'agit bien du tireur de Bruxelles. Multi-récidiviste, l'homme aurait basculé dans l'islam radical lors d'un séjour en prison

avant de rejoindre la Syrie. Le profil du suspect alimente le débat sur la surveillance des Français qui partent faire le djihad, car il semble que les services antiterroristes aient perdu sa trace, bien qu'il ait été fiché. Comme pour un certain Mohamed Merah.



→ MEHDI NEMMOUCHE, L'AUTRE MERAH PAGE 2 → À 29 ANS, IL BASCULE DANS L'ISLAM RADICAL PAGE 2 → DES FAILLES DANS LA CHAÎNE DU RENSEIGNEMENT FRANÇAIS PAGE 4 → BERNARD QUARACINI : « IL FAUT UNE RÉFORME AMBITIEUSE DE L'ANTITERRORISME » PAGE 4 → NEMMOUCHE ÉTAIT INCONNU DES AUTORITÉS BELGES PAGE 4 → L'ÉDITORIAL D'YVES THÉRARD

RSA : cinq ans après, le constat d'échec

Lancée par Martin Hirsch, en 2009, pour mieux lutter contre la pauvreté, la prestation sociale du RSA, qui tarde à être réformé, n'a jamais réussi à atteindre son objectif. Selon les résultats disponibles, seu-

les 151 000 personnes sur les 2 millions escomptés ont réussi à franchir le seuil de pauvreté. Quatre raisons expliquent les mauvais résultats de cette mesure : l'absence de communication pour promou-

voir la prestation, la complexité du dispositif administratif pour le futur allocataire, la honte de passer pour un assisté et, enfin, la gravité de la crise qui ne favorise pas le retour à l'emploi. PAGE 24



Liberté de mouvement La flexibilité valorise l'espace - Les systèmes d'aménagement USM multiplient les solutions.

Visitez notre showroom ou demandez notre documentation.

USM U. Schärer Filz SA, 23 rue de Bourgogne
75007 Paris, Tél. 01 53 59 30 37
Showrooms: Berlin, Bielefeld, Düsseldorf, Hamburg,
Munich, New York, Paris, Stuttgart, Tokyo
info@usm.com www.usm.com

USM
Systèmes d'aménagement

Mehdi Nemmouche, l'autre Merah



Mehdi Nemmouche a été placé en garde à vue dans les locaux de la Direction générale de la sécurité intérieure, à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine).

L'auteur présumé de la fusillade de Bruxelles a été arrêté par la Douane à Marseille. Il promettait d'autres actions.

JEAN-MARC LECLERC
jmlclerc@lefigaro.fr

IL COMPTAIT « mettre la Belgique à feu et à sang » et il est français. Mehdi Nemmouche, 29 ans, né à Roubaix, a été arrêté au hasard d'un contrôle douanier de routine à la gare Saint-Charles de Marseille, vendredi, dans l'autocar qui le ramenait en France, via Amsterdam.

Cet islamiste radical présenté comme l'homme qui a tiré sur quatre personnes, en tuant trois sur le coup, samedi 24 mai, au Musée juif de Bruxelles, a été placé en garde à vue dans les locaux de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSi) à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). Une mesure qui devrait, en principe, prendre fin mardi à la mi-journée, mais qui peut se prolonger au-delà des 96 heures habituelles dans les affaires terroristes, pour s'étendre jusqu'à 144 heures, soit jusqu'à jeudi, notamment si les enquêteurs invoquent un « risque imminent » d'attentats.

Pour l'heure, en marge d'un déplacement à Trévières (Calvados), le président de la République, François Hollande, a félicité les forces de l'ordre et les magistrats. Le suspect « a été arrêté dès

qu'il a mis le premier pied en France », a fait valoir le chef de l'État. Pour aussitôt déclarer, au sujet des djihadistes qui rentrent en Europe après avoir combattu en Syrie, comme Nemmouche : « Nous les combattons. »

Le « profil djihadiste » de Mehdi Nemmouche risque cependant de relancer la polémique sur la surveillance des Français qui partent combattre en Syrie, car il semble bien que les services antiterroristes français aient perdu sa trace, bien qu'il ait été fiché. Comme pour Mohamed Merah (lire notre interview, page 4).



Il a été arrêté dès qu'il a mis le premier pied en France

FRANÇOIS HOLLANDE

Les enquêteurs belges et français avaient gardé le secret durant deux jours sur l'arrestation de Nemmouche, révélée seulement dimanche. Les raisons ont été données par le procureur fédéral de Belgique : « Une intervention a été menée dimanche matin dans la région de Courtrai et deux personnes sont actuellement entendues par la police. » Il

ne fallait pas évaluer l'opération qui doit permettre de découvrir d'éventuels complices.

Le procureur de la République de Paris, François Molins, a évoqué, pour sa part, dimanche, le parcours d'un délinquant de droit commun ayant basculé dans l'islamisme radical (lire son portrait, ci-dessous). Selon le magistrat, l'enquête repose déjà sur « un faisceau d'indices graves et concordants ».

Ainsi, l'homme avait dans ses bagages un « drap » portant une inscription au nom de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL), groupe djihadiste actif notamment en Syrie où le suspect a passé « plus d'une année » à compter de fin 2012 début 2013.

Surtout, dans ses bagages et sur lui, les douaniers, qui effectuaient une vérification inopinée, ont trouvé un calibre 38 spécial et 57 cartouches, mais aussi un kalachnikov à crosse rétractable avec 261 munitions, ainsi qu'un casque noir et une pochette Nylon bleue. Autant d'éléments qui semblent correspondre à ceux dont était muni le tueur à Bruxelles, le 24 mai.

Plus édifiant encore, comme le tueur de Toulouse en 2012, Nemmouche avait sur lui une caméra portable Go Pro. Sans doute pour filmer les assassinats qui lui sont désormais imputés. Selon le procureur Molins, dans le fichier caché d'un appareil photo numérique Nikon, qui était dans les affaires du tueur présumé lors de son arrestation, la police a trouvé une séquence vidéo où il se met en scène.

On y voit, durant quatre minutes, a déjà révélé la justice, des armes semblables à celles saisies, posées à côté d'inscriptions en arabe. La bande-son qui accompagne les images semble reproduire la voix de Nemmouche qui déclare en substance : « J'ai commis l'attentat contre les juifs à Bruxelles » et qui précise qu'il effectue ce film avec son Nikon parce que la Go Pro qu'il avait emportée pour filmer le massacre « n'a pas fonctionné ».

Le sang-froid du tueur, filmé par la vidéosurveillance aux abords du musée, avait impressionné les spécialistes. Sur les vêtements de Nemmouche, la police scientifique a retrouvé des résidus de tirs. Lors de son arrestation, celui-ci a affirmé aux douaniers qu'il comptait se rendre en Algérie.

A-t-il encore des complices susceptibles d'agir, y compris en France ? Au début de la garde à vue du suspect, la police se désolait de le voir se murer dans son « droit au silence ». L'enquête se concentre donc sur les analyses ADN, les empreintes, la balistique. La justice veut comprendre le parcours de ce jeune des quartiers qui a versé dans l'hyper-violence sans avoir été stoppé à temps. Comme un certain Merah. ■

Comment le délinquant multirécidiviste a basculé dans l'islam radical

CAROLINE BEYER @BeyerCaroline

UN PROFIL djihadiste, à la Mohamed Merah. L'homme suspecté d'avoir abattu quatre personnes au Musée juif de Bruxelles le 24 mai présente de lourdes ressemblances avec l'auteur de la tuerie de l'école juive de Toulouse et du meurtre des trois jeunes militaires à Montauban en 2012.

Mehdi Nemmouche, 29 ans, originaire de Roubaix, ou l'histoire d'un petit délinquant dont la vie a basculé, entre les murs de la prison, vers l'islam radical. Tout comme celle de Merah qui, incarcéré entre 2007 et 2009, avait raconté s'être alors « converti sérieusement à la religion », avant d'effectuer deux voyages en Afghanistan.

Placé par le juge des enfants à l'âge de quelques mois avant de rejoindre le domicile de sa grand-mère, à 17 ans, Mehdi Nemmouche a évolué dans un environnement marqué par les difficultés familiales. « Gentil » et « très discret », selon le témoignage, sur BFMTV, d'une personne qui l'a côtoyé. « Il a eu son bac. Il est allé jusqu'à l'université (...) La dernière fois que je l'ai vu, c'était avant 2006 », explique-t-elle. En mai 2009, à 24 ans, il est condamné à deux ans de prison pour le braquage, en août 2006, d'une supérette de Tourcoing (Nord). Son avocat, Me Soufiane Badaoui, se souvient alors d'un client « attachant, intelligent, ni religieux, ni violent ». L'image d'un braqueur amateur qui tranche avec celle du meurtrier « déterminé » décrit par les autorités belges. Préalablement, l'avocat l'avait défendu « dans une affaire anodine de conduite sans permis ».



Des images prises par la vidéosurveillance aux abords du musée avaient été diffusées par la police pour tenter d'identifier l'auteur de la fusillade. FEDERAL POLICE/AFP

Car Mehdi Nemmouche est multirécidiviste. Entre 2004 et 2009, il a été condamné à sept reprises. Depuis 2001, il a été incarcéré cinq fois, à détaille dimanche le procureur de la République de Paris, François Molins. Son dernier séjour entre les barreaux, qui a duré pas moins de cinq ans, entre 2007 et 2011, a été propice à la radicalisation religieuse. « Il s'est illustré par son prosélytisme extrémiste, fréquentant un groupe de détenus islamistes radicaux et faisant des appels à la prière collective en promenade », a expliqué le procureur. Dès 2009, alors qu'il effectue sa peine à la prison de Salon-de-Provence, son radicalisme religieux en détention avait été signalé par l'Administration pénitentiaire aux services de renseignements.

« Plus d'une année en Syrie »

Libéré le 4 décembre 2012, Mehdi Nemmouche se rend trois semaines à peine après sa sortie de prison en Syrie, en passant par la Belgique, la Grande-Bretagne, le Liban et la Turquie. « Il va rester plus d'une année en Syrie, où il semble avoir rejoint les rangs d'organisations terroristes djihadistes », tous jours selon le procureur.

De retour en Europe en mars 2014, après un passage par Istanbul et la Malaisie, dans « une volonté manifeste de brouiller les pistes », il est contrôlé par les autorités allemandes qui le signalent aux services de renseignements français (DGSi), lesquels l'auraient alors fiché. Il aurait alors vécu en Belgique « d'expéditions et de vols » et semblerait avoir des points de chute à

Bruxelles. Des personnes sont actuellement additionnées en ce sens.

Arrêté le 30 mai par les douaniers à la gare routière Saint-Charles à Marseille dans un autocar en provenance d'Amsterdam, via Bruxelles, Mehdi Nemmouche était en possession d'un masque à gaz, d'un kalachnikov et d'un revolver du type de celui utilisé le 24 mai à Bruxelles.

Il avait aussi une caméra portable de type GoPro, comme Mohamed Merah, qui avait filmé ses meurtres en mars 2012, au nom du djihad, puis envoyé un montage vidéo au bureau parisien d'al-Jazeera. Mais l'enregistrement n'aurait pas fonctionné. Mehdi Nemmouche le revendiquait cependant à travers une mise en scène vidéo. Une voix - qu'il reste à authentifier comme étant la sienne - explique qu'il est l'auteur de l'attentat de Bruxelles, tandis que sont filmés vêtements, armes ainsi qu'un drap blanc sur lequel est écrit en arabe « État islamique en Irak et au Levant » (EIL), du nom du groupe djihadiste le plus radical combattant en Syrie, et la phrase « Dieu est grand ». Placé en garde à vue depuis le 30 mai pour assassinat et tentative d'assassinat en lien avec une entreprise terroriste, Mehdi Nemmouche a gardé le silence.

Le 24 mai dernier, les autorités belges avaient fait de l'arrestation du tueur la « priorité des priorités », diffusant des extraits de vidéosurveillance montrant un homme s'approcher du musée, y entrer, tirer à plusieurs reprises avec un kalachnikov sorti d'un sac noir, le tout en moins de deux minutes. ■

La Belgique souhaite une extradition

La Belgique a émis un mandat d'arrêt européen pour juger sur son territoire l'auteur présumé de la tuerie au Musée juif de Belgique, Mehdi Nemmouche. A ce stade des événements, les autorités françaises et belges ne sont pas encore convenues de l'extradition de Mehdi Nemmouche. D'autant qu'une enquête a été ouverte en France concernant le meurtre de la Française dans cette fusillade.

Toutefois, le suspect devrait très certainement être jugé en Belgique. Le mandat d'arrêt européen est une procédure judiciaire qui permet à un État membre de l'Union européenne de demander à un autre État européen l'arrestation et l'extradition d'une personne ayant commis une infraction. C'est la chambre d'instruction en charge du dossier à Paris qui prendra la décision d'extrader Mehdi Nemmouche, dans un délai de sept jours si le suspect se dit favorable à l'extradition, et dans un délai de 10 jours s'il ne l'est pas.

C. B. ET M. M.

Le phénomène m'inquiète, le mot est faible. Il représente pour moi le plus grand danger auquel nous devons faire face dans les prochaines années.

MANUEL VALLS,
MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,
EN JANVIER 2014, À PROPOS
DES RETOURS DE SYRIE

Mehdi Nemmouche, soupçonné d'être le tueur du Musée juif de Bruxelles, est « un loup solitaire ».

FRANÇOIS MOLINS,
PROCUREUR DE PARIS, DIMANCHE

COMPTEZ SUR L'UNE DES MEILLEURES
ÉCOLES PRÉPARATOIRES
AUX MÉTIERS DE L'EXPERTISE COMPTABLE ET DE L'AUDIT

DCG - DSCG - DEC

L'INES A DE
GRANDES
AMBICTIONS
POUR VOUS

www.ines-paris.fr
34 boulevard Haussmann 75009 PARIS



Marie-Antoinette
en aurait
perdu la tête.

swatch[®] 

Des failles dans la chaîne du renseignement français

Bien que mobilisés, les services n'ont pu empêcher Nemmouche de frapper. Il a été interpellé grâce à un contrôle inopiné.

JEAN-MARC LECLERC jmleclerc@lefigaro.fr

« LA NEUTRALISATION judiciaire des djihadistes revenant ou tentant de revenir sur notre sol sera ainsi plus efficace. » C'est ce que promettait Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur, le 19 septembre 2012, lors de son premier discours sur la sécurité, venant, en autres, les mérites de sa réforme du renseignement, qui allait aboutir dix-huit mois plus tard à la création de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI).

La réforme devait tirer les leçons de « l'échec » de l'affaire Merah, le tueur de Toulouse, connu, identifié, approché par les services français et finalement laissé libre de ses faits et gestes jusqu'au drame. En quoi l'affaire Nemmouche est-elle différente ? C'est la question que se posent nombre de spécialistes du sujet antiterroriste, même si l'arrestation de celui qui est présenté comme le tireur du Musée de Bruxelles, le 24 mai,

qui fit trois morts et un blessé grave, est saluée dans les milieux policiers.

Le procureur de la République de Paris, François Molins, l'a reconnu, en tout cas, sans l'ombre d'une hésitation : Medhi Nemmouche a été appréhendé « lors d'un contrôle douanier inopiné ». En clair : ce n'est pas grâce à une information fournie par les services. Même si le ministère de l'Intérieur considère que le fichage de Mehdi Nemmouche a été « efficace », « puisqu'il a permis de neutraliser très rapidement un djihadiste potentiellement dangereux et qui aurait pu frapper en France », selon lui.

Et pourtant quand, le 4 décembre 2012, Nemmouche sort de cinq années d'emprisonnement en France, il est clairement répertorié comme un islamiste qui s'est radicalisé en prison. Le procureur Molins a précisé : « On sait qu'il se radicalise durant son dernier séjour en prison ». Peut-être même avant 2009...

Le 31 décembre 2012, quand il part en Syrie, via Bruxelles, Londres, Beyrouth



et Istanbul, la police n'est informée que trop tard. Et elle ne peut que le suivre de loin. Un voyage en terre de conflit n'est pas un délit. Pas encore.

Fiché « S »

Il y reste sur place un peu plus d'un an. Et à son retour, la DGSE (Direction générale des services extérieurs), censée traquer nos djihadistes nationaux en Syrie, semble le rater. Ce sont les douanes allemandes qui le détectent en mars 2013, intriguées par les méandres de son itinéraire de retour, entre la Malaisie, Bangkok et Istanbul. L'Allemagne signale ce passage à Paris, et là, officiellement, la DCRI, future DGSI, l'inscrit comme personne à surveiller. Un suspect qui fait donc l'objet d'une fiche dite « S ».

Du mois de mars au 30 mai, jour de son arrestation fortuite, soit durant plus de deux mois donc, Nemmouche a totalement disparu des radars. Entre-temps, il est suspecté d'avoir commis la tuerie de Bruxelles, le 24 mai.

Avant ce crime, il est pourtant passé entre les mains de douaniers allemands. Et il entraînait alors dans le champ de la nouvelle loi Valls qui permet de poursuivre l'engagement djihadiste à l'étranger. Il faudra, à l'évidence, plus de coopération, et davantage d'anticipation. « L'antiterrorisme n'a pas les moyens de suivre tout le monde, tant il y a de djihadistes. Il faut effectuer un tri selon la dangerosité estimée de chaque suspect, ce qui représente un pari », reconnaît un juge spécialisé. À Marseille, l'antiterrorisme a eu beaucoup de chance. ■

Le siège de la DCRI, à Levallois-Perret (92). PAUL DELORT/LE FIGARO

144 heures

C'est la durée maximale de la garde à vue en France si la « menace terroriste imminente » est invoquée

PLUS DE 740 DJIHADISTES FRANÇAIS EN SYRIE

Selon le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, plus de 740 Français ont été détectés comme appartenant aux filières de combattants volontaires qui se rendent en Syrie. En mai, plus de 280 se trouvaient sur le territoire syrien. Le nombre de combattants a connu une augmentation de 75 % en l'espace de quelques mois. Ainsi, 120 candidats au djihad sont actuellement en transit entre la France et la Syrie. Une centaine de combattants sont, pour leur part, revenus dans l'Hexagone, alors que plus de 25 djihadistes français ont péri depuis le début des combats en Syrie. Bernard Cazeneuve a présenté une quinzaine de mesures pour combattre ce fléau, dont un numéro vert, le 0 800 005 696, pour dénoncer les candidats au djihad.

Squarcini: « Il faut une réforme ambitieuse de l'antiterrorisme »

S'IL EST UN HOMME à même de décorifier l'affaire qui secoue actuellement la Belgique, c'est bien le préfet Bernard Squarcini, ancien patron de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), devenue Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) sous Valls. Au temps de l'affaire du tueur toulousain Mohamed Merah en 2012, il fut reproché à ce haut fonctionnaire et à ses hommes de ne pas avoir su détecter le terroriste avant qu'il ne passe à l'acte. Le préfet Squarcini répond aux questions du Figaro.

LE FIGARO - Affaire Merah, affaire Nemmouche, est-ce une répétition ? Bernard SQUARCINI - Le moins que l'on puisse dire, si tout cela se vérifie, c'est que la dernière réforme du renseignement pilotée par Manuel Valls n'a visiblement rien changé, puisqu'il y a toujours des failles béantes dans la détection des djihadistes. Mais bien sûr, il faut se féliciter, dans un premier temps, de cette dernière arrestation.

Qu'est-ce qui est en cause, selon vous ? La France a perdu deux ans en matière antiterroriste, en retardant les vraies réformes que j'ai toujours appelées de mes vœux. Je les ai défendues de renom, comme le juge Marc Trévidic, réclament la même chose : fournir de véritables outils juridiques permettant d'agir en amont pour mettre hors circuit les pousseurs de bombe potentiels.

Sous quelle forme ? Il faut une loi-cadre sur l'activité des services de Renseignement, pour leur donner plus de pouvoirs, en échange d'un contrôle renforcé du Parlement sur leurs activités, comme cela se pratique dans les pays anglo-saxons. Il ne s'agit pas de créer un délit d'opinion à chaque fois que les gens partent en Syrie ou sur d'autres terres de djihad, mais il faut pouvoir autoriser les agents des unités antiterroristes à intervenir, dans un cadre juridique clair, dès le retour des suspects des zones à risques et ce, de manière préventive.

La loi Valls de 2012 ne suffit-elle pas ? Elle a seulement fourni quelques timides instruments aux services, comme cette disposition qui permet à la France de poursuivre chez elle les actes terroristes de ses ressortissants commis à l'étranger. Donc dans les zones de



« La France a perdu deux ans en matière antiterroriste », selon Bernard Squarcini.

conflits, comme la Syrie ou l'Afghanistan. Mais voilà : réunir dans un pays lointain des éléments constitués d'infractions est aléatoire et particulièrement long. Nous dépendons alors de la coopération des autorités sur place. Mais quelle aide espérer du gouvernement syrien avec lequel la France est en délicatesse ? Aucune. Nous sommes

donc aveugles ou presque dans ce pays qui constitue pourtant la plus importante plateforme de formation au djihad pour des centaines de jeunes européens.

D'autres pistes ?

Il faut une réforme ambitieuse car nous avons affaire pour la première fois dans cette zone à des réseaux très structurés - d'où le chiffre des 700 djihadistes français évoqués. En plus d'une infraction spécifique plus efficace que la traditionnelle association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste, il faut en France un vrai passeur name record qui permette d'inscrire dans un fichier les passagers aériens des enregistrements du vol et non pas seulement lors de l'embarquement, comme c'est le cas actuellement.

Et les « fiches S », de mise en attention de suspects établies par la DGSI, à quoi servent-elles, si personne n'y prête attention ?

C'est un problème majeur. Ces fiches de mise sous surveillance sont à la disposition des services de police. Mais la police aux frontières, par exemple, ne les consulte pas systématiquement. Elle le fait quand elle peut. Merah, par exemple, était inscrit mais n'a jamais

été détecté. Il faut renforcer l'efficacité de ce système. Il faut aussi un suivi de l'islamisme radical en prison au niveau local, par région, pour une analyse plus fine.

Le juge Trévidic milite pour la création d'une nouvelle infraction visant à sanctionner « la préparation d'un acte terroriste objectivée par plusieurs faits matériels ». Y êtes-vous favorable ?

Et pour cause, le Renseignement intérieur n'a cessé de le demander. La consultation de sites Internet de propagande, l'acquisition de composants ou de produits explosifs, le repérage de cibles, l'entraînement militaire ou même des mouvements financiers suspects, ce sont des éléments qui doivent être pris en compte. L'antiterrorisme a besoin de moyens techniques et de pragmatisme. Des textes sont à l'étude. Le président de la commission des lois de l'Assemblée nationale travaille là-dessus. Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, n'a qu'à manifester sa volonté. Mais François Hollande hésite sur le sujet. La réalité finira par le rattraper.

PROPOS RECUEILLIS PAR J.-M. L.

* « Renseignement français : nouveaux enjeux », Bernard Squarcini et Étienne Pellot, Éditions Ellipses, 312 pages, 22 euros.

Nemmouche était inconnu des autorités belges

MANON MALHÉRE
BRUXELLES

LE SUSPECT de la fusillade du Musée juif de Belgique, Mehdi Nemmouche, arrêté à Marseille le 30 mai, n'était nullement connu des autorités belges. « C'est quelqu'un qui était connu des autorités françaises et pas du tout des autorités belges », a fait savoir à la presse le procureur fédéral de Belgique, Frédéric Van Leeuw, le 1^{er} juin.

Pour M. Van Leeuw, la collaboration entre la France et la Belgique dans cette affaire est « excellente ». Quant aux raisons de cette attaque, « pour le moment, nous n'avons pas encore d'indice sur pourquoi il a choisi la Belgique », explique le procureur fédéral.

« Une perquisition a eu lieu ce matin dans la région de Courtrai, qui laisse à penser que Nemmouche aurait séjourné

là-bas », a-t-il précisé. Il ne fait en tout cas peu de doute que « c'était un objectif juif qui était visé », selon le procureur fédéral.

« Je suis soulagé, comme tout le monde je crois », indique, de son côté, Albert Guigui, grand rabbin de Belgique. « Maintenant, il faut être vigilant.

La collaboration entre la France et la Belgique dans cette affaire est « excellente »

FREDÉRIC VAN LEEUW, PROCUREUR FÉDÉRAL DE BELGIQUE

Mohamed Merah à Toulouse est devenu un objet d'admiration », précise M. Guigui.

La Belgique a lancé un mandat d'arrêt européen pour pouvoir obtenir l'extradition du suspect et le juger sur

son territoire. Il est encore trop tôt pour connaître les prochaines étapes mais l'affaire sera très probablement instruite en Belgique.

« Les nouveaux éléments de ce dossier ne font que mettre l'accent sur la problématique des "retourneés" (retourneés, NDLR), à savoir les gens qui se rendent en Syrie pour combattre et reviennent ensuite chez nous », indique plus largement le procureur fédéral. Et de lancer que l'ensemble des pays européens sont actuellement « confrontés à ce problème ».

Dans cet esprit, le premier ministre belge, Elio Di Rupo, dans un communiqué de presse du gouvernement belge publié le même jour, appelle quant à lui à « une intensification de la collaboration entre les différents États membres concernant les personnes qui partent combattre en Syrie et retournent ensuite dans leur pays ». ■



Frédéric Van Leeuw, procureur fédéral de Belgique, lors d'une conférence de presse, dimanche à Bruxelles.

FRANÇOIS LENOR/REUTERS

POLITIQUE

À l'UMP, la troïka déjà contestée

Copéistes et sarkozystes dénoncent la légitimité de la direction provisoire du parti par Juppé, Raffarin et Fillon.

JEAN-BAPTISTE GARAT @figarat

DRÖITE Au plus fort de la bataille entre François Fillon et Jean-François Copé pour la présidence de l'UMP, les tentatives de médiation ont plusieurs fois échoué. Parfois même à peine annoncées. Un an et demi plus tard, certains imaginent - voire parlent - que le processus de sortie de crise mis en place après l'affaire Bygmalion et la démission contrainte du président de l'UMP connaîtra le même sort. Au risque de menacer l'existence même du parti.

Le triumvirat Juppé-Raffarin-Fillon qui doit assurer l'intérim à la tête de l'UMP jusqu'au congrès n'est pas encore en place : il ne devrait être installé qu'une fois la démission de Copé effective, c'est-à-dire le 15 juin. Mais déjà certains viennent à douter de sa légitimité. « C'est du hors-piste et quand on fait du hors-piste, il ne faut pas craindre l'accident », blague un fidèle de Nicolas Sarkozy. « Nulle part dans les statuts je ne vois trace d'un quelconque triumvirat, quatuorvirat ou quintemvirat. Il ne faudra pas s'étonner que le château de cartes s'effondre, si un adhérent un peu tatillon saisit la justice », menace à son tour un proche de Copé.

Nadine Morano, qui peut revendiquer la double casquette sarkozyste et copéiste, estime que « la seule voie juridique possible » est un intérim du vice-président de l'UMP, Luc Chatel. Le triumvirat serait, « à la rigueur, une équipe informelle qui entoure le président par intérim », mais, en l'état, il « ne dispose pas de légitimité », a encore expliqué la députée européenne, dimanche au Parisien. « Sur un plan juridique, cette autodésignation n'a rien à voir avec les statuts », a lancé Claude Guéant sur Europe 1 en qualifiant d'« irrégulière » la solution d'intérim par le triumvirat. Les deux anciens ministres plaident sans surprise pour un retour de Nicolas Sarkozy à la tête du parti.

L'hypothèse d'une fragilité juridique de la solution du triumvirat pour assurer l'intérim n'a pas été prise à la légère par tout le monde. Parmi les premiers, Anne Levade a tiré le signal d'alarme. La juriste avait fait l'unanimité en 2013 pour superviser la refonte des statuts du parti au terme de la crise Copé-Fillon. Si bien qu'elle a été choisie pour présider la Haute Autorité de l'Union, instance d'arbitrage des conflits et d'organisation des élections internes, créée par ces mêmes statuts. Avant le bureau politique et tout au long de la journée de mardi, Levade a mis en garde les principaux intéressés contre « les risques juridiques » que faisait courir la solution finalement retenue.

Alerté, Raffarin a multiplié les consultations et les signes d'apaisement. Mercredi, sur Twitter, il précisait la « mission des trois ex-premiers ministres à l'UMP » : « Orga-

« C'est dément ! Ils sont prêts à planter l'UMP plutôt que de la voir leur échapper »

UN ANCIEN MINISTRE

niser le retour aux militants lors du congrès et protéger la cohésion du mouvement. » Sentant la grogne monter, les anciens premiers ministres ont publié un communiqué samedi dans lequel ils soulignent que la démission collective de l'ensemble de la direction de l'UMP est une situation qui n'avait pas été « prévue par les statuts » et que leur « direction collégiale », « confirmée par Jean-François Copé » est une « solution de nature politique ». Leur direction par intérim « devra être validée par un vote formel au cours d'un nouveau bureau politique avant le 15 juin », précisent-ils, en soulignant qu'ils s'interdisent « de prendre quelque décision que ce soit » d'ici là. « Il nous faut rendre conciliables les choix politiques qui ont été faits et nos règles internes », a expliqué encore Raffarin dans Sud-Ouest dimanche.



François Fillon, Jean-Pierre Raffarin et Alain Juppé, lors d'un bureau politique de l'UMP en novembre 2010. LAFITE/WOSTOK PRESS/MAXPPP

Dans l'entourage du triumvirat, tous n'apprécient cependant pas l'« agit-prop » des sarkozystes et des copéistes. « Quand je pense que Jérôme Lavrilleux (le directeur de cabinet de Jean-François Copé) nous expliquait à longueur de journée que "les statuts on se pignole avec", et que maintenant ils nous opposent des arguments juridiques... », philosophe un conseiller. « On est bien au fait des manœuvres en cours, confie un autre. Copé a l'intention de nuire jusqu'au bout et Sarkozy préfère une UMP en ruine plutôt que de voir quelqu'un d'autre qui lui ou un proche en prendre la tête à l'issue du congrès ». « C'est dément ! Ils sont prêts à planter l'UMP plutôt que de la voir leur échapper », rage encore un ancien ministre favorable à la solution de transition.

Si les différentes parties font montre d'autant d'amertume et de hargne lors du prochain bureau politique mardi, la solution du triumvirat pourrait être remise en avant même d'avoir été expérimentée. ■

Bygmalion : 11 millions d'euros auraient disparu des comptes de campagne

Combien a coûté la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2012 ? Le candidat avait déclaré 21 339 000 euros de dépenses. La commission nationale des comptes de campagne a corrigé ce montant à la hausse de 1,5 million pour atteindre 22 872 000 euros. Le Conseil constitutionnel, sur cette base, a confirmé le rejet des comptes pour dépassement du plafond autorisé. Mais l'enquête en cours dans le cadre de l'affaire Bygmalion pourrait obliger à reprendre les calculs. Selon le JDD, les policiers ont découvert « l'équivalent d'une double comptabilité » lors d'une

perquisition lundi dans les locaux de l'agence de communication et de sa filiale Event & Compagnie. Ils auraient « entre les mains une liasse de factures qui démontrent que le coût réel de ces meetings facturés par Event a été de 19 millions d'euros », alors que les coûts facturés officiellement à la campagne seraient « d'environ 5 millions d'euros », explique un cadre de l'agence interrogé par l'hebdomadaire. Selon la même source, ce sont au total 11 millions d'euros qui auraient dû être intégrés dans les comptes du candidat et non ceux de l'UMP.

J.-B. G.

PRADA

01 56 21 3070 PRADA.COM

Hollande veut créer douze super-régions

Le chef de l'État devrait présenter mardi sa réforme territoriale qui suscite déjà des réticences à droite comme à gauche.

SOPHIE DE RAVINEL

RÉFORME TERRITORIALE Dimanche, l'Élysée n'avait pas encore fixé définitivement les modalités. Mais mardi François Hollande devrait annoncer que la France comptera bientôt deux fois moins de régions qu'aujourd'hui. Selon son projet de réforme, l'Hexagone, qui compte 22 régions métropolitaines, ne devrait compter plus que douze super-régions. Ce chiffre sur lequel travaillait samedi le chef de l'État, selon le JDD, devrait faire l'objet, mi-juin, d'un projet de loi incluant le report des élections régionales.

Outre les réticences à l'union de certains présidents de régions, en voie d'être levées, des questions restent encore ouvertes. Celle en particulier de l'avenir de la région Poitou-Charentes

La suppression des départements est impossible sans réforme constitutionnelle

UN CONNAISSEUR DU DOSSIER

de la ministre Ségolène Royal. Pour des raisons d'abord politiques. L'ex-président de la région préfère s'allier avec les Pays de la Loire qu'avec l'Aquitaine, même si son successeur, Jean-François Maccini, a ajouté la piste de l'alliance avec la région Centre...

D'autres encore glissent que la meilleure solution serait peut-être de faire exploser la région avec les Charentes rattachées à l'Aquitaine, la Vienne avec le Centre et les Deux-Sèvres avec les Pays de la Loire... « S'il y a une vraie remise à plat de la carte des territoires, au service des citoyens et non des intérêts politiques, la cohérence même de certaines régions n'y résistera pas », indique Daniel Canepa, l'ex-préfet de l'Île-de-France désormais engagé auprès de Valérie Pécresse, candidate UMP aux régionales. Même s'il juge que la réforme sur le principe « est courageuse », Canepa craint « une certaine précipitation, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faille pas aller vite ».

Président du conseil régional d'Aquitaine depuis 1998, Alain Roussel admet qu'en terme économique et d'infrastructures, « les deux Charentes sont plutôt reliées à Bordeaux ». Mais pour lui, ce découpage « n'est pas le problème ». Le



PROPOSITION HOLLANDE DE RÉORGANISATION TERRITORIALE
Redécoupage de la France en douze régions

président de l'Association des régions de France s'inquiète de la réforme. « Je suis lié et fidèle à François Hollande, indique-t-il. Mais là, en ne parlant que de la carte, on met la charrue avant les bœufs. Ce qu'il faut, ce n'est pas une réforme portant sur la taille et la frontière des régions, mais un acte véritable de décentralisation. Sinon, cela ne changera rien, et cela coûtera même plus cher. » Le fond avant la forme.

Les prochaines élections régionales pourraient avoir lieu à l'automne 2015, même si le printemps 2016 a aussi été évoqué. L'automne 2015 serait privilégié car les élections départementales... En souhaitant la suppression rapide des conseils généraux le 6 mai, en plus de la réduction du nombre des régions, le chef de l'État se serait un peu avancé... « La suppression des départements est impossible sans réforme constitutionnelle. Or François Hollande n'a pas la majorité pour. Et masquer cette impasse par une

éventuelle suppression des conseils généraux est un subterfuge qui ne fonctionne pas et ne fait qu'accroître le sentiment d'impréparation », indique un bon connaisseur du dossier.

Coupler les élections départementales et régionales - pour une meilleure dynamique de vote - contraindrait l'exécutif à choisir l'automne 2015. Proroger encore d'un an le mandat de conseiller départemental semble compliqué, alors que la loi de mai 2013 l'avait déjà rallongé d'un an... Sénateur PS francilien proche de Manuel Valls, Luc Carvounas estime que « les conseillers départementaux élus l'an prochain seraient sans doute les mieux à même de travailler au transfert de compétences des départements vers les régions ou les métropoles en zones denses, ou vers les intercommunalités en zones rurales ». On reviendrait à la date de 2021 avancée par Manuel Valls dans son discours de politique générale. Soit après la présidentielle de 2017... ■



CONTRE-POINT

PAR GUILLAUME TABARD @gtabard

Grand soir territorial ou matin blême d'une réforme?

La réforme territoriale est-elle condamnée avant d'avoir été dévolée ? La carte est prête pourtant et les deux projets de loi qui la détaillent quasiment rédigés. François Hollande y tient d'autant plus que la carte territoriale est la dernière carte dans son jeu pour sauver son quinquennat. Pourtant, sous l'apparente simplicité des contours des futures régions, que de malentendus et d'illusions et qui rendent incertaine l'issue de ce chantier historique.

Les intentions présidentielles recèlent quatre faiblesses. La première est d'avoir prétendu réduire le mille-feuille territorial. L'idée initiale de supprimer purement et simplement le département - en 2021 avait annoncé Manuel Valls, dès 2017 avait renchéri le président - est d'ores et déjà remise. Et même en supposant que la réforme aboutisse sans être rognée, il y aura moins de régions mais il y aura toujours des régions. Les départements seront remaniés, en partie délestés au profit des métropoles, mais il y aura toujours des départements. Les intercommunalités seront renforcées mais les communes préservées. Bref, il y aurait des changements, peut-être plus d'efficacité, mais aucun échelon ne disparaîtrait. Le mille-feuille sera retouché mais intact.

Deuxième faiblesse : avoir fait de la réforme territoriale la colonne vertébrale du plan de 50 milliards d'économies. On en sera loin. Il est certes plus facile de supprimer 10 régions, qui n'ont qu'une cinquantaine d'années d'existence, que 10 000 communes, témoins de toute l'histoire de France. Or c'est en touchant à la strate la plus fournie que des économies auraient été substantielles.

La troisième faiblesse est une erreur : avoir ouvert tous les fronts à la fois. Fusionner les régions n'est possible qu'en préservant les départements ; supprimer les départements n'est possible qu'en maintenant les régions. Toute réforme suppose une cible et des alliés. Là, il n'y a que des cibles et aucun allié pour le gouvernement.

La quatrième faiblesse est le véritable talon d'Achille

de François Hollande. Encalminé dans son impopularité et dans son incapacité à redresser le pays, le chef de l'État mise tout sur ce projet pour inscrire à son actif au moins une grande réforme structurelle et relancer ainsi son action. Mais c'est oublier qu'un chantier difficile n'est jamais un moyen de rebondir pour un pouvoir affaibli. Au contraire : seul un pouvoir fort peut mener à bien une réforme qui bouleverse les habitudes et chahute les conservatismes. Tandis que l'impopularité ne conduit qu'à gâcher un projet, même nécessaire.

François Hollande ne va pas tarder à s'en rendre compte. Les élus de gauche qui ont tout à perdre ne vont pas lui faire le cadeau de se sacrifier alors qu'ils ne reconnaissent plus son autorité. Quant aux élus de droite, ils n'ont rien à gagner à voler à son secours. Et quand bien même on ferait abstraction de toute arrière-pensée partisane, on voit déjà qu'aucun découpage ne fait consensus. De la Bretagne à l'Aquitaine, les élus de chacune des cinq régions de la façade atlantique ont chacun leur idée sur la question, rejetée par les autres. Sans parler du refus de la Picardie, et d'autres, de disparaître, ni des divergences entre une région et les départements qui la composent (Poitou-Charentes). Faute de l'élan et de l'assise nécessaires, le grand soir territorial risque fort de se conclure dans les matins blêmes d'une réforme gâchée. ■



Retrouvez Guillaume Tabard tous les matins à 8h10 sur Radio Classique

Toute réforme suppose une cible et des alliés. Là, il n'y a que des cibles et aucun allié

Le chef de l'État va rencontrer les députés PS avant la fin de la session parlementaire

Le patron des députés socialistes juge qu'ouvrir aujourd'hui le débat sur une primaire à gauche en vue de 2017, c'est « parier sur la défaite ».

GAUCHE La grande réunion entre le chef de l'État et sa majorité à l'Assemblée nationale aura lieu « avant la fin de la session parlementaire », a annoncé dimanche soir Bruno Le Roux, invité du « Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro ». Le député PS de Seine-Saint-Denis et président du groupe socialiste à l'Assemblée juge que cette rencontre « doit » avoir lieu pour permettre le « dialogue », alors que des dizaines de députés « frondeurs » remettent en cause la politique de l'exécutif.

Face à l'impopularité de François Hollande, Le Roux souligne l'importance d'obtenir « très vite des résultats ». Les prévisions ne sont pas bonnes ? « Il faut encore aller plus loin », dit-il soucieux que « tous les services de l'État soient mobilisés ». Le Roux veut que les députés « mesurent l'efficacité des réformes sur le terrain, dans chacun des départements, pour lever les blocages ». La priorité : « le cap de la majorité », insiste-t-il, c'est « tout pour l'emploi, et des économies pour faire baisser les impôts... ». Sans inflexion à gauche ? « Dépenser encore plus, c'est être

encore plus de gauche, c'est ça ? », a-t-il ironisé.

Le patron des députés PS a souligné que durant la campagne européenne, « ceux qui ont présenté un logo PS et prononcé un discours contre l'action du gouvernement » n'ont pas obtenu de résultats. « Ça n'a pas fonctionné dans les urnes... »

Face à la « triple défiance » manifestée dans les élections - vis-à-vis de l'Europe, de la majorité qui n'a pas ob-

La priorité n'est pas l'économie, c'est un meilleur service public sur notre territoire

BRUNO LE ROUX

tenu les résultats espérés et à l'égard des partis de gouvernement - Le Roux veut convaincre les siens que « l'unité de la gauche est un bien précieux ». Dans sa ligne de mire, entre autres sujets épineux, le débat à gauche sur les primaires en vue de 2017. Un débat ouvert par le



Bruno Le Roux était l'invité, dimanche, du « Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro ».

socialiste Julien Dray. « Vouloir ouvrir le débat des primaires aujourd'hui, trois ans avant, c'est parier sur la défaite », a prévenu Bruno Le Roux. « Trois ans avant, on se bat ! » Et ceux qui pensent autrement sont « à côté des choses »...

Sur la réforme territoriale dont les grandes lignes vont être annoncées cette semaine (lire ci-dessus), Bruno Le Roux s'est dit « enclin à en discuter avec l'opposition dans de véritables réunions politiques ». Secrétaire d'État à la Réforme territoriale, André Vallini a

chiffré des économies allant de 12 à 25 milliards d'euros. Une fourchette large et non détaillée mais « tout à fait réaliste » pour Le Roux. Il précise cependant que « la priorité n'est pas l'économie, c'est un meilleur service public sur notre territoire ». Selon lui, il s'agit dans un premier temps de fusionner les régions pour en constituer « 11, 12 ou 13 ». Et ensuite, il serait possible « dans le cadre du volontariat le plus total » de bouger la carte de certains départements. ■

S. DE RVL

EN BREF

L'image de l'UMP se dégrade dans l'opinion

Seuls 31 % des Français jugent que l'UMP « a des dirigeants de qualité » et 26 % qu'elle est « proche des préoccupations des Français » dans un sondage Ifop publié dimanche par le JDD, qui montre que l'image du parti s'est dégradée depuis deux études du même type menées en 2012 où en août 41 % des sondés répondaient par l'affirmative, un chiffre qui tombait à 33 % en novembre, après la bataille Fillon-Copé.

Nigel Farage (Ukip) ne veut « rien avoir à faire » avec le FN

Le chef de file l'Ukip britannique Nigel Farage a réaffirmé dimanche sur la BBC qu'il ne voulait « rien avoir à faire » avec Marine Le Pen, préférant une alliance au Parlement européen avec l'italien Beppe Grillo. « Je ne veux pas » faire alliance avec le FN. « Il vient d'une famille politique différente », a affirmé Farage, dont le parti anti-UE et anti-immigration est arrivé en tête des élections européennes au Royaume-Uni. « Même si je pense que Marine Le Pen a pris une position très différente de celle de son père, ce parti a toujours Jean-Marie Le Pen en lui », a-t-il estimé.



CONSTRUISONS ENSEMBLE LE FUTUR.

Entre GE et les Français, c'est une histoire qui remonte à plus de 100 ans. Ensemble, nous avons conçu des moteurs d'avions, des turbines et des équipements médicaux de renommée mondiale, et tout cela grâce au talent et au travail de nos équipes en France. Aujourd'hui, GE emploie plus de 10 000 personnes en France, et ensemble, nous contribuons au développement des technologies et des industries de demain. Le meilleur reste à venir.

CENTRE D'EXCELLENCE MONDIAL DES TURBINES À GAZ GE • BELFORT, FRANCE



GE.COM/FR

8 | INTERNATIONAL

Le long combat d'un soldat resté 5 ans aux mains des talibans

L'Américain Bowe Bergdahl a été libéré samedi en échange de cinq anciens cadres talibans détenus jusqu'ici à Guantanamo.



Barack Obama a reçu les parents du soldat américain Bowe Bergdahl, dimanche à la Maison-Blanche. CAROLYN KASTER/AP

LAURE MANDEVILLE lmandeville@lefigaro.fr
CORRESPONDANTE À WASHINGTON

ÉTATS-UNIS Pendant cinq ans, Robert Bergdahl et sa femme Jani se sont réveillés avec la même brûlure au cœur. Leur fils aimé Bowe était aux mains des talibans, dans les montagnes du Waziristan, au Pakistan. Déployé en janvier 2009 en Afghanistan après s'être porté volontaire, il avait disparu le 30 juin de la même année, sur la base où il était cantonné, dans la province de Pakhtika, dans des circonstances qui restent mystérieuses. Ce jeune homme idéaliste de 23 ans, qui depuis quelque temps confiait son immense déception dans ses lettres, avait-il quitté son poste et déserté, comme certains de ses compagnons d'armes le soupçonneraient ensuite ? Avant-il été capturé alors qu'il était dans les latrines de la base, selon une autre version ? Pendant cinq longues années, les Bergdahls durent s'accrocher à l'espoir de quelques vidéos sporadiquement envoyées par les talibans, révélant que leur fils était vivant. Pour tromper l'attente, Robert, 54 ans, un esprit libre et philosophe qui avait décidé de se faire pousser la barbe jusqu'à la libération de son enfant, parlait souvent à pied dans les montagnes enneigées de son État de l'Idaho. Il y a six mois, il avait emmené un journaliste du *Guardian* jusqu'à un petit refuge perdu dans une forêt de bouleaux. « Nous venons ici quand Bowe était petit. J'ai construit cette cabane en pensant qu'il pourrait en avoir besoin, pour se reposer... quand il reviendra », avait-il

expliqué. Il parlait de ses efforts pour s'immerger dans la langue pachto, pour mieux comprendre ce que son fils endurait et nouer des contacts. S'inspirant des mots de Martin Luther King sur le Vietnam, il affirmait que l'Amérique devait arrêter ces guerres « qu'elle n'est pas très douée pour mener ».

Les Afghans ont besoin d'aide et se retrouvent avec le pays le plus arrogant du monde

BOWE BERGDahl, DANS UNE LETTRE À SES PARENTS

Puis, soudain, ce samedi, le téléphone a sonné. Bowe a été libéré. À 10 h 30 du matin, 18 combattants talibans l'ont acheminé à un lieu de rendez-vous situé sur la frontière afghano-pakistanaise où un hélicoptère rempli de forces spéciales américaines l'attendait. Une fois vérifié le fait qu'il n'avait pas été transformé en bombe vivante par ses geôliers, le sergent a promptement été embarqué vers un premier hôpital en Allemagne, où il subira un examen médical approfondi et sans doute un premier briefing des autorités militaires. « SF ? » (l'abréviation pour les forces spéciales, NDLR), a-t-il écrit sur un bout de papier aux soldats qui l'entouraient. « Oui, cela fait longtemps que nous te cherchons », ont-ils crié en retour, pour couvrir le bruit des moteurs. Bowe a éclaté en sanglots.

Dans le jardin aux roses de la Maison-Blanche, samedi en fin d'après-midi, Robert et Jani ont rejoint le président Obama qui annonçait les circonstances de la libération de leur fils, échangé contre cinq prisonniers talibans de Guantanamo. « Nous sommes dans l'extase », a lancé le père, très ému. Il s'est adressé directement à Bowe et l'a salué en arabe puis en pachto, son fils ayant « du mal à parler anglais, après cinq ans ». Le moment était étrange, un détail romanesque de plus dans une histoire qui reste à écrire. Ce dimanche, les parents n'avaient toujours pas pu parler à leur fils.

Bowe Bergdahl, un grand et beau garçon, a grandi dans une famille pas comme les autres. À Halley, petite ville d'Idaho, Robert et Jani vivaient modestement, sans téléphone, mais au milieu de 5 000 livres, dont ils ont nourri leur fille et leur fils. Éduqués par leur mère (et non à l'école), pendant que leur père travaillait comme chauffeur pour Union Parcel, ils ont vécu une vie alternant études et activités au grand air. Ski, voile, philosophes et poètes, Bowe essayait tout. Ses amis décrivent un garçon poli et charmant. Rêvant d'aventure, il s'était engagé sur un bateau de pêche en Alaska à remonter des saumons 18 heures par jour. Selon son père, il avait rejoint l'armée par esprit d'aventure et « parce qu'il avait été élevé à venir en aide à son prochain ». Mais ce qu'il a trouvé en Afghanistan l'a choqué. « Ces gens ont besoin d'aide et se retrouvent avec le pays le plus arrogant du monde (l'Amérique, NDLR) qui leur explique qu'ils ne sont rien, sont

stupides et ne savent pas comment il faut vivre », écrivait-il.

Dans certaines vidéos des talibans, le jeune soldat réitérait ses critiques, sans qu'il soit possible de savoir s'il y était contraint. Dans une autre, il suppliait les autorités américaines de lui venir en aide... Les télévisions américaines expliquaient ce dimanche que la saga de sa libération constituait en soi « une aventure fascinante », dans laquelle ses parents avaient été impliqués en coulisses, menant leurs propres tractations. L'espoir s'est solidifié avec l'accélération d'un ballet diplomatique de haut niveau, engagé depuis novembre. La médiation du Qatar, dont les émissaires ont été chercher les cinq prisonniers talibans à Guantanamo pour les transférer vers l'émirat, s'est révélée déterminante.

Une polémique n'a pas manqué d'éclater à Washington, vu le profil des prisonniers libérés, tous des ex-officiels haut placés de l'ancien gouvernement taliban ou des commandants impliqués dans des opérations militaires. « Nos adversaires terroristes ont maintenant une incitation forte à capturer des Américains », a dénoncé le représentant républicain Howard McKeon. Son camp s'inquiète du flou des garanties de sécurité données par les Qataris. Les ex-prisonniers n'auront pas le droit de quitter le Qatar pendant un an, mais vivront sans grandes restrictions avec leurs familles. La Maison-Blanche rétorque qu'il fallait agir « dans l'urgence » et que la priorité était Bowe Bergdahl. « L'Amérique n'abandonne pas ses soldats », a dit Obama.

ZOOM

Les trois religieux enlevés au Cameroun sont libres

Deux prêtres italiens, Giampaolo Marta et Gianantonio Allegri, ainsi que Gilberte Bussier, une religieuse canadienne, enlevés début avril dans le nord du Cameroun, ont été libérés dans la nuit de samedi. Ces rapt n'ont jamais été revendiqués mais le groupe islamiste armé nigérian Boko Haram est soupçonné. Selon une source militaire ayant demandé à garder l'anonymat, « des prisonniers et de l'argent » ont été remis aux ravisseurs. En 2013, un prêtre et une famille française avaient été capturés par Boko Haram dans cette même région qui sert de base arrière à la secte. Dimanche, les forces de sécurité camerounaises ont annoncé avoir tué une quarantaine de combattants islamistes lors d'un affrontement.

EN BREF

Des manifestations réprimées en Turquie

La police turque a tiré du gaz lacrymogène et utilisé des canons à eau sur des centaines de manifestants à Ankara, dimanche. Ces heurts interviennent au lendemain de violentes émeutes dans la capitale et à Istanbul qui ont marqué le premier anniversaire des rassemblements antigouvernementaux de juin 2013. Il y a eu 80 interpellations et 13 blessés, selon l'Association turque pour les droits de l'homme.

Le président abkhaze démissionne

Le président de l'Abkhazie, Alexandre Ankvab, a annoncé dimanche sa démission, demandée par le Parlement et par l'opposition, lors d'importantes manifestations. L'Abkhazie, petite république séparatiste de Caucase soutenue par Moscou, a déclaré son indépendance et l'a défendue lors d'une guerre avec les forces géorgiennes au début des années 1990.

Soudan: une condamnée à mort pour apostasie libérée

Une Soudanaise chrétienne de 27 ans condamnée à mort pour apostasie sera libérée « dans les prochains jours », a annoncé samedi un responsable des Affaires étrangères. Née d'un père musulman, Meriam Yahia Ibrahim Ishag avait été jugée le 15 mai en vertu de la loi islamique qui interdit les conversions.

Six soldats égyptiens tués à la frontière libyenne

Six gardes frontières de l'armée ont été tués dimanche dans le nord-ouest de l'Égypte par des trafiquants d'armes qui venaient de franchir la frontière en provenance de la Libye. Le Caire s'est inquiété publiquement à plusieurs reprises ces derniers mois de la recrudescence du trafic d'armes et du passage de combattants djihadistes en provenance de son voisin.

À Donetsk, le séparatisme plombe le business

Les entrepreneurs de l'est de l'Ukraine tentent d'établir un dialogue avec les nouvelles autorités séparatistes, qui sont surtout intéressées par la collecte de taxes et les intimidations.

EMMANUEL GRYSNIPAN emmanuel.grysnipan@lefigaro.fr
DONETSK

UKRAÏNE Les entreprises de l'est de l'Ukraine sont dans le rouge. Les dirigeants séparatistes des régions de Lougansk et de Donetsk ont décrété la loi martiale en début de semaine. En face, le gouvernement de Kiev poursuit son « opération antiterroriste ». « 60 % des entreprises industrielles ont cessé leurs activités à cause des opérations militaires », a reconnu mercredi Sergeï Kapline, qui dirige le comité pour la sécurité au Parlement ukrainien. La situation est particulièrement critique pour les entreprises de Lougansk, en raison des problèmes logistiques. « Notre région est un cul-de-sac, il n'y a pas de transit, explique Nikolai Zelenets, PDG et propriétaire de Nabat, une entreprise de 220 employés produisant du matériel anti-incendie. Nous ne recevons plus certains plastiques nécessaires pour notre production, et nous ne pouvons plus livrer nos clients hors de la ville. »

Une association d'entrepreneurs de Lougansk a pris l'initiative d'organiser le 22 mai une table ronde pour faire remonter leurs doléances aux nouvelles autorités de facto. Valeri Bolotov, auto-proclamé « gouverneur du peuple de Lougansk », s'y est rendu dans son inséparable tenue de camouflage. Son message d'une concision toute militaire a consisté à encourager les entrepreneurs à verser leurs taxes non pas à Kiev, mais à Lougansk. « Le problème, c'est qu'il n'existe actuellement aucun mécanisme pour collecter localement les taxes », note Zelenets, qui était l'un des organisateurs de la table ronde. « Il me



La gare de Donetsk, vendredi. Faute de transit, les entreprises locales ne reçoivent plus certaines matières premières nécessaires à leur production. MAXIM ZEMEV/REUTERS

semble clair que nos problèmes n'intéressent personne. Les enjeux du conflit vont bien au-delà du business », commente l'homme d'affaires, qui a cependant mis en place un « centre d'appel de crise » pour les entrepreneurs faisant face à des attaques, des tentatives d'extorsion ou dont les camions sont bloqués aux postes de contrôle érigés par les séparatistes sur toutes les routes. « Il fonctionne depuis trois jours. Les problèmes sont transmis au QG de Bolotov. Mais je dois admettre que cela ne débouche sur rien pour l'instant. »

Beaucoup d'entrepreneurs éprouvent une hostilité idéologique envers une rébellion émanée par des slogans mélangeant anticapitalisme, nostalgie

de l'URSS et nationalisme russe. D'autres associent séparatisme et banditisme. « Des hommes armés en camouflage ont débarqué dans un de mes magasins en exigeant un impôt révolutionnaire à verser à la République populaire de Lougansk », témoigne un homme d'affaires local préférant rester anonyme pour des raisons de sécurité. Les représentants séparatistes de Lougansk et Donetsk nient être derrière ces tentatives d'extorsion et promettent de lutter contre leurs auteurs. Selon Zelenets, « les chiffres des attaques sont les hommes d'affaires qui se sont enrichis malhonnêtement. Par conséquent, je ne pense pas qu'on viendra nationaliser mon entreprise. »

Une opinion contre laquelle Alexandre (nom fictif), importateur de machines-outils à Donetsk, s'inscrit en faux : « Toutes les entreprises privées, petites ou grandes, sont menacées par les séparatistes. Nous n'attendons qu'une seule chose : que Kiev nous libère de ces usurpateurs. Mon chiffre d'affaires est tombé pratiquement à zéro. Les sociétés internationales de logistique refusent de travailler avec le Donbass depuis le 1^{er} mai. Les banques ne nous créditent plus. Ça ne peut plus durer ! » Alexandre refuse de donner son nom ou celui de sa société. « Les représailles seraient immédiates, estime-t-il. Si vous manifestez publiquement votre désaccord avec les séparatistes, vous recevez immédiatement la visite d'un groupe de gars armés de kalachnikovs. Je connais plusieurs personnes qui ont déjà subi ces mésaventures. »

Akhmetov sur la touche

La peur a gagné les plus grandes entreprises de la région, comme SCM Holdings, le groupe du milliardaire Rinat Akhmetov, surnommé « propriétaire du Donbass » pour son influence démesurée sur la région. « Tous les employés de la direction ont été relocalisés hors de la région ces derniers jours », confie une source au sein de la direction de SCM Holdings. « L'un d'entre nous a été victime d'une tentative d'assassinat », poursuit la source. Rinat Akhmetov, l'homme le plus riche d'Ukraine, a refusé de payer ses impôts à Donetsk, comme l'exigent les séparatistes. Ces derniers ont menacé à la mi-mai de nationaliser ses actifs. Il s'est depuis enfui à Kiev. Même si ses gigantesques fonderies continuent de fonctionner - au ralenti -, Akhmetov n'est clairement plus propriétaire du Donbass.

L'afflux de migrants sur ses côtes alarme l'Italie

La marine italienne a secouru en 24 heures près de 3 000 migrants qui tentaient la dangereuse traversée de la Méditerranée.

RICHARD HEUZE rheuze@lefigaro.fr
ROME

IMMIGRATION Les autorités italiennes ont quelque raison d'être alarmées par l'afflux de migrants clandestins qui débarquent sur leurs côtes. Pour la seule journée de samedi, les unités navales de la marine italienne qui participent depuis le 18 octobre aux opérations de sauvetage en mer « Mare Nostrum » ont ramené dans différents ports siciliens 3 300 immigrants secourus dans le canal de Sicile, entre la Libye et la péninsule. Ce chiffre jamais égalé donne la mesure de l'exode en cours. La grande majorité de ces migrants fuient la Libye, la Syrie, l'Érythrée et arrivent des côtes libyennes. Par familles entières, parents, grands-parents et énormément d'enfants, souvent en

bas-âge. « Tant d'enfants », soupirent les sauveteurs. Le flux s'est accéléré depuis avril, avec le retour du beau temps.

À terre, les structures d'accueil ne suffisent plus. Faute de place dans l'île de Lampedusa, où de surcroît une épidémie de gale s'est déclarée, les ports siciliens de la côte sud, Augusta, Porto Empedocle, près d'Agrigente, Raguse et Pozzallo affichent complet. Les maires sont au désespoir : préaux d'école, gymnases ou petits hôtels sont réquisitionnés. Leurs propriétaires sont alarmés à l'approche de la saison touristique. Le premier élu de Porto Empedocle, Lillo Fieretto, dénonce la disparition de mineurs du centre de rétention : « une centaine de gamins de 12 ans battent la campagne à la recherche d'un billet pour gagner le nord et risquent de finir en de mauvaises mains ». La présence de ces mineurs non accompagnés,

environ un millier dans les différents centres d'accueil, inquiète les autorités.

Selon Frontex, l'Agence européenne pour la gestion des frontières communes, 43 000 migrants sont entrés clandestinement en Europe depuis le début de l'année. Contre 12 400 sur la même période de 2013 et autant que pendant toute l'année dernière. En Italie, l'augmentation a atteint 823 %, affirme le vice-directeur de Frontex, Gil Arias Fernandez.

Entassés de force

La Ligue du Nord exige l'arrêt de « Mare Nostrum », qui coûte neuf millions d'euros par mois à l'État italien. Son leader Matteo Salvini veut organiser une marche de protestation en Sicile : « Mare Nostrum est une incitation donnée aux marchands de mort », affirme-t-il. Dans les ports libyens, les trafiquants entassent

de force les migrants dans des embarcations de fortune et leur donnent un téléphone satellitaire avec un numéro permettant de signaler leur position à la marine italienne une fois en haute mer.

Pour le ministre de l'Intérieur, Angelino Alfano, « l'Europe a un devoir de prendre en charge les migrants qui débarquent sur les côtes du Sud. Cette responsabilité ne peut incomber au seul pays d'accueil ». Un point de vue que partage pleinement le président du Conseil, Matteo Renzi : il en fera l'une des priorités de la présidence italienne de l'UE, au 1^{er} juillet. Samedi, Sandro Gozi, le « M. Europe » du gouvernement, dénonçait au Figaro « l'absence de politique européenne de gestion des frontières communes et des flux migratoires ». « Il n'est plus tolérable que les pays du Sud paient seuls l'absence de l'Europe dans ce domaine », disait-il. ■



Damas résignée avant la « farce » électorale de Bachar el-Assad

Pour beaucoup d'habitants, qui espèrent sortir de trois années de chaos, la présidentielle de mardi est un pis-aller.

GEORGES MALBRUNOT malbrunot@lefigaro.fr
ENVOYÉ SPÉCIAL À DAMAS

SYRIE Réformateur plus qu'opposant, Hassan al-Nouri, l'un des deux challengers de Bachar el-Assad, connaît trop son pays pour s'aventurer sur un terrain glissant. « Je suis en désaccord avec Bachar, mais je ne suis pas contre lui », prévient cet homme d'affaires, formé aux États-Unis. « Je n'approuve pas sa gestion de l'économie et c'est l'une des raisons de la crise. Car notre économie ne profite qu'à une centaine de familles, dénonce cet ex-ministre que le parti Baas au pouvoir a renvoyé au début des années 2000. La classe moyenne a presque disparu. Le système de gouvernance manque de professionnalisme et la corruption est grande. »

Comme Maher al-Hajjar, l'autre candidat qui affronte le rais mardai, Hassan al-Nouri marche sur des œufs. « Quand je dis cent familles, les gens me comprennent, mais je ne mentionne pas de nom, je parle d'un système », ajoute-t-il, sans évoquer non plus les réformes politiques exigées par les opposants, ni a fortiori un départ de Bachar el-Assad du pouvoir. De toute façon, « au bout de huit mois de révolte, je me suis rendu compte que les pays du Golfe

voulaient la chute du régime », ajoute-t-il depuis une suite de l'hôtel Sheraton de Damas, son QG de campagne. Drôle de campagne électorale. Il faut chercher longtemps avant de dénicher un de ses portraits, noyés au milieu de ceux du président syrien dans les rues de la capitale, où 1 500 bureaux de vote sont installés pour favoriser une participation élevée, synonyme de légitimité pour un pouvoir condamné à l'étranger.

Une campagne sans meeting, les rebelles ayant intensifié leurs attaques contre un scrutin qualifié de « farce » par l'opposition en exil et ses parrains occidentaux. Pourtant, c'est la première présidentielle en Syrie depuis 50 ans, Hafez el-Assad et son fils ayant été jusque-là élus par référendum. Mais tout le monde sait que Bachar sera plébiscité, ses deux challengers n'étant que des faire-valoir, choisis au terme d'un processus de sélection qui écartait tout véritable opposant. « Comment vont-ils faire pour obtenir ne serait-ce que 10 % des votes ? », sourit un diplomate européen de passage. Même les partis d'opposition tolérés par le pouvoir ont appelé au boycott, « par solidarité avec plus de la moitié des Syriens qui ne peuvent pas y participer ». Deux millions sont réfugiés hors du pays et six millions



Les portraits de Bachar el-Assad ont envahi Damas avant la première élection présidentielle en Syrie depuis 50 ans.
JOSEPH EQ/AFIP

coup de Damas, elle craint une flambée de violence le jour du vote. Ces dernières semaines, une nouvelle hantise est apparue : des bombes cachées dans des tunnels creusés sous des bâtiments gouvernementaux, une tactique utilisée par les rebelles au Nord. Depuis, la sécurité traque toute cavité dans le quartier de Malki, où habitent de nombreux dignitaires. « Beaucoup de gens pensent que sous sa direction, la Syrie sera plus stable qu'avec les opposants », reconnaît Hassan al-Nouri. « C'est la première fois que je vois voter car mon pays est attaqué de toutes parts, s'enflamme Amjad, commerçant. Vous pensez qu'avec tout ce qui se passe en Irak, en Libye et en Égypte, on a vraiment envie de votre démocratie ? »

Vous pensez qu'avec tout ce qui se passe en Irak, en Libye et en Égypte, on a vraiment envie de votre démocratie ?

AMJAD, COMMERÇANT

Confusément, beaucoup disent vouloir voter en faveur de la Syrie, plus que pour Assad. Après trois ans d'un conflit qui a coûté la vie à 200 000 personnes, de nombreux citoyens veulent arrêter l'effusion de sang, les destructions et la montée de l'islam radical qui inquiète au-delà des minorités chrétienne, alaouite ou druze (soit 30 % de la population). Le ressentiment est palpable. « Vous nous avez laissés sans autre choix que de voter Assad, regrette Ali, un industriel. La France, les États-Unis ne nous ont offert que des paroles, alors que les alliés iraniens ou russes du régime ont tenu leurs promesses. Les gens veulent reprendre une vie normale. Ils n'aiment pas forcément Bachar mais n'ont pas d'alternative. L'opposition à l'étranger ne nous paraît pas crédible. Et si le régime tombe brutalement, on aurait des années de chaos entretenues par les radicaux. Alors que nous reste-t-il comme choix ? » ■

Libye : 3 premiers ministres, 2 Parlements, mais pas d'État

Les Libyens espèrent que les législatives annoncées le 25 juin mettront un terme à une crise aux allures de comédie de boulevard.

MARYLINE DUMAS
TRIPOLI

AFRIQUE DU NORD Le 25 mai dernier, Ahmed Maiteg et son cabinet prêtaient serment devant le Congrès général national à Tripoli. Une cérémonie secrète, sans média. La photographie du nouveau gouvernement incomplet – les portefeuilles de la Défense, de la Santé, des Affaires étrangères et du Pétrole n'ayant pas trouvé preneur – est restée plusieurs jours la seule preuve de son existence.

Maiteg, homme d'affaires soutenu par le puissant groupe islamiste Wafa au sein du Parlement, a finalement publié la liste officielle de son cabinet sur sa page Facebook. Et jeudi, des photos de la première réunion du gouvernement ont circulé sur les réseaux sociaux. Mais elles n'étaient pas les seules. Ce même jour, le

gouvernement d'Abdallah al-Thani, premier ministre démissionnaire, se retrouvait également pour sa réunion hebdomadaire. Abdallah al-Thani a en effet déclaré qu'il resterait à sa place, s'appuyant sur le ministère de la Justice, qui a déclaré l'élection de Maiteg « illégale ».

Le 5 mai, le vote du GNC avait été très critiqué : 113 députés ont choisi Maiteg alors que 120 voix sont nécessaires. Après la coupure de la retransmission télévisée et le départ du vice-président Ez-zedine al-Awami, qui dirigeait la séance, le scrutin a été rouvert pour les retardataires permettant d'atteindre 121 votes. Des députés auraient été obligés de participer au vote. La situation aurait pu dégénérer, mais les deux premiers ministres ont fait preuve de prudence en déclarant attendre la décision finale du Congrès général national (CGN). Ce qui est loin d'être gagné, puisqu'il est lui-

même divisé. Incapable de voter le budget 2014, le Parlement a vu naître deux clans : le « CGN A » et le « CGN B ». Côté A, les députés soutiennent Maiteg. Le président du CGN, Nouri Bousahmeïn, a

113 députés ont choisi Maiteg alors qu'il faut 120 voix. Le vote a été rouvert pour les retardataires et certains auraient été obligés de participer

d'ailleurs menacé al-Thani : « Votre refus de rendre le pouvoir à Maiteg est passible d'une peine de prison. »

Côté B, al-Awami, le vice-président du CGN, a demandé officiellement à al-Thani de rester en fonction. Ce groupe

exige le maintien du gouvernement sortant et la démission de Bousahmeïn. « Il disparaît pendant deux mois (Bousahmeïn avait quitté la Libye suite à une affaire de meurtres, NDLR) et revient pour confirmer Maiteg comme premier ministre, alors qu'il n'était même pas là pour le vote ! », s'agace Zainab Targhi. Cette députée de l'Est estime aussi qu'il faut geler le CGN : « Les Frères musulmans le dominent et n'ont rien fait pour la Libye, à part supporter les brigades face à l'armée », constate l'élue, qui avoue soutenir l'opération militaire de Khalifa Haftar contre les groupes islamistes à l'est.

Dans l'autre camp, on minimise cette scission. « Il n'y a pas de polarisation en Libye. Maiteg a été élu par tout le monde, modérés comme islamistes. Les députés qui sont avec al-Awami sont au maximum quinze », estime Salah Bakouch, du parti Union for Homeland, qui appartient au

groupe islamiste Wafa dans le CGN A. En réalité, ils sont au moins trente-huit à s'être réunis pour demander un vote de défiance contre Bousahmeïn.

Dans cette comédie de boulevard, un troisième personnage pourrait entrer en scène en la personne d'Ali Zeidan, premier ministre démis de ses fonctions par le CGN en mars. « Les conditions du vote de défiance envers Zeidan sont les mêmes que celles de l'élection de Maiteg. Le bureau juridique du ministère de la Justice affirmant que le scrutin de Maiteg est illégal, il en va de même pour Zeidan... », estime une source proche du dossier. Réfugié en Allemagne, l'homme politique a déjà annoncé son intention de faire appel mais n'a pas commenté la situation actuelle. Les élections législatives ont été annoncées le 25 juin, les Libyens espèrent qu'elles feront tomber le rideau sur cette crise politique ubuesque. ■

Détournements: l'élue PS Sylvie Andrieux face aux juges

Le procès en appel de l'élue socialiste des quartiers nord de Marseille débute lundi.

ALIETTE DE BROQUA
MARSEILLE

JUSTICE Le procès en appel de la députée socialiste des quartiers nord de Marseille, Sylvie Andrieux, 52 ans, débute ce lundi à Aix-en-Provence pour deux semaines. Il prend un relief particulier après les scores réalisés par le Front national, lors des deux dernières élections, dans ces quartiers désormais privés de la manne que l'élue y déversait. En mars, le frontiste Stéphane Ravier a ravi la mairie de secteur des XIII^e et XIV^e arrondissements et dimanche dernier, pour les élections européennes, la liste de Jean-Marie Le Pen a rattrapé 39 % des voix dans le XIII^e arrondissement et 42 % dans le XIV^e. Ces quartiers, terres d'élection traditionnelles de la gauche, étaient devenus le fief de Sylvie Andrieux qui y a été élue députée à quatre reprises et qui, à chaque municipale, conduisait la campagne avant de laisser la place de maire de secteur à un proche. Outre son mandat de député, elle était vice-présidente du conseil régional de Paca en charge de la politique de la ville. Elle est accusée de s'être servie de sa délégation et d'avoir alloué les trois quarts de son budget à sa circonscription, notamment via des associations « fictives » montées par des escrocs ayant détourné près de 740 000 euros de subventions, afin de faciliter sa réélection. Elle a été condamnée en première instance pour « détournement de fonds publics » à trois ans de prison dont un an ferme, 100 000 euros d'amende, cinq ans d'inéligibilité et 716 593 euros de dommages et intérêts à verser au conseil régional de Paca, solidement avec son ancien collaborateur Roland Balalas.

L'élue a toujours nié toute responsabilité dans ces détournements, se défendant sur Balalas désormais aphasique après un AVC, sur les fonctionnaires intruisant les dossiers, et même sur Michel Vauzelle, le président du conseil

régional, seul détenteur de la signature, ou son cabinet. Elle avait indisposé le tribunal par son attitude suffisante et ses accusations : « Vous ne connaissez pas l'ampleur de détournements qui ont eu lieu dans d'autres secteurs de cette institution », avait-elle lâché à l'audience. Aujourd'hui, elle semble s'être amenée : « Depuis un an, j'ai pris du recul. J'ai mûri. Je peux présenter les choses et assumer différemment », commente-t-elle. Son objectif est d'expliquer « le Meccano », le contexte, de façon à permettre à la cour de trouver « une cohé-

Vous ne connaissez pas l'ampleur de détournements qui ont eu lieu dans d'autres secteurs de cette institution

SYLVIE ANDRIEUX

rence » aux faits. Mais elle ne lâchera rien : « Je joue ma peau. J'ai vraiment envie de m'en sortir. Je ne suis pas si vieille ! »

Le tribunal correctionnel de Marseille a été particulièrement sévère dans son jugement de mai 2013, estimant que « l'argent du contribuable a été distribué sans discernement et d'une manière arbitraire dans le cadre d'un clientélisme



Sylvie Andrieux lors de l'ouverture de son procès en correctionnelle pour détournement de subventions, le 4 mars à Marseille.

électoral et a profité à des personnes privées pour les besoins personnels ». Le tribunal a pointé que « Sylvie Andrieux s'est servie des fonds régionaux... comme d'une réserve financière pour conforter son implantation politique dans sa circonscription ». Il conclut : « Ces faits causent un trouble exceptionnel à l'ordre public en ce qu'ils engagent la responsabilité pénale d'une élue de la République pour manquements graves au devoir de probité inhérent à sa fonction et qu'ils remettent en cause la confiance que peu-

vent avoir les électeurs-citoyens en leurs élus. »

« Il n'y a que 8 des 22 prévenus qui contestent encore les faits en appel. Le fait que les autres aient accepté la déclaration de culpabilité et les peines prononcées conforte notre analyse du dossier », se félicite lui M^e Gilles Gauer, avocat du conseil régional qui s'est porté civile. Ainsi, Cédric Doco, proche de Boumediene Benamar, leader du premier réseau d'associations fictives, et Benyoub Samé, tête du second réseau, n'ont pas fait appel. ■

Comment l'argent de la région finançait les caïds de quartier

C'étaient des caïds de quartier. Parce qu'ils étaient craints et respectés, les avoir avec soi permettait de s'assurer des votes dans des cités où l'abstention est particulièrement forte. Mais le système des associations subventionnées pour s'attacher leurs faveurs a dérapé : les présidents d'associations étaient souvent des hommes de paille, connus de la justice,

l'objet social de l'association régulièrement folklorique, comme « la construction d'un nouvel environnement plus sain » ou « la réhabilitation de l'image des quartiers nord ». Et les dossiers de demande de subventions étaient truffés de faux documents. « Dans les quartiers, si tu veux avoir un minibus, un scooter et de l'argent, tu montes une

association », a ainsi raconté un des prévenus en première instance. « Vous pouviez mettre le nom d'un mort, ils ne vérifiaient pas », avait assuré un autre prévenu qui a avoué avoir « beaucoup flambé ». L'argent du conseil régional a permis d'acheter des voitures, l'équipement d'un taxiophone ou d'un snack et finançait le train de vie des têtes de réseau.

ZOOM

Un mort et quatre blessés dans une fusillade à Avignon

Un homme a été tué et quatre autres blessés lors d'une fusillade samedi soir dans un quartier populaire d'Avignon. L'homme, âgé d'une vingtaine d'années, a été la cible de deux individus encagoulés, arrivés à bord d'un véhicule, qui ont tiré sur un local où des jeunes étaient réunis, à proximité de la rocade. Il est mort à son arrivée à l'hôpital. Quatre autres personnes qui se trouvaient dans le local ont été blessées dans la fusillade, et hospitalisées. Les deux tireurs ont pris la fuite.

EN BREF

Les restes de cinq « poilus » de 1914 retrouvés en France

Deux hommes passionnés de recherches de corps de soldats disparus dans leur région ont récemment découvert les restes de cinq poilus de 1914 dans un bois près de Lunéville dans l'est de la France, avec tout leur équipement : leurs fusils Lebel, des ceinturons et des cartouchières, des lambeaux de pantalons rouge garance, une montre à gousset, une fiole d'alcool, deux porte-monnaie et une petite figurine de la Sainte-Vierge. L'un des poilus était originaire d'une petite commune près de Perpignan.

Affaire Tapie : Guéant dénonce un « scandale d'État »

Claude Guéant, placé lundi en garde à vue dans l'affaire Tapie, a accusé dimanche l'Élysée d'être à l'origine d'un « scandale d'État » en transmettant des archives de l'ancien président Nicolas Sarkozy à la justice. « Les archives appartiennent à la personne qui en est détenteur ou aux Archives nationales », a estimé Claude Guéant. « La présidence de la République a ainsi agi dans le strict respect de la loi et des réquisitions de l'autorité judiciaire », a répliqué l'Élysée.

PMA à l'étranger: quand les juges enquêtent

À Nanterre, les couples de femmes ayant déposé un dossier d'adoption sont interrogés sur les conditions de conception de l'enfant afin de débusquer les PMA réalisées à l'étranger, interdites en France.

STÉPHANE KOVACS skovacs@lefigaro.fr

FAMILLE Est-ce « une inmixtion malsaine dans l'intimité des familles homoparentales » ou bien « une enquête légitime dans l'intérêt de l'enfant » ? À la demande du parquet de Nanterre, l'un des principaux de France, les couples de femmes ayant déposé un dossier d'adoption (de l'enfant de l'une des deux) sont désormais convoqués au commissariat pour y subir un « interrogatoire » jugé « très intrusif ».

« Quel a été le mode de conception de l'enfant ? », demande-t-on à chacune des deux femmes interrogées séparément. « Avez-vous fait une demande d'adoption au conseil général ou avez-vous sciemment eu recours à une PMA à l'étranger, sachant que cela était interdit en France ? », s'enquiert encore les policiers. Suivent des questions sur le coût et le lieu de cette PMA. « Incroyable ! », s'indigne M^e Florent Berdeux-Gacogne, avocat de plusieurs couples de femmes. C'est une atteinte humiliante à la



Des adoptions par des couples de femmes ont été déjà entérinées sans difficulté.

vie privée. Et discriminatoire, puisque dans les cas d'adoption par des hétéros de l'enfant du conjoint, il n'y a jamais d'enquête de police... Toutes les questions liées au mode de conception sont par principe sans

rapport avec la procédure d'adoption. » Pour le procureur de la République Robert Gelli, dont le parquet a rédigé ces questions, « il n'est pas intrusif de vérifier certains points : l'adoption, ce n'est pas n'importe quoi ! ». « En matière d'adoption plénière, qui est irrévocable, il y a toujours une enquête du parquet, notamment quand les dossiers sont présentés sans l'intermédiaire d'un avocat, précise-t-il. Il s'agit de savoir s'il y a un père déterminé - parce qu'il pourrait un jour se manifester - s'il y a un projet de vie commune et si l'intérêt de l'enfant est préservé. » Ayant « eu vent de protestations », le procureur a « modifié certaines questions ». Et le questionnaire sera désormais soumis à tous les couples, même hétérosexuels.

« C'est arrivé dans plusieurs tribunaux dépendant de la juridiction de Versailles, celle-là même qui avait, pour la première fois en France, refusé l'adoption de l'enfant d'une mère légitime par son épouse au motif qu'il avait été conçu par PMA en Belgique », explique Doan Luu, porte-parole de l'Association des parents et futurs parents gays et lesbiens (APGL). Des adhérentes

ont même eu la visite de policiers à leur domicile ! Nous craignons une contagion... »

Alors que de telles adoptions ont été entérinées sans difficulté à Lille, Montpellier ou encore Clermont-Ferrand, certains procureurs recommandent le refus, arguant d'une fraude à la loi. « Il n'est pas normal qu'il y ait des décisions contradictoires dans toute la France ! », lance Robert Gelli. Il convient de demander son avis à la Cour de cassation. « Et si la Cour, que plusieurs parquets envisagent déjà de saisir, déclarait que la conception par PMA à l'étranger constituait une fraude, toutes les demandes d'adoption par des couples de lesbiennes dans cette situation risqueraient d'être refusées... » On a l'impression que l'on est au milieu du gué, soupire Doan Luu. Les politiques ont préféré mettre de côté la PMA. L'APGL les appelle maintenant à prendre leurs responsabilités. Nous avons saisi les cabinets de la Justice, de la Famille et de l'Intérieur de notre indignation. Ils nous ont répondu qu'ils prenaient ce problème « très au sérieux » ? ». ■

LE FIGARO
privileges

RÉSERVÉ À
NOS ABONNÉS

SPÉCIAL
FESTIVALS

JUIN - SEPTEMBRE 2014

www.lefigaro.fr/privileges

ÊTRE ABONNÉ AU FIGARO :
UN VÉRITABLE PRIVILÈGE !

Le meilleur de la culture et des loisirs tout au long de votre abonnement à des conditions exceptionnelles avec nos prestigieux partenaires à Paris et à travers les régions de France.

SI VOUS ÊTES ABONNÉ,
INSCRIVEZ-VOUS SUR :
www.lefigaro.fr/privileges

SI VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ
RENDEZ-VOUS SUR :
www.lefigaro.fr/abonnements

LE FIGARO

santé

lefigaro.fr/santé

PSYCHO
CHAMPIONS SPORTIFS :
TRÈS FORTS,
TRÈS FRAGILES

PAGE 14



DOSSIER
LE FROID POUR DÉTRUIRE
DES CELLULES MALADES
EN PROFONDEUR

PAGE 12

La greffe de visage a maintenant fait ses preuves

Une trentaine d'opérations de ce type ont déjà été réalisées dans de nombreux pays.

PAULINE FRÉOUR
pfréour@lefigaro.fr

CHIRURGIE Il y a neuf ans, Isabelle Dinoire, une femme de 38 ans défigurée après avoir été mordue par son labrador, entrainé dans l'histoire de la médecine en devenant la première receveuse au monde d'une greffe de visage, au CHU d'Amiens. Depuis, près d'une trentaine d'adultes ont subi ce type d'opération, dont un tiers en France. Le recul grandissant sur cette chirurgie spectaculaire, considérée il n'y a pas si longtemps comme relevant de la science-fiction, a conduit l'un des rares chirurgiens à l'avoir tentée, l'Espagnol Eduardo Rodriguez, à dresser un bilan de cette transplantation encore expérimentale, qui a brisé l'un des ultimes tabous de la médecine moderne.

Le pari était risqué. Comme le rappelle le P. Rodriguez en ouverture de son article paru fin avril dans le *Lancet*, la greffe de visage met en péril la survie du patient, alors même qu'elle ne répond pas à un besoin vital. Mais en cas de succès, elle promet d'améliorer la vie d'individus atrocement défigurés.

À la première mondiale réalisée par l'équipe du P. Bernard Devauchelle, le 27 novembre 2005, ont succédé au moins 27 opérations recensées par l'auteur, en France, aux États-Unis, en Espagne, en Belgique, en Pologne, en Chine et en Turquie. Sur les 28 personnes greffées d'une partie ou de la totalité du visage, 25 sont encore en vie.

Malgré ces trois pertes dramatiques, la grande majorité des greffes se sont déroulées « de manière relativement sereine, surtout lorsqu'on les compare aux accidents majeurs survenus aux premiers greffés du cœur ou du foie », commente le P. Benoît Lenglet (UCL Bruxelles), qui a opéré à trois reprises avec le P. Devauchelle. À l'issue d'une greffe combinant, selon les cas, peau, tissus internes, os, dents, cartilage, langue, glandes lacrymales, les patients recouvrent non seulement un visage humain mais, surtout, la capacité de parler, de déglutir, de manger, de respirer par la bouche ou le nez.

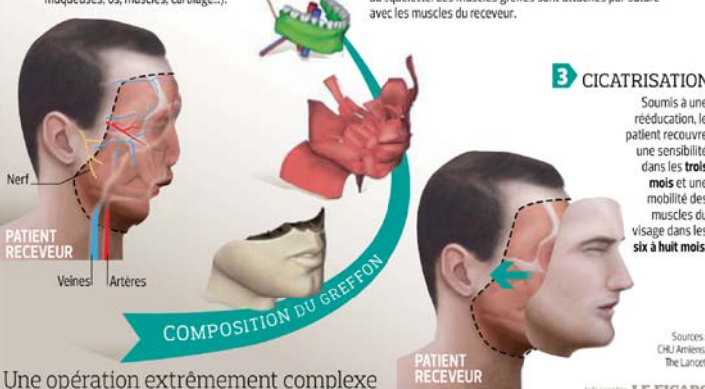
Aujourd'hui, la plus ancienne opérée, Isabelle Dinoire, « se porte très bien », affirme le P. Devauchelle. Quant à Pascal, premier patient opéré par le P. Laurent Lantieri au CHU Henri-

1 PRÉLÈVEMENT DU VISAGE SUR UN DONNEUR

Le greffon est prélevé sur un donneur décédé. Les critères esthétiques comme la couleur de peau sont pris en compte pour que le résultat soit le plus discret possible. Le périmètre du greffon dépend des besoins du receveur (peau, muqueuses, os, muscles, cartilage...).

2 GREFFE DU VISAGE SUR LE PATIENT

Le greffon est ajusté sur le malade : les vaisseaux sanguins et les nerfs sont reconnectés sous microscope, les os fixés au squelette. Les muscles greffés sont attachés par suture avec les muscles du receveur.



Une opération extrêmement complexe

Mondor (Créteil), en janvier 2007, il a même repris une activité professionnelle. D'autres ont toutefois connu un parcours beaucoup plus difficile, comme le deuxième patient du P. Devauchelle qui a développé un lymphome (cancer du système lymphatique) et une tumeur hépatique, aujourd'hui stabilisées, en raison d'un virus transmis par le donneur. « Malheureusement, les rejets, les risques infectieux font partie du lot quotidien des greffés, quel que soit l'organe », rappelle le P. Devauchelle.

La trentaine d'opérations réalisées ont d'ores et déjà permis de lever des doutes. Les patients recouvrent rapide-

ment une expressivité, et c'est là que nous butons encore, regrette le P. Devauchelle. Ainsi, Isabelle Dinoire a fait beaucoup de progrès en mobilité, mais elle a, ces dernières années, atteint un palier. Il semblerait donc que les progrès ne soient pas continus dans le temps. »

Quant à l'acceptation psychologique du greffon par le receveur, qui avait éveillé les plus fortes réticences, elle s'est avérée bien plus aisée qu'on ne le craignait, malgré la forte charge symbolique du visage. « L'appropriation est quasiment immédiate, constate le P. Lantieri. Ils disent très vite "mon visage". » C'est d'ailleurs un vrai nouveau visage qui se crée, différent de l'ancien visage du patient et de celui du donneur. « Ce sont des gens qui n'avaient pas de visage humain et là, ils se sentent revenir parmi les leurs », continue Laurent Lantieri.

La sélection psychologique des patients reste l'un des piliers de la procédure. Le patient doit être en mesure de comprendre les épreuves potentielles qui l'attendent, ainsi que l'impératif de se soumettre pour le restant de ses jours à un traitement immunosuppresseur non dénué d'effets secondaires. La peau est par définition très immunogène car elle est la défense de notre organisme avec l'extérieur. Elle appelle donc des traitements antirejet très puissants. Or ces médicaments ont des effets indésirables notables : à court terme, ils augmentent les risques d'infection chez ces patients dont les défenses immunitaires ont été volontairement abaissées ; à long terme, ils augmentent la probabilité de cancers.

L'immunologie pose donc un défi majeur, sur lequel les efforts doivent désormais se concentrer. « On se pose des questions sur l'évolution à long terme de la greffe et sur le risque de rejet chronique, qui conduit à la destruction du greffon, explique le P. Lantieri. On sait qu'un rein ou un cœur a une durée de vie limitée de 10 à 15 ans. Dans le cas du visage, c'est l'inconnu. Pour l'instant, les patients opérés il y a presque 10 ans ne montrent pas de détérioration de l'organe greffé. »

Quoi qu'il en soit, la greffe de visage devrait rester extraordinaire, et pas seulement à cause de son coût (220 000

euros en moyenne), de sa complexité (elle mobilise une cinquantaine de personnes) et de la difficulté à trouver des donneurs. « C'est une arme magique mais redoutable, qui doit être réservée aux patients que la chirurgie reconstructrice classique ne peut soulager », résume Bernard Devauchelle. En France, en Espagne ou aux États-Unis, les prochains candidats ont déjà été identifiés. ■

Vers un traitement universel des morsures de serpent

HERPÉTOLOGIE Un antipoisson universel, pratique et peu cher contre le venin des serpents. Ils sont nombreux à y rêver depuis longtemps, et pas seulement ceux qui portent un caducée sur lequel s'enroule un serpent. Une équipe de chercheurs de la California Academy of Sciences tient peut-être la bonne solution. C'est en tout cas la conclusion de leurs travaux publiés dans le *Journal of Tropical Medicine*.

Pour leur expérience, ils ont injecté à plusieurs groupes de souris du venin du cobra indien (*Naja naja*) à différentes doses, toutes létales. Chaque souris, sauf un groupe témoin, a reçu le traitement antiparasitaire soit dans les 2 minutes suivant l'injection de venin, soit 10 minutes après. Les animaux n'ayant pas reçu le traitement ont tous succombé. Parmi les souris traitées, celles ayant reçu les plus fortes doses de venin (2 à 5 fois la dose létale) sont mortes mais ont résisté plus longtemps que les premières. Sur les 15 souris ayant reçu les plus faibles doses de venin et le traitement, 10 ont survécu sans montrer de séquelles.

L'antiparasitaire est à base de neostigmine, une molécule utilisée pour traiter les myasthénies (maladie neuromusculaire auto-immune) ou dans les sorties d'anesthésie générale. Elle est aussi déjà utilisée dans certains cas d'empoisonnement par du venin, mais nécessite des injections par intraveineuses. Le traitement mis au point par ces chercheurs est, lui, dispensé par voie nasale, dans un spray. Donc aisément transportable et administrable, à moindre coût. Les chercheurs espèrent améliorer son efficacité en y adjoignant par exemple des antidotes plus spécifiques à tel ou tel type de venin. Les morsures de serpents venimeux font 94 000 à 125 000 morts chaque année.

JEAN-LUC NOTHIAS

SUR LE WEB

- Maigrir, même pour un temps, est bon pour le cœur
- La pollution des véhicules coûte 40 milliards d'euros à la France
- 2,1 milliards d'humains en surpoids ou obèses

MÉNOPAUSE

Ménophytea Rétention d'eau votre solution à la ménopause

À la ménopause, sous l'influence des variations hormonales, le corps a tendance à stocker l'eau en excès dans l'organisme.

Ménophytea, votre solution Rétention d'eau

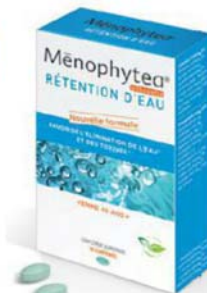
Des gonflements apparaissent, la silhouette se modifie, entraînant un inconfort au quotidien.

Essayez vite Ménophytea Rétention d'eau, formulé avec trois extraits végétaux : le frêne, l'artichaut et l'hibiscus reconnu pour favoriser l'élimination rénale de l'eau.

Un geste simple

2 comprimés chaque matin pour redessiner votre silhouette.

- Disponible chez votre pharmacien au prix indicatif de 14 €
- Ménophytea Rétention d'eau A.C.L. 607 948 D
- Nos diététiciennes répondent à toutes vos questions au 0820 320 328 (0,12 €/min) et découvrez notre coaching offert sur www.menophytea.com



OFFRE EXCLUSIVE

1 boîte de Ménophytea Rétention d'eau OFFERTE pour 2 achetées* par Phythea en différé

*Voir modalités sur www.menophytea.com ou par téléphone au 0820 36 94 94 (0,12 €/min)

Pourquoi les nouvelles opérations se font attendre en France

Alors que la France a été pionnière de cette technique, la dernière transplantation faciale réalisée dans l'Hexagone remonte à près de deux ans. Le P. Laurent Lantieri (Hôpital européen Georges-Pompidou, Paris), qui a mené sa dernière opération en avril 2011, y voit le signe d'un manque de volonté politique. « Ces programmes sont certes coûteux, risqués et difficiles. Mais peut-on les abandonner, alors que la France a été leader ? L'établissement où je travaille n'accepte de mettre

aucun nouveau patient en liste d'attente, alors que j'ai des candidats. Je n'obtiens pas d'explications. J'en appelle à nos autorités, à la direction générale de la santé : pourquoi ce blocage ? » Le P. Bernard Devauchelle, auteur de la dernière greffe française en date, souhaiterait de son côté faire évoluer son protocole expérimental validé par l'Agence de biomédecine mais se dit « prisonnier » de la lourdeur administrative, alors qu'il a deux candidates potentielles. P.F.

Le froid pour détruire des cellules tumorales en profondeur

Cette technique connaît un développement rapide, en particulier pour traiter les petites tumeurs.

PAULINE LENA

CRYOLOGIE. De petites sondes métalliques, refroidies par une circulation liquide d'azote ou d'argon, pénètrent au cœur des organes et détruisent de petites tumeurs cancéreuses ou des groupes de cellules qui perturbent le fonctionnement du cœur. Si la médecine a su depuis longtemps utiliser le froid par l'extérieur (voir ci-dessous), son application à l'intérieur de l'organisme est plus récente. Il est désormais utilisé aussi souvent que le chaud dans certains troubles du rythme et prend une importance de plus en plus grande pour le traitement de certaines tumeurs, notamment lorsque la chirurgie n'est pas possible.

« Le froid offre l'avantage, par rapport au chaud, d'avoir un effet progressif », souligne le Pr Jean-Claude Deharo, cardiologue spécialisé en rythmologie au CHU de La Timone, à Marseille. « Il est possible d'interrompre son application pour éviter d'abimer des tissus proches de la zone à traiter. » Le froid détruit toutes les cellules qu'il atteint, saines ou non : la dextérité du médecin et les outils qui lui permettent de contrôler l'application du traitement sont essentiels pour cibler son effet. Les troubles du rythme sont souvent

provoqués par des petits groupes de cellules cardiaques ou vasculaires dont l'activité électrique n'est plus synchronisée avec les autres cellules. Le froid interrompt cette activité électrique avant de détruire les cellules : le médecin peut donc contrôler que les cellules qu'il vise sont bien responsables de l'arythmie à traiter avant d'appliquer le froid profond qui les éliminera définitivement.

La position exacte des cryosondes, qui apportent le froid jusqu'aux cellules à dé-

Le procédé est encore peu utilisé en France, notamment parce que les sondes sont coûteuses

truire, est toujours contrôlée en direct par imagerie : échographie, scanner ou IRM. Le froid est appliqué en plusieurs fois, pour amener les cellules à une température de -40 °C. À cette température, des glaçons se forment à l'intérieur de la cellule et peuvent la détruire. La glace qui se forme tout autour provoque un appel d'eau vers l'extérieur des cellules qui se rétractent puis gonflent à nouveau lorsqu'on les laisse se réchauffer, jusqu'à éclater. Le praticien applique donc le froid par va-

gues successives pour détruire des cellules sans laisser le froid s'étendre hors de la zone qu'il veut traiter.

Les débris des cellules éclatées sont ensuite éliminés par le système immunitaire, et notamment les globules blancs. Plusieurs études semblent indiquer que ce processus d'élimination des cellules détruites favorise la destruction des cellules cancéreuses restantes par le système immunitaire. En outre, le froid détruit également les petits vaisseaux sanguins qui alimentent, ce qui réduit le risque de récurrence si quelques cellules cancéreuses échappent au traitement. « Le taux de récurrence, pour les petites tumeurs du rein que nous traitons fréquemment dans notre service, est inférieur à 5 % », précise le Pr Éric de Kerviler, radiologue à l'hôpital Saint-Louis, à Paris. « Ces récurrences peuvent souvent être traitées à nouveau par la même approche. »

Cette technique, pratiquée par les radiologues interventionnels, est encore peu utilisée en France, notamment parce que les sondes sont coûteuses - environ 1 000 euros chacune et qu'elle n'est pas encore remboursée par la Sécurité sociale. Il faut plusieurs sondes pour constituer une zone de froid et, plus la zone à traiter est importante, plus il faut de sondes : les petites tumeurs sont donc les premières

cibles de cette approche. La cryoablation est largement pratiquée aux États-Unis pour de nombreux types de cancers, car elle peut se faire en dehors des blocs opératoires et sans anesthésiste. Elle est particulièrement utilisée pour les cancers de la prostate car elle permet d'éviter l'ablation complète ou la destruction du tissu environnant lorsque les tumeurs sont très localisées.

En France, où les anesthésistes commencent à manquer ainsi que le temps de bloc opératoire, elle commence à se développer au-delà des petites tumeurs du rein ou du sein, notamment dans les hôpitaux où radiologues et chirurgiens s'entendent bien. « Il existe désormais une quinzaine de centres en France qui se sont ouverts à cette technique. Chaque cas est discuté en équipe pluridisciplinaire pour appliquer la technique la plus bénéfique pour le patient », raconte le Pr de Kerviler. « Aujourd'hui, notre hôpital attire environ 30 % en plus de patients atteints de tumeurs du rein, qui seront traités par l'une ou l'autre approche. »

La France, domaine historique de la chirurgie, continue globalement à favoriser cette dernière mais, déjà, pour les patients âgés, fragiles ou présentant un risque de complications liées à l'anesthésie, le froid offre une solution nouvelle permettant de traiter plus de patients. ■

-40 °C

C'est la température grâce à laquelle de petites sondes métalliques vont pouvoir aller au plus près des cellules malades et les tuer

Il existe désormais une quinzaine de centres en France qui se sont ouverts à cette technique de cryoablation de tumeurs. Chaque cas est discuté en équipe pluridisciplinaire pour appliquer la technique la plus bénéfique pour le patient

Pr ÉRIC DE KERVILER, RADIOLOGUE À L'HÔPITAL SAINT-LOUIS, À PARIS

1 Hypothermie thérapeutique

TEMPÉRATURE

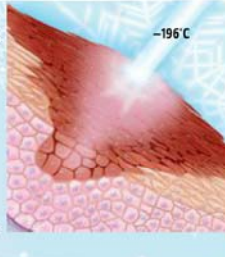
La température de l'ensemble du corps est descendue entre 32 °C et 34 °C pendant plusieurs heures en réanimation à la suite d'un accident cardiovasculaire. Cette technique permet d'éviter des lésions supplémentaires



2 Tumeurs superficielles

SPRAY

Un spray à l'azote liquide à -196 °C est appliqué sur la tumeur. La peau en se détachant entraîne la tumeur



Infographie LE FIGARO
Illustration : Sophie Jacopin

3 Rhumatismes

CHAMBRE FROIDE

Le patient entre dans une chambre froide à -110 °C pendant 1 à 3 min. La réaction du corps au froid provoque la sécrétion d'endorphines interrompant le signal de douleur vers le cerveau



4 Douleurs articulaires

CRYOTHÉRAPIE GAZEUSE HYPERBARE

Du gaz carbonique à -78 °C et 50 bars est envoyé sur l'articulation qui provoque un choc thermique



4 APPLICATIONS DU FROID

Il soigne aussi par l'extérieur

VERRUES, tumeurs bénignes ou précancéreuses de la peau et défauts cutanés disgracieux ont été les premières cibles des traitements par le froid profond que permet l'azote liquide. Il s'agit alors de « brûler » les zones à traiter pour détruire les cellules affectées. Le processus est légèrement douloureux pendant quelques heures, comme le serait une brûlure, et la peau présente d'ailleurs, après le traitement, tous les signes extérieurs d'une brûlure : rougeur, œdème et parfois formation d'une croûte. La cicatrisation passe par la formation d'une croûte qui protège la plaie jusqu'à sa guérison. Le froid appli-

qué doit atteindre une température suffisante pour détruire les cellules mais doit parfois être appliqué en plusieurs fois pour ne pas léser la peau saine qui les entoure. « Les produits disponibles en pharmacie ne produisent pas ce froid intense et ne sont pas efficaces », rappelle le Pr Thierry Passeron, dermatologue au CHU de Nice et chercheur Inserm dans l'unité 1065.

Cette approche directe est également utilisée pour des zones cachées mais accessibles par les cavités naturelles : l'azote liquide est ainsi parfois utilisé pour des petites tumeurs au niveau du col de l'utérus. ■

P. L.

Récupérez dans un « sauna » à -110 °C

CERTAINS sportifs de haut niveau y sont accros : équipés d'un bonnet, d'un short, de chaussettes et d'un masque sur la bouche, ils s'enferment quelques minutes dans un caisson où il fait la douze température de -110 °C. Objectif : favoriser la récupération des muscles et de l'organisme après un effort intense en ralentissant les processus d'inflammation. La cryothérapie « corps entier » connaît actuellement un engouement qu'aucune

étude à large échelle ne permet cependant de justifier, surtout pour les indications très vagues mises en avant. De nombreux essais sont cependant en cours pour évaluer son intérêt face à des situations précises de récupération post-chirurgicale ou post-traumatiques ou encore face à certaines douleurs et comprendre comment le froid agit afin de mettre au point des protocoles précis pour chaque application. ■

P. L.

Mettre à profit ses vertus anesthésiantes

LES VERTUS anesthésiantes du froid sont utilisées depuis longtemps pour soulager la douleur : les sportifs et les urgentistes connaissent l'intérêt d'appliquer un pack de froid sur une entorse pour réduire la douleur et l'inflammation. Plus récemment, l'un des inconvénients de la cryoablation s'est révélé un atout majeur pour la lutte contre la douleur chez les malades atteints de cancers. « Il faut faire particulièrement attention de ne pas détruire des cellules saines lorsque nous enlevons des tumeurs par le froid », explique le Pr de Kerviler. « Parfois, des cellules nerveuses

très proches peuvent être affectées. » Pour certains patients qui souffrent de douleurs intenses, cet effet indésirable est alors recherché, pour détruire les terminaisons nerveuses dans les zones douloureuses. « L'effet est définitif, nous l'expliquons bien au patient, mais il peut apporter un confort spectaculaire au patient », souligne le Pr de Kerviler. Il raconte volontiers l'histoire d'un patient atteint de métastases au niveau du bassin sur une zone d'appui et qui, après le traitement par le froid, a pu marcher à nouveau dès le lendemain. ■

P. L.

Un allié précieux en situation d'urgence

ABAISSER la température du corps permet de gagner du temps pour remédier à des situations médicales critiques comme un arrêt cardiaque, un accident vasculaire cérébral ou un traumatisme majeur et parfois même lors de certaines interventions chirurgicales. Utiliser les propriétés protectrices du froid est une idée ancienne : Hippocrate l'envisageait déjà quatre cents ans avant notre ère. Répétés dans les années 1950 puis abandonnés, le concept est désormais largement utilisé pour protéger le cerveau dans un certain nombre de situations d'urgence cardiaque ou cérébrale. Il est désormais recommandé de placer en hypothermie induite légère toute personne dans le coma après un arrêt cardiaque récupéré, une situation dans laquelle le bénéfice a été clairement établi par de nombreuses études.

La température corporelle du patient doit être amenée assez rapidement entre 32 et 34 °C, par plusieurs étapes successives. L'injection d'une grande quantité de sérum physiologique à 4 °C permet d'abaisser rapidement la température mais ne suffit pas à la maintenir à un niveau suffisamment bas. Cette méthode peut cependant être appliquée rapidement, avant même l'arrivée à l'hôpital, où le patient sera entouré d'un système refroidissant. Des couvertures spéciales, assez coûteuses, où circule un liquide froid, peuvent être utilisées, mais, le plus souvent, de simples packs de froid, changés régulièrement, permettent de maintenir la température corporelle au niveau désiré. Certaines équipes font le choix de maintenir une circulation de sérum refroidi injecté par cathéter intravasculaire mais cette mé-

thode, plus invasive, présente un risque de thrombose veineuse profonde qui la réserve aux refroidissements de moins de quatre jours.

Des casques refroidissants permettent de refroidir plus spécifiquement le cerveau. Ils sont particulièrement utiles pour abaisser rapidement la température du cerveau d'un nouveau-né lorsqu'il a été privé d'oxygène avant ou pendant la naissance, l'autre situation dans laquelle l'hypothermie thérapeutique est recommandée, à la suite de nombreuses études.

La technique est en cours d'évaluation dans certains cas d'accident vasculaire cérébral, d'encéphalopathie, d'épilepsie ou face aux traumatismes crâniens graves, notamment lorsque la tension intracrânienne ne peut pas être abaissée rapidement. ■

P. L.




DU LUNDI AU VENDREDI À 13H40 EN DIRECT

LE MAGAZINE DE LA SANTÉ

Marina Carrère d'Encausse, Michel Cymes et Benoît Thievent

Emission spéciale mardi 3 juin

Dopage à tous les étages

DES MEMBRES
DE LA SOFMER
VOUS RÉPONDENT.
POSEZ VOS
QUESTIONS
SUR LEFIGARO.FR

@ www.lefigaro.fr/sante



**PROFESSEUR
VINCENT
GREMEAUX**
Spécialiste en rééducation
- médecine du sport
et de l'exercice. Pôle
rééducation-réadaptation
- CHU Dijon, Inserm U1093.
Plate-forme d'investigation
technologique Inserm 1432

Plusieurs réactions psychologiques et physiologiques surviennent lors du diagnostic et des traitements du cancer : anxiété, voire dépression, prise de poids, diminution de l'activité physique, liée à la sédentarité souvent induite au cours du traitement et à la fatigue. Cette dernière se manifeste chez au moins deux tiers des patients et s'installe souvent dans la durée. De nombreuses études ont évalué l'impact de l'activité physique et sportive (APS) pendant ou après le traitement dans le cas de cette maladie. Elles ont montré, de façon quasi constante, outre une nette diminution du risque de récurrence, une amélioration des capacités cardio-respiratoires, musculaires et de la sensation de fatigue, comme de la qualité de vie. Avec, le plus souvent, un bon suivi des exercices, particulièrement lorsque ceux-ci sont initiés précocement dans le traitement de la maladie et supervisés par des professionnels.

Cela est d'autant plus vrai dans le cadre du cancer du sein que nous prendrons pour exemple, où les séquelles physiques, fréquemment mal vécues, représentent un frein psychologique supplémentaire à la pratique d'APS, dans des milieux où le corps est souvent affiché au premier plan. Ainsi, les patientes, même antérieurement sportives, présentent un certain nombre de barrières physiques, psychologiques et sociales vis-à-vis de la pratique sportive. Actuellement, la pratique d'une APS reste limitée à 20-30 % des patientes en rémission. De plus, le message concernant la pratique sportive n'est dispensé que par 20 % des médecins oncologues.

L'activité physique (AP) est définie comme « toute situation mettant en jeu la musculature, quel que soit le but, s'accompagnant d'une augmentation de la dépense énergétique ». Elle inclut donc les activités sportives, de loisir et sportives. Le sport est habituellement considéré comme un « sous-ensemble de l'AP, spécialisé et organisé, sous forme d'exercices ou compétitions, le plus souvent impliquant des organisations ou clubs ». On définit plus généralement l'exercice comme une AP planifiée, structurée

Comment reprendre une activité physique après une pathologie lourde ?



Cours de karaté pour des patients atteints du cancer, leur permettant de réduire leur fatigue due à leur traitement sous chimiothérapie, à l'hôpital privé des Peupliers, à Paris.

et répétée, réalisée dans le but de maintenir ou améliorer la santé et les capacités.

Après un cancer du sein, les patientes doivent donc être rapidement encouragées à reprendre une activité physique minimale, sous forme, initialement, de rééducation motrice en cas de séquelles entravant la mobilité, telles qu'un lymphœdème ou des écartrures rétractiles. Elle sera associée à un début de reconditionnement à l'effort, du fait du déconditionnement lié à l'inactivité et à la fatigue induite par les traitements.

En pratique, la reprise de l'APS doit répondre à la règle des « 3R » :

Raisonnée, Régulière et Raisonnable

Depuis quelques années, on assiste à l'émergence de structures proposant des APS plus structurées, dans un cadre souvent spécifique, intégrant généralement des patientes au stade initial. Cela facilite la réappropriation du corps souvent mutilé, la prise de conscience des capacités de mobilisation, et, par là même, des bénéfices de l'AP, tant sur le plan psychologique que pour diminuer la sensation de fatigue. On peut citer, par exemple, des initiatives originales proposant la pratique de l'escrime, qui incite les pa-

tients à l'utilisation du bras souvent négligé, dans un cadre ludique.

En pratique, la reprise de l'APS doit répondre à la règle des « 3R » :

Raisonnée : précédée d'un examen médical visant à écarter toute contre-indication liée à l'état général ou aux effets secondaires des traitements, bien que fréquents mais ne constituant que très rarement une contre-indication absolue. Cet examen, idéalement réalisé par un médecin spécialisé dans la prise en charge par l'exercice et le sport des pathologies chroniques, permet par ailleurs

de fixer des objectifs raisonnables, qui peuvent être réactualisés avec les progrès, sous forme d'une véritable « prescription » précisant type, intensité, durée et fréquence des exercices.

Régulière : idéalement journalière, après une reprise progressive, au minimum deux fois par semaine.

Raisonnable : précédée d'un échauffement, progressive dans la durée et l'intensité lors de la reprise, de type et d'intensité conforme à la prescription du spécialiste, et suivie (retour au calme, avant-arrêt, et étirements après l'arrêt).

Le premier objectif sera bien sûr de

proposer des APS visant à obtenir un impact positif sur l'évolution de la pathologie cancéreuse et les effets secondaires physiques et psychologiques des traitements. À ce titre, les recommandations optimales sont la pratique d'exercices de deux types. D'une part, en endurance, où l'on référencera les exercices prolongés de type marche, natation et vélo, à une intensité modérée (au seuil d'essoufflement - ou selon la perception de l'effort qui peut être assez facilement auto-enseignée par un professionnel de santé ou de l'activité physique -), ou encore mieux contrôlée par la fréquence cardiaque fixée par le médecin), et pratiqués idéalement 30 minutes à raison de cinq fois par semaine. D'autre part, des exercices de renforcement musculaires légers, améliorant le tonus, la posture et la mobilité, idéalement enseignés par un professionnel.

Le deuxième objectif sera de susciter l'envie de s'engager dans la dynamique positive d'une pratique, non uniquement pour les raisons médicales citées ci-dessus, auxquelles s'ajoutent bien entendu les autres effets bénéfiques sur de nombreuses pathologies (hypertension, diabète, ostéoporose, hypercholestérolémie...), mais simplement pour le plaisir que suscite la pratique sportive. Il est alors nécessaire d'intégrer la réflexion concernant l'APS dans la to-

talité du parcours de soins, dès le diagnostic. C'est là que la proposition d'APS, sous une forme plus proche des pratiques sportives conventionnelles, prend tout son intérêt.

La modification des comportements vis-à-vis de l'activité physique nécessite en effet d'y consacrer un temps important, sans oublier de l'intégrer dans une bonne hygiène de vie (sommeil, nutrition...), et idéalement dans le cadre d'une démarche d'éducation thérapeutique intégrant tous les acteurs de santé, visant à améliorer « l'alliance thérapeutique » entre le corps médical et la patiente. Plusieurs expérimentations sont menées actuellement dans notre pays avec des organisations variables selon les régions, mais des résultats toujours positifs.

La principale problématique reste la mise en place de ces réseaux, mais il existe actuellement une réflexion forte pour le développement de la formation des médecins, paramédicaux et professionnels du milieu sportif à la prescription de l'activité physique dans les pathologies chroniques. Cet élément, associé au soutien des tutelles dans le cadre d'initiatives telles que le plan « Sport, santé, bien-être » devrait permettre, à l'avenir, de proposer ces initiatives au plus grand nombre et ainsi améliorer la qualité de vie de ces patientes. ■

Quels sont les nouveaux enjeux en rééducation d'un handicap cognitif ?



**PROFESSEUR
GILLES RODE**
Spécialiste en médecine
physique et de
réadaptation. Hospices
civils de Lyon - Hôpital
Henri-Gabriel.
ImpAct Team, Centre des
neurosciences de Lyon,
université Lyon-1

Une lésion cérébrale acquise (accident vasculaire cérébral, traumatisme crânien, sclérose en plaques, maladies neurodégénératives) peut être à l'origine d'un handicap cognitif invalidant tel qu'une atteinte du langage (ou aphasie), de la mémoire, de l'attention, de la reconnaissance visuelle ou encore de la conscience de soi (anosognosie).

Il peut s'agir aussi de déficits plus complexes, affectant l'initiation, la planification des actions et l'adaptation du comportement social (fonctions exécutives). Le patient qui en est atteint se plaint de difficultés pour se concentrer, pour effectuer rapidement une tâche cognitive ou réaliser plusieurs tâches en même temps, pour organiser son travail ou gérer une situation imprévue. Certains patients se plaignent aussi de modifications de leurs émotions et de difficultés relationnelles. Ces troubles peuvent être non diagnostiqués, mal interprétés

par l'entourage ou minimisés par le patient. Ils sont parfois sous-estimés, en particulier à la suite de lésions de petite taille du cerveau, chez des patients ne présentant aucun autre déficit moteur.

Dépister les déficits

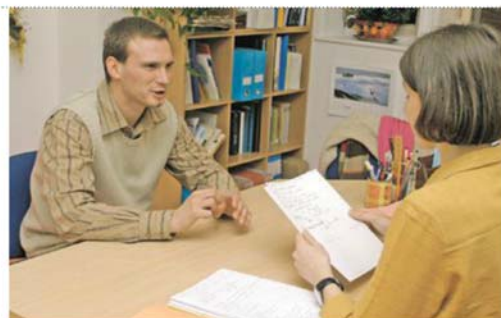
Il est donc important de dépister ces déficits cognitifs, d'en mesurer la sévérité et le retentissement dans la vie quotidienne, car ils peuvent être à l'origine d'une perte de confiance du patient et entraîner une dépression secondaire. Cette évaluation cognitive est pluridisciplinaire, impliquant des médecins, des neuropsychologues, des ergothérapeutes, des orthophonistes, des psychologues, des psychomotriciens et des orthoptistes. Elle permet d'identifier les processus cognitifs déficitaires (comme, par exemple, un déficit d'apprentissage ou de rappel des informations dans les troubles de mémoire, un déficit de dénomination ou de reconnaissance auditive dans les déficits du langage) et de proposer une rééducation cognitive adaptée. Ces deux aspects - évaluation et rééducation cognitives - font partie du champ d'activités des services de médecine physique et réadaptation spécialisés dans le domaine de la cognition.

Dans le cadre de cette évaluation cognitive, l'analyse des données

d'imagerie cérébrale est essentielle : elle permet de montrer quelles sont les régions cérébrales détruites, d'aider ainsi à établir un pronostic de récupération, mais également d'identifier les régions intactes (aires corticales, réseaux de neurones) qui joueront un rôle dans la récupération et/ou la compensation de la fonction cognitive. Il existe aujourd'hui de nombreux travaux qui montrent ainsi que l'amélioration entraînée par une rééducation cognitive, par exemple de la dénomination ou de l'attention spatiale, s'accompagne d'une augmentation significative de l'activité de régions cérébrales déterminées. Si ces régions sont restées intactes, il y a donc une possibilité de les stimuler par une rééducation cognitive ciblée.

Neuromodulation cérébrale

Les rééducations cognitives reposent aussi sur différents types d'approches : un apprentissage conscient ou explicite, impliquant la participation active du patient durant les exercices, par exemple d'évocation ou d'imagerie mentale ; ou un apprentissage non conscient ou implicite, en quelque sorte à l'insu du patient, par l'utilisation de stimulations sensorielles, de tâches sensorimotrices ou visumotrices répétées, comme l'adaptation prismatique dans la rééducation de l'hémignégligence. Par ailleurs, des progrès



Séance de rééducation de l'aphasie avec une orthophoniste, suite à un accident vasculaire cérébral. MENOIL/BSIP

récents dans la compréhension du fonctionnement cérébral ont montré qu'à la suite d'une lésion d'un hémisphère cérébral qui est la cause d'un déficit cognitif, il existe une augmentation anormale de l'activité de l'hémisphère controlatéral sain. Cette hyperexcitabilité est corrélée à la sévérité du déficit cognitif. Elle est interprétée comme un phénomène de plasticité cérébrale maladaptative de l'hémisphère sain. En réduisant cette hyperexcitabilité par des techniques de neuromodulation cérébrale, qui consistent à appliquer sur la tête du patient, en regard de l'hémisphère sain ou lésé, une stimulation externe (magnétique transcrânienne répétée (rTMS) ou transcrânienne à effet direct (tDCS), on réduit le déficit cognitif.

Aujourd'hui, ces nouvelles techniques peuvent être associées aux méthodes de rééducation classiques et permettent ainsi l'obtention d'effets cumulatifs à moyen terme. Il s'agit de méthodes novatrices qui vont être amenées à se généraliser. Enfin, les rééducations cognitives bénéficient aussi des innovations technologiques comme la réalité virtuelle, les nouveaux supports numériques que sont les smartphones ou les tablettes, qui permettent un apprentissage cognitif dans d'autres contextes, notamment à domicile. Ces nouveaux outils technologiques facilitent aussi la mise en place de nouvelles compensations des déficits cognitifs lorsque les possibilités de récupération par rééducation ont atteint leurs limites. ■

Champions sportifs : très forts, très fragiles

S'investir dans une carrière sportive de haut niveau ne laisse pas indemne. De nombreux athlètes ont souffert de dépression ou d'addiction.

PASCALE SENK

DISCIPLINE Qu'y a-t-il de commun entre Fabrice Bénéchou, trois fois champion du monde IBF des super-coq, Ian Thorpe, quintuple champion olympique de natation, géant surnommé « La Thorpille », David Douillet, notre judoka national trois fois champion du monde, André Agassi, qui a dominé pendant plus d'une décennie le tennis de la fin des années 1990... ? Qu'ils sont des champions hors pair ? Certes. Qu'ils ont su dépasser des limites jusque-là infranchissables ? Certes. Mais ce ne sont pas seulement les palmes que ces sportifs de haut niveau partagent. Tous ont aussi avoué avoir traversé des périodes de dépression. Et, derrière leur maîtrise physique, certaines fêlures psychiques les ont parfois hantés.

Le moment le plus critique pour ces athlètes est connu, c'est celui de la retraite. Vers 35 ans, alors que le commun des mortels est en pleine « bourre » pour construire carrière, vie familiale, et déployer ses potentiels, eux doivent s'arrêter. La « descente psychologique » qui les menace est mesurable. Le taux exceptionnel d'endorphine naturelle et d'adrénaline qu'ils produisent quotidiennement depuis leur enfance chute brutalement. « Notre retraite est toujours anticipée, sans alloc et pleine de vide », résume le boxeur Fabrice Bénéchou dans le récit sans complaisance de sa chute et résurrection qu'il vient de publier (*Mon dernier combat*, éd. du Cherche-Midi). Certains psychiatres sont d'ailleurs spécialisés dans ces « troubles des sportifs en fin de carrière » qu'un journaliste a qualifiés de « dépression post-sportem » (lire ci-contre).

La quête d'une élévation

Mais souvent, les fragilités de ceux qui, par certains côtés, sont affabulés d'un « mental exceptionnel », ont été rampantes pendant de longues années. « On a habitude ces champions à faire plutôt qu'à être », résume le Dr Jean-Christophe Seznec qui a été expert psychiatrie de la Fédération française de cyclisme pendant plus de dix ans, accompagne en psychothérapie des sportifs en transition et a publié *L'arrêt de lutter avec mon corps* (PUF). « Résultat : ils vivent entièrement tendus vers leurs prochains résultats. Et bien souvent ils ne savent pas qui ils sont. »

De cette discipline si exigeante qui est leur maître, et à laquelle ils sacrifient tout, Fabrice Bénéchou écrit : « C'est la quête d'une élévation, pour nous extirper de notre simple condition. Alors, bien sûr, vu du mauvais côté de la lunette (...) on pourrait être comparés à des fous très idiots, courant après une bulle pour la rapporter, la queue tremblante, à notre maître. » Ce que le Dr Seznec

Tant qu'ils n'ont pas atteint le but qu'ils se sont donné, ils ne sont pas satisfaits. Mais, une fois leur rêve atteint, et face à la page blanche de la vie qui va suivre, ils ne le sont guère plus.

Dr JEAN-CHRISTOPHE SEZNEC

appelle une « caricature des objectifs » : « Tant qu'ils n'ont pas atteint le but qu'ils se sont donné, ils ne sont pas satisfaits. Mais, une fois leur rêve atteint, et face à la page blanche de la vie qui va suivre, ils ne le sont guère plus. »

C'est que le grand champion se méconnaît. Et ne s'appartient pas. Il appartient à un club, puis à un entraîneur, à une fédération... Et enfin à la nation ! Et le Dr Seznec de rappeler le parcours hors norme de ces enfants qui, retirés

de leur milieu familial pour se plier à leur discipline sportive, vivent « comme dans une bulle », avec un adulte référent tout-puissant, le coach, pour les « driver ». André Agassi a raconté dans son autobiographie les ailes de sa relation avec un père tyrannique - à qui il n'a jamais osé dire qu'il n'aimait pas le tennis - suivis des difficultés tout aussi pénibles avec l'entraîneur Nick Bollettieri, dans ce centre de formation en Floride où le futur champion multipliait bagarres et beuveries tant il étouffait et voulait se faire renvoyer.

Cures de désintoxication

Plus tard, à l'âge adulte, ces champions ne sont toujours pas autonomes : « Ayant en permanence 3 à 20 personnes qui s'occupent d'eux, ils sont maintenus dans une certaine immaturité », observe le Dr Seznec. Quant à leur manière de se relier à leur corps, après avoir été épa-nouissante à leurs débuts, elle peut s'avérer dévastatrice : « Ils éprouvent leur corps par la force, l'extrême contrainte, presque jamais le bien-être. »

Dans une telle quête de maîtrise, la moindre blessure peut déclencher une chute existentielle. Ainsi, depuis de longs mois, le magnifique nageur australien Ian Thorpe se bat entre cures de désintoxication et infections prolon-



gées à l'épaule. En février dernier, on l'a retrouvé errant dans Sydney... C'est là sans doute le revers d'une entrée dans la vie entièrement axée sur la compétition pour des héros non préparés à vivre une deuxième vie de M. et

Mme Tout-le-Monde, et cependant beaucoup plus longue que la première. « Le sport, c'est comme de la dynamite », estime le Dr Seznec. « Bien utilisé, c'est un formidable outil. Mal utilisé, il peut être terriblement destructeur. » ■



WILLIAM LOWENSTEIN
Psychiatre

« Ils sont d'abord accros au mouvement »

Le Dr William Lowenstein, psychiatre, est le président de SOS Addictions, collectif regroupant 40 experts des addictions et personnalités, dont des artistes et des sportifs (<http://sos-addictions.org>).

LE FIGARO. - À quel moment avez-vous été amené à faire le lien entre les addicts, dont vous êtes spécialiste, et les sportifs de haut niveau ?
WILLIAM LOWENSTEIN. - En 1994, quand nous avons ouvert le Centre Montecristo à Paris, premier lieu de distribution de produits de substitution pour toxicomanes, je me suis aperçu que sur nos cent premiers usagers de méthadone, une bonne vingtaine d'entre eux avaient, d'une manière ou d'une autre, pratiqué un sport intensif dans leur jeunesse. Plus tard, soutenus par Marie-George Buffet, alors ministre de la Santé, nous avons pu réaliser une étude multicentrique auprès de 1 000 personnes sous méthadone ou en suivi de sevrage alcoolique. Il s'est avéré que 15 % de ces patients avaient pratiqué

des sports intensifs à un moment de leur vie, dont 8 % en « sport-études ». Toutes ces statistiques ont confirmé une vulnérabilité commune entre addicts et athlètes, notamment une attirance pour les drogues chez les sportifs, antérieure et différente du dopage auquel certains ont pu succomber.

Qu'y a-t-il donc de commun entre eux ?
D'abord, une hypersensibilité, un immense appétit, d'ailleurs très éloignés de l'image de faiblesse qu'on attribue aux drogués et alcooliques. Les champions pensent, voient très vite et plus loin. Comme de nombreux toxicomanes ils vous surprennent par leur intelligence, parlant peu, mais juste, avec un réel don d'observation. La discipline que les athlètes pratiquent les contraint à un haut niveau d'exigence, donc on peut dire que pendant des années, ils vivent dans une permanente neuro-excitabilité... Et ainsi, « ils ne s'arrêtent jamais », comme les toxicomanes. Malheureusement, ce cerveau qui est leur grande

force est aussi le cœur de leur fragilité. Surtout au moment de la retraite, ou quand il leur faut stopper la compétition à cause d'une blessure ou d'une maladie.

Que se passe-t-il alors pour eux ?

« C'est la fin des émotions », comme l'a dit le Bleu Marcel Desailly en parlant de la fin de carrière des champions. Imaginez :

« Soudain, ils se retrouvent dans une existence où tout s'arrête, tout devient lent, sans couleur »

ces athlètes qui ont vraiment vécu des hauts et bas de l'humour pendant des années, avec ces ressentis d'exaltation au milieu d'un stade plein à craquer, ou sur un ring de boxe quand tous les regards sont tendus vers eux qui jouent leur vie sur quelques secondes... Soudain, ils se retrouvent dans une existence où tout s'arrête, tout devient lent,

sans couleur. Les nageurs vivent carrément un changement de galaxie : après avoir passé des années à compter les carrelages des bassins et perçu le monde à travers l'eau... ils doivent un jour réapprendre à vivre sur terre, en position verticale. Quelle épreuve ! C'est une descente, du même type que celles qu'ont à vivre les toxicomanes lorsqu'ils arrêtent les produits.

Que peuvent-ils faire pour s'en sortir ?

Éventuellement prolonger une certaine palpitation en devenant entraîneurs dans des clubs ou commentateurs sportifs pour rester dans le même environnement. Ils doivent surtout préserver une activité corporelle, mais avec des risques réduits, c'est-à-dire un rythme plus doux, car ils sont d'abord accros au mouvement. Pas question d'être sevrés de sport trop brutalement ! Quand les compétitions s'arrêtent, eux qui roulaient à 200 à l'heure doivent réapprendre à marcher au pas. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR P.S.

Mais pourquoi choisir la rue du Pas-de-la-Mule ?

Que se passe-t-il dans la tête des patients hospitalisés ? Et dans le cas où il s'agit d'un homme déjà âgé, victime d'un infarctus, au parcours de vie riche mais tortueux et torturé, qui l'a conduit d'amour en haine et à la peur de la mort ? Inspiré d'un fait réel nous dit-on, Pierre Godeau s'est livré à cet exercice, fort de ses dizaines d'années comme médecin et professeur de médecine interne à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, membre émérite de l'Académie nationale de médecine. Avec son brio « chirurgical » en écriture. Aucun étudiant en médecine ne peut ignorer son nom. Car il est l'auteur principal d'un livre qui depuis longtemps est indispensable sur les bancs des facultés de médecine. Son « Traité de médecine » surnommé

« le Godeau ». Mais dans « Rue du Pas-de-la-Mule », il s'est lancé dans le roman. Un récit précis dans ses décors et noir dans ses méandres psychologiques. Premier chapitre. Léon Dubois, dentiste de son état, se réveille, désorienté, dans un lit d'hôpital. Premières pensées conscientes envers sa femme, « l'horrible Solange ». « Sa main droite se crispa ? Il frapperait, le poing fermé et non plus du plat de la main comme il l'avait fait si souvent, entre les deux yeux ! À la racine du nez : le sang jaillirait et viendrait inonder cette grosse face blême à qui seule la mécanique du regard donnait une expression de vie ! » Sont-ce les soins, la belle infirmière, la morphine ? Mais Léon va revivre au fur et à mesure de son rétablissement (physique) les différents épisodes de

LE PLAISIR DES LIVRES

PAR JEAN-LUC NOTHIAS
jnothias@lefigaro.fr

son parcours, dans lequel il accumule les épreuves non surmontées. Enfance traumatisante, échec d'un amour inaccessible, mort dramatique de ses parents, vie de couple insupportable, alcool, violences conjugales, double vie jusqu'à une diabolique tentative d'assassinat. On se demande parfois au fil du récit si le médecin Godeau n'a pas reçu les confidences d'un patient, tant tout sonne juste. Cela commence à peine après guerre. Tout est là. Les

vêtements, la vie de la rue, les voitures, un véritable voyage dans la fin des années 1940. Puis le décor évolue exactement au fil de sa vie. Quand sa convalescence est en vue, Léon est enlevé pas ses souvenirs de soirées en salle de garde à l'hôpital Cochin. Lui est déjà dentiste. Mais des copains médecins l'emmènent à l'une de leurs soirées « Tonus ». « Léon, il faut le déniaiser : c'est un dentiste ! Il ne s'intéresse qu'aux bouches ! Ce soir, il va avoir du cul ! » Et du cru. Pierre Godeau a-t-il vraiment vécu, jeune interne, ce genre de soirée débridée ? Ou bien a-t-il une imagination débordante ? La première solution semble la plus probable. Mais c'est éblouant. Puis Léon sort de l'hôpital, sur les ailes d'une grâce retrouvée, comme un jeune écolier le jour des grandes vacances, à

évoquer « un avenir qu'il imaginait contrôler et moduler à son gré, comme si les jeux n'étaient pas déjà faits... ». Mais Léon s'accroche, se souvient comment il avait employé l'arsenic pour se débarrasser de sa femme Solange « Nana », sans succès et en plus en étant démasqué. Mais le destin fin, à la façon impressionniste, mais fort en caractère (s). Allez donc faire un tour rue du Pas-de-la-Mule (elle se trouve dans les III^e et IV^e arrondissements).

RUE DU PAS-DE-LA-MULE
Pierre Godeau.
Éditions Fata Morgana.
176 pages. 18 €.



SPORT

La statue Federer tombe de son socle à Paris

Le Suisse a été éliminé en 8^{es} de finale des Internationaux de France. Comme Tsonga, écarté par un Djokovic expéditif.

JEAN-JULIEN EZVAN @JeanJulienEzvan

TENNIS La 8^e journée de Roland-Garros a été marquée par la sortie de la légende suisse, qui, pour la première fois depuis 2004, ne sera pas au rendez-vous des quarts de finale Porte d'Auteuil.

Clap de fin pour Federer

Impossible n'est plus Federer. Deux balles de set non converties à 5-3 (40-15) dans la 2^e manche (avec notamment un smash, mal placé, venant se coller dans la raquette d'Ernestus Gulbis) ont précipité la chute de Roger Federer (6-7, 7-6, 6-2, 4-6, 6-3) face au fantasque et talentueux Letton (tête de série n°18), qui retrouve les quarts de finale en Grand Chelem (après une première apparition en 2008, à Roland-Garros déjà). Chahuté, semblant par instants gêné physiquement, Federer a pu, tout au long du match, s'appuyer sur l'incroyable cote d'amour dont il dispose auprès du public parisien. Mais, en dépit des vifs langoureux, le Suisse a mordu la poussière. Pour la première fois depuis 2004, il ne sera pas au rendez-vous des quarts de finale à Paris. Lui qui avait collectionné 36 quarts de finale consécutifs en Grand Chelem entre 2004 et 2013, enregistre, depuis l'an dernier, des revers prématurés (2^e tour à Wimbledon et 8^e de finale à l'US Open). Sa dernière finale en Majeur (accompagne du titre) date de Wimbledon en 2012. Gulbis a lancé aux spectateurs sonnés : « Je suis désolé d'avoir sorti Roger, je sais que vous l'aimez beaucoup. Mais je suis content de moi. » Le Letton de 25 ans, génial mais inconstant, tient le match référence que son talent méritait et attendait. « C'est la victoire la plus importante de ma carrière », a reconnu celui qui a ses repères en France. Il s'est en effet imposé à Marseille et Nice cette année...

Le calvaire de Tsonga

Contrairement à 2012 (en quarts de finale), Jo-Wilfried Tsonga n'a pas pu accrocher Novak Djokovic. Le Serbe, d'une précision diabolique et ne relâchant jamais son emprise physique, a privé le Français de souffle, de solutions et de ressort pour s'imposer tranquillement (6-1, 6-4, 6-1 en 1 h 29 min). Tsonga (38 fautes directes) n'a jamais pu allumer la meche, le public ja-

mais pu s'enflammer. Les ailes de son rival rapidement coupées dans chaque set, le Serbe, ponctuel quand sonne l'heure des grands rendez-vous, n'a jamais desserré son étreinte. Le n°2 mondial croquera le Canadien Milos Raonic, qui vivra son premier quart de finale en Grand Chelem.

Le finish de Murray

Interrompu par la nuit, samedi à 7-7 dans le 5^e set, Andy Murray a conclu victorieusement dimanche (3-6, 6-3, 6-3, 4-6, 12-10 en 4 h 07) contre l'Allemand Philipp Kohlschreiber. « J'étais très nerveux. J'ai mal dormi, je me suis réveillé plusieurs fois, j'étais prêt à jouer à 4 ou 5 heures du matin... » s'est amusé l'Écossais. Il s'installe en 8^{es} de finale face à Fernando Verdasco, contre lequel il mène 9-1, mais sans jamais l'avoir affronté sur terre battue. « Ce sera un match difficile, parce que c'est un joueur coriace, très talentueux. J'espère que je serai frais. » Après des finales à l'Open d'Australie, Wimbledon et l'US Open, il vise un épilogue à Paris.



Pour la première fois depuis 2004, Roger Federer, battu dimanche par le Letton Ernestus Gulbis, ne sera pas au rendez-vous des quarts de finale à Roland-Garros. STEPHANE MAHE/REUTERS

Gasquet trop juste

Stopé par l'obscurité samedi à 21 h 40 à 2-2 dans la 3^e manche, Richard Gasquet, mené deux sets à rien, n'a pu contraindre Fernando Verdasco à prolonger les débats dimanche. L'Espagnol a confisqué le service du n°1 français à deux reprises pour boucler la rencontre (6-3, 6-2, 6-3) et se hisser en 8^{es} de finale des Internationaux de France pour la 5^e fois de sa carrière. Gasquet, lui, restera partagé entre le plaisir d'avoir pu franchir deux tours lors de son 11^e Roland-Garros après un printemps gâché par une blessure au dos et l'impression de n'être jamais véritablement rentré dans ce 3^e tour, même si, selon lui, son physique fragile ne lui permettait pas d'entrevoir le succès : « J'étais fatigué avant de jouer... C'est déjà fabuleux pour moi d'être arrivé au 3^e tour. C'était miraculeux. Largement inspiré, vu l'état dans lequel j'étais quatre jours avant de jouer. Je ne servais même pas... » ■

Eugenie Bouchard express

La Canadienne (tête de série n°18) s'est débarrassée (6-1, 6-2 en 52 minutes) de l'Allemande Angelique Kerber. Eugenie Bouchard, révélation (demi-finaliste) et attraction du dernier Open d'Australie, s'invite, enthousiaste et ambitieuse, en quarts de finale des Internationaux de France : « Je suis en confiance. J'ai confiance dans mon talent. Je sais que je peux jouer les meilleures joueuses au monde. Mentalement, j'étais prête à livrer un gros combat. Cet état d'esprit m'aide et me permet de réaliser tout ce qui se présente sur le court. Je me suis battue sur tous les coups. C'était mon intention et cela a fonctionné. »

Pour une place en demi-finale, elle croquera l'Espagnole Carla Suarez Navarro (tête de série n°14), qui a

dominé la Croate Ajla Tomljanovic (6-3, 6-3). Eugenie Bouchard plante : « Mon mental restera le même pour aborder ce match. Je vais garder ma confiance en moi. Je sais, que quoi qu'il se passe sur le court, je peux revenir et prendre l'ascendant. »

L.-I.E.

Simple messieurs (8^e de finale) : Berdych (Rtc. 6) bat Isner (EU, 10) 6-4, 6-4, 6-4 ; Raonic (Can, 8) bat Granollers (Esp) 6-3, 6-3, 6-3.

Simple dames (8^e de finale) : Suarez Navarro (Esp, 14) bat Tomljanovic (Cro) 6-3, 6-3.

Programme lundi (Court central) : Bertens (PB) - Petkovic (Alb, 28) ; Nadal (Esp, 1) - Lajovic (Ser) ; Stephens (EU, 15) - Halep (Rou, 4) ; Garcia-Lopez (Esp) - Monfils (23).

Gaël Monfils a-t-il assez de forces pour se hisser en quarts ?

Vous m'avez porté. Je ne sais pas comment j'ai pu gagner ce cinquième set. J'ai eu quelques petites alertes, mais j'ai poussé.

GAËL MONFILS, SAMEDI APRÈS SON MATCH CONTRE FABIO FOGNINI

NICOLAS CERBELLE @NicolasCerbelles

ON LE RÉPÈTE sans cesse : Gaël Monfils n'a pas besoin de préparation pour bien jouer à Roland-Garros. Devant son public, la magie opère toujours. La confiance engrangée grâce aux victoires fait ensuite le reste. En 2009, le Parisien, blessé à un genou, s'était ainsi hissé en quart de finale des Internationaux de France en boitant. Mais le corps a ses limites. Traînant une blessure à la cheville droite depuis le tournoi de Bucarest fin avril, le numéro 3 français n'avait plus disputé le moindre match en simple avant d'arriver Porte d'Auteuil. Poussé au cinquième set par le théâtral Italien Fabio Fognini samedi (5-7, 6-2, 6-4, 0-6, 6-2 en 3 h 24), « la Monf » reconnaît lui-même qu'il est fatigué : « Je suis usé, j'aurais bien aimé gagner en quatre sets,

mais il a breaké tout de suite et je n'avais pas de jus. » S'appuyant une nouvelle fois sur le chaud public du Suzanne-Lenglen, Monfils parvint à se faire violence. « Vous m'avez porté. Je ne sais pas comment j'ai pu gagner ce cinquième set. J'ai eu quelques petites alertes, mais j'ai poussé », déclara-t-il sur le court.

« Je suis fatigué, très fatigué, poursuivait-il un peu plus tard. Je vais utiliser des pains de glace ce soir (samedi). Demain (dimanche), on va faire beaucoup d'étirements, de massage, peut-être aussi travailler un peu sur mon dos et également essayer de bien manger, prendre quelques petits trucs avec le docteur (Montalvan) et bien dormir à nouveau pour être prêt lundi. »

Monfils, sous anti-inflammatoire depuis le début du tournoi, ne renouvellera pas l'expérience tentée entre ses deux derniers tours : « Je suis "Iron Man", mais je

n'ai pas pris de médicament vendredi à l'entraînement. C'est pas douloureux, le corps n'est pas terrible. » Tête en l'air, le Tricolore avait même oublié samedi de prendre un cachet que lui avait prescrit son médecin.

Dimanche après-midi, doigts de la main droite pansés, il s'est livré à un décaissage d'une heure sur un court annexe. La main, mais aussi la cheville, le dos, le ventre et les abdos, comme le confia son père Rufin... Gaël Monfils a donc mal un peu partout. Sauf à l'épaule droite.

S'il servit seulement à 164 km/h de moyenne en première balle samedi (lui qui est capable d'atteindre des pointes à 220 km/h), ce ne fut pas en raison d'une quelconque douleur. « Vous êtes étrange, non, vous, là ? Comment pouvez-vous penser que je suis blessé ? » s'agacait-il, préférant évoquer une raison stratégique. À Umag, lors de son match précédent contre

Fognini, « (il) l'avait embêté en lui envoyant des feuilles mortes, comme (il) appelle ces services ». Info ou intox ? Tout est possible avec cet adepte du poker.

Peu économe de ses efforts, tandis que les favoris s'appliquent à expédier le menu fretin aux premiers tours, la tête de série numéro 23, dernier Français en lice, estime qu'elle peut quand même gagner le tournoi : « Je suis arrivé sans préparation. Pour moi, ce ne sont pas les hauts et les bas qui comptent, mais plutôt de me protéger le cul (sic). Je peux gagner Roland-Garros. Je suis sûr. »

Cela passera ce lundi par une victoire sur l'Espagnol Guillermo Garcia-Lopez, bourreau de Stanislas Wawrinka au premier tour. « Peut-être qu'il ne me paye pas de mine pour vous, mais nous (les joueurs) savons qu'il est solide, alerte Monfils. Ça va être un match complexe. » Là, on veut bien le croire. ■

L'inquiétude grandit autour de Franck Ribéry

La participation à la Coupe du monde du Munichois, touché depuis de longues semaines au dos, serait « très compromise ».

CYRILLE HADDOUCHE chaddouche@lefigaro.fr ENVOYÉ SPÉCIAL A

FOOTBALL Une ombre obscurcit un ciel jusqu'alors bleu. Alors que la préparation au Mondial 2014 de l'équipe de France se déroulait sans anicroche, l'état physique de Franck Ribéry (douloureux dorsaux) se fait de plus en plus menaçant. Aux soins depuis son arrivée à Clairefontaine, le 21 mai, le joueur du Bayern n'a participé à aucun entraînement collectif. Au point de jeter un doute sérieux sur sa capacité à tenir sa place le 15 juin contre le Honduras. Voire pire, une source interne à l'équipe de France ayant révélé à FranceTélévisions que sa participation à la Coupe du monde serait « très compromise ».

Une hypothèse du pire que Didier Deschamps a évacuée sans pour autant lever l'ambiguïté, samedi à Nice, à la veille de France-Paraguay. « L'objectif est de le rendre disponible pour le match contre la Jamaïque (le

8 juin à Lille, NDLR) », a répondu avec prudence le sélectionneur, avant d'évoquer le point du règlement Fifa l'autorisant à rappeler un joueur dans la liste des 23 jusqu'à la veille de l'entrée en lice de la France dans le Mondial.

Les examens médicaux complémentaires passés par Ribéry dans un hôpital parisien nourrissent un peu plus les inquiétudes. À l'issue de l'assemblée fédérale samedi matin, le président de la fédération, Noël Le Graët s'était pourtant voulu rassurant. « Les examens montrent qu'il n'y a aucun danger pour la suite de compétition. Il n'y a aucun caractère

de gravité. Franck va certainement reprendre l'entraînement la semaine prochaine. » Ce discours optimiste n'efface pas pour autant les craintes quant à la condition physique du leader d'attaque des Bleus.

S'il devait encore être dispensé d'entraînement mercredi, au retour du break de deux jours accordé par Didier Deschamps, la belle dynamique entretenue par les Bleus depuis leur barrage retour contre l'Ukraine pourrait rencontrer un premier écueil.

« L'équipe de France a besoin de Franck Ribéry », rappelait ainsi

vendredi Karim Benzema (dont le problème aux adducteurs est en passe d'être réglé). « Le staff essaie de le faire revenir le plus rapidement possible. Nous, en tant que coéquipiers, on essaie de le faire relativiser. Il sait qu'il a un rôle important dans l'équipe », a poursuivi le capitaine et gardien de buts Hugo Lloris.



DIDIER DESCHAMPS

« L'objectif est de le rendre disponible pour le match contre la Jamaïque, le 8 juin à Lille »

Franck Ribéry, lors d'une séance d'entraînement, le 23 mai à Clairefontaine. PATRICK KOVARIK/AFP



Au-delà d'un hypothétique forfait, cette blessure au dos persistante menace de saper le moral de Ribéry et, par ricochet, celui de ses coéquipiers. Car, conscient que le temps ne joue pas en sa faveur, le joueur du Bayern s'agace de ce mauvais coup du sort, qui risque de gâcher sa dernière Coupe du monde. Le fait que le staff médical des Bleus ne

parvienne pas à donner une date précise de rétablissement est en soi une source d'inquiétude sur sa compétitivité future et son aptitude à soutenir dès le 15 juin le rythme de la compétition.

Touché moralement en janvier par son échec dans la quête du ballon d'or, Franck Ribéry collectionne depuis les pépins. Avec quatre blessures en cinq mois, dont une en février nécessitant une opération du muscle fessier, « Kai-ser Frank » court après la forme et le rythme de la compétition. Seulement 9 matchs de Bundesliga disputés en 2014 et 78 petites minutes passées sur le terrain depuis le 1^{er} mai, lors de la finale de la Coupe d'Allemagne.

Loin des terrains, Ribéry ronge son frein sans parvenir à dissiper ses douleurs dorsales. Son état de dolence rappelle de mauvais souvenirs. De Zidane en 2002 à Vieira en 2008, en passant par Desailly en 2004, les incertitudes sur l'état athlétique d'un joueur majeur de l'équipe de France avant le début d'un tournoi international ont malheureusement toujours coïncidé avec des déshérences sportives. ■



Les Toulonnais soulèvent le bouclier de Brennus pour la quatrième fois de leur histoire et la première fois depuis 1992, samedi soir au Stade de France. BORIS HORVAT/AFB

Le triomphe absolu de Toulon

Déjà rois d'Europe, les Galactiques sont devenus champions de France. Retour sur un fantastique doublé.

DAVID REYRAT @DavidReyrat

RUGBY Une foule immense. Des dizaines de milliers de supporters pour accueillir leurs héros, débarquant depuis la mer sur la Rade avec la Coupe d'Europe, pour la deuxième année de suite, et le bouclier de Brennus, le quatrième de l'histoire du RCT, attendu depuis vingt-deux ans. « Un choc et un honneur », a apprécié Wilkinson.

Des stars à la hauteur

En 2012, Toulon était encore trop tendre face au maître toulousain. L'année dernière, les joueurs varois étaient trop épuisés, physiquement et mentalement, pour arracher le doublé. Deux expériences cruelles pour des leçons retenues. Cette fois, les joueurs n'ont jamais perdu de vue leur objectif, cette double quête pourtant jugée impossible par beaucoup. Une exigence portée par des stars déjà bardées de titres mais nullement rassasiées. Les hommes clés ? Le pilier All Black Carl Hayman, seigneur de la mêlée, les Sud-Africains Bakkies Botha et Juan Smith, omniprésents dans le combat, l'Anglais Steffon Armitage, désigné meilleur joueur de la Coupe d'Europe. Sans oublier, derrière,

le talent des Australiens Matt Giteau et Drew Mitchell, la puissance dévastatrice de Mathieu Bastareaud et, évidemment, la figure tutélaire, Jonny Wilkinson (voir ci-dessous). Des Galactiques enfin à la hauteur de leur réputation pour entraîner tout un effectif dans leur sillage, à l'image du jeune pilier Xavier Chocci. Toulon a pourtant vacillé cette saison. Fin janvier, au soir de la 17^e journée du Top 14, cette issue triomphale n'était pas d'actualité. Trois défaites de rang (au Racing-Métro, contre Grenoble à Mayol, puis à Brive) avaient fait plonger le RCT à 7^e place. La réaction fut à la hauteur de la crainte : une seule défaite, toutes compétitions confondues, jusqu'à la fin de la saison, clôturée en tête du championnat. Enfin lancée à plein régime, la machine de guerre varoise a d'abord

conquis le continent, dominant successivement le Leinster (29-14), le Munster (24-16) et les Saracens (23-6) en phase finale de Coupe d'Europe. Si les scores furent plus tendus en Top 14, fidèle à sa (mauvaise) réputation de matchs à enjeu cadencés, le Racing-Métro (écarté 16-6 en demi-finale) puis Castres, dépouillé de son bouclier de Brennus samedi soir au Stade de France (18-10), n'ont fait illusion qu'une demi-heure, dépassés par la maîtrise, l'expérience (six finales en trois ans) et la solidarité des Galactiques.

Tous derrière Laporte

Un moment clé de la saison fut l'annonce, le 12 février, des treize semaines de suspension de Bernard Laporte, coupable d'avoir qualifié M. Cardona, l'arbitre de Toulon-Grenoble, de « pipe »

et d'« incompetent ». Cette punition « a resserré le groupe », affirme le manager varois. « Les joueurs étrangers, notamment, ne comprennent pas cette sanction. Ils la trouvaient disproportionnée - et elle l'était. Ils se sont sentis attaqués eux aussi. Finalement, ça nous a fait du bien... » Par ses discours de motivation, son franc-parler, son « amour pour les joueurs », l'ancien sélectionneur du XV de France a réussi à fédérer de prétendus « mercenaires » en un collectif prêt à tout donner pour le maillot et les fidèles supporters toulonnais. Un tour de force que Laporte avait déjà réalisé au Stade Français à la fin des années 1990.

La passion selon Boudjellal

Bien sûr, le président du Rugby Club Toulonnais est souvent outrancier dans ses propos. Mais personne ne peut nier

qu'il adore son club et qu'il a beaucoup donné pour le ramener au sommet de l'affiche. Tard, samedi soir, Mourad Boudjellal est revenu sur son investissement. « Je m'étais juré, quand le club prenait des branles chaque week-end, de ramener le bouclier à Toulon. Mission accomplie ! Mais je reviens de l'enfer. À tous les crétiens qui me considéraient comme un mecène, qui croient que je peux claquer 10 millions d'euros comme ça, je réponds que non. Je prends des risques. Dont celui de me ruiner. Fin janvier, quand la perspective de ne pas se qualifier pour la prochaine Coupe d'Europe était réelle, j'avais fait et refait les comptes. Et j'aurais dû vendre tout ce que j'ai pour sauver le club... » Pas étonnant que les joueurs voient un culte à ce patron atypique prêt à perdre sa chemise pour réaliser ses rêves de minot... ■

Jonny Wilkinson, l'adieu d'une légende

LE GOD SAVE the Queen retentit dans le Stade de France. Hommage à une légende du rugby qui part à la retraite sur un ultime triomphe. Une fois encore, Jonny Wilkinson a mené son équipe à la victoire. Quatre pénalités (à 100 % de réussite de course), un drop pour permettre au RCT de virer en tête à la pause, 15 points. Voilà pour l'impeccable mais froid bilan comptable. Une présence, un sang-froid à toute épreuve pour le véritable impact. Et un surplus de motivation pour tous ses partenaires, déterminés à rendre inoubliable le pot de départ de leur si précieux guide depuis 2009. Dans un grand éclat de rire, Mathieu Bastareaud renverse l'offrande. « C'est Jonny qui nous a offert le bouclier de Brennus. » Évidemment irrécusable pour le champion du monde, d'Europe, d'Angleterre et maintenant de France, trop humble, trop bien élevé, trop soucieux du collectif pour tirer la couverture à lui.

« Au coup de sifflet final, j'ai tout de suite regardé mes coéquipiers. J'ai vu leur joie et ça m'a fait trop plaisir. J'ai repensé à tout ce qu'on avait vécu ensemble. Les bons mais aussi les mauvais moments. Ça a été un privilège de passer du temps avec ces joueurs... » Tel est l'idole désormais sanctifiée de la Rade, fait dimanche citoyen d'honneur de la ville par le maire de Toulon, Hubert Falco. Un honneur de plus. Un honneur de trop, sans nul doute, pour celui qui se voit, très sérieusement, « comme un imposteur » ! « Pendant ma carrière, j'ai été trop soutenu par les gens. Ils m'ont donné trop de respect... »

Comment ne pas être touché par cet immense joueur ? Tard dans la soirée suivant le sacre du Stade de France, Jonny a été plus poignant que jamais en confessant les peurs qui l'habitaient désormais. « Il y a beaucoup de raisons qui me poussent à ressentir une immense joie, mais il y a quelque chose qui m'en empêche. Je me



Grâce à ce drop, Jonny Wilkinson a permis à Toulon de virer en tête à la mi-temps, samedi en finale du Top 14 face à Castres. PAUL DELORT/LE FIGARO

suis rendu compte, dès la fin du match, que la plupart de mes coéquipiers reviendront jouer des matchs. Pas moi. Cette fois, ça y est, le rugby, c'est fini pour moi... Mais si je suis capable de le dire, en réalité, je ne sais pas encore comment je vais le ressentir. Si je veux profiter des moments à venir, il faut que je trouve une façon de contrôler cette pensée. »

Tirailé entre l'envie, pour une fois, de se laisser aller, de savourer ces instants de bonheur et la crainte d'un avenir désormais privé de cette routine qui, depuis plus de deux décennies, rythme son quotidien de bourreau de travail. « Je me dis que, pour le plaisir, j'aimerais continuer à m'entraîner... Je vais devoir contrôler le monstre qui est en moi. » Son regard inquiet, fataliste, écarte toute ambiguïté. Ce n'est pas une boutade...

Je me dis que, pour le plaisir, j'aimerais continuer à m'entraîner... Je vais devoir contrôler le monstre qui est en moi

Continuer malgré ses 35 ans ? Vu son niveau de performance en cette fin de saison décisive, ce ne serait pas une hérésie. Sauf que Wilkinson ne prend jamais de décision à la légère. « Je prie pour que la solution à toutes mes questions vienne naturellement. Et c'est arrivé. Ma carrière a toujours été guidée par l'envie d'aller plus loin. Là, je me suis seulement senti capable de tenir jusqu'à la fin. Je me suis donc rendu compte que c'était le moment. Que si je continuais, j'empêcherais les autres d'avancer. Et ce n'est pas pour ça que je suis à Toulon. C'est pour aider les autres. Il faut que je trouve une autre façon de le faire. Mais c'est à Frédéric Michalak, à Matt Giteau, d'aller chercher plus loin... »

Il le fera en dispensant son savoir, quelques jours par mois, à ses anciens coéquipiers toulonnais. Sans doute le fera-t-il aussi, très rapidement, auprès des joueurs du XV de la Rose, le sélectionneur, Stuart Lancaster, désirant l'intégrer à son staff avant la Coupe du monde 2015. En serviteur du rugby. Comme tout au long de sa carrière. D.R.

98 drops
Inscrits par Wilkinson durant sa carrière, dont 36 sous le maillot de l'Angleterre, un record en matchs internationaux

Pour les Castrais, Toulon devait gagner

Rory Kockott était le héros de Castres. Il y a un an. Cette fois, le buteur sud-africain a précipité la chute de son équipe en ratant trois pénalités (2/5, 40 % de réussite). Mais il n'est pas le seul à être passé à côté de son match. La mêlée castraise, malmenée, a ainsi concédé 9 points de pénalité. Ce qui n'empêchait pas Serge Milhas, l'entraîneur des avant-tarnais, d'être amer. « J'ai des regrets inavouables. Les Toulonnais n'ont jamais été en situation de nous marquer un essai. Mais ils ont gagné la guerre de la communication. C'était la fête à Jonny, il fallait qu'ils gagnent... » Rémi Talès, l'ouvreur et capitaine du CO, également auteur d'une prestation en demi-teinte, a, lui, préféré rendre hommage aux vainqueurs. « Il n'y avait pas photo. Toulon était au-dessus de nous et mérite sa victoire. » D.R.

ZOOM

Mondial 2022 : le Qatar dément toute corruption

Le Sunday Times a révélé que le Qatar aurait versé plus de 5 millions de dollars à divers officiels pour influencer le vote du Comité exécutif de l'organisation début décembre 2010 et ainsi obtenir l'attribution de la Coupe du monde 2022 de football. Des accusations aussitôt démenties « avec véhémence » par le Qatar. Le vice-président de la Fifa, Jim Boyce, a cependant affirmé être favorable à un nouveau vote si l'enquête officielle menée par Michael J. Garcia, ancien juge new-yorkais, en apportait des « preuves concrètes ».

EN BREF

Cyclisme : le Giro pour le Colombien Quintana

Nairo Quintana (Movistar) a enlevé dimanche la première victoire colombienne dans le Tour d'Italie. Pierre Rolland (Europcar) termine au pied du podium.

NBA : Tony Parker en finale

Pour la deuxième année de suite, la finale NBA va opposer, à partir de jeudi, San Antonio et Miami.

Golf : Dubuisson s'incline

Pour son retour à la compétition après plusieurs semaines d'absence dues à une blessure à l'épaule, Victor Dubuisson s'est incliné en play-off de l'Open de Suède face au Thaïlandais Thongchai Jaidee. L'actualité du golf sur golf.lefigaro.fr

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité

par téléphone

01 56 52 27 27

par télécopie

01 56 52 20 90

par courriel : carnetdujour@figaromedias.fr

en nos bureaux : 14 boulevard Haussmann, 75009 Paris,
sur notre site : www.carnetdujour.lefigaro.fr

Tarifs :

du lundi au jeudi : 24 € TTC la ligne, jusqu'à 25 lignes
22 € TTC la ligne, à partir de 26 lignes
vendredi ou samedi : 27 € TTC la ligne, jusqu'à 25 lignes
25 € TTC la ligne, à partir de 26 lignes

Les lignes comportant des caractères gras sont facturées sur la base de deux lignes ; les effets de composition sont payants ; chaque texte doit comporter un minimum de 10 lignes.

Retrouvez nos annonces sur :

www.carnetdujour.lefigaro.fr

www.dansnoscoeurs.fr

Tél Abonnements :

01 70 37 31 70

conférences

Le Collège des Bernardins

propose une table ronde
le mardi 3 juin 2014,
à 20 heures.

Ons la formation !

avec Philippe Clouzeau,
seminariste à la faculté
Notre-Dame,
Animadada Deroux, étudiante
à l'Institut supérieur
de sciences religieuses (ISSR),
Irène Beucler,
étudiante à la Formation
des responsables (Bartimée),
le cardinal André Vingt-Trois,
archevêque de Paris.

Table ronde animée par
Ariane Warlin, journaliste.

Participation à prévoir.
20, rue de Poissy, Paris (5^e),
téléphone : 01 53 10 74 44,
www.collegedesbernardins.fr

Dans le cadre des
« Conférences René Girard »,
Roberto Calasso
donnera une conférence sur
La superstition de la société
le jeudi 5 juin, à 19 heures, au
Centre Pompidou, Paris (4^e).
Entrée libre.
www.rene-girard.fr

deuils

Sa fille Agnèska,
son gendre Alberto,
ses petits-enfants,
Filip et Daniel,

ont l'immense tristesse
de faire part du décès,
survenu soudainement
le 27 mai 2014,
à l'âge de 80 ans, de

Krystyna BALLABAN
designer de mode
et professeur
à l'École nationale supérieure
des arts décoratifs,
à l'esprit innovateur.

La messe sera célébrée
le lundi 2 juin 2014, à 14 h 30,
en l'église polonaise,
263, rue Saint-Honoré,
Paris (1^{er}).

Marie-Odile et Nicole
Bagnères,
ses filles,
Mme Jacques Bagnères,
sa belle-fille,
Pierre-Laurent Bagnères,
Elodie Bagnères,
Franck et Béatrice Bagnères,
ses petits-enfants,
Capucine de Froimont,
Tristan et Hippolyte Bagnères,
ses arrière-petits-enfants,
les familles Bagnères,
Bonnetou et Pères

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Mme Albert BAGNÈRES
née Anne-Marie Bonnetou,

survenu le 29 mai 2014,
dans sa 105^e année.

La cérémonie religieuse sera
célébrée le mercredi 4 juin,
à 10 heures, en l'église
du Saint-Nom-de-Jésus,
à Lyon (6^e).

L'inhumation aura lieu
le jeudi 5 juin, au cimetière
d'Aurillac (Haute-Garonne).

Ses cousins et nombreux amis
recommandent à nos prières

Mlle Odette BERTRIX

décédée le 29 mai 2014,
dans la Paix
du jeudi de l'Ascension,
à l'âge de quatre-vingt-treize
ans.

La messe d'obèques sera
célébrée, le mercredi 4 juin,
à 14 h 15, en l'église
Saint-Charles, à Nîmes.

Une messe d'action de grâce
sera célébrée
en union avec elle,
le mardi 10 juin, à 11 heures,
en l'église
Saint-Germain-des-Près,
Paris (6^e).

Ni fleurs ni couronnes,
mais vous pouvez faire un don
à l'Association Tokombéré,
Saint-Germain-des-Près,
3, place Saint-Germain-
des-Près, 75006 Paris
ou à la
Fondation Christian Aurenche,
c/o Laurent Hedde,
137, boulevard Malesherbes,
75017 Paris.

Valérie, Eric et Anne-Laure,
ses enfants,
Hélène et Marie-Jeanne,
ses sœurs,
ont la profonde tristesse
de faire part du décès de

M. Henri BLONDEAU

survenu le 29 mai 2014,
jour de l'Ascension,
à l'âge de 77 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mercredi 4 juin, à 14 h 30,
en l'église de Bourron-Marlotte
(Seine-et-Marne),
suivie de l'inhumation
aux côtés de son épouse,
Mathe

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nous sommes priés d'annoncer
que la messe d'obèques de

Mlle Marie-Thérèse
de BORNE de GRANDPRÉ

aura lieu le jeudi 5 juin 2014,
à 15 heures, en l'église
d'Agonges (Allier).

Saumur (Maine-et-Loire).
Beaune (Côte-d'Or).

Mme Louis Bouchard,
son épouse,

Yann et Chantal Bouchard,
Mathilde et Nicolas,
Aude et Marie, Léandre,

Delphine
et Christophe Garnier,
Camille et Béatrice,

Stanislas
et Bénédicte Bouchard,
Domitille,
Dorothea et Eléonore,

Scholastique et Alain Duguey,
Alfred, Amélie et Adélaïde,

ses enfants,
ses onze petits-enfants
et son arrière-petit-fils,

font part du rappel à Dieu de

M. Louis BOUCHARD

le 29 mai 2014,
jour de l'Ascension,
à Saumur, dans sa 86^e année.

La célébration religieuse
aura lieu ce lundi 2 juin,
à 14 heures, en l'église de
Saint-Hilaire-Saint-Florent
(Maine-et-Loire).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Charles et Didier Gorins,
ses fils,

Elisa et Alice,
ses petites-filles,

Carine,
sa belle-fille,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

docteur André GORINS

professeur
au Collège de médecine,
fondateur et ancien directeur
du Centre des maladies
du sein de l'hôpital
Saint-Louis, à Paris.

survenu le 30 mai 2014,
à l'âge de 88 ans.

Les obèques auront lieu
au cimetière parisien
de Bagneux (Hauts-de-Seine),
le mardi 3 juin 2014, à 11 h 15.

Nous nous retrouverons
à l'entrée principale,
45, avenue Marx-Dormoy.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Son père,
l'amiral Pierre Gayno,
sa fille, Sandra,
sa sœur,
Nadine Bernfeld,
ses frères,
Denis et Olivier Gayno,
ses neveux

ont la douleur
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Michel GAYNO

le 23 mai 2014.

Il rejoint sa mère
qui nous a quittés
le 29 juillet 1998.

Les obèques ont eu lieu
à Toulon, le 27 mai.

Jean-Claude
Goldsmith-Dansaert,
son époux,

Alain de Foucaud (†),
Laure Uster
et Frédéric Goldsmith,
Philippe Uster
et Isabelle Condemine,
ses enfants et leurs conjoints,

Isaure Vilbois
et son époux Philip Vilbois,
Ludovic de Foucaud,
Aliénor de Foucaud,
Margaux Deuchler
et Clara Goldsmith,
ses petits-enfants,

sa famille,
ses proches et ses amis

ont la douleur
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Marise

GOLDSMITH-DANSAERT

chevalier
de la Légion d'honneur,
chevalier
de l'ordre national du Mérite,

le 27 mai 2014,
dans sa 93^e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mercredi 4 juin, à 10 h 30,
en l'église Saint-Léger,
20, rue de la Maison-Verte,
à Saint-Germain-en-Laye
(Yvelines).

La crémation aura lieu
le jeudi 5 juin, à 11 heures,
au crématorium
du Mont-Vallérien, à Nanterre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le docteur Gisèle Martial,
née Delcey, son épouse,

Olivier et Mylène,
ses enfants,
et leurs conjoints,
Sandrine et Pascal,

Emilie, Camille, Gaëlle
et Jérémy,
ses chers petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Pierre MARTIAL

ingénieur ERFI 60
(École française d'électronique
et d'informatique),

survenu le 28 mai 2014,
dans sa 78^e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mardi 3 juin 2014,
à 10 h 30, en l'église
Saint-Pierre-Saint-Paul,
à Clamart, 5, place Ferrari.

Un registre sera ouvert
pour recevoir vos témoignages
de sympathie et d'amitié.

L'inhumation aura lieu
dans l'intimité familiale,
le mercredi 4 juin, à 10 heures,
au cimetière
de Champagnat (Creuse).

54, rue de Châtillon,
92140 Clamart.

Brigitte Mary et Bruno Gidon,
Isabelle Mary et Rémy Veyssot,
ses filles et gendres,
ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants
ainsi que toute la famille

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Mme Roland MARY

née Ginette Delbru,

survenu à Clamart
(Hauts-de-Seine),
le mardi 27 mai 2014,
dans sa 85^e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 6 juin 2014,
à 11 heures, en l'église
de Nadailac (Dordogne),
suivie de l'inhumation
au cimetière communal,
dans le caveau de famille.

Mme Jean Thauray,
née Anne Outters,

Claire et Benoît Lefevre,
Hubert et Marie-Amélie
Thauray,
Laure et Franck Motte,
Céline et Bruno Chambriard,
François et Delphine Thauray,
Antoine et Anne Thauray,
ses enfants,

Grégoire, Jean-Eudes,
Anne-Lucie,
Domitille et Grégoire,
Ambroise, Baudouin,
Marie-Almé, Marie-Pascaline,
Marie-Olive, Albert,
Eloi,
Camille, Paul, Damien,
Foucaud,
Suzanne, Zélie, Adèle,
Lucie, Pierre, Joseph,
ses petits-enfants,

ses frères, sœurs,
beaux-frères et belles-sœurs

ont la tristesse de vous
faire part du rappel à Dieu de

M. Jean THAURAY

qui s'est endormi dans la Paix
de Dieu le 30 mai 2014.

La cérémonie religieuse aura
lieu le vendredi 6 juin, à 10 h 30,
en l'église Saint-Symphorien
de Versailles,
suivie de l'inhumation
à 17 heures, au cimetière
de Cremac-en-Limousin.

messes
et anniversaires

Le 13 juin 2013,

Didier DECAUVAINE

nous quitte brutalement.

Une messe sera célébrée
le mercredi 11 juin 2014,
à 18 h 30, en la chapelle
Notre-Dame-de-Consolation,
23, rue Jean-Goujon, Paris (8^e).

Avec le souvenir du
professeur
Jacques Decauvaïne
(1923-1964).

souvenirs

Le lundi 2 juin 2008,
nous quitte

Patrice DESOMBRE

Que ceux qui l'ont connu
et aimé aient une pensée
pour lui, afin que son souvenir
reste vivant.

Son épouse, Martine.

RECEVEZ
LE FIGARO
CHAQUE JOUR
CHEZ VOUS



Recevez Le Figaro
du lundi au samedi,
accompagné des suppléments
et des magazines du week-end.

6 MOIS 199€

au lieu de 358,80€

44% de réduction
sur le prix de vente en kiosque.

ABONNEZ-VOUS
AU FIGARO

À renvoyer dans une enveloppe affranchie à :
LE FIGARO ABONNEMENT
17 route des Boulangers - 78926 YVELINES CEDEX

☐ OUI Je m'abonne à la Formule CLUB
pour 199€ au lieu de 358,80€, et je reçois
Le Figaro du lundi au samedi, accompagné
des suppléments et magazines, pendant 6 mois.

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Tél. : _____
Email : _____ en majuscules

Je joins mon règlement par :

☐ Chèque bancaire ou postal
à l'ordre du Figaro

☐ CB N° _____

Expire fin : _____

Notez les 3 derniers
chiffres figurant au verso
de votre carte bancaire

FAP14010

Offre France Métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés valable
jusqu'au 31/12/2014. En application des articles 38, 39 et 40
de la loi informatique et libertés, vous disposez d'un droit d'accès, de
rectification et de radiation des informations vous concernant
en vous adressant à : Le Figaro Abonnement, 17 route des Boulangers,
78926 Yvelines cedex 9. Si vous ne souhaitez pas que vos données
soient utilisées par nos partenaires à des fins de prospection, veuillez
cocher la case ci-contre.

LE FIGARO

CONFÉRENCES - SIGNATURES - THÈSES - VERNISSAGES
s'annoncent toujours dans le carnet du jour

Tél. 01 56 52 27 27 - Fax. 01 56 52 20 90
carnetdujour@figaromedias.fr - www.carnetdujour.lefigaro.fr



CITIZEN/SENIG DOULLET

À Ouistreham, quatre tribunes ont été dressées sur la plage pour accueillir les 8 000 invités qui assisteront à un grand spectacle commémoratif donné sur une scène de 45 mètres de diamètre.

Tout est prêt pour le « D-Day »



Marie-Amélie Lombart-Latune
@malombard

L'opération Overlord... version 2014. La préparation des commémorations du Débarquement mobilise à tous les échelons, du sommet de l'État à la petite caserne de pompiers du Calvados. Une armée est sur le pied de guerre. Avec, souvent, un goût du secret qui frôle la paranoïa. Demander par exemple quelques détails sur le menu du déjeuner offert aux hôtes de la France attire une fin de non-recevoir pour « raisons de confidentialité ». Le 6 juin, dix-huit chefs d'État ou de gouvernement fouleront la terre normande. La photo de famille devant le château de Bénouville réunira notamment Barack Obama, Vladimir Poutine, la reine Elizabeth, celle du Danemark, les rois belge, néerlandais et norvégien, le grand-duc du Luxembourg et Angela Merkel autour de François Hollande. Ce vendredi après-midi, sur la plage de Ouistreham, 8 000 personnes assisteront à la cérémonie internationale. Depuis des mois, tout est organisé, calibré, vérifié. Pas question de commettre d'impair ou de compromettre la sécurité des grands de ce monde. Il s'agit de ménager les susceptibilités des patrons de la Maison-Blanche et du Kremlin, exacerbées par la crise ukrainienne, et d'accueillir au mieux la reine Elizabeth, « figure » emblématique de l'époque puisqu'elle s'engagea comme ambulancière dans la branche féminine de la British Army. Sa venue en France, annoncée comme son dernier voyage, aura le statut de visite d'État. Enfin, saluer l'héroïsme des vétérans est au programme. Chacun a bien conscience que le prochain anniversaire décennal, en 2024, se déroulera probablement sans acteurs du Débarquement. Le « 70 » et ses 1000 vétérans invités prend donc un relief particulier. À quelques jours du « D-Day », dans l'effervescence générale, un membre de l'ambassade américaine à Paris garde son flegme : « On devrait y arriver. Après tout, des hommes vaillants ne sont-ils pas parvenus à débarquer à 6 heures du matin pour libérer la France ? » Le 6 juin, la Basse-Normandie vivra au rythme des cérémonies nationales, binationales ou internationales, militaires, civiles ou religieuses. Les Anglais à Bayeux, les Américains à Colleville, les Polonais à Urville-Languerrie, les Canadiens à Courseulles-sur-Mer, etc. Avec trois temps forts côté français.

Hommage aux victimes civiles normandes

Le matin, c'est un hommage aux victimes civiles qui sera rendu par François Hollande au Mémorial de Caen. La cérémonie est moins anodine qu'il n'y paraît. C'est la première fois que la République honore les 20 000 morts que causa la bataille de Normandie parmi la population, principalement en raison des bombardements. « Trois mille morts des les premières vingt-quatre heures, soit autant que les pertes alliées au matin du 6 juin », souligne l'historien Jean Quellien, professeur émérite de l'université de Caen et membre du comité scientifique qui supervise les commémorations. Des dégâts collatéraux que, longtemps, il ne fut pas bon de mettre en avant de peur de froisser les Alliés ou de souligner l'approximation des tirs américains. Cette fois, le comité scientifique, emmené par le spécialiste de la Deuxième Guerre mondiale Jean-Pierre Azéma, a insisté auprès de l'Élysée : il est temps d'en parler, les Normands ne comprendraient pas un nouveau silence. Leur voix, relayée par le préfet du Calvados, Michel Lalande, a porté. Et François Hollande, qui a passé une partie de sa jeunesse

Le 6 juin, le monde aura les yeux braqués sur la Normandie, où la reine d'Angleterre, Barack Obama et Vladimir Poutine commémoreront le Débarquement au côté de François Hollande. Un 70^e anniversaire que la France prépare avec soin. Revue des troupes.

à Rouen, a compris combien l'hommage serait apprécié. « Le président ne prend rien de tout cela à la légère », assure son entourage, espérant sans doute que cette séquence prestigieuse ravivera celui que municipales et européennes viennent d'essorer.

Le 6 juin, le chef de l'État ne prononcera pas moins de cinq discours, qui, tous, auront été lus et amendés, parfois jusqu'au dernier moment, sous l'œil vigilant de Jean-Pierre Azéma. L'Élysée sait que l'histoire, a fortiori celle de la Deuxième Guerre mondiale, reste un sujet sensible, propice à une approximation ou erreur d'interprétation. La fin de semaine du président ressemble fort à un marathon. Le 4 juin, il sera à Varsovie pour les « 25 ans de la liberté polonaise », puis à Bruxelles pour le G7. Le 5, de retour à Paris, il accueillera la reine Elizabeth à l'Arc de triomphe, avant de rejoindre la Normandie le 6 au matin. La Couronne britannique a répondu en masse à l'invitation de la France, comme si chaque génération ne voulait pas laisser le monopole de la mémoire à la précédente. Outre la souveraine et le duc d'Edimbourg, le prince Charles et Camilla ainsi que William et Kate font le déplacement. Sans doute pour ne pas être en reste, le premier ministre David Cameron a récemment décidé de rejoindre les troupes de Sa Gracieuse Majesté.

Le déjeuner au château de Bénouville - placer à table dix-huit chefs d'État, dont six têtes couronnées, et de gouvernement ainsi que leurs conjoints (Michelle Obama n'en sera pas) et quelques vétérans triés sur le volet - était déjà un exercice de haute voltige dans lequel excellent cependant les services du protocole, dirigés par Laurent Stefanini et son adjoint, Frédéric Billet. Désormais, ce sont les acteurs d'une nouvelle guerre froide qu'ils doivent faire cohabiter autour d'une table en forme de U. François Hollande prendra place au centre. À sa droite, la reine Elizabeth ; à sa gauche, la reine Margrethe du Danemark, deuxième dans l'ordre protocolaire. Barack Obama et Vladimir Poutine seront chacun à l'une des branches du U. « On aimerait pouvoir déjeuner sans friser l'indigestion », ajoute l'adapte du second degré à l'ambassade des États-Unis. Fort heureusement, le prince Charles, auteur présumé de propos comparant le président russe à Hitler, sera, lui, en train de se restaurer avec des vétérans sur la plage de Ouistreham. La France aura donc tout loisir de rappeler que, sans le front de l'Est ouvert par les Soviétiques, la libération de l'Europe aurait été compromise.

Le choix du château de Bénouville est à la fois pratique et symbolique. Pendant la guerre, cette élégante bâtisse du XVIII^e siècle abritait une maternité, mais servait aussi de planque à des résistants, des aviateurs alliés ou des réfractaires du STO. À sa tête, la courageuse Léa Vion, surnommée « la Comtesse », transmettait des renseignements stratégiques sur le mur de l'Atlantique. De là, on peut apercevoir le pont de Bénouville, reconstruit sur le modèle du Pegasus Bridge, dont les parachutistes britanniques s'emparèrent aux premières heures du 6 juin. C'est aussi la proximité du château avec la plage de Ouistreham - « sept minutes par la voie express », selon les calculs du préfet Lalande - qui a présidé aux choix. Car limiter ou, en tout cas, fluidifier les déplacements des chefs de la planète est l'une des obsessions des services de sécurité. Or les petites routes du bocage normand ne se prêtent pas toujours aux convois « king size » américains.

En 2004, alors que tout se déroulait bien et que le retard dû au brouillard matinal avait été résorbé, la reine d'Angleterre s'était tout de même retrouvée bloquée dans sa Rolls à un carrefour. Un temps, la solution de transporter tout le monde en autocar fut examinée, puis écartée. « La reine Elizabeth commence à être âgée pour se hisser dans un bus. Quant aux Américains, ils auraient de toute façon exigé que leur président emprunte sa limousine. À quel bon effet de ces cars dans ces conditions ? » soupire-t-on au Protocole. Le 6 juin, après un déjeuner élaboré par cinq chefs normands étoilés, le président français quittera le premier Bénouville, pour aller accueillir ses hôtes à Ouistreham.

L'effet domino des retards sur le programme : c'est l'une des craintes du Protocole qui sait à quel point dix-sept délégations étrangères peuvent être difficiles à manœuvrer. Or, elles ont rendez-vous avec l'histoire sur « Sword », où débarquèrent les Britanniques. Visite d'État de la reine oblige, ce sont eux qui sont mis à l'honneur pour cette édition 2014. En 2004, les Américains avaient été privilégiés. Méticuleux, les services du protocole ont même établi une fiche répertoriante tous les voyages de la reine en France et ceux des présidents de la République outre-Manche. On y apprend qu'en 1976, à Windsor, un labrador baptisé « Samba » fut offert à Valéry Giscard d'Estaing, qui mit toujours un point d'honneur à lui parler anglais. Entorse à ses habitudes, VGE a décidé d'assister aux manifestations officielles, ce que ne feront ni Jacques Chirac ni Nicolas Sarkozy.

Spectacle en quatre tableaux

À « Sword », plage de Ouistreham, la cérémonie internationale doit débiter à 15 heures par un discours de François Hollande, suivi d'une « mise en scène commémorative » de 45 minutes. Les grands réseaux américains comme CBS ou NBC, qui retransmettent l'événement en direct, ne plaisantent pas avec les horaires et ne patienteront pas. C'est la société Magic Garden qui a remporté l'appel d'offres début février. Depuis, le temps et l'argent - l'enveloppe prévue s'élève à 2 millions d'euros - lui sont comptés. « Huit mille places sur quatre tribunes : nous construisons un Zénith sur la plage ! » se félicite le préfet Lalande, qui a dû faire procéder à des études géologiques, et même « faunistique et floristique », avant le démarrage du chantier. La cérémonie se déroulera sur une scène de 45 mètres de diamètre où évolueront les danseurs professionnels et les 400 figurants bénévoles et sur des écrans géants où seront projetées des images d'archives, accompagnées d'une voix off. « Le cahier des charges prévoyait un hommage aux vétérans et la transmission de la mémoire aux jeunes générations. Nous avons choisi d'être pédagogiques et chronologiques », explique Beatrix Mourer, codirectrice de Magic Garden, qui a conçu la scénographie avec le réalisateur Patrick Rotman, auteur notamment d'« Été 44, la libération ». Le spectacle s'articule autour de quatre tableaux : l'Europe dans la guerre, le Débarquement, la fin du conflit, puis l'ONU et la construction européenne. Pour le reste, motifs. Quelques « surprises » pourraient s'imposer, comme l'accent mis sur l'amitié qui lie aujourd'hui un ancien du commando Kieffer, Léon Gautier, à Johannes Bärner, un vétéran allemand, tous deux présents à Ouistreham.

Des mesures de sécurité exceptionnelles (lire nos éditions du 14 mai 2014) entoureront les leaders de la planète. Un brouillage des téléphones portables sera mis en place afin d'éviter tout déclenchement d'un engin explosif à distance. Qu'auront en tête rois et reines, présidents et premiers ministres à l'évocation des combats et des sacrifices alliés ? « Pour eux, ces commémorations ne sont ni une partie de campagne ni une réception mondaine, mais un devoir », explique-t-on au Quai d'Orsay, avec des accents presque militaires. ■

On devrait y arriver. Après tout, des hommes vaillants ne sont-ils pas parvenus à débarquer à 6 heures du matin pour libérer la France ?

UN MEMBRE DE L'AMBASSADE AMÉRICAINE À PARIS

Les institutions européennes sont-elles bien gérées ?

En ces temps d'euroscpticisme, l'UE se doit plus que jamais d'être exemplaire dans la gestion de son budget de 135,5 milliards d'euros. Est-ce le cas ?



ENQUÊTE
Philippe Gélle
@gellefig

EUROPE Dans la foulée des élections européennes du 25 mai, la plupart des institutions de l'Union européenne vont changer de tête : Commission, Conseil, Parlement, Service d'action extérieure... Les nouveaux dirigeants, s'ils veulent tenir compte de la poussée euroscptique dans les États membres, devraient se pencher sur la gestion et le coût des organes de l'Union, avec une ambition d'exemplarité. Dans cet esprit, la fondation Ifrap pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (1), dirigée par Agnès Verdier-Molinié, s'appuie à publier une étude détaillée. Pour une Europe bien gérée et transparente. Le Figaro en dévoile ici les principales conclusions.

COMBIEN COÛTE LE FONCTIONNEMENT DE L'UE ?

Le budget de l'Union européenne s'élevait en 2013 à 132,8 milliards d'euros ; il atteint 135,5 milliards pour 2014 et augmentera progressivement pour atteindre 156,3 milliards d'euros en 2020. La Commission, dans un dossier sur les « mythes et faits » du budget européen (2), souligne que cela représente 2 % seulement de l'ensemble des dépenses publiques des Vingt-Huit, soit moins de 70 centimes par citoyen européen et par jour, pour une panoplie d'interventions qui « contribuent à favoriser la prospérité de l'Europe ». Mais l'Ifrap rappelle que le budget de l'UE a « constamment augmenté » depuis 2007, notamment en raison de l'élargissement (trois nouveaux pays, après dix adhésions en 2004). « Dans un contexte budgétaire difficile en Europe, les institutions doivent maîtriser leurs budgets et montrer l'exemple », fait valoir Agnès Verdier-Molinié.

La plus grande partie des « crédits de paiement » est affectée à la politique agricole commune (PAC) et au développement rural d'une part (44 %), aux fonds de cohésion d'autre part (33 %), destinés à aider les pays à la traîne (voir tableau 1). Les dépenses administratives des institutions proprement dites ne représentent que 6 % du total, soit 8,4 milliards d'euros en 2013. Toutefois, la présentation officielle des comptes laisse de côté les nombreuses agences européennes : selon l'Ifrap, le montant des frais de fonctionnement de l'UE s'établit en réalité à 9,6 milliards d'euros. Un chiffre que la fondation juge « déjà élevé puisque, contrairement aux États, l'Europe n'a pas d'enseignants, d'administration fiscale, etc. »

LA FONCTION PUBLIQUE EUROPÉENNE EST-ELLE TROP NOMBREUSE ?

« La machine bruxelloise est trop grosse, trop envahissante », a dénoncé le premier ministre britannique, David Cameron, au lendemain du scrutin européen. Les documents budgétaires de l'UE recensent 47 487 fonctionnaires en 2013. Ce chiffre est censé inclure les employés permanents et temporaires de la Commission (24 944), du Conseil (3 153), du Parlement (6 713), auxquels s'ajoutent quelque 4 000 collaborateurs des 751 élus, de la Cour de justice (1 995), de la Cour des comptes (891), ainsi que des « organismes décentralisés » et des « agences exécutives » de l'Union. Toutefois, note l'Ifrap, il omet un grand nombre d'agents contractuels : environ 5 000 à la Commission, 2 000 à la BCE, autant à la BEI, quelque 2 500 dans les agences... Au total, « la vérité serait plus proche de 60 000 agents », souligne la fondation.

Bruxelles soutient que la réforme Kincknock, lancée au début des années 2000, « aura permis de faire économiser 8 milliards d'euros au contribuable européen d'ici à 2020 ». Mais, tandis que la population de l'UE a crû de 20 % depuis 2004 (13 nouveaux États membres), le nombre de fonctionnaires a augmenté de 25 %. Officiellement, les effectifs des institutions auraient dû baisser de 413 postes l'an dernier ; pour l'Ifrap, ils ont au contraire augmenté de 309 personnes. Dans les agences, l'inflation serait même de 1 227 agents (contre 291 prévus). La raison ? Une manipulation des chiffres, des postes institutionnels étant « basculés sur les agences pour offrir les réductions prévues par la réforme Kincknock », affirme la fondation. Elle prône une baisse des effectifs de l'ordre de 500 postes par an jusqu'en 2018, soit une cure d'amalgamisation de 5 %. Mais Agnès Verdier-Molinié observe que, contrairement à l'Allemagne et aux Scandinaves, la France n'est pas très allante sur ce dossier, « comme si l'on ne souhaitait pas que la fonction publique européenne, calquée sur le modèle français, donne le bon exemple » aux États.

DE QUELS AVANTAGES BÉNÉFICIENT LES FONCTIONNAIRES EUROPÉENS ?

Sans même parler des plus hauts salaires (voir tableau 2), les agents publics de l'UE sont particulièrement bien traités. Un commissaire gagne environ 20 000 euros par mois, un directeur général 18 370 (ils sont 43 à la Commission), un porte-parole jusqu'à 8 000 euros... De nombreux avantages et primes s'y ajoutent (tableau 3), à la faveur desquels un cadre marié avec deux enfants peut voir son salaire brut passer de 7030 à 9716 euros. L'UE est également très généreuse dans le remboursement des frais de mission - un budget de 3,8 millions

d'euros pour le Conseil et de 62,4 millions pour la Commission. En 2009, le président José-Manuel Barroso a ainsi dépensé 697 000 euros pour 66 déplacements, soit 10 500 euros en moyenne par voyage. L'Ifrap observe que les coûts de personnel sont globalement maîtrisés, en partie parce que les rémunérations à l'embauche ont été abaissées par la réforme Kincknock. Ce poste de dépenses a diminué de 1 % entre 2009 et 2014, à environ 4,5 milliards d'euros. Reste que « pour un nombre d'agents équivalent à celui de la Ville de Paris, la masse salariale atteint près du double », souligne l'Ifrap.

S'y ajoute un système de retraites très avantageux - et structurellement déficitaire. Les 28 commissaires européens ne cotisent rien pour leur retraite, contrairement aux fonctionnaires ordinaires, qui versent 10,9 % de leur traitement de base. Le montant des pensions peut atteindre 70 % du dernier salaire. Or les cotisations ne recouvrent qu'un tiers de leur coût (qui s'élève à 1,4 milliard d'euros en 2013), le reste étant imputé au budget européen. Cette situation est vouée à s'aggraver, le nombre de pensionnés devant doubler au cours des trente prochaines années, de 18 000 à 36 000 bénéficiaires, portant ce poste de dépenses à 2,4 milliards d'euros en 2045. L'Ifrap suggère donc de plafonner les retraites à 60 % du dernier salaire. Enfin, les fonctionnaires de l'UE sont assujettis à un « impôt européen » plus avantageux que la plupart des fiscalités nationales. S'étalant de 8 % à 45 % selon le niveau de revenu, le taux moyen s'établit à 18 % du traitement de base (hors primes et indemnités). Il rapporte 688 millions d'euros au budget européen. Mais, souligne la fondation, pour un salaire égal de 2 423 euros par mois, un agent public de l'UE paiera 6 723 euros d'impôts annuels, contre 13 673 euros pour un fonctionnaire français.

LE PARLEMENT EUROPÉEN COÛTE-T-IL TROP CHER ?

Jusqu'en 2009, les députés européens étaient payés par leur Parlement national. Cela induisait de grandes disparités, un Italien pouvant percevoir 11 000 euros et un Bulgare... 1 000 euros. Désormais, un élu à Strasbourg touche 7 665 euros avant impôt. S'y ajoute une indemnité pour frais généraux de 4 202 euros par mois, une indemnité de présence de près de 300 euros et une enveloppe de 17 000 euros couvrant la rémunération des assistants parlementaires. L'utilisation de cette dernière n'est pas détaillée dans les comptes des eurodéputés, poussant l'Ifrap à souhaiter plus de transparence. De même pour les frais de mission des 766 élus (nombre ramené à 751 dans la prochaine législature), qui sont passés de 66,8 millions d'euros en 2009 à 72,2 millions en 2014, tandis que les frais de personnels du Parlement augmentaient de plus de 610 000 euros dans la même pé-

riode. En outre, les élus européens ne sont pas imposés dans leur pays d'origine, « une anomalie qui contribue à la coupe de leur base électorale », estime l'Ifrap. La problématique du Parlement est surtout dominée par sa double domiciliation : à Bruxelles les sessions plénières douze fois par an. Ces démenagements réguliers de milliers de personnes représentent un surcoût d'organisation de 18 millions d'euros, auquel s'ajoute le coût des infrastructures de Strasbourg, 33,5 millions d'euros par an. Ainsi, observe l'Ifrap, transformer Strasbourg en université européenne, par exemple, permettrait d'économiser 51,5 millions d'euros sur le budget du Parlement (1,756 milliard d'euros en 2014).

À QUOI SERVENT LES AGENCES DE L'UE ?

On en compte une cinquantaine, dont les sigles forment un inventaire à la Prévert : Ohmi, OCVV, Anisa, Cedefop, ETF... À côté d'Europol, l'Office européen de police basé à La Haye, de Frontex, chargée de la gestion des frontières (depuis Varsovie) ou de l'EFSA, l'Autorité européenne de sécurité des aliments installée à Parme, agences dont les citoyens peuvent clairement identifier les missions, on trouve par exemple une Fondation européenne pour la formation à Turin, un Centre pour le développement de la formation professionnelle à Thessalonique, une Agence pour l'amélioration des conditions de vie et de travail à Dublin, une Agence pour la santé et la sécurité au travail à Bilbao...

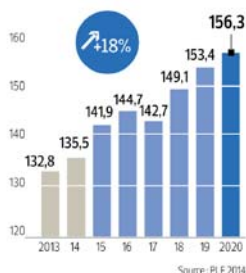
Chaque capitale voulant la sienne, leur nombre s'est envolé depuis une décennie (on n'en comptait qu'une douzaine au début des années 2000) et leur budget aussi : de 95 à 775 millions d'euros en 2013, montant porté à 927 millions par pour la période 2014-2020. Dans certains cas, leur localisation laisse dubitatif, comme le choix de la Pologne pour traiter de problèmes d'immigration qui concernent surtout les pays du Sud. Ainsi que le souligne l'Ifrap, des rationalisations ou des regroupements sont possibles, ne serait-ce que pour éviter certains doublons avec des administrations nationales.

D'une manière générale, l'étude de la fondation Ifrap ne dresse pas un état des lieux à charge d'une scandaleuse gabegie européenne. Elle souligne que des efforts réguliers sont entrepris, sous la pression des États membres et au nom de l'efficacité des politiques communes. Mais l'UE conserve une marge de progression qu'il serait bienvenu d'exploiter, à la lueur de la défiance qu'elle inspire chez nombre d'électeurs européens.

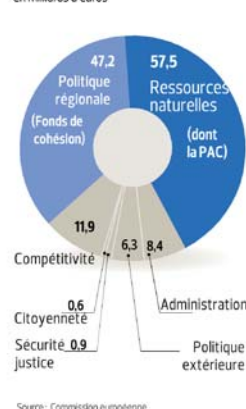
(1) <http://www.ifrap.org/>
(2) http://ec.europa.eu/budget/explained/myths_myths_fr.cfm#3of15

1 Un budget en augmentation

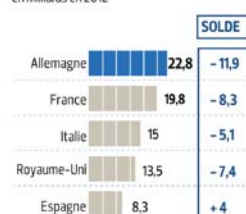
PROCHAIN CADRE FINANCIER PLURIANNUEL en milliards d'euros



RÉPARTITION DES DÉPENSES POUR L'ANNÉE 2013 en milliards d'euros

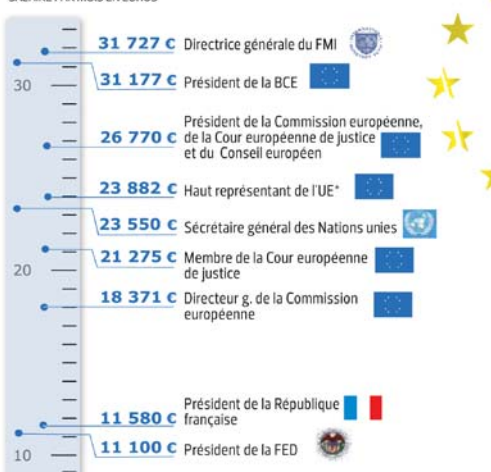


LES PRINCIPALES CONTRIBUTIONS ET LEUR SOLDE NET PAR PAYS en milliards de 2012



2 Des niveaux de salaires élevés pour les dirigeants de l'UE

SALAIRE PAR MOIS EN EUROS



* Pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

Infographie LE FIGARO

3 Des avantages nombreux pour les fonctionnaires européens

Retraite équivalente à 70 % du dernier salaire
Gratuité de l'école européenne pour les enfants
Dispense de TVA lors de la 1^{re} année d'installation
Entre 497 et 839 € d'allocation d'installation
273 € d'allocation familiale par mois et par enfant, 253 € d'allocation scolaire, 198 € d'allocation de naissance, 170 € d'allocation foyer par mois

Source: Ifrap

Près de 40 % d'effectifs en plus depuis 10 ans



LOI TAUBIRA La réforme pénale de la garde des Sceaux est débattue à partir de demain à l'Assemblée nationale. Ce projet de loi, controversé, et qui suscite des tensions entre François Hollande et la ministre de la Justice, supprime les peines planchers, crée une nouvelle peine en milieu ouvert, la contrainte pénale, et entend limiter les sorties « sèches » de prison. Martine Herzog-Evans, professeur de droit, et Marcel Ajolet, agent de probation, ne croient pas en l'efficacité de telles mesures. Ils pointent la complexité juridique de la nouvelle peine, la pénurie d'agents de probation et, paradoxalement, le risque d'atteinte aux droits de la défense. Le commissaire de police Jean-Paul Megret, pour sa part, s'inquiète du manque de moyens des forces de l'ordre et des risques que cette réforme ferait peser sur la société.



MARTINE HERZOG-EVANS ET MARCEL AJOLET

Le projet de loi Taubira va à l'encontre des droits des condamnés eux-mêmes, plaident les auteurs*.

Une réforme pénale absurde et inéquitable

Le projet de loi Taubira en débat à l'Assemblée comporte deux volets. D'une part, la création d'une nouvelle peine dite de contrainte pénale et, d'autre part, un mécanisme dit de libération sous contrainte destiné à ce que le juge de l'application des peines (JAP) prononce des libérations anticipées à la chaîne. Il est espéré de ce double mécanisme moins de surpopulation carcérale.

Ce projet révèle une ignorance criminologique surprenante et se traduira par une iniquité envers l'ensemble des justiciables. Sur la contrainte pénale, les choses sont simples : aucun État ayant créé une nouvelle peine en milieu ouvert n'a jamais obtenu une réduction de l'incarcération. La décision d'incarcérer ou non répond à d'autres facteurs. De surcroît, la nouvelle peine, pour fonctionner, devrait être vraiment différente des précédentes. Or, ici elle est quasiment identique au sursis avec mise à l'épreuve et pose plus de difficultés juridiques. Il serait aussi nécessaire que la contrainte

pénale soit plus crédible quant au contenu du suivi. Changer la loi ne suffit pas à modifier la nature et l'efficacité d'une probation. Sur ce point, la France a tout à apprendre. Notre pays a un manque considérable d'agents de probation, et ces professionnels ne savent pas travailler en collaboration. Sur le terrain, on perd énergie, argent, efficacité et informations.

La contrainte pénale et la libération sous contrainte ont un point commun.

Ces condamnés mal préparés, non investis dans un projet et non soutenus reviendront davantage et plus vite en prison

Le gouvernement - sous couvert d'un apparent angélisme envers les condamnés, combattu à droite - supprime toute trace de procès équitable pour la prise des décisions les plus importantes par le JAP. Or ce principe du procès équitable, mis notamment en pratique par la loi Guigou (2000), qui faisait l'objet d'un consensus droite-gauche, est essentiel. Il permet à un condamné de s'exprimer et donne au juge la possibilité de savoir ce qu'il a « dans le ventre », de vérifier et détailler les

éléments de son dossier, de s'assurer aussi qu'il retourne à la vie libre dans des conditions décentes. Le procès équitable exige aussi que le parquet s'exprime et que la victime fasse valoir son point de vue, par écrit ou par l'intermédiaire de son avocat. Ce débat judiciaire signifie aussi qu'en amont une requête a été déposée par le condamné, ainsi contraint de réfléchir à un projet de réinsertion et de s'investir dans la préparation de son avenir. Le juge statue donc sur une base infiniment plus solide que ce qui existait avant la loi Guigou de 2000. Or, le projet de loi Taubira va conduire à une

commission traitant de 80 à 100 dossiers par demi-journée - contre 5 à 12 si l'on respecte les critères d'un procès équitable - sans projet véritablement assumé par le condamné et où seule la bonne conduite en prison sera prise en compte. Les chiffres permettent de comprendre l'objectif du gouvernement : faire sortir beaucoup plus vite, avec beaucoup moins d'attention pour les personnes et les situations, et sans préparation suffisante, un bien plus grand nombre

de détenus. Ceci est absurde sur le plan criminologique. Ces condamnés mal préparés, non investis dans un projet et non soutenus reviendront davantage et plus vite en prison. Comme à l'hôpital où l'on renvoie les personnes encore chancelantes à domicile pour libérer un lit, le seul objectif est ici de libérer un lit superposé de cellule. Et peu importe ce qui arrivera aux sortants comme à la société.

Le gouvernement préfère les jeter dehors et les priver, comme les victimes, de droits processuels minimaux. Le procès équitable n'est pas un luxe ; il est aussi une arme criminologique. Les travaux dits de la « légitimité de la justice » ont démontré qu'il est indispensable au respect par les justiciables des décisions de justice, à la satisfaction des victimes et au respect des institutions judiciaires par nos concitoyens.

Martine Herzog-Evans est professeur de droit et de criminologie à l'université de Reims, présidente de la Confédération francophone de la probation et auteur de « Moderniser la probation française », L'Harmattan, 2013. Marcel Ajolet est agent de probation et conseiller technique pour le syndicat Libre Justice CFTC.

Des délinquants bientôt mieux outillés que la police

Alors que les problématiques de sécurité quotidienne de nos concitoyens sont sans cesse plus prégnantes dans le débat politique, les projets de loi portés par la garde des Sceaux ont le triste privilège de contribuer sans cesse à la complexification de l'action des forces de sécurité voire à leur paralysie pure et simple.

Le projet de loi dit Taubira, sur la prévention de la récidive et le renforcement de l'individualisation des peines, n'échappe pas à ce constat désastreux et pourrait même constituer un point de non-retour tant les perspectives annoncées en sont sombres.

Certaines de ces dispositions législatives, qui avaient pourtant été légitimement contestées en juillet 2013 par le ministre de l'Intérieur devenu depuis premier ministre, risquent de renforcer le sentiment d'impunité des délinquants multirécidivistes que la police nationale a tant de mal à interpeller mais aussi de conduire à une libération accélérée de milliers de détenus.

Face à ce phénomène, policiers et gendarmes, dont les effectifs ne seront pas augmentés compte tenu du contexte budgétaire, risquent de ne plus savoir où donner de la tête et les statistiques de la délinquance

d'occasionner de nouvelles sueurs froides aux dirigeants actuels.

Les bénéficiaires de la contrainte pénale instaurée par ce projet pour tous les délits punis d'une peine d'emprisonnement pourraient échapper à toute incarcération moyennant le respect d'obligations fixées par un magistrat. Une fois de plus, c'est aux forces de l'ordre qu'incombera, localement, au détriment de leurs autres missions, de surveiller ces individus et de veiller au respect de leurs obligations. Faute de quoi, ce dispositif n'aura rien de contraignant comme d'ailleurs tant d'autres obligations, hors milieu carcéral, le démontrent tous les jours (sursis ou bracelet électronique).

Face au sentiment renforcé d'impunité des voyous d'habitude qui vont par la magie de cette loi bénéficier de la mansuétude des pouvoirs publics et sortir massivement de prison, les forces de l'ordre devront renouveler encore la panoplie de leurs moyens d'enquête.

Alors que 5 % des délinquants commettent 50 % des délits, les enquêteurs demeureront aux prises avec ces professionnels de la délinquance qu'ils ont déjà interpellés à maintes reprises et qui ne cesseront pas, comme par enchantement, leurs activités.

Ces individus apprennent sans cesse des techniques policières ayant conduit à leur interpellation. Filatures, écoutes téléphoniques, Police technique scientifique (PTS) n'ont hélas plus de secret pour eux. Cette connaissance leur permet souvent d'éviter de « retomber » et impose

aux policiers d'avoir toujours un nouveau moyen d'enquête à disposition... mais jusqu'à quand ?

Déjà, certaines techniques de police, auparavant réservées à la lutte contre les intérêts fondamentaux de l'État, se généralisent en prenant le risque d'être galvaudées. Qu'advient-il demain lorsque l'interpellation d'un délinquant d'habitude contribuera à les lui faire connaître sans qu'il ne cesse un seul instant ses activités puisqu'il échappera avec une quasi-certitude à toute incarcération ?

Les 5 % des délinquants qui commettent 50 % des délits apprennent sans cesse des techniques policières ayant conduit à leur interpellation

Ce projet funeste n'est pourtant pas le seul qui conduise les policiers au découragement : il faut y ajouter ceux contribuant à l'alourdissement de la procédure pénale, symbolisés par les lois successives déclinant des directives européennes bien éloignées de la réalité délinquante.

On nous objectera que le droit européen impose ces choix et que l'adaptation de la législation nationale doit s'opérer dans l'urgence, pour garantir plus de droits à la personne suspectée. L'assistance renforcée de l'avocat ou, demain, l'accès immédiat à tous les éléments d'enquête dès l'interpellation risquent pourtant de compliquer encore la manifestation de la vérité.

Dans l'urgence de l'interpellation, il

ne sera pas matériellement possible à l'enquêteur de gérer simultanément la rédaction d'actes formels toujours plus nombreux et la recherche d'éléments de preuve à charge comme à décharge.

Les capacités d'élucidation des délits perturbant la vie quotidienne de nos concitoyens risquent de s'en trouver singulièrement amoindries et la mesure de garde à vue de se transformer en un simple titre de séjour momentané dans des locaux de police avant une remise en liberté assurée.

Pourtant, des solutions existent mais nécessitent que cesse enfin le sublime isolement d'une Chancellerie qui ne souhaite ni

dialoguer, ni s'inscrire dans une démarche constructive avec le ministère de l'Intérieur et les représentants des policiers.

Un gigantesque chantier, réformant totalement la procédure pénale pour mieux prendre en compte l'efficacité des enquêtes, doit être engagé sans délai. Il devra y introduire plus d'oralité et la simplifier au maximum grâce aux outils d'enregistrement modernes pour qu'enfin les enquêteurs cessent de s'apparenter à des scribes.

Formons l'espoir que le débat parlementaire permette enfin la prise en compte des contraintes de ceux dont la mission est de protéger la société, sans découragement, ni angélisme !



JEAN-PAUL MEGRET

Le secrétaire national du Syndicat indépendant des commissaires de police (SICP) met en garde contre la complexification, voire la paralysie, de l'action des policiers et des gendarmes.

BIBLIOTHÈQUE DES ESSAIS



ELLE s'est glissée dans la peau d'un colon de Cisjordanie, d'un agent du Mossad à la retraite, d'un ancien militant de l'OLP qui a passé la moitié de sa vie en prison et d'un patron de start-up. Pour donner à entendre la complexité de la société israélienne et bousculer les idées reçues, la journaliste Aude Marcovitch a choisi de broser une série de portraits vifs et contrastés qui, réunis dans un court essai, composent une mosaïque singulière. La rencontre avec Myriam, 33 ans et mère de sept enfants, dévoile l'étrange alchimie des relations entre la société laï-

que et l'univers ultraorthodoxe. Fille d'une sociologue et d'un journaliste jadis proche de l'extrême gauche, la jeune femme a été élevée selon des valeurs laïques avant de se tourner vers la religion. Un cheminement difficile, qui a ébranlé toute la famille. Les parents, d'abord exaspérés par les règles religieuses strictes qu'observe désormais leur fille, ont appris à respecter le shabbat et à s'accommoder de la cacheture. Quant à Myriam, elle s'est résignée à l'idée que ses enfants devraient les aventures très profanes de Babar ou de Tintin. « En fin de

compte, c'est plutôt une comédie qu'une tragédie, tranche son père. Ma fille est plutôt heureuse et j'ai des petits-enfants adorables. » On découvre les blessures de Yehuda Shaul, un ancien conscript qui s'est promis de dénoncer les dérives de l'armée israélienne en Cisjordanie. Celles de Moshe, l'ancien espion jadis prêt à donner sa vie pour protéger son pays, qui a depuis rattrapé les gants, deçu d'avoir été « presque une citrouille » puis laissé sur le bord de la route. Ou celle d'Ity le colon, qui se compare « aux pionniers qui ont

fondé Israël il y a cent ans » et se dit prêt à défier l'armée si elle devait entreprendre le démantèlement de sa colonie illégale. Correspondante pour Libération et la Radio-télévision suisse à Tel-Aviv, Aude Marcovitch esquisse, avec curiosité mais sans complaisance, le portrait d'une société traversée de paradoxes et de contradictions. Les personnages qui peuplent son essai, écrit-elle, « ont en commun d'avoir vécu, de manière choisie ou subie, des moments de rupture ». « Ils portent en eux, conclut la journaliste, des blessures fécondes. » C. L.



CHRONIQUE
Nicolas Baverez
nbaverez@lefigaro.fr

Les beaux jours du nationalisme

La Grande Guerre, qui marqua le suicide de l'Europe, discrédita le nationalisme tout en ouvrant la voie aux idéologies de la classe et de la race. Le XIX^e siècle fut ainsi dominé par trois conflits mondiaux, opposant les nations aux empires et les démocraties aux totalitarismes. Loin de déboucher sur le triomphe de la démocratie de marché annoncée par Francis Fukuyama, la chute du stalinisme a réhabilité les deux passions politiques les plus puissantes que d'aucuns - notamment au sein des démocraties occidentales - prétendaient mortes depuis le XIX^e siècle : le nationalisme et la religion.

Le retour en force du nationalisme s'observe sur tous les continents. L'Asie

est devenue le cœur du capitalisme universel mais aussi des tensions géopolitiques. Affrontements entre la Chine et le Japon autour des îles Senkaku avec l'établissement par Pékin d'une zone d'exclusion aérienne, entre la Chine et le Vietnam avec des combats maritimes autour de l'installation d'une plate-forme pétrolière dans la zone économique revendiquée par Hanoï suivis de pogroms antichinois, entre la Chine et les Philippines autour des hauts-fonds de Scarborough. Réaffirmation du nationalisme japonais par Shinzo Abe, qui entend réviser la Constitution pour abolir la renonciation à la guerre instituée par l'article 9 sur fond d'ascension des différends territoriaux et des polémiques sur l'histoire avec la Chine et la Corée.

En Inde, la plus grande des démocraties vient de porter à sa tête Narendra Modi, qui mêle réformisme économique et nationalisme virulent. Recep Erdogan entend accéder à la présidence de la Turquie sous le double signe de l'ultranationalisme et de l'islam. Les révolutions du monde arabo-musulman ne trouvent d'issue que dans la reprise en main du pouvoir par les militaires, à l'image de l'Égypte du maréchal al-Sissi. La Russie communie dans le projet impérial de Vladimir Poutine visant à placer sous l'autorité de Moscou les territoires et les peuples russophones, avec pour première étape l'annexion de la Crimée et la déstabilisation de l'Ukraine. Dans le monde occidental, le repli stratégique américain va de pair avec la radicalisation de la vie politique sous l'influence du Tea Party, tandis que l'Europe, soixante ans après le lancement de son mouvement d'intégration, se trouve menacée d'implosion sous la pression des partis nationalistes et xénophobes qui dirigent des pays comme la Hongrie et comptent désormais 143 députés sur 751 sièges au Parlement européen.

Le renouveau du nationalisme s'enracine dans des causes très diverses. La mondialisation et les technologies déstabilisent les États, les sociétés et les individus, alimentant la dynamique de la peur et de la haine, suscitant l'exaspération des citoyens devant l'impuissance des institutions et l'affaiblissement du leadership politique. Le monde multipolaire multiplie les risques et les incertitudes qui ne sont plus régulés par les États-Unis, dont la priorité va à leur reconstruction économique et à leur désengagement des guerres indissociable d'une aversion systématique envers le recours à la force.

Dans le même temps, le choc déflationniste de 2008 a provoqué une chute de la croissance et une explosion du chômage et de la misère, laminant les classes moyennes du monde développé, ouvrant un vaste espace aux extrémismes. Le soutien de l'activité et le sauvetage des banques ont pour contrepartie une hausse de plus de 30 % du PIB des dettes publiques, justifiant la renationalisation des politiques économiques et exacerbant les tentations protectionnistes. Enfin, le coût des réformes structurelles pour les citoyens des démocraties suppose une réassurance politique que le nationalisme fournit à bon compte.

La floraison du nationalisme est grosse de risques majeurs : déstabilisation des démocraties par les passions collectives ; violences xénophobes avec leur cycle de représailles ; protectionnisme ; course aux armements ; exacerbation des conflits territoriaux et des menaces de conflits armés.

Les démocraties doivent mesurer que le nationalisme n'est pas une relique d'un passé disparu et une séquelle aberrante du XIX^e siècle mais une des forces qui structurent le XXI^e siècle. La divinisation perverse de la nation, qui va de pair avec la revendication violente de sa suprématie, ne doit pas être confondue avec le patriotisme, qui reste le cœur légitime des sentiments d'appartenance politique. Le nationalisme ne doit pas être combattu par la négation de la nation qui l'exacerbe mais par la revitalisation de la citoyenneté, par la réforme des démocraties et leur réengagement dans leur défense, par la construction de systèmes de sécurité régionaux, enfin par la pleine reconnaissance de l'émergence des pays du Sud, notamment au sein des institutions internationales.

100 000 citations et proverbes sur evene.fr

Le 2 juin 1740 naissait le Marquis de Sade

Marquis de Sade

Il n'y a d'autre enfer pour l'homme que la bêtise ou la méchanceté de ses semblables



SUDDEUTSCHE ZEITUNG/ARND BRONKHORST



ANALYSE
Patrick Saint-Paul
psaintpaul@lefigaro.fr
CORRESPONDANT À PÉKIN

Quand les Chinois découvrent la menace terroriste

En quelques mois, la menace terroriste s'est imposée comme l'un des principaux périls intérieurs auxquels est confrontée la République populaire. La peur des attentats est désormais présente quotidiennement dans l'esprit des Chinois, au même titre que la lutte contre la corruption ou le combat contre la pollution atmosphérique. La Chine est frappée depuis l'automne par une vague de terreur sans précédent dans le pays, attribuée à des terroristes ouïgours. Au fil des semaines, ils ont démontré leur capacité à frapper quand et où ils veulent sur le territoire chinois.

Avec la dernière attaque meurtrière, il y a dix jours à Urumqi, capitale de la rétive province autonome du Xinjiang, un nouveau degré a été franchi dans l'horreur. L'attentat, qui a fait 31 morts sur un marché en plein cœur de la ville, a été commis par cinq kamikazes, selon les médias officiels chinois. Les terroristes ont apporté la preuve d'un niveau d'organisation jusqu'alors insoupçonné. Si les liens avec al-Qaïda, dénoncés par Pékin, des groupuscules terroristes ouïgours n'ont jamais été prouvés, il ne faut aucun doute qu'ils s'inscrivent désormais dans la mouvance djihadiste globale.

Les autorités accusent volontiers le Parti islamiste du Turkestan (TIP) et le Mouvement islamique du Turkestan (Eitim) - des groupuscules radicaux et séparatistes - d'inspirer et même d'orchestrer ces violences depuis les pays frontaliers de l'Asie centrale. Les experts estiment que les activistes armés se sont formés à l'étranger, notamment auprès de groupes comme

le Mouvement islamique du Turkestan oriental. Ils auraient notamment séjourné au Pakistan, en Afghanistan et en Syrie, où ils auraient acquis une expérience du combat.

Pendant longtemps, les épisodes de violences au Xinjiang, une province située aux confins occidentaux du pays et peuplée en grande partie de Ouïgours, des turcophones musulmans, visaient les autorités locales ou se traduisaient par des émeutes interethniques. Ce fut le cas à Urumqi en juillet 2009, où les heurts firent 200 morts. Mais depuis l'an dernier, plusieurs attaques dans la région et

Les attentats sont la conséquence de la mauvaise gestion par Pékin des revendications de ses minorités ethniques

désormais dans le reste de la Chine suggèrent un net changement d'échelle. En octobre dernier, un attentat suicide a été commis place Tiananmen à Pékin, cœur névralgique du pouvoir et lieu symbole de la contestation.

Début mars, une tuerie commise à l'arme blanche par un commando d'assaillants dans la gare de Kunming, au Yunnan (sud-ouest), s'est soldée par 29 morts et 143 blessés. Le carnage a été imputé à des mouvements séparatistes islamistes du Xinjiang. La semaine dernière, un attentat au couteau et à l'explosif devant une gare d'Urumqi s'est soldé par la mort de deux assaillants présumés - ceinturés d'explosifs qu'ils ont fait exploser - et d'un civil, faisant en outre 79 blessés.

L'attentat de Kunming a été vécu par de nombreux Chinois comme leur « 11 Septembre ».

Après l'attaque de jeudi, la République populaire est entrée en guerre contre le terrorisme. Les autorités ont déclenché une « campagne de répression » qui « mobilisera pleinement les forces politiques et judiciaires, l'armée et la police armée au Xinjiang ». Pékin a promis de venir à bout du terrorisme en un an. Jeudi, la chaîne de télévision publique CCTV a posté une série de neuf conseils à suivre en cas d'attaque terroriste et pour se prémunir contre

les assaillants sur son site de microblog Weibo. CCTV appelle à la vigilance les citoyens, les familles et les écoles et encourage le public à lire les manuels de lutte antiterroriste diffusés par le gouvernement.

Toutefois, la Chine n'est pas la cible d'un « terrorisme aveugle ». La multiplication des attentats, perpétrés par la frange des Ouïgours les plus extrémistes, est la traduction de la frustration grandissante de cette minorité ethnique. Principale ethnie du Xinjiang, les Ouïgours se disent harcelés par les autorités chinoises, oubliés par l'essor économique et victimes d'une politique répressive à l'encontre de leur religion et de leur culture. Les attentats sont aussi la conséquence de la mauvaise gestion par Pékin des revendications de ses minorités ethniques. Une approche sécuritaire ne pourra résoudre à elle seule un problème politique.

FIGARO VOX

Découvrez l'espace débats, opinions et controverses du **figaro.fr**

... HISTOIRE

- Grand entretien avec Jean Sévillia.

... SPORTS

- Coupe du monde : le football, ou la continuation de la politique par d'autres moyens, par Pascal Boniface.

... SOCIÉTÉ

- Pourquoi les Français font sécession, par Michel Maffesoli.

... CHRONIQUES

- PhiloVox, l'économie vue par Gaspard Koenig.
- La semaine d'Anne Fulda.

LE FIGARO

Dassault Médias
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président-directeur général
Serge Dassault
Administrateurs
Nicole Dassault, Olivier
Dassault, Thierry Dassault,
Jean-Pierre Bechter, Olivier
Costa de Beauregard, Benoit
Habert, Bernard Monassier,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président
Serge Dassault
Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alain Brizet
Directeur délégué des rédactions
Jean-Michel Salviat
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Economie),
Anne-Sophie von Clae
(Style, Art de vivre, So Figaro),
Philippe Gelle (Étranger),
Anne-Marie Wulferink
(Edition, Photo, Révision).

Paul-Henri du Lambert
(Politique, Société, Sciences,
Débats et Opinions),
Étienne de Montety
(Figaro Littéraire),
Bertrand de Saint-Vincent
(Culture, FigaroScope, Télévision)
et Yves Théard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports)

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteurs en chef
Gracielia Boutet
(Infographie),
Frédéric Picard (Edition)
Éditeur
Sofia Bengana
Éditeur adjoint
Robert Mergul

FIGAROMÉDIAS
9, rue Pilet-Wil, 75430 Paris Cedex 09
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
Président-directeur général
Aurélien Domont
Direction, administration, rédaction
14, boulevard Haussmann
75438 Paris Cedex 09
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression
L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Mid Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
Imprimé en France
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0416 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 17h :
sam. de 8h à 12h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11.
Gérez votre abonnement sur <http://abonnes.lefigaro.fr>
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club : 397 €. Semaine : 247 €. Week-end : 197 €.

Le journal de référence
Édition nationale
36 pages 22 pages
Cahier 2 Économie
22 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous 10 pages



Cyrille Haddouche
@chaddouche

A une semaine du départ des Bleus pour le Brésil (et avant France-Paraguay disputé dimanche soir), le président de la Fédération française de football (FFF) confie au *Figaro* ses espoirs pour le Mondial.

LE FIGARO. - À dix jours de l'ouverture du Mondial, êtes-vous confiant sur les chances de l'équipe de France de bien y figurer ?

Noël LE GRAËT. - La Fédération vit cette préparation comme un très bon moment. Depuis le match retour du barrage contre l'Ukraine pour la qualification, la perception de l'équipe de France a changé dans le public et les médias. Il y a six mois, les commentaires n'étaient pas vraiment élogieux à son égard. Cette victoire (3-0) a surtout donné confiance au groupe choisi par Didier Deschamps. L'équipe de France est en net progrès. Elle ne demande qu'à rivaliser avec les meilleures nations et à s'affirmer dans une grande compétition. Elle doit être ambitieuse, mais sans excès. Cette équipe est encore en construction. Des pays comme le Brésil, l'Espagne, l'Allemagne, l'Italie ou l'Argentine sont encore assez loin devant. Il faut néanmoins que l'on se rapproche de leur niveau sportif. Ce serait très bien de finir dans le top 8.

Cela signifie-t-il que vous lui fixez un objectif sportif élevé au Brésil ?

Le premier objectif consistera à gagner le premier match contre le Honduras, puis à sortir de notre poule. Il est difficile de prédire quoi que ce soit ensuite pour les matchs à élimination directe. Il n'y a donc pas d'objectif défini. On ne peut pas dire qu'on va aller en demi-finale ou en quart de finale, même si on le souhaite. Qui peut en effet affirmer aujourd'hui que l'équipe de France ne réalisera pas un exploit face à un favori de la compétition ? De la même manière, personne ne peut exclure qu'elle soit mise en difficulté par une nation surprise. Didier Deschamps est un gagnant, et les joueurs sont des compétiteurs.

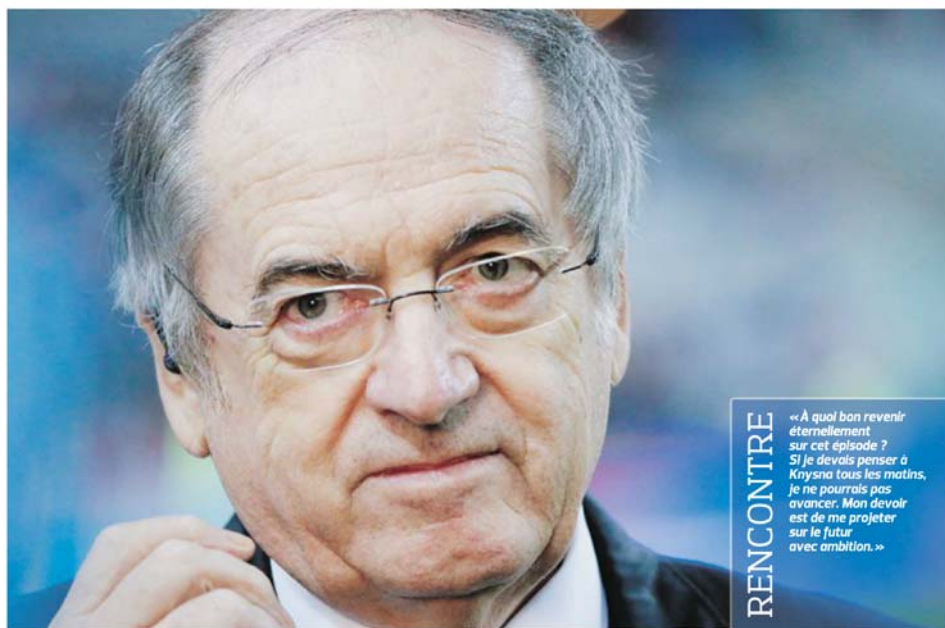
Les Bleus n'ont-ils pas aussi pour mission de renvoyer une image positive auprès du public ?

Je comprends qu'il faille être poli, bien élevé et irréprochable. C'est la moindre des choses. Après, les gens vous aiment si vous êtes performants sportivement. Le public français sera surtout attentif à ce que sa sélection reprenne une place de choix dans la hiérarchie mondiale. On pressent une énorme attente de sa part. Les résultats aidant, l'équipe de France recommence à être bien perçue. Le public souhaite l'aimer à nouveau. Le journal de 20 heures de TF1 a réalisé sa meilleure audience depuis deux ans lors de Didier Deschamps est venu y annoncer sa liste de joueurs pour le Mondial. Ce n'est pas anodin.

Le dépit amoureux entre les Français et leur sélection est-il en passe d'être résorbé ?

Les Français aiment le foot. Composée à la fois de jeunes joueurs sacrés champions du monde des moins de 20 ans l'été dernier et de joueurs d'expérience évoluant dans les plus grands clubs européens, l'équipe de France est en devenir. Je crois qu'elle donnera satisfaction au Brésil. Le public attend que les résultats sportifs soient à la hauteur de l'événement. Pour revenir au désamour, je n'ai jamais été convaincu par cette analyse. Quand vous ne gagnez pas, tout ce qui est négatif ressort. Vous avez beau être bien élevé et courtois, quand les résultats ne sont pas bons, les commentaires ne le sont pas non plus.

La grève de l'entraînement à Knysna, lors du Mondial en Afrique du Sud, n'est quand même pas une vue de l'esprit...



RENCONTRE

« À quel bon revenir éternellement sur cet épisode ? Si je devais penser à Knysna tous les matins, je ne pourrais pas avancer. Mon devoir est de me projeter sur le futur avec ambition. »

STEPHANE ALLAMAN/PHOTOMAC

Noël Le Graët : « Didier Deschamps est rassurant »

Le président de la Fédération française de football estime, par ailleurs, que le public souhaite aimer à nouveau les Bleus : « On pressent une énorme attente de sa part. »

Cela ne se reproduira plus jamais nulle part, ni en équipe de France ni dans une autre sélection. Tous les joueurs présents en Afrique du Sud ont reconnu leur erreur. À quel bon revenir éternellement sur cet épisode ? Si je devais penser à Knysna tous les matins, je ne pourrais pas avancer. Mon devoir est de me projeter sur le futur avec ambition. Cela n'a pas de sens de repenser tout le temps de ce qui s'est passé quatre ans auparavant. Mon esprit et celui du sélectionneur sont tournés sur notre préparation au Mondial, puis ensuite sur l'Euro 2016.

Les risques de dérapage sont donc à exclure ?

Contrairement à ce que certains peuvent penser, les joueurs ont tous envie de bien faire. Leur motivation est énorme, ils sont prêts à venir à pied pour défendre les couleurs de l'équipe de France. Je ne parle pas des absents, mais les 23 joueurs sélectionnés pour le Mondial ont tous une attitude très positive. Didier Deschamps les a mis en garde contre les risques de dérapage. Je n'ai pas d'inquiétudes particulières quant à leur comportement, même s'il faut rester prudent. Vivre ensemble en vase clos pendant plusieurs semaines n'est jamais facile. Mais j'ai pleinement confiance dans les capacités du sélectionneur à préserver la cohésion de groupe.

Vous avez personnellement choisi Didier Deschamps pour succéder à Laurent Blanc au sortir de l'Euro 2012. Quelle est la nature de vos relations ?

Au-delà de nos fonctions respectives, nous entretenons une relation extrêmement amicale. La séparation des pouvoirs est on ne peut plus stricte. Je n'empêcherai jamais sur son domaine de compétences. Je n'ai aucun poids sur sa liste des 23 sélectionnés ou son onze de départ. Ce n'est pas mon problème, même si j'aime bien le taquiner parfois. Mais chacun reste à sa place. Ce qui ne nous empêche pas d'être complémentaires et complices, comme ce fut le cas dans la préparation du barrage retour contre l'Ukraine. Je tiens Didier Deschamps en haute estime. C'est un homme solide, qui s'en tient, sans jamais dévier, à la ligne de conduite qu'il s'est fixée, sans jamais fuir les problèmes ni les questions gênantes. Didier Deschamps est rassurant. Il inspire confiance. Les joueurs le ressentent.

Avez-vous volontairement choisi un camp de base modeste pour l'équipe au Brésil ?

Le choix de l'hôtel appartient à Didier Deschamps. On n'a pas regardé ce qui avait été fait auparavant. Ce camp de base nous convenait pour sa situation géographique, climatique et les commodités proposées. Il n'est pas luxueux mais fonctionnel.

Reste la question épineuse des primes...

Je rappelle que, pour la première fois, nous n'avons pas versé de primes de qualification. Ce qui a permis à la FFF d'écarter une somme importante, qui a été redistribuée au football amateur. Pour le Mon-

dial, les joueurs se partageront, au titre des primes, 30 % des dotations de la Fifa en fonction de notre parcours. 70 % de ce Prize Money Fifa serviront à couvrir les frais logistiques inhérents à la Coupe du monde. La Fédération gagnera de l'argent à partir des 8^{es} de finale. Elle ne perdra rien en cas d'élimination au premier tour (l'enveloppe globale pour une équipe varie de 8 millions de dollars en cas d'élimination lors de la phase de poules à 35 millions pour le vainqueur du Mondial, NDLR).

Les négociations à la hausse avec les sponsors témoignent-elles de l'attractivité des Bleus ?

Tout est bouclé avec nos partenaires pour le cycle 2014-2018. On a augmenté nos recettes de sponsoring de l'ordre de 20 % (de 28 M€ à 34 M€ annuels, NDLR). Dans la période actuelle, ce n'est pas anodin. La Coupe du monde n'aura aucune influence sur notre développement économique. Nous avons le même nombre de partenaires, et les chiffres sont plus importants. Le fameux désamour que l'on nous a imputé n'a eu aucune répercussion économique. Notre parcours au Mondial peut constituer un « plus » et peut nous aider à augmenter le nombre de licenciés. On dépasse à nouveau les 2 millions. On n'est pas non plus à la chasse aux licenciés, dans la mesure où il faut les accueillir dans de bonnes conditions. On y travaille dans la perspective de l'Euro 2016. Ce sera un événement énorme dont les répercussions vont irradier le football français avec dix stades neufs ou rénovés. ■

Message réservé aux abonnés du Figaro

Recevez LE FIGARO sur votre lieu de vacances

SERVICE GRATUIT

Pour faire suivre votre abonnement, il vous suffit de nous indiquer les dates et l'adresse de votre lieu de vacances (France Métropolitaine) sur votre Espace Abonné : www.lefigaro.fr/abonnes ou de nous retourner ce coupon à l'adresse indiquée, ou par e-mail : abo@lefigaro.fr (au moins 15 jours avant votre départ). Vous pouvez aussi choisir de suspendre temporairement votre abonnement, le temps d'un séjour à l'étranger par exemple.

BULLETIN VACANCES LE FIGARO

À retourner au FIGARO - Vacances - 17 route des Boulangers - 78926 Yvelines Cedex 9

Vous pouvez également faire votre demande de changement d'adresse provisoire en indiquant les informations ci-dessous sur votre Espace Abonné : www.lefigaro.fr/abonnes ou par e-mail : abo@lefigaro.fr

☐ Je fais suivre mon abonnement du _____ au _____ 2014 inclus

1 - MES COORDONNÉES ACTUELLES

N° d'abonné : _____

Nom / Prénom : _____

Date de naissance : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Tél. : _____

Adresse mail : _____

Ou ☐ Je suspends mon abonnement du _____ au _____ 2014 inclus

2 - MON ADRESSE PROVISOIRE

Chez Mr ou Mme (si nécessaire) : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____

Ville : _____



CFDT
LE SYNDICAT HAUSSE
LE TON ET PREND
SES DISTANCES
AVEC LE GOUVERNEMENT **PAGE 25**

MORY DUCROS
LE PLAN SOCIAL DU
TRANSPORTEUR ROUTIER
SUR LA SELLETTE
PAGE 26

**BRUXELLES REND
SON VERDICT
SUR LA POLITIQUE
ÉCONOMIQUE
DE LA FRANCE**

Cinq ans après, le maigre bilan du RSA

La prestation sociale
imaginée par Martin Hirsch
n'a pas eu les effets
escomptés, ni en termes
de recul de la pauvreté
ni en termes de
retour à l'emploi.
PAGE 24

JEAN-CHRISTOPHE MARMARA, LE FIGARO, JEAN CLAUDE MOSCETTI/PIRELLA GÖTTSCHE LOWE



CONJONCTURE C'est un instant de vérité pour la politique économique de François Hollande. Ce lundi, la Commission européenne fait le point sur les réformes engagées par l'ensemble des États membres. Un exercice qui va mettre un pays sous le feu des projecteurs, la France, qui est officiellement « sous surveillance renforcée » depuis un an. Paris avait obtenu l'an dernier un répit de deux ans, jusqu'en 2015, pour ramener son déficit sous la barre des 3 %. Une promesse à l'appui de laquelle le gouvernement a mis sur la table son plan de 50 milliards d'euros d'économies, mais aussi son projet de pacte de responsabilité, destiné à stimuler l'activité des entreprises et l'emploi. Reste à savoir si cela suffira à convaincre Bruxelles, qui voit dans la santé fragile de l'économie tricolore « un risque pour l'ensemble de la zone euro ». Début mai encore, la Commission tablait sur un déficit à 3,4 % en 2015 (contre 3,9 % jusqu'alors). Ce chiffre est susceptible d'être revu à la baisse lundi, si Paris est parvenu entre-temps à convaincre de la crédibilité de ses mesures. Dans le cas contraire, la France s'exposerait à une procédure de sanctions – jusqu'ici jamais utilisée par l'exécutif européen. Les recommandations que formulera ce lundi la Commission seront ensuite examinées par les ministres des Finances des 28, puis avalisées lors du prochain sommet des chefs d'État et de gouvernement à la fin du mois.

En vidéo

**Impressions d'entrepreneurs
avec hp et
entrepreneurs.lefigaro.fr**

L'HISTOIRE DU JOUR

Guerre des palaces entre Pinault et le sultan de Brunei

Un boycott économique et une question d'éthique qui n'est pas encore une affaire d'État, mais qui pourrait le devenir... L'introduction début mai de la charia par le puissant sultan de Brunei (photo), Hassanal Bolkiah, suscite de plus en plus d'émotions et de réactions à travers la planète. Depuis plusieurs semaines, lancée par François-Henri Pinault, le PDG du groupe de luxe Kering, propriétaire notamment de Gucci, Saint Laurent et Balenciaga, et président de la fondation @KeringForWomen, la vague d'appels au boycott des dix hôtels Dorchester du sultanat (Plaza Athénée, Meurice, Dorchester, Beverly Hills...) prend de l'ampleur. Le milliardaire britannique Richard Branson, patron de Virgin, son congénère le comédien Stefan Fry, l'animatrice de télévision américaine Ellen DeGeneres ou encore la papesse de la mode Anna Wintour aux États-Unis sont montés au créneau. La rédactrice en chef de Vogue évoque notamment le risque que les hôtels de la Dorchester Collection soient désertés lors des Fashion Weeks à Londres, Milan et Paris. Manifestations de protestation qui ont aussi reçu vendredi l'appui du commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht. Sur son compte Twitter, son porte-parole John Clancy annonce que le commissaire « sou-

tient la campagne de sensibilisation contre la loi inacceptable sur la charia, via le boycott des hôtels Dorchester par de nombreuses personnalités internationales ». De leur côté, les Nations unies ont exprimé leur profonde inquiétude et l'ONG Human Rights Watch a dénoncé des « châtiments moyennageux ». Mais pour l'instant, c'est plutôt l'omerta du côté des politiques. Reste que du côté Dorchester, on se dit « stupéfait » par la tournure prise par les événements. « C'est de l'acharnement », estime le directeur général François Delahaye. « Et les seules personnes qui vont être affectées par ce boycott, ce sont les 3 500 salariés du groupe, certainement pas le sultan. » Et le dirigeant d'asséner : « M. Pinault nous boycotte alors que beaucoup de marques de luxe de son groupe vendent dans des pays où on pratique la charia. Avant de donner des leçons aux autres, on balaise devant sa porte. » Haussement de ton qui a fait réagir le groupe Kering samedi : « Le boycott ne constitue pas une prise de position contre la charia en général », a-t-il précisé. Il s'agit simplement de protester « contre l'application du nouveau Code pénal décidé par le sultan qui inclut des mesures attentatoires à la dignité humaine, notamment la peine de mort par lapidation pour l'adultère et l'homosexualité ». Ou le respect des droits de l'homme et de la femme n'est décidément pas un... luxe. ■ **CAROLLE BELLEMARE**



JAPAUTO
1^{er} distributeur Honda de France
depuis 1966

HONDA
The Power of Dreams

**SI GAGNER PLUS PARAÎT COMPROMIS,
ALORS DÉPENSEZ MOINS.**



pour moins de
(92 €)
PAR MOIS
avec un premier loyer
majoré de 539,80 €

Offre valable jusqu'au 30/06/2014

Nouveau PCX 2014
disponible chez Japauto,
réservez votre essai sur
www.japauto.com/pcx

PCX

Pour l'achat d'un PCX 2014 au prix de vente promotionnel de 2 699 €, après un apport obligatoire de 20 % soit 539,80 € en crédit accessoire à une vente d'un montant de 2 159,20 € et une 1^{re} échéance à 60 jours, vous remboursez 24 mensualités de 91,89 € hors assurance facultative. Le montant total dû est de 2 205,36 € incluant les intérêts et les frais de dossier de 19,43 €**. Coût total de l'achat à crédit est de 2 745,16 €. Taux Annuel Effectif Global (TAEG) fixe de 1,9 %. (Taux déducteur fixe de 1,088 %). La durée totale du crédit est de 25 mois. Le coût mensuel de l'assurance facultative est de 8,23 € et s'ajoute aux mensualités ci-dessus. Un crédit vous engage et doit être remboursé. Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager. Offre réservée aux particuliers. Dans le cadre de votre financement, vous disposez d'un droit de rétractation. Sous réserve d'acceptation du dossier par Honda Finance, département de CA Consumer Finance, SA au capital de 345 546 034 € - Rue du 3006 Sauvage, 91 030 Evry-Corbeil-Eciry 942 997 522, intermédiaire d'assurance inscrite à l'ORIAS sous le n°0700007979 www.orias.fr.

** Frais de dossier de 0,90 % du montant emprunté. * Donnez vie à vos rêves.



Japauto Moto - Paris XVI
43 Avenue de la Grande Armée 75116 Paris / 01 44 17 36 10

Cette publicité est diffusée par votre concessionnaire Japauto Moto, S.A.S au capital de 70400 €, RCS Paris 562076877, inscrit à l'ORIAS sous le n° 0700007979 www.orias.fr, qui est membre du réseau bancaire de CA Consumer Finance. Il apporte son concours à la réalisation d'opération de crédit sans agir en qualité de prêteur.

24 L'ÉVÉNEMENT

Cinq ans après, le RSA est un échec

La prestation sociale imaginée par Martin Hirsch n'a pas eu les effets escomptés et n'a pas incité ses allocataires à reprendre un emploi.

MARC LANDRE @marclandre

SOCIAL. Le RSA a beau n'avoir que 5 ans, il est déjà dépassé ! Lancé le 1^{er} juin 2009, cette prestation sociale créée pour sortir 2 millions de personnes en trois ans de la pauvreté a raté son objectif. Et de beaucoup. Selon les derniers résultats disponibles, il n'a permis qu'à 151 000 personnes en cinq ans de franchir le seuil de pauvreté. Pis, le nombre de bénéficiaires de cette allocation développée par l'ex-commissaire aux Solidarités actives, Martin Hirsch, a bondi pendant la crise. Le RSA socle, qui a remplacé en 2009 le RMI et l'allocation parent isolé (API), bénéficie aujourd'hui à 1,8 million de foyers, en hausse de 7,5 % sur un an. Quant au RSA activité, qui apporte un complément de revenus de 170 euros en moyenne par mois aux travailleurs pauvres, il a progressé de 6,1 % en 2013 pour concerner un demi-million de foyers. Soit un peu plus de 30 % de la population visée alors que Martin Hirsch assurait lors de son lancement que 90 % des bénéficiaires potentiels seraient couverts au bout d'un an...

Le RSA activité, qui devait inciter ses bénéficiaires à préférer l'activité à l'assistanat (en acceptant un petit boulot à temps partiel ou en refusant de vivre avec un minima social et les aides qui l'accompagnent), n'a pas non plus amélioré leur taux de retour à l'emploi : « 9 % par rapport aux bénéficiaires de l'ex-RMI, soit le taux observé lors de la phase d'expérimentation. « L'effet incitatif sur le retour à l'emploi du RSA activité ne semble pas avoir atteint le niveau attendu », confirmait d'ailleurs en décembre 2013 un rapport du Centre d'études pour l'emploi (CEE).

Complexité du dispositif

Si ses auteurs notaient une légère amélioration pour les femmes, notamment seules avec enfants, les couples inactifs ou les 25-30 ans, le RSA n'a eu aucun impact sur le retour à l'emploi des hommes, la catégorie la plus nombreuse. Et ce, en particulier à cause de la persistance de freins, pourtant identifiés dès 2009 : manque de places en crèche pour les enfants, qualifications insuffisantes, trop grand éloignement de l'emploi, problèmes de santé, difficultés pour se loger ou se déplacer...

Quatre raisons expliquent l'échec du RSA activité. D'abord, l'absence de communication pour promouvoir la prestation qui conduit à un taux de non-recours de deux tiers et une non-dépense (les allocations non versées) de... 5 milliards par an. Ensuite, une bureaucratisation excessive et la complexité du dispositif imaginé par Martin Hirsch décourageant nombre de bénéficiaires. « Six

pages de questionnaire pour une demande, 152 d'explication pour comprendre son calcul, les allocataires ne peuvent que renoncer », insistait fin 2013 le rapport du CEE.

La honte de passer pour un assisté à encore rebuté plus d'un bénéficiaire. Basé sur une déclaration trimestrielle des ressources du foyer, l'allocataire se retrouve dans la peau d'un demandeur d'aide sociale, ce que la plupart ne veut pas.

Contrairement à la prime pour l'emploi (PPE), un crédit d'impôt accordé pour inciter à la reprise d'emploi, où le bénéficiaire accède à un droit automatique. Enfin, la crise a compliqué la gestion et le calcul de la prestation, notamment en raison de la succession pour la majorité des bénéficiaires de périodes sans activité avec des phases d'emploi en CDD ou intérim.

Malgré ce constat d'échec parta-

gé, Manuel Valls ne semble pas plus disposé que son prédécesseur à réformer un dispositif coûteux (10 milliards par an) qui a prouvé son inefficacité. La fusion du RSA activité avec la PPE (lire ci-dessous), préconisée dès l'origine par Martin Hirsch et l'année dernière par un député socialiste à qui Jean-Marc Ayrault avait demandé des scénarios de réforme, est en effet tombée aux oubliettes. ■

En cinq ans d'existence, le revenu de solidarité active n'a permis qu'à 151 000 personnes de sortir de la pauvreté.

JEAN-CLAUDE MOSCHETTI/REA



L'Arlésienne d'une fusion avec la prime pour l'emploi

LA PRIME POUR L'EMPLOI EN CHIFFRES
(SOURCE : RAPPORT SUR LA FISCALITÉ DES MÉNAGES, AVRIL 2014)

2,2 milliards d'euros
coût prévu en 2014 (contre 2,4 milliards en 2013 et 2,9 milliards en 2012)

6,3 millions
de contribuables bénéficiaires en 2012

36 euros
montant moyen mensuel de la PPE en 2012

CYRILLE PLUYETTE @CyrillePluyette

Cette fois-ci sera-t-elle la bonne ? Pas sûr. Dès fin 2012, Jean-Marc Ayrault avait jugé « impératif de réformer » le RSA activité et la prime pour l'emploi (PPE). En juillet 2013, le député PS Christophe Sirugue conseillait dans son rapport une fusion des deux instruments destinés à soutenir les revenus des travailleurs modestes. Une piste que l'exécutif s'était engagé à travailler. Rebelote en janvier dernier : l'ex-premier ministre avait assuré que cette réforme constituerait « un volet prioritaire de la remise à plat fiscale ».

On attend toujours une annonce... Et pourtant, les faiblesses de ces deux mesures, qui ont coûté au total 4,3 milliards d'euros en 2012, sont bien connues. « Aucun des deux dispositifs n'atteint ses buts : l'impact redistributif et la contribution à la réduction de la pauvreté sont limités ; les effets sur le soutien à la reprise d'activité ou au maintien dans l'emploi sont faibles », concluait le rapport Sirugue. D'un côté, le RSA activité n'a « pas trou-

vé son public : seul un tiers des bénéficiaires potentiels y recourent ». Quant à la PPE, elle est « distribuée très largement », à 6,3 millions de contribuables (en 2012), ce qui entraîne un « saupoudrage de la dépense publique » et un « ciblage insuffisant des publics bénéficiaires ». Autre limite, elle est versée en une seule fois, avec un décalage d'un an.

Alléger les cotisations

Il n'est donc « pas souhaitable à terme de laisser coexister deux outils qui peuvent se superposer sur une même population pour deux objectifs proches », renchérit un autre rapport, d'avril 2014, sur la fiscalité des ménages, copiloté par le député socialiste Dominique Lefebvre. Sa recommandation : combiner le RSA activité, qui pourrait être renforcé, avec une baisse des cotisations sociales des travailleurs à bas revenus. Manuel Valls s'en est inspiré. Il a déjà annoncé une mesure qui permettra, dès le 1^{er} janvier 2015, aux smicards d'augmenter leur salaire net annuel de 500 euros.

Mais le rapport préconise d'aller plus loin en supprimant la PPE en 2016. Son enveloppe, qui ne cesse

de décroître du fait du gel de son barème en 2008, serait « recyclée » pour alléger encore plus les cotisations salariales. « En recyclant environ 1,7 milliard de PPE dans deux ans, un smicard verrait augmenter son revenu net annuel d'environ 250 euros supplémentaires, soit 750 euros au total », calcule Dominique Lefebvre.

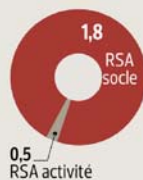
Le gouvernement « réfléchit à une mesure sur le bas de barème de l'impôt sur le revenu pour le budget 2015. Il a en main les propositions du rapport Lefebvre », se contente-t-on d'indiquer à Bercy, où l'on marche sur des œufs. Principale difficulté, la disparition de la PPE ferait des « perdants », parmi les personnes qui ne seraient pas concernées par le nouveau dispositif, selon Dominique Lefebvre. Parmi les victimes, il y aurait des individus appartenant à des ménages aux revenus moyens (voire dans certains cas élevés), qui touchaient la PPE grâce aux règles s'appliquant aux concubins et prenant en compte le nombre de personnes à charge. Le gouvernement serait donc contraint de dépenser des sommes non négligeables pour compenser ces transferts. ■

RSA MODE D'EMPLOI

2,3 millions

de bénéficiaires en 2013

REPARTITION EN MILLIONS



10 milliards €

Coût annuel pour le budget de l'État du RSA (socle + activité)

RSA socle

C'est le minima social accordé à toute personne sans ressource, qui a remplacé le 1^{er} juin 2009 le RMI et l'allocation parent isolé (API). Les montants actuels sont fixés à 499,10 euros par mois pour une personne seule et à 748,97 euros pour un couple sans enfant.

RSA activité

Il s'agit d'un complément de revenu d'activité pour les travailleurs pauvres dont les revenus ne dépassent pas environ 500 euros par mois. Son montant est en moyenne de 170 euros par mois.



Si vous reprenez un travail, vous ne perdrez pas d'argent (...) Dans tous les cas, celui qui reprend un travail, même à temps très partiel, doit gagner davantage »

MARTIN HIRSCH, SEPTEMBRE 2007
V. BOGOT/LE FIGARO

Au Royaume-Uni, priorité est donnée au retour vers l'emploi

CHRISTINE LAGOUTTE @clagoutte

Le gouvernement de David Cameron a lancé en octobre 2013 la mise en place d'une réforme de grande ampleur des prestations sociales.

GEORGES BOBET/AFP



tions et contreparties. « Il y a une vraie différence de philosophie entre les deux systèmes français et britannique : au Royaume-Uni, l'accent est mis sur le retour vers l'emploi, avec un objectif clair de faire en sorte que le travail paie davantage que l'assistance. En France, la priorité est donnée à la réduction de la pauvreté », résume Eudoxe Denis, directeur des études à l'Institut de l'entreprise, dans une étude sur le marché de l'emploi britannique (1).

C'est en novembre 2010 qu'un livre blanc « Welfare Reform White Paper-Universal Credit » propose de refondre le système composé d'une cinquantaine d'allocations différentes. Une allocation unique baptisée Universal Credit est appelée à se substituer à six prestations sociales sous condition de ressources et crédit d'impôt, représentant quelque 67 milliards de livres (82,4 milliards d'euros) au titre de l'année 2012-2013. Le constat fait à l'époque par les autorités est le suivant :

« Trop d'allocations pénalisent le marché du travail, enferment les bénéficiaires de l'aide sociale dans la dépendance, le chômage et la pauvreté », insiste Eudoxe Denis.

« Culture de l'assistanat »

Dans le détail, avec l'Universal Credit, chaque famille reçoit un montant personnel, dispensé par un seul ministère (contre trois auparavant). « Son champ est plus large que le RSA puisqu'il couvre notamment l'indemnisation chômage et les crédits d'impôts », précise la responsable de l'Institut de l'entreprise. Il s'applique en effet aux « working-age households », c'est-à-dire aux personnes actives et à celles sans emploi, en complétant leurs revenus selon leur situation (nombre d'enfants, personnes handicapées à charge, logement). L'allocation est entièrement maintenue pour ceux qui acceptent un travail à bas salaire, jusqu'à un certain seuil.

Dans le même temps, un système de sanctions est prévu, qui oblige

les bénéficiaires de l'aide à accepter un emploi proposé, sous peine de retrait des allocations pour une durée de trois mois. La mise en œuvre de cette réforme de grande ampleur a été lancée en octobre 2013 pour les nouveaux bénéficiaires, mais prendra une dizaine d'années pour atteindre son rythme de croisière. Les premiers retours montrent que la simplification des démarches conduit les demandeurs d'emploi à se concentrer davantage sur leurs recherches (27 heures par semaine contre 13,5 heures dans l'ancien système). Autre résultat visible de cette « lutte contre la culture de l'assistanat » associée à un meilleur accompagnement des chômeurs de longue durée, « le nombre de foyers dans lequel aucun adulte en âge d'occuper un emploi ne travaille a chuté de 528 000 entre mai 2010 et novembre 2013 », précise Eudoxe Denis. ■

(1) Royaume-Uni, l'autre modèle ? Le succès de la politique de l'emploi britannique et ses déterminants. Institut de l'entreprise. Mai 2014.



Le RSA, c'est le symbole d'une politique qui réconcilie l'efficacité économique et la justice sociale.

FRANÇOIS FILLON (SEPTEMBRE 2009)
F. BOUCHON/LE FIGARO

ÉCONOMIE

CFDT : la nécessité d'une ligne plus dure

La deuxième organisation centrale syndicale française tient son congrès cette semaine à Marseille. Ses dirigeants tenteront de se démarquer du gouvernement, pour ne pas être entraînés dans sa chute.

CÉCILE CROUZEL @ccrouzel

Laurent Berger est conscient du danger à être associé à un pouvoir socialiste en pleine déconfiture. Du coup, il a durci le ton ces deux derniers mois. Cette inflexion n'est pas due qu'à l'approche du congrès qui pousse à un discours offensif : elle est durable.

UN OBSERVATEUR

SYNDICATS C'est dans un paysage politique français en pleine ébullition que s'ouvre ce lundi à Marseille le 48^e congrès de la CFDT. Deuxième organisation syndicale de France derrière la CGT aux élections professionnelles (26 % des voix, contre 26,7 %), première en nombre d'adhérents (863 000), la centrale dirigée depuis novembre 2012 par Laurent Berger est un des acteurs clés du monde social ; celui sans lequel aucun accord interprofessionnel entre patronat et syndicats ne peut aboutir.

Depuis l'élection de François Hollande, la CFDT a signé tous les textes, dont dernièrement la nouvelle convention d'assurance-chômage. Elle a notamment paraphé, à la différence de FO et de la CGT, l'accord sur la sécurisation de l'emploi de janvier 2013 qui accroît la flexibilité du marché du travail. Et toujours à rebours des deux grands autres syndicats français, elle a soutenu la réforme Ayrault des retraites. La centrale a en fait été le partenaire privilégié du gouvernement socialiste dans sa politique de réforme. Au point d'être accusée d'avoir « un côté syndicat officiel », selon les termes de Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de FO. « Après le congrès de Tours de 2010, nous avons beaucoup travaillé sur nos propositions. Puis nous les avons poussées avec la nouvelle majorité, comme nous l'avions fait avec les précédentes », se défend Laurent



Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, avoue « en avoir un peu assez du syndicalisme des bons mots, mais des propositions vides ».

Berger au Figaro, en ajoutant « en avoir un peu assez du syndicalisme des bons mots, mais des propositions vides ».

Il n'empêche. La CFDT sait qu'elle ne peut faire fi de ces accusations. « Laurent Berger est conscient du danger à être associé à un pouvoir socialiste en pleine déconfiture. Du coup, il a durci le ton ces deux derniers mois. Cette inflexion n'est pas due qu'à l'approche du

congrès, qui pousse à un discours offensif : elle est durable. Entrent aussi en ligne de compte les élections syndicales de décembre dans la fonction publique », estime un observateur du monde social.

Dans une interview au *Nouvel Observateur* en mai, le patron de la CFDT a ainsi accusé le gouvernement « d'agir sans vision ». Et il qualifie pour *Le Figaro* aujourd'hui « de maladresse, voire de faute » la proposition du ministre du Travail, François Rebsamen, d'un moratoire sur les seuls liés à l'instauration de délégués du personnel (DP) ou de comités d'entreprise (CE). « Dans les mois qui viennent, la CFDT sera certainement plus dure. Les accords seront plus difficiles à trouver avec un patronat lui-même exigeant. Tout cela compliquera la tâche du gouvernement », en conclut un connaisseur des questions sociales. Les discussions dans les branches sur les « contreparties » au pacte de responsabilité risquent donc d'être animées. Tout comme la négociation, à la rentrée, sur la modernisation du dialogue social, qui portera notamment sur le rôle des DP et des CE.

D'ailleurs ce week-end, dans une interview au *JDD*, le n° 1 de la

CFDT a enfoncé un peu plus le clou à l'égard du gouvernement et du patronat sur le pacte de responsabilité. « Si rien n'a bougé avant la conférence sociale de juillet (7 et 8 juillet), j'en tirerai les conclusions et je demanderai au gouvernement de revenir sur sa politique de soutien aux entreprises », prévient-il, ajoutant que « le patronat fait de la surenchère. Il explique semaine après semaine ce qu'il faut faire pour sauver l'économie et les emplois et quand on lui dégage des marges financières, il demande encore autre chose et se comporte en lobbyiste ».

Durcissement préventif

À première vue, ce durcissement peut paraître très préventif. Ces deux dernières années, la CFDT a réalisé des scores corrects aux élections dans de grandes entreprises, comme à la SNCF. Il y a eu certes des tensions chez Mory Ducros - le responsable de la fédération des transports a signé le plan de sauvegarde de l'emploi à la place du délégué de l'entreprise, Rudy Parent, qui s'y opposait - et à La Redoute - 19 membres de la section locale sont partis chez FO. « Mais il s'agit de cas isolés. Ce genre de conflits n'a rien d'exceptionnel lors de plans so-

ciaux », estime Dominique Andolfatto, professeur à l'université de Bourgogne. Un point confirmé par les intéressés. « Je n'adhèrerais pas au plan de Mory et je trouve la méthode employée antidémocratique. Mais je ne conteste pas la ligne générale de la CFDT », témoigne Rudy Parent. « On a des fédérations qui veulent trop prendre le pouvoir sur les sections locales », renchérit un des disciples de La Redoute. Homogène dans sa pensée - et moins touchée que les autres centrales par le vote FN - dotée d'une organisation bien huilée, la CFDT est devenue « la CGT des années 1960 », selon Dominique Andolfatto.

Où est le danger alors ? « Dans l'effritement à long terme. Le suivisme se paye deux ou trois ans après », insiste un observateur du monde social. Le souvenir de 2003 est également dans toutes les têtes. « Après avoir soutenu la réforme Fillon des retraites, la CFDT a perdu 10 % à 20 % de ses adhérents. Elle ne les a pas tout à fait retrouvés aujourd'hui », rappelle Bernard Vivier, le directeur de l'Institut supérieur du travail et ancien vice-président de la CFTC. De quoi effectivement inciter la CFDT à prendre ses distances avec le gouvernement Valls. ■

Les principaux enjeux du congrès

Ce 48^e congrès de la CFDT, qui se tient jusqu'à vendredi à Marseille, sera celui du cinquantième anniversaire de la centrale, née d'une scission en 1964 avec la CFTC, le syndicat chrétien. À cette occasion, la CFDT souhaite supprimer dans ses statuts la seule référence restante au christianisme, celle qui parlait d'« humanisme chrétien ». Lors de ce congrès, les 2 500 délégués présents devraient surtout approuver la mise en

place d'une nouvelle équipe dirigeante, plus féminisée. Et reconduire Laurent Berger au poste de secrétaire général qu'il occupe depuis novembre 2012. Ces deux votes semblent acquis, tant le nouveau patron, qui a pris la suite de François Chérèque lors d'une succession bien préparée, a su s'imposer. Seul point à surveiller : la réélection du secrétaire général à la fédération

des transports, qui a été contestée dans l'affaire Mory Ducros. Au congrès, les militants discuteront du bilan des quatre années écoulées depuis le congrès de Tours et débattront de l'avenir, en amendant et votant un projet de résolution intitulé « un nouveau modèle de développement porteur de projet pour tous ». Mais sans que la ligne réformatrice ne soit en rien contestée. C.C.

Le cabillaud dépasse le saumon dans l'assiette des Français

Le saumon, dont la consommation augmente dans le monde, a souffert de la forte hausse de son prix.

ÉRIC DE LA CHESNAIS @plumedeschamps

PISCICULTURE Le saumon aurait-il perdu de sa superbe ? Il a laissé sa place de premier poisson consommé en France - 20 % du poisson frais -, au profit du cabillaud. En effet, selon FranceAgriMer, l'organisme public des statistiques agricoles et piscicoles, cité par l'AFP, « les achats de saumon frais ont reculé de 25 % entre mars 2013 et mars 2014, ceux de saumon fumé de 12 % ». En revanche, « les Français ont acheté 13 % de cabillaud de plus que l'année précédente ». Ses importations ont augmenté de 50 % en volume alors que celle de saumon ont reculé de 5 % sur la même période.

Le cabillaud, dont les ressources sont abondantes et qui n'est pas un poisson d'élevage subissant la variation des matières premières, a vu son prix en France baisser de 3 % l'an dernier.

M. SCHOLZ/DPA/PICTURE-ALLIANCE



Deux raisons expliquent cette désaffection. La première est d'ordre économique. Les cours du saumon ont explosé à cause d'une augmentation du cours de l'alimentation animale et de l'accroissement de la demande mondiale. Selon la FAO, la consommation de poisson, dont celle de saumon, a doublé dans le monde sur les cinq dernières décennies. Résultat : le prix moyen du saumon entier congelé importé sur le marché français a augmenté de 33 % en un an. En comparaison, le cabillaud dont les ressources sont abondantes et qui n'est pas un poisson d'élevage subissant la variation des matières premières a vu son prix en France baisser de 3 % l'an dernier.

Scandale sanitaire

La seconde raison est d'ordre psychologique. « L'essentiel du saumon consommé en France vient des élevages norvégiens de mer du Nord, indique Benoît Lobez, journaliste et spécialiste de l'activité économique de la Côte d'Opale. Le reportage sur France 2 en novembre 2013 sur les conditions d'élevage en Norvège et les risques encourus pour la consommation humaine ont fait chuter sa consommation. » Un constat que dressent aussi les restaurateurs. « Depuis le scandale du saumon, nos

clients font plus confiance au cabillaud et l'on vend moins de plats avec du saumon », indique Pascal, restaurateur à Paris. Ainsi, selon FranceAgriMer, « le cabillaud a pris jusqu'à sept points d'écart avec le saumon dans la part d'achats de poisson frais des Français ».

Les autres produits de la mer comme les coquillages ont vu eux aussi leur consommation reculer mais plus légèrement, entre 4 et 5 % pour les saint-jacques et les moules et jusqu'à 16 % pour les crevettes. « Ce n'est pas tant la crise mais le beau temps en mars et

avril qui a fait diminuer légèrement nos ventes », explique au Figaro Véronique Gillardeau, patronne des huîtres éponymes. Curieusement, on préfère consommer des fruits de mer quand il fait moins beau. ■ En fait pour tous les goûts ! ■

LE VILLAGE DES ACTIONNAIRES

Jeudi 12 juin 2014
Espace Tête d'Or à Lyon

TOUT SAVOIR POUR MIEUX INVESTIR EN ACTIONS

Une journée riche en rencontres avec :

- 3 RÉUNIONS-DÉBATS pour décrypter les stratégies et les défis des entreprises
- 7 ATELIERS THÉMATIQUES pour mieux connaître les hommes et leurs métiers
- 13 SOCIÉTÉS COTÉES EXPOSANTES Pour échanger et répondre à vos interrogations spécifiques

ACCÈS GRATUIT AU VILLAGE en vous enregistrant sur www.levillagedesactionnaires.com

INFORMATIONS PRATIQUES
Espace Tête d'Or
103, bd Stalingrad - 69100 Lyon/Villeurbanne
Horaires : 9h00 - 21h00

RENSEIGNEMENTS & INSCRIPTION
www.levillagedesactionnaires.com - Email : evenements@capital.com - T : 01 45 49 65 51

Le plan social de Mory Ducros sur la sellette

Le plan de sauvegarde de l'emploi de l'entreprise de transport pourrait être invalidé en juillet par la justice.

VALÉRIE COLLET vcollet@lefigaro.fr

CHRONOLOGIE

OCTOBRE 2011

La société d'investissement Caravelle, qui a repris en 2010 DHL Express et la Deutsche Post, et se trouve à la tête de Mory Ducros Express, rachète Mory pour un euro symbolique.

NOVEMBRE 2013

Mory Ducros, 5 000 salariés, dépose le bilan.

JANVIER 2014

Arcole Industries, filiale de Caravelle et propriétaire de Mory Ducros, accepte de reprendre 1 900 salariés.

FÉVRIER 2014

Arnaud Montebourg déclare qu'un accord a été trouvé avec les syndicats pour la reprise de 2 200 salariés.

MARS 2014

L'administration du travail donne son feu vert au PSE : 2 200 salariés sont finalement repris mais près de 900, qui sont licenciés, déposent un recours devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Dans quelques semaines, le dossier Mory Ducros pourrait devenir explosif pour Arnaud Montebourg, Frédéric Cuvillier et Michel Sapin, les trois ministres (Économie, Transports, Finances) impliqués dans le sauvetage de l'entreprise de transport placée en redressement judiciaire en novembre 2013. La bombe pourrait être déclenchée par le juge du tribunal administratif de Cergy-Pontoise lorsqu'il se prononcera début juillet sur un point technique de la procédure de licenciement touchant 2 882 des 5 000 employés de Mory Ducros. Deux syndicats - la CGT et la CFDT - et deux groupes de salariés ont déposé un recours devant le tribunal administratif, estimant que l'homologation début mars du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) par l'administration du Travail n'était pas assez « motivée ». Conséquence : le plan social pourrait être retoqué par le juge administratif. Une décision qui conforterait les salariés licenciés à porter l'affaire devant le conseil des

prud'hommes et pourrait se traduire alors en millions d'euros de dommages et intérêts.

« Quand même une victoire »

Comment un PSE aussi lourd et politiquement aussi sensible peut-il se retrouver aujourd'hui sur la sellette ? Alors qu'au début de l'année, les projecteurs étaient braqués sur les négociations avec les syndicats de Mory Ducros et que les repreneurs et les membres du gouvernement étaient mobilisés jour et nuit sur la reprise de l'entreprise, aucun accord collectif n'a pu être trouvé car le représentant du syndicat majoritaire refusait d'apporter sa signature. Mais le PSE est au final homologué par l'administration, comme le prévoit la loi de sécurisation de l'emploi de juin 2013 qui encadre désormais les licenciements économiques collectifs, après que le patron de la fédération CFDT des Transports a validé l'accord. « C'est quand même une victoire », avait alors commenté Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement productif. Selon l'accord trouvé, Arcole

Industries accepte d'intégrer 2 210 employés au sein d'une nouvelle société et l'administrateur judiciaire a bâti un plan social pour les autres. « Les conditions étaient particulièrement difficiles », rappelle un acteur du dossier. Le plan concernait beaucoup de gens. Il fallait élaborer en très peu de temps. Il succédait à un mouvement social dur... »

Trois mois après cet accord, les avocats des différentes parties sont déstabilisés par l'absence de jurisprudence. « Cela entraîne une certaine insécurité juridique », concède Deborah David, avocate associée chez Jean-tet et conseil des administrateurs judiciaires. Toutefois, nous sommes confiants sur l'issue de l'action judiciaire dans la mesure où le plan de sauvegarde de l'emploi homologué par l'administration est conforme en tous points aux prescriptions de la nouvelle loi. »

Lourdes conséquences financières

Tous se demandent toutefois quel regard le juge administratif portera sur le dossier. S'interrogera-t-il sur le travail de l'administrateur judiciaire ou sur le feu vert

de l'administration ? Les avocats des salariés ciblent les manquements du PSE et demandent son annulation. « L'administration doit évaluer le PSE et ensuite l'homologuer », tranche Fiodor Rilov, avocat de quelque 1 000 salariés licenciés de Mory Ducros, après avoir été celui des « Conti » et des « Goodyear ». Elle contrôle le PSE a priori. Or nous estimons qu'il ne remplit pas la plupart des critères légaux, et notamment ceux portant sur le reclassement des salariés. » Il existe en effet un risque que le document sur lequel l'administration a fondé sa décision puisse apparaître trop succinct - il ne fait que quatre pages - et ne soit donc pas suffisamment motivé.

Financièrement, les conséquences d'une invalidation seraient lourdes. Le coût global du plan social a déjà atteint près de 55 millions, une note rédigée en partie par l'Association de garantie des salaires (AGS). Devant les prud'hommes, chaque salarié pourrait réclamer jusqu'à douze mois de salaire - avec un plafond de 16 000 euros par employé. Là encore, l'AGS - dont les fonds sont abondés par une cotisation

patronale - paierait la facture qui pourrait, selon un acteur du dossier, grimper alors à 100 millions. Comme Mory Ducros a été mis en redressement puis en liquidation, la nouvelle société créée par Arcole Industries pour reprendre l'activité avec 2 210 salariés n'est pas concernée par la procédure. En cas d'invalidation du PSE, elle n'aurait donc pas l'obligation de réintégrer les salariés licenciés. ■

EN BREF

Taxe d'habitation : maintien des exonérations

Selon Les Échos, les ménages exonérés de taxe d'habitation en 2013 devraient l'être encore cette année. Cette mesure éviterait ainsi que des foyers non imposables à l'impôt sur le revenu, après les arbitrages de Manuel Valls, ne soient néanmoins soumis à cette taxe à cause de différentes mesures fiscales.

L'Espagne baisse l'impôt sur les sociétés

Le premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, a annoncé dimanche une baisse de l'impôt sur les sociétés de 30 % à 25 %. Cette mesure fait partie d'un plan de compétitivité dont les mesures exactes seront dévoilées vendredi prochain. Le gouvernement entend mobiliser 6,3 milliards d'euros pour ce plan.

Leclerc veut vendre des patches antitabac

Michel-Edouard Leclerc demande au gouvernement de rendre possible la vente de patches antitabac dans les supermarchés. « On peut trouver une cigarette électronique partout, y compris en supermarché, mais pas de patches antitabac, même dans nos rayons de parapharmacie ».



Arnaud Montebourg, le 29 janvier dernier, en discussion avec les employés de la société de transport Mory Ducros, lors de sa visite aux bureaux de la compagnie à Limell-Brevannes. THOMAS SAMSON / AFP

La piscine devient à son tour un objet connecté

Vanessa Series, chargée du marketing chez le constructeur de piscines Magiline, était l'invitée de l'émission BFM-Le Figaro « Impressions d'entrepreneurs ».

CORINNE CAILLAUD
[@corinnecaillaud](https://twitter.com/corinnecaillaud)

HIGH-TECH Depuis plusieurs années, les nouvelles technologies ont fait leur entrée dans la maison. Désormais, elles s'invitent aussi côté jardin. Seul fabricant de piscines 100 % made in France, Magiline, installé à Troyes, conçoit et fabrique des bassins comportant un maximum d'innovations. L'entreprise a déjà déposé quelque 87 brevets. « En matière de nouveautés produits, Magiline a toujours été précurseur. Le label France vient en plus, et le fait de concevoir dans l'Hexagone a amené une autre spécificité à Magiline, qui nous différencie effectivement de nos concurrents sur le marché de

la piscine. À ce jour, nous avons déposé plus de quatre-vingts brevets sur nos produits, dont « Imagi » qui fait partie de nos derniers procédés très novateurs. Celui-ci offre la possibilité pour nos clients de disposer d'une piscine autonome. Avec ce système, ils peuvent ainsi contrôler et gérer leur piscine à distance », détaille Vanessa Series, chargée du marketing chez Magiline. La société est parvenue à combiner la piscine, l'eau et les technologies. Cette application « Imagi » est compatible avec tous les smartphones et tablettes du marché. Elle permet d'inter-

agir avec sa piscine, de piloter à distance les équipements, d'obtenir des informations en temps réel, notamment sur les indices de pH. C'est aussi un moyen pratique pour connaître la météo, la température de l'eau ou de l'air. Avec cet outil, gérer sa venue en week-end et prévoir la température de sa piscine devient un jeu d'enfant.

« Origine France garantie »

Depuis sa création, il y a tout juste vingt ans, la PME a installé 40 000 piscines, soit 2 000 chaque année. Leurs créations sont aussi présen-

tes dans certaines émissions de télé-réalité. Malgré la crise, l'engouement des Français pour la piscine privée reste fort. « Il répond vraiment à des tendances actuelles, comme le coconing. Les gens sont de plus en plus enclins à se retrouver chez eux, en famille. Pour autant, il reste encore plus d'un million et demi de jardins à équiper en France », ajoute Vanessa Series. Magiline est le seul fabricant à avoir obtenu le label « origine France garantie », et toutes leurs installations sont fabriquées dans leurs locaux à Troyes. ■



VANESSA SERIES
MAGILINE
Impressions d'entrepreneurs

En partenariat avec
hp
Impressions d'entrepreneurs
retrouvez chaque semaine l'émission sur <http://entrepreneurs.lefigaro.fr>

SICAV & FCP

VALEURS LIQUIDATIVES EN EUROS (OU EN DEVISES), HORS FRAIS

LA BANQUE POSTALE ASSET MANAGEMENT
3839 (0,34 €) (n.c.)
www.lbpam.com

SICAV
UNI HOUCHE C 230,01 27/05/14

SICAV
LIBPAM ACTIONS EUROPE D 91,85 27/05/14

LIBPAM ACTIONS AMERIQUE C 30,71 27/05/14

LIBPAM ACTIONS DIVERSIFIE R 45,32 27/05/14

LIBPAM ACTIONS EURO R 29,99 27/05/14

LIBPAM ACTIONS FRANCE C 126,34 27/05/14

LIBPAM ACTIONS NOICE EURO R 89,29 27/05/14

LIBPAM ACTIONS NOICE FRANCE 37,76 27/05/14

LIBPAM ACTIONS MONDE C 247,29 27/05/14

LIBPAM OBLI MOYEN TERME C 264,87 27/05/14

LIBPAM OBLI REVENU S 87,72 27/05/14

LIBPAM PROFIL S/D 235,46 27/05/14

LIBPAM RESPONSABLE ACTIONS 127,83 27/05/14

FCP
LIBPAM ACTIONS EUROPE D 72,74 27/05/14

LIBPAM EDONIA 3-6MOIS 103,21 26/05/14

LIBPAM OBLI CREDIT 203,52 27/05/14

LIBPAM RESP. TRESO I 10243,85 29/05/14

LIBPAM TRESORERIE I 10950,87 29/05/14

LIBPAM TRESORERIE P 3245,88 29/05/14

TON ACTIONS 100 R 94,15 27/05/14

WVACCO ACTIONS 108,27 27/05/14

EDMOND DE ROTHSCHILD
www.edr.fr

ACTIONS
EDR ASIA (C) 187,02 20/09/13

EDR COMMODITIES (A) 128,57 27/05/14

EDR EUROPE VALUE & YIELD (C) 107,07 27/05/14

EDR EUROPE FLEXIBLE (A) 123,63 27/05/14

EDR GOLDSPHERE (A) 64,34 27/05/14

EDR CHINE (A) 204,29 27/05/14

EDR GLOBAL HEALTHCARE (A) 672,04 27/05/14

EDR US VALUE & YIELD (C) 105,62 27/05/14

EDR EUROPE SYNERGY (A) 136,61 27/05/14

EDR TRIKOLORENDEMENT (C) 305,47 27/05/14

OBLIGATIONS CONVERTIBLES
EDR EUROPE CONVERTIBLES (A) 580,63 27/05/14

EDR GLOBAL CONVERTIBLES (A) 138,26 27/05/14

ALLOCATION D'ACTIFS
EDR CROISSANCE GLOBALE (A) 115,12 30/09/13

EDR MONDE FLEXIBLE (A) 246,77 26/05/14

EDR PATRIMOINE GLOBAL (A) 199,87 27/05/14

THIRIET GESTION
17 av. des Champs-Élysées
75008 Paris
Tél. 01 56 43 62 50

BETELGEUSE 44,05 27/05/14

BELLATRIX C 284,19 27/05/14

VICTOIRE SIRIUS 46,29 27/05/14

OSP CESSION - FUSION - ACQUISITION - PARTENARIAT
01.49.04.01.85 - annonces@osp.fr

RECHERCHE REPRENEUR
pour Entreprises à Papete
Activité : Transports maritimes et côtiers de passagers
Nombre de salariés : 31
Chiffre d'affaires cumulés du 01/01/2012 au 31/12/2012 : 3 346 605 €

La date limite de remise des offres est fixée au 5 juin 2014 à 17 Heures

Un dossier de présentation de la société sera accessible aux candidats manifestant leur intérêt par écrit et sous engagement de confidentialité auprès de : Maître Serge CERA - Administrateur Judiciaire
58 rue Saint Genès - 33000 BORDEAUX
Tél. 05.57.59.09.56 - Fax 05.57.59.12.43 - cera.serge@wanadoo.fr

En Corse, EDF convertit ses centrales thermiques au gaz

Un gazoduc doit traverser l'île d'ici à 2020. Un projet d'environ 1 milliard d'euros.



La centrale thermique de Vazello près d'Alajaccio.
JEAN-PIERRE AMET/DIVERGENCE

GUILLAUME MOLLARET
ALAJACCIO (CORSE-DU-SUD)

ÉNERGIE Des centrales thermiques corses tournant au gaz naturel à l'horizon 2020 ? C'est l'espoir de la collectivité territoriale de Corse (CTC) et d'EDF, qui exploite deux centrales thermiques alimentées en fioul à Lucciana, près de Bastia, dans le nord de l'île, et Vazello près d'Alajaccio, dans le sud. La CTC comme l'entreprise attendent désormais le feu vert de l'État pour lancer un vaste chantier. À l'heure actuelle, l'île de Beauté n'est pas alimentée en gaz, seuls des barrages, éoliennes et panneaux photovoltaïques com-

plètent le mix énergétique, également pourvu par des câbles sous-marins reliant l'île à l'Italie, et la Sardaigne, qui lui fournissent 30 % de sa consommation électrique.

Acceptation locale

Des mises aux normes obligées des deux centrales thermiques, qui fournissent la plus grande part (37 %) de l'énergie produite sur l'île, ainsi que la hausse du prix du pétrole poussent EDF à envisager une reconversion de ses unités de production, très polluantes. « Avec les atterrissements de Galsi (un projet de gazoduc algéro-italien, NDLR), nous travaillons à l'installation, avec EDF, d'une barge au droit de Lucciana, qui pour-

rait accueillir des méthanières », explique Alexis Milano, directeur délégué à l'énergie auprès de la CTC. Ce projet implique par ailleurs qu'un gazoduc, le premier du genre sur l'île de Beauté, soit enfoncé en traversant l'île du nord au sud sur une distance d'environ 180 kilomètres. Montant total du projet, comprenant la réhabilitation de la centrale de Vazello, l'installation d'une barge et la pose du gazoduc : 1 milliard d'euros. « L'année 2020, nous semble une échéance accessible », avance Jean-Philippe Lamarque, adjoint au directeur d'EDF en Corse.

D'ici là, d'enquêtes publiques en recours potentiels devant les tribunaux administratifs, EDF et la

collectivité territoriale de Corse auront, outre la question de savoir qui devra payer quoi, à trancher un point capital : celui de la construction d'une nouvelle centrale dans le sud, remplaçant celle de Vazello, sur un autre site, ou bien celle d'une reconstruction de la centrale sur elle-même. EDF préfère de loin la première solution qui lui permettrait de continuer l'exploitation à plein de son unité actuelle alors que les autorités locales privilégient la seconde option pour une question de disponibilité foncière mais aussi d'acceptation par la population. « Il est plus simple d'expliquer aux gens qui vivent déjà à côté d'une usine qu'ils auront à l'avenir une centrale moins

polluante à côté de chez eux que de faire accepter une nouvelle installation industrielle à une population nouvelle », explique Alexis Milano.

Alors qu'en Corse, sur ces dix dernières années, la demande en électricité a progressé en moyenne de 2,4 % par an, « deux fois plus que la moyenne nationale », notamment du fait de la généralisation de la climatisation, EDF a inauguré l'an dernier un barrage hydroélectrique à Sainte-Lucie-de-Tallano, sur le Rizzanese. Ces dernières années, les centrales photovoltaïques, exploitées tant par l'opérateur historique que la Compagnie du Vent (GDF Suez), Quadran ou encore Eco Delta, ont également fleuri sur l'île. ■

Vita Coco, la marque qui veut peser 1 milliard

Le marché européen de l'eau de coco devrait atteindre 250 millions d'euros d'ici à fin 2015.

KEREN LENTSCHNER
kentschner@lefigaro.fr

AGROALIMENTAIRE C'est l'histoire d'une jeune marque américaine qui rêve de convertir le monde à l'eau de coco. Créée il y a dix ans à New York, Vita Coco - qui s'est fait connaître grâce à ses célèbres actionnaires (Madonna, Demi Moore...) - parle aujourd'hui sur l'Europe pour accélérer son développement. Après avoir séduit les fashionistas de Big Apple et Hollywood, la marque vient d'investir 2 millions d'euros en France dans sa première campagne de publicité sur le Vieux Continent. « Naturez-vous ! », peut-on lire sur les affiches placardées à Paris. « Vita Coco a le potentiel de devenir une marque mondiale, explique Gilles Brook, responsable du développement en Europe, Afrique et Moyen-Orient, qui vient de la lancer à Tokyo et Dubaï. Elle pourrait rejoindre le club des marques qui pèsent un milliard de dollars. » Avec un chiffre d'affaires estimé à près de 300 millions de dollars l'an passé, Vita Coco - qui ne communique pas ses résultats - a encore un long chemin à parcourir.

Mais après avoir quasiment doublé ses ventes entre 2012 et 2013, elle mise sur une forte dyna-

mique de croissance. Et sur le potentiel de l'eau de coco. « Les consommateurs cherchent des alternatives saines aux jus de fruits, 50 à 70 % plus sucrés que Vita Coco (60 calories pour 33 cl), ajoute le dirigeant. Ils ont tendance à se détourner des boissons industrielles. En raison de ses bénéfices naturels, l'eau de coco - qui est riche en sels minéraux et notamment en potassium - peut devenir une catégorie à part entière. » Les deux poids lourds, PepsiCo (Naked, O.N.E) et Coca-Cola (Zico), se sont également engouffrés dans la brèche, sans parvenir à dépasser Vita Coco, première marque mondiale d'eau de coco.

Prix premium

En Europe, où près de 50 marques tentent de percer, le marché de l'eau de coco devrait peser 250 millions d'euros d'ici à la fin 2015 (sur 2 milliards au total dans le monde), selon Market Data, porté par le désir de naturalité des consommateurs. Bien qu'elle soit minuscule face aux jus de fruits, cette catégorie affiche la plus forte croissance du marché des boissons sans alcool. Si le Vieux Continent ne représentait que 10 % des ventes de Vita Coco l'an passé, ce devrait être deux fois plus en 2014.

C'est là que la marque y est la plus dynamique et poursuit son

déploiement (Danemark, Finlande, Grèce...). Déjà leader de son marché en Angleterre et aux Pays-Bas, elle a dépassé en France son principal concurrent local, Valval.

Deux ans après y avoir fait ses débuts, l'Hexagone, où ses ventes ont triplé sur les quatre premiers mois de l'année (par rapport à la même période l'an passé), devrait devenir d'ici à la fin 2014 son deuxième marché européen après la Grande-Bretagne. 2,5 millions de petites briques devraient y être vendues : la marque, qui se fournit notamment au Brésil, espère profiter de l'effet Mondial, pour faire découvrir son produit sur des plages improvisées dans les magasins. Outre la grande distribution, la marque cible les clubs de sport et de yoga ainsi que les chaînes de restauration rapide comme Co-Jean. Elle veut aujourd'hui se renforcer en vente à emporter.

Un positionnement qui rappelle celui de Vitamin Water (Coca-Cola), axé santé et « lifestyle ». Mais Vita Coco, malgré son prix premium (1,80 euro les 33 cl), n'entend pas rester une marque de niche. « Nous voulons être grand public, promet Gilles Brook, qui lancera bientôt Vita Coco en version « kids », aromatisée au café et au goût limonade. L'eau de coco a un immense potentiel, y compris au-delà des boissons. » ■

Vita Coco parie aujourd'hui sur l'Europe pour accélérer son développement.



TOP MANAGEMENT

PAR Carole Bellemare avec Corinne Caillaud

www.decideurs.lefigaro.fr



Laurent Morel



Jean-Michel Gault



Jean-Marc Jestin



Bernard Deslandes



Marie-Thérèse Dimasi



Frédéric de Klopstein



Guillaume Lapp



Sandrine Quesnel



Gontran Thüring



Bruno Valentin

LES DÉCIDEURS de la foncière Klépierre

DATES CLÉS

1987

Il démarre sa carrière à la Compagnie Bancaire.

1989

Il devient directeur financier d'Arval.

2005

Il intègre le directoire de Klépierre, en charge de la direction du pôle centres commerciaux.

2009

Il est nommé président du directoire de Klépierre.

« L'implantation de Primark à Créteil-Soleil, l'enseigne irlandaise de vêtements à petits prix, sera l'événement commercial de ce début juin », assure Laurent Morel, président du directoire de Klépierre. Le magasin de 5 000 m², qui est une extension de Créteil-Soleil, détenu à 80 % par le spécialiste européen de l'immobilier de centres, ouvrira vendredi. Un signe que le secteur a de la ressource malgré l'essor du e-commerce qui « n'est pas l'ennemi du commerce physique », objecte le dirigeant. « Les commerçants tiennent à un vrai contact avec leurs clients, dans un cadre qui leur permette de magnifier leur produit. »

Cession de galeries à Carrefour

Klepierre, qui compte parmi ses fleurons l'espace commercial de Saint-Lazare de 10 000 m², affiche 50 ans de savoir-faire, au cours desquels la foncière a su nouer des relations de partenariats sur le long terme,

tant avec les enseignes, qu'avec les municipalités. Après la cession de 127 galeries commerciales à Carrefour pour 2 milliards d'euros, Klépierre détient 130 centres commerciaux, dont 45 % en France. « Nous travaillons sur des zones en forte croissance démographique, comme l'île-de-France, le sud de la France, le nord de l'Italie et la Scandinavie. Notre patrimoine est maintenant concentré sur les centres commerciaux de destination et la dette du groupe a été ramenée à 40 % de la valeur des actifs qui s'élève à 14 milliards d'euros », précise Laurent Morel. Les loyers bruts 2013 de Klépierre, qui emploie 1 350 collaborateurs, se sont élevés à 999,7 millions d'euros. « Nous évoluons dans un secteur où l'expérience et le savoir-faire jouent beaucoup. Nous menons une politique pour fidéliser nos salariés et le turnover est faible », poursuit le centralien. Ainsi il y a dix ans a été créée la Klépierre

Université, une école interne des métiers du groupe, qui dispense 21 500 heures de formations chaque année. Au sein de son directoire, Laurent Morel est épaulé par deux autres membres. Jean-Michel Gault est directeur général délégué, en charge des finances. Ce Sup de Co Bordeaux de 54 ans est un ancien de Cogedim. Pour sa part, Jean-Marc Jestin, HEC de 46 ans, est directeur des opérations. Après avoir débuté dans l'immobilier chez Arthur Andersen, il a notamment œuvré chez Unibail-Rodamco. Sept membres composent par ailleurs le comité de direction. Bernard Deslandes, 53 ans, est directeur du développement. DESS d'urbanisme, il a intégré le groupe en 1992 et a été notamment directeur de programme. Marie-Thérèse Dimasi, 52 ans, est directrice juridique et RH. DESS en droit du commerce et MBA d'HEC, elle a occupé le même poste au sein d'une filiale

immobilière de la Caisse des dépôts avant de rejoindre le groupe en 2001. Frédéric de Klopstein, HEC de 43 ans, est directeur des investissements. Chez Klépierre depuis quatorze ans, il a exercé chez L'Oréal et Paribas. Arrivé en 2013, Guillaume Lapp, 47 ans, est directeur général, centres commerciaux France. Sciences Po et ENPC, il a travaillé chez Unibail, Batipart, Korian et Belambra. Autre femme de l'équipe, Sandrine Quesnel, Sciences Po de 50 ans, est directrice communication marketing, fonction qu'elle occupait jusqu'en 2012 chez GrandOptical. Pilier du groupe depuis 1988, Gontran Thüring, 55 ans, est directeur commercial groupe. Sciences Po et ESCP Europe, c'est un ancien de Bernard Krief. Enfin, Bruno Valentin, 48 ans, est directeur financier adjoint. Ce diplômé de Dauphine a passé quatorze ans dans l'audit avant de rejoindre Klépierre en 2004. CC.

28 | CHRONIQUES

Le parfum entêtant d'une étrange défaite, comme en juin 1940, mais économique

L'histoire se répète, et après la tragédie militaire, la farce économique.

Libres
ÉCHANGES



Jean-Pierre Robin

On célèbre cette semaine le débarquement du 6 juin 1944 et son soixante-dixième anniversaire. Mais en ce mois le plus long de l'année - pour la durée de ses jours et la brièveté de ses nuits - un autre événement hante les esprits : la défaite de juin 1940. « L'étrange défaite », comme l'a appelée l'historien Marc Bloch, qui en a donné un impérissable récit dès l'été 40. Il faut relire ce témoignage à chaud de la « drôle de guerre » 39-40. Il vaut plus encore par son analyse magistrale de la société française sclérosée de l'entre-deux-guerres à l'origine de la débâcle militaire. Or ce diagnostic de l'historien assassiné depuis sa publication, en 1946, éclaire de façon accablante notre situation présente.

France-Allemagne, la paix est certes revenue. Sauf qu'à comparer leurs performances respectives on a l'impression que « l'économie est la continuation de la guerre par d'autres moyens », pour paraphraser la célèbre formule de Clausewitz. Point besoin de redonner les chiffres, de chômage, de commerce extérieur ou de croissance : ils vont tous dans le même sens et leur parfaite cohérence montre que nous sommes battus à plate couture.

Au-delà de la latanie des statistiques, l'état d'accablement des gens rappelle cruellement le printemps 1940. Voici ce que notait le 22 mai 1940 (un mois avant la déroute finale et la demande d'armistice), à propos de ses compatriotes, l'écrivain Julien Gracq, mobilisé sur le front belge comme lieutenant : « Pas le moindre élan, pas même la

moindre colère : le malheur. Complet et sans issue : on a renoncé. "Vous ne pouvez rien faire, ils sont trop forts", disent les civils, impuissamment. Les Allemands sont trop forts : c'est toujours le sentiment latent en 2014 parmi les Français, prostrés et tétanisés par les chiffres du chômage, l'euro trop fort, « l'Europe qui doit entendre ce qui s'est passé en France » (dixit François Hollande), les menaces d'un traité de libre-échange transatlantique, etc. Rien ne va, « c'est la crise », « c'est galère », comme on entend dire dans les transports en commun.

Le dernier « Eurobaromètre » de la Commission européenne, qui prend régulièrement le pouls des citoyens de l'Union, a été réalisé en mars 2014. Il est sans ambiguïté sur le moral des troupes : pour 84 %

Pourquoi un tel décrochage alors que la France et l'Allemagne possèdent la même monnaie, que leurs entreprises entretiennent des relations intenses ?

d'entre eux, les Allemands considèrent que « la situation économique de leur pays est bonne », alors que 87 % des Français jugent « mauvaise » celle de la France. Plus grave, peut-être, outre-Rhin, 74 % de la population estiment « que les gens de notre pays (l'Allemagne) ont beaucoup de choses en commun » quand à peine 57 % des Français sont de cet avis pour leur propre pays. Il faut reconnaître que ce n'est pas vraiment un scoop : il y a deux mille ans déjà, Jules César décrivait « les Gaulois comme constamment querelleurs et incapables de s'unir sous un gouvernement stable ».

Mécontents et divisés, les Français éprouvent en outre une « honte de soi », comme en témoigne l'enquête annuelle sur la compétitivité de l'IMD (la business school de Lausanne classée ainsi les 60 économies nationales les plus importantes). La France y figure en 27^e position pour la compétitivité (les États-Unis premiers et l'Allemagne sixième), un résultat comparable au classement de Davos. Le plus inquiétant dans l'étude de l'IMD est que

l'Hexagone est relégué au cinquième rang pour « l'image de leur pays à l'étranger » ; ce second classement est réalisé à partir d'une enquête d'opinion auprès de 4 300 dirigeants d'entreprise.

Pourquoi un tel décrochage, alors que la France et l'Allemagne possèdent la même monnaie, que leurs chefs d'État et de gouvernement se sont rencontrés des centaines de fois depuis le traité de l'Élysée de 1963, que leurs entreprises entretiennent des relations commerciales intenses et que leur niveau de développement humain est fondamentalement le même ?

« Nos chefs ou ceux qui agissaient en leur nom n'ont pas su penser cette guerre... Au milieu de beaucoup de contradictions, ils ont prétendu, avant tout, renouveler en 1940 la guerre de 1914-1918. Les Allemands faisaient celle de 1940 », écrivait Marc Bloch dans les semaines qui ont suivi le désastre. Et il renvoyait dos à dos bourgeois et ouvriers, accusés les uns et les autres d'indolence au travail, d'esprit de routine et de conservatisme intellectuel.

En matière économique aussi les Français semblent constamment en retard d'une guerre. Leurs élites politiques et économiques ont cru faire œuvre de génie en « empruntant » la stabilité monétaire allemande à travers l'euro, à l'instar de Prométhée volant le feu aux dieux de l'Olympe. Mais il n'y a pas de panacée. Nos dirigeants ont oublié l'un des grands préceptes de Clausewitz : « On adapte ses armes et ses méthodes. » Pour leur part, les généraux allemands s'en sont largement inspirés avant 1940, tout comme le chancelier Gerhard Schröder avec ses emblématiques réformes de l'Agenda 2010 lancées en 2003.

La France reste quant à elle engeée dans des débats idéologiques convenus. Sa politique économique s'énonce en termes technocratiques d'appareils : crédit d'impôt compétitivité emploi, pacte de responsabilité... C'est inepte pour le commun des mortels. Et donc absolument pas mobilisateur. Paul Reynaud était aux manettes en juin 1940, de même que François Hollande en juin 2014, deux anciens HEC, pourrait-on observer, pour créer un lien supplémentaire entre les deux époques. Au risque de se faire mal voir par cette honorable « école d'épiciers », comme ils s'appellent eux-mêmes.



IDÉES

POUR DEMAIN

PAR Yann Le Galès

Le réceptionniste et les managers

Les entreprises sont passées maîtres dans l'art de la complexité. « Le nombre de procédures, de strates hiérarchiques verticales, de structures d'interface, d'organes de coordination, de fiches de suivi et de processus de contrôle des décisions s'est accru de manière stupéfiante - entre 50 % et 350 % suivant l'entreprise considérée », observent Yves Morieux, directeur associé senior au bureau de Washington du Boston Consulting Group (BCG), et Peter Tollman, directeur associé senior au bureau de Boston du Boston Consulting Group, qui publient *Smart Simplicity*. Six règles pour gérer la complexité sans devenir compliqué aux Éditions Manioba/Les Belles Lettres.

« Dans le quintile de tête des organisations compliquées, les équipes passent entre 40 % et 80 % de leur temps à la perdre », résumant les deux auteurs.

Cette capacité à créer une organisation toujours plus sophistiquée au nom des grands principes du management enseignés dans les meilleures écoles et universités est la principale raison de la montée de la démotivation chez les salariés, quel que soit le pays. Les Américains satisfaits de leur travail ne sont plus que 47 % en 2011 contre 61 % en 1987.

Pour mettre fin à cette situation, Yves Morieux et Peter Tollman proposent six règles de simplicité. La première part d'un constat simple : les managers ne savent pas ce que font les cadres et les employés qui travaillent sous leur responsabilité. Ils préfèrent créer de nouvelles structures et de nouveaux processus. L'exemple des hôtels appartenant à une société de tourisme rebaptisée Interlodge dans le livre le démontre avec éclat.

Confrontée à une chute de l'action provoquée par une faible rentabilité, la direction lance deux campagnes d'actions sans succès. Elle fait appel aux consultants du BCG, qui passent « un mois à observer et parler à des réceptionnistes dans plusieurs



Yves Morieux, directeur associé senior au bureau de Washington du BCG. DR

hôtels ». Ils découvrent que ces jeunes salariés ont trouvé une parade pour répondre aux nombreuses plaintes des clients. Ils gardent des chambres en réserve et les proposent à ceux qui se plaignent d'un téléviseur hors d'usage ou d'un robinet qui fuit parce que les femmes de ménage et le service de maintenance n'ont pas accompli leur travail et ne coopèrent pas entre eux. La direction décide de donner plus de responsabilités aux réceptionnistes. L'action a presque triplé en deux ans.

Amener chacun à comprendre que ce qu'il fait aujourd'hui aura des conséquences concrètes sur ce qu'il fera demain peut être également utile. La direction des ressources humaines d'un groupe minier avait ajouté un nouvel indicateur de performances comprenant lui-même quatre sous-indicateurs pour obliger les responsables de site à préparer de nouveaux talents prêts à leur succéder. Ce fut l'échec. Elle a finalement demandé à chaque responsable de site de proposer deux candidats pour le remplacer. La formule s'est révélée bonne. Car les méthodes de management les plus efficaces exigent tout simplement de « retourner à la réalité du travail » et de « faire confiance à l'intelligence » des collaborateurs.

Jun 1940. L'armée française en déroute alors que progresse l'armée allemande en France.

RUE DES ARCHIVES



PROSPECTIVE
BOURSE

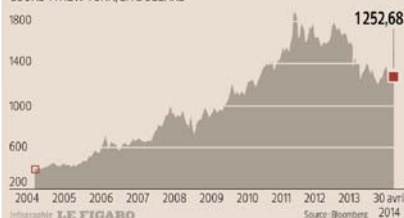
PAR Roland Laskine rlasidine@lefigaro.fr

L'or ne répond plus aux événements européens

Les cours de l'or se font désormais en Asie

MÉTAUX À 1 255 dollars l'once la semaine dernière, l'or n'a guère réagi à la montée des partis nationalistes hostiles à la construction européenne lors du dernier scrutin. Tout comme la crise ukrainienne avait laissé de marbre le métal jaune. L'absence de réaction des cours de l'or aux événements qui secouent le Vieux Continent n'a rien d'étonnant, car le marché s'est déplacé vers l'Asie, et les spéculateurs font profil bas.

L'once d'or depuis 10 ans
COURS À NEW YORK, EN DOLLARS



Les fonds indexés sur le métal jaune perdent leur attrait

Au cours du premier trimestre, la demande mondiale d'or est restée à peu près inchangée à 1 074 millions de tonnes, selon les statistiques du World Gold Council. L'offre a également peu varié, la hausse de 6 % du volume extrait des mines ayant été compensée par le recul du tonnage issu du recyclage. La stabilité actuelle des cours du métal précieux s'explique par le retour à une situation de marché essentiellement dirigée par les fondamentaux. Près de la moitié de la demande provient de l'industrie joaillière, qui n'a progressé que de 3 % au cours des trois premiers mois de l'année, quand les achats à des fins industrielles et les achats des banques centrales ont très légèrement reculé. L'élément le plus important est l'effondrement du nombre d'opérations spéculatives : d'un côté les achats de métal en barre ont chuté de 39 % (essentiellement en raison des restrictions imposées par le gouvernement indien) et de l'autre les transactions liées aux placements financiers comme les trackers indexés sur le prix de l'or sont en chute libre. Alors que les ventes de métal liées aux produits dérivés indexés sur l'or portaient encore sur 879 tonnes en 2013, ces dernières

sont presque revenues à zéro au cours du premier trimestre.

L'Asie domine le marché, l'Europe est devenue un acteur secondaire

La montée en puissance de la Chine, devenue en 2013 le premier acheteur mondial, change considérablement la donne. Les dernières statistiques du World Gold Council révèlent la marginalisation de l'Europe qui n'a acheté que 54 tonnes de métal précieux, contre 278 tonnes pour la Chine et 190 tonnes pour l'Inde. La France qui était auparavant un important acteur n'a plus qu'une part insignifiante, puisque nous n'avons acheté que 0,4 tonne au cours des trois premiers mois de l'année. Cette marginalisation explique pourquoi les cours n'ont pas réagi à la montée du Front national aux élections du 25 mai. Nos voisins immédiats sont un peu plus actifs, avec 22 tonnes achetées par les Allemands au cours du troisième trimestre et près de 10 tonnes par les Suisses.

La demande chinoise pousse les cours à la hausse

Si Londres reste la première place d'échanges au niveau mondial, les cours de l'or se font désormais en Asie. L'an der-

+ 4,25 %

La hausse de l'once d'or depuis le début de l'année

nier, la demande chinoise a augmenté de 32 % atteignant un record absolu de 1 066 tonnes, note le World Gold Council. D'ici à 2017, la Chine pourrait chaque année acquérir au moins 1 350 tonnes. Cette explosion de la demande est attribuable au niveau de prospérité du pays et à son urbanisation croissante. La part prépondérante que représente la Chine sur le marché de l'or explique pourquoi tous les pronostics réalisés par les experts occidentaux ont été déjoués... Les prévisions d'évolution des cours sur les marchés de matières premières sont toujours très aléatoires, mais tout semble indiquer que la demande d'or en provenance d'Asie restera solide. Parallèlement, l'offre stagne depuis des années autour de 3 000 tonnes par an et les coûts d'extraction sont de plus en plus élevés. Dans ces conditions, le métal jaune devrait rester recherché à l'échelon mondial, quelles que soient les menaces de déflation qui planent sur l'Europe. ■

EDF, la SNCF et Total sont les entreprises préférées des cadres

Les groupes publics sont jugés les plus attractifs par les cadres, selon le Baro-éco de Viavoice pour HEC, « Le Figaro » et France Inter.

YANN LE GALÈS @YannLeGales

SONDAGE Les cadres français jouent la sécurité. Selon le Baro-éco Viavoice pour HEC, Le Figaro et France Inter, EDF arrive en tête des entreprises les plus attractives. 16 % des cadres déclarent spontanément vouloir y travailler dans les années qui viennent. Le groupe public est suivi par la SNCF qui séduit 10 % des personnes interrogées.

Total arrive en troisième position. Airbus Group en quatrième position. L'américain Google en cinquième position. « Les cadres qui hésitent font le choix de la stabilité en cette période de perspectives économiques moroses. Ils privilégient des entreprises qui investissent sur le long terme », analyse François Miquet-Marty, directeur associé de Viavoice.

Leur réputation de bien traiter leurs collaborateurs est un formidable atout. « Les groupes publics combinent la sécurité de l'emploi, les avantages en nature et d'importantes perspectives professionnelles », poursuit François Miquet-Marty.

Un meilleur moral

EDF et Total ne sont pas les seuls groupes présents dans l'énergie à attirer les cadres. GDF Suez est en 9^e position, ex aequo avec Areva. Veolia Environnement est à la 12^e place. « Le secteur de l'énergie a de fortes perspectives d'investissement humain, financier, industriel avec la diversification inépuisable des sources d'énergie. Il offre de vraies perspectives d'avenir et de solution », souligne François Miquet-Marty.

Malgré cette attirance pour les valeurs sûres et les très grands groupes, les cadres accordent

Indice du moral des cadres

L'indice synthétique du moral des cadres est la moyenne des indicateurs qui composent le baromètre. Quand l'indice est positif, les anticipations optimistes l'emportent sur les anticipations pessimistes.



PENSEZ-VOUS QUE DANS LES MOIS QUI VIENNENT, VOTRE SITUATION FINANCIÈRE...



PENSEZ-VOUS QUE DANS LES MOIS QUI VIENNENT, LE NOMBRE DE CHÔMEURS EN FRANCE...



leur suffrage à un nouveau champion tricolore qui s'est taillé une réputation de flibustier du mobile et de l'Internet. Ils placent Free, fondé par Xavier Niel qui a dynamisé le marché français du téléphone, en treizième position devant le géant mondial du luxe LVMH, le groupe Bouygues et le suisse Nestlé.

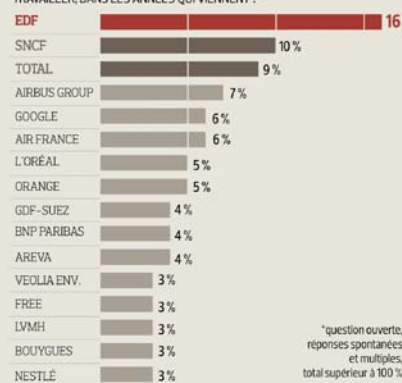
Les cadres affirment ainsi haut et fort leur besoin de sécurité personnel et leur aversion à la

prise de risque. Cet état d'esprit qui ne favorise pas une relance de la machine économique, est révélateur de leurs inquiétudes. Certes, le Baro-éco constate une amélioration de leur moral avec une hausse de 5 points de l'indice qui atteint moins 38.

Les cadres sont moins nombreux à craindre une hausse du chômage (55 % contre 65 % il y a quatre semaines), malgré la croissance nulle enregistrée au

Les entreprises les plus attractives auprès des cadres

SI VOUS DEVIEZ CHANGER DE TRAVAIL, QUELLES SONT TOUTES LES GRANDES ENTREPRISES DANS LESQUELLES VOUS AIMERIEZ TRAVAILLER, DANS LES ANNÉES QUI VIENNENT ? *



* question ouverte, réponses spontanées et multiples, total supérieur à 100 %

DE MANIÈRE GÉNÉRALE, DIRIEZ-VOUS QUE VOS COLLABORATEURS SONT ACTUELLEMENT...



Infographie LE FIGARO

début de l'année. Ils ne sont que 36 % à croire que leur situation financière personnelle va se dégrader, contre 43 % à la mi-avril. Près d'un sur deux affirme qu'elle restera stationnaire. Les cadres sont également plus nombreux à estimer que leurs collaborateurs sont motivés (38 % contre 34 % en avril).

Mais ils ne sont plus que 15 % à prévoir que le niveau de vie en France s'améliorera, contre 17 %

en avril. Ils sont encore 84 % à juger que les opportunités pour faire progresser leur carrière sont faibles. Un chiffre stable depuis avril. Il est donc difficile d'affirmer que le rebond du moral des cadres va se poursuivre. « Les améliorations de leurs opinions restent très volatiles sur le long terme, conclut François Miquet-Marty. Elles sont fortement tributaires de l'actualité sectorielle et macroéconomique. » ■



BERNARD RAMANANTSOA DIRECTEUR GÉNÉRAL D'HEC PARIS

« Intrapreneurs »

En regardant ce palmarès des entreprises les plus attractives, on en tire quelques enseignements sur les leviers de motivation des cadres : sécurité de l'emploi, sens du service public, grands groupes à fort potentiel de développement, certes... mais aussi innovation et créativité. Voilà donc ce

que recherchent les cadres, ce qui les fait vibrer. Et si l'on compare ces résultats à ceux de l'an dernier, il semble bien que la fibre entrepreneuriale s'étende. Mon collègue Ulrich Hege, qui a reçu récemment le prix Syntec de la recherche en management, en fait l'analyse dans ses travaux sur la dynamique des entreprises

innovantes : l'envie d'entreprendre est loin d'être réservée aux individus, elle s'applique désormais très bien aux entreprises. Ce que l'on appelle dans un néologisme un peu barbare « l'intrapreneuriat » prend de l'ampleur ! Nous constatons cette tendance jour après jour, ce qui nous a conduits à créer un lieu

entièrement dédié à la création, l'innovation et la transversalité : l'e-Lab. Soutenu par des donateurs de la Fondation HEC passionnés par l'entrepreneuriat, ce projet est le germe des business schools de demain. Pour que les jeunes insufflent à leur tour au sein de leurs entreprises le vent de créativité qui façonnera les business models à venir. ■

Rendez-vous sur France Inter du lundi au vendredi à 7h48 avec L'ÉCO DU JOUR



L'Île-de-France est toujours la région qui crée le plus d'emplois

Midi-Pyrénées arrive en deuxième position grâce aux grands groupes et aux PME de l'aéronautique.

Les territoires qui résistent le mieux à la crise bénéficient de la présence de filières d'excellence

TERRITOIRES Ralentissement économique oblige, les entreprises françaises ont créé moins d'emplois l'an dernier qu'en 2012. Elles en ont créé 53 600, contre 65 260 en 2012, selon la cinquième édition de l'étude sur les créations et destructions d'emplois en France en 2013 réalisée par l'Observatoire F/I/E et le cabinet de conseil Kurt Salmon.

L'Île-de-France arrive une nouvelle fois en tête du classement des régions avec 24 535 créations. Elle est suivie par Midi-Pyrénées qui gagne six places

par rapport à 2012. Cette région est portée par la bonne santé de l'industrie aéronautique et de l'éducation nationale. Les Pays de la Loire arrivent en troisième position grâce aux mêmes activités que Midi-Pyrénées.

Commerce et distribution

Rhône-Alpes se hisse à la quatrième place. Cette région bénéficie notamment d'un projet de la société de services informatiques Sopra Group implantée en Haute-Savoie et des embauches prévues par l'Éducation nationale. La

Bretagne est en cinquième position. Les régions qui ont créé le moins d'emplois sont la Franche-Comté, le Languedoc-Roussillon, Champagne-Ardenne et l'Auvergne.

« La fracture territoriale et les écarts de développement sont confirmés. L'Île-de-France reste le poulmon économique de la France. Le quart Nord-Est n'a pas encore achevé ses mutations économiques à l'exception de bassins d'emplois dynamiques comme l'Alsace », observent les auteurs de l'étude.

Les territoires qui résistent le

mieux à la crise bénéficient de la présence de filières d'excellence. Le Nord-Pas-de-Calais a, par exemple, une forte activité en logistique, en vente par correspondance et dans les technologies de l'information.

Sans surprise, l'étude confirme le recul des emplois industriels alors que les emplois dans les services augmentent. Mais, soulignent les experts qui ont mené l'enquête, le déséquilibre est moins fort entre industrie et services si les emplois créés par l'État et notamment l'Éducation nationale sont exclus.

Les emplois dans le commerce et la distribution progressent par rapport à 2012, grâce à l'ouverture de nombreuses enseignes et de centres commerciaux. Ce phénomène touche particulièrement l'Île-de-France avec, par exemple, le lancement du mall Beaugrenelle dans le XV^e arrondissement à Paris. « Ces projets sont structurants, soulignent les responsables de l'étude. Ils se traduisent également par la création d'emplois indirects dans l'entretien, le gardiennage, la sécurité, les transports, la formation. » ■

Y. LE G.

Le DRH est un acteur clé du changement

Lauréat du prix du DRH de l'année 2013, Thierry Baril, directeur général des ressources humaines d'Airbus et d'Airbus Group, explique pourquoi le DRH a un rôle clé dans la mise en place de la stratégie.

YANN LE GALÈS @YannLeGales

PARCOURS Le 18^e prix du DRH de l'année organisé par Cadremploi et Hudson en partenariat avec Le Figaro Économie et BFM Business sera remis le 16 juin. « Le prix récompense la trajectoire d'un homme et ses valeurs personnelles », explique Thibaut Gemignani, directeur général de Figaro Classifieds. « J'ai été très honoré de recevoir le prix de DRH de l'année en 2013, témoigne Thierry Baril, directeur général des ressources humaines et membre du comité exécutif d'Airbus et d'Airbus Group. Cette très belle distinction qui témoigne de la reconnaissance de ses pairs a rejoints positivement sur mes équipes. »

Thierry Baril souligne que le directeur des ressources humaines doit faire siens trois mots clés : vitesse, agilité, simplicité. « Il est un acteur clé du changement. Il a une empreinte sur la stratégie de l'entreprise. Il doit être proche du business et être partie prenante dans la prise de décision qu'il va ensuite accompagner », poursuit le directeur général des ressources humaines d'Airbus Group.

Car les entreprises qui manœuvrent dans un monde de plus en plus complexe risquent d'oublier que la mobilisation de leurs collaborateurs est un élément clé pour atteindre leurs objectifs. « Les directeurs des ressources humaines occupent des postes de plus en plus stratégiques », analyse Alexis de Bretteville, CEO d'Hudson pour l'Europe.

Prendre des risques

« Son rôle est de simplifier les systèmes de l'entreprise pour générer de la valeur et de la performance tout en veillant à la dimension humaine », affirme Thierry Baril. Proche des responsables opérationnels, le directeur des ressources humaines doit « travailler au développement des compétences, à l'engagement des équipes. Il doit favoriser un environnement de travail enthousiasmant ».

Le directeur des ressources humaines qui espère être lauréat du prix du DRH de l'année doit répondre à plusieurs critères. « Il doit être un généraliste qui a un impact sur le business tout en conservant une vé-

ritable authenticité. Il doit avoir un parcours régional et international », observe Thierry Baril.

Il ne doit pas être sur le point de quitter l'entreprise ou de prendre sa retraite. Il doit être en phase avec l'actualité et être capable de faire avancer sa fonction. « Le directeur des ressources humaines accompagne les profondes mutations du monde du travail. La globalisation de l'économie. La révolution digitale, les nouveaux systèmes managériaux. Il doit donner du sens dans des événements de plus en plus orientés vers le court terme », précise Alexis de Bretteville.

Membre du comité de direction pour défendre ses idées en toute liberté, il doit être porteur d'une vision au service de l'entreprise et de la profession. « Le trophée récompense un homme ou une femme de courage, prêt à prendre des risques. Il doit être capable de dire non à son patron et ne pas oublier que dans DRH il y a un h comme humain », résume Thibaut Gemignani.

Alors que les entreprises françaises sont de plus en plus présentes à l'international, il est également souhaitable que le directeur des ressources humaines soit capable de travailler dans un environnement multiculturel.

Cette qualité est de plus en plus exigée par des entreprises familiales et de belles PME implantées en Chine, en Asie ou en Amérique latine. Car après avoir pris pied sur de nouveaux marchés, ces champions ont besoin de mettre en place une véritable politique de ressources



Thierry Baril souligne que le directeur des ressources humaines doit faire siens trois mots clés : vitesse, agilité, simplicité. DRH

humaines, une stratégie de recrutement et de rémunérations qui permettent une croissance maîtrisée en attirant les meilleurs talents et en les retenant.

« Le métier a profondément évolué au fil des années. Membre à part entière du comité de direction, le directeur des ressources humaines peut espérer devenir directeur gé-

néral ou PDG », affirme Thibaut Gemignani. Nonce Paolini, qui a été lauréat du prix du DRH en 2000 quand il était directeur des ressources humaines de TFI, a ouvert la voie en devenant PDG de la chaîne de télévision TFI après avoir été directeur général de l'opérateur téléphonique Bouygues Telecom. ■

Le prix du DRH de l'année 2014 est remis lundi 16 juin

La 18^e cérémonie de la remise du prix du DRH de l'année se déroule lundi 16 juin à l'hôtel Salomon de Rothschild dans le VII^e arrondissement à Paris (www.drhdelaannee.fr). Une table ronde consacrée au thème « DRH et le H dans tout ça ? » précède la remise du prix. « J'ai été impressionné par le professionnalisme du jury et le temps qu'il a consacré à

étudier les dossiers », témoigne Thierry Baril qui a rejoint le jury après avoir remporté le prix en 2013. « Le nouveau lauréat qui rejoindra le jury doit s'attacher à expliquer que le directeur des ressources humaines doit avoir un impact stratégique dans l'entreprise. Il doit aussi s'attacher à le faire savoir », affirme Thierry Baril.

Y. L. G.

Les contrôleurs de gestion sont très recherchés

L'informatique et la pharmacie proposent des rémunérations supérieures au marché.

CHRISTINE PÉDAILLO

MISTÈRE Les rémunérations progressent timidement dans les métiers de la gestion et de la finance. « Depuis 2010, on note une progression salariale de 5 % à 10 % pour des fonctions qui ont évolué comme le contrôle de gestion, le contrôle financier et l'audit interne », explique Ludovic Bessière, national business director au cabinet Hays. Les métiers de la comptabilité et du contrôle de gestion sont pourtant en tête des recrutements. « Le contrôle de gestion semble monter en puissance et reprendre l'avantage sur la comptabilité », observe Bruno Fadda, directeur associé chez Robert Half.

Diplôme, zone géographique, expérience professionnelle, domaine d'activité. Chacun de ces paramètres compte. Les spécialisations (ressources humaines, industrie,



commercial) sont valorisées. Des secteurs comme l'informatique et la pharmacie proposent des salaires au-dessus du marché. Résultat, un contrôleur de gestion ayant trois à cinq ans d'expérience pourra gagner entre 40 000 et 65 000 euros par an.

Les métiers de la comptabilité et du contrôle de gestion sont en tête des recrutements.
3THOUSANDPHOTO/STO - FOTOLIA

En comptabilité, la polyvalence et les compétences en langue maîtrisées par peu de candidats séduisent les employeurs. Les responsables de la comptabilité générale capables de s'occuper de la comptabilité jusqu'à l'élaboration de la liasse fiscale sont recherchés par les PME. Une personne qui est parfaitement à l'aise dans les nouvelles normes et qui parle anglais disposera d'atouts pour négocier un plus salarial à condition de rester raisonnable. Les métiers de la consolidation, de la trésorerie, de l'audit interne, de la paye recrutent moins mais les offres sont toujours plus nombreuses que les candidats. « Il n'existe pas de filière de formation pour les gestionnaires paye. Ce métier s'apprend en cabinet. La rémunération peut osciller entre 25 000 et 35 000 euros par an selon le nombre d'années d'expérience. Elle est plus élevée en fonction du nombre de personnes à manager et des responsabilités », précise Ludovic Bessière.

Le salaire des directeurs administratifs et financiers stagne quand il ne baisse pas. « Beaucoup de directeurs financiers de qualité sont disponibles sur le marché. Certains, après un parcours sans faute, ont pu passer vers la sortie pour des rai-

sons de coût. Ils gagnaient 100 000 euros par an. Ils doivent ramener sur une base de 85 à 90 000 euros par an pour rester dans la course », constate Grégoire Conquet, directeur de la division finance de Badenoch & Clark.

Ces bras droits du directeur général n'ont pourtant jamais eu de tâches aussi variées. Selon l'étude 2014 de rémunération nationale réalisée par Hays, près de 7 directeurs administratifs et financiers sur 10 ont des responsabilités en plus de leur métier de base : informatique, ressources humaines, juridique et fiscal. Mais ces responsabilités qui se généralisent dans la profession n'entraînent pas de hausse salariale. « Un contrôleur de gestion ou un responsable comptable aura à travailler sur une délocalisation, une gestion de projet », souligne Grégoire Conquet.

La taille des entreprises compte. PME et ETI sont un peu plus souples dans les négociations portant sur la rémunération. Les grands groupes qui appliquent des grilles figées mettent en valeur leur politique d'investissement-participation et les perspectives de carrière. « Des recrutements peuvent acheter pour 2 000 à 3 000 euros en salaire fixe pour des rémunérations annuelles de 40 000 à 50 000 euros », constate Bruno Fadda.

La part variable mais objectifs individuels et résultats collectifs. Réalistes, les candidats préfèrent négocier le fixe que de miser sur un bonus. Malgré ce contexte difficile, le marché pourrait repartir. « Il est de plus en plus actif. Nos portefeuilles se remplissent. Les entreprises sont plus enclines à ouvrir les recrutements à l'externe », estime Bruno Fadda. Mais les candidats ne doivent pas espérer des progressions de salaire de 10 %. Ils le savent car cela n'a jamais été le cas dans les métiers du chiffre. ■

EN BREF

Crédit Agricole Immobilier finance un maître spécialisé IBE

Armel de La Bourdonnaye, directeur de l'École des Ponts ParisTech, François Bertière, président de la fondation des Ponts, et Michel Goutorbe, directeur général de Crédit Agricole Immobilier, ont signé une convention de mécénat en faveur du maître spécialisé immobilier, bâtiment, énergie (IBE) créé par l'école des Ponts ParisTech en 2011. Crédit Agricole Immobilier s'engage à apporter un soutien financier à la formation sur 3 ans.

57% des Français bénéficient d'une complémentaire santé

Les résultats de l'Observatoire de la Santé YouGov pour Mercer montrent que les Français restent très attachés à leur mutuelle. 57 % des sondés sont couverts par une mutuelle d'entreprise obligatoire. S'ils devaient faire un choix, 6 Français sur 10 préféreraient conserver la participation employer à leur mutuelle à une hausse de salaire équivalente.

Des salaires compris entre 22 500 et 160 000 €

Le salaire fixe brut annuel de six métiers de la finance et de la gestion.
- Directeur financier et responsable administratif dans une entreprise réalisant moins de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires : 55 000 à 65 000 euros en 2013. 50 000 à 65 000 euros en 2014. Travaillant dans une entreprise qui réalise entre plus de 100 millions et moins de 500 millions d'euros de chiffre d'affaires : 120 000 à 170 000 euros en 2013. 110 000 à 160 000 euros en 2014.
- Contrôleur financier ayant de cinq à sept ans d'expérience :

50 000 à 65 000 euros en 2013. 47 000 à 65 000 euros en 2014.
- Contrôleur de gestion ayant deux ans d'expérience maximum : 30 000 à 37 000 euros en 2013. 30 000 à 37 000 euros en 2014. Ayant entre deux et trois ans d'expérience : 35 000 à 43 000 euros en 2013. 36 000 à 45 000 euros en 2014. Ayant entre trois et cinq ans d'expérience : 40 000 à 50 000 euros en 2013. 40 000 à 65 000 euros en 2014.
- Directeur/Responsable du contrôle de gestion ayant plus de huit ans d'expérience : 70 000 à 100 000 euros en

2013. 63 000 à 100 000 euros en 2014.
- Directeur/Responsable comptable travaillant dans une entreprise qui réalise plus de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires. Anime une équipe de 5 à 10 collaborateurs : 45 000 à 60 000 euros en 2013. 48 000 à 70 000 euros en 2014.
- Comptable fournisseur ayant deux ans d'expérience : 22 500 à 23 500 euros en 2013. 23 000 à 24 000 euros en 2014.

Source Robert Half : Étude de rémunérations 2014 Finance & Comptabilité.

C. P.

LE CHIFFRE
65 %

de la vingtaine d'entreprises françaises cotées employant plus de 20 000 salariés interrogées par Towers Watson prévoient de lancer une offre réservée aux salariés dans les deux prochaines années.



Michel Ghetty,
président de F/I/E/
(France Industrie & Emploi)



Michel Ghetty, président de F/I/E/ (France Industrie & Emploi)

« Il n'y a plus d'emplois pérennes aujourd'hui »

Certains secteurs d'activités, dans certaines régions, continuent de créer des emplois. Mais aucune branche n'offre de garantie à long terme.

Par Sylvia Di Pasquale

Inutile d'user de méthode Coué : la France détruit davantage d'emplois qu'elle n'en crée. Et l'étude du cabinet conseil France Industrie et Emploi réalisée avec le spécialiste en transformation des entreprises Kurt Salmon, est formelle : la France s'installe dans la crise. « Entre 2009 et 2013, on n'a jamais cessé de détruire des emplois », souligne Michel Ghetty qui a copiloté la 5^e édition de ce panorama hexagonal des créations et destructions d'emplois. Et l'an passé les créations n'ont pas compensé les destructions. Du coup, on se retrouve avec un solde négatif de 100 000 emplois ». L'industrie souffre, le BTP s'effondre, les services commencent à être atteints et « même la R&D semble touchée ». Malgré tout,

« Près de la moitié des emplois créés le sont en Ile-de-France »

l'étude livre également quelques raisons de garder son sang-froid. D'abord, les destructions d'emploi ont malgré tout diminué l'an passé (-31%). Il faut notamment se méfier des faillites très médiatisées. Ces grands plans sociaux ne concernent que 7 % des emplois détruits. « Et dans ces entreprises, les salariés sont mieux protégés que dans les PME et les TPE. » Des entreprises liquidées loin des caméras. La sinistrose est également une question géographique. Si certaines régions, comme la Champagne-Ardenne, la Haute-Normandie ou la Picardie détruisent beaucoup d'emplois, d'autres témoignent d'une vraie vitalité. C'est le cas de l'Ile-de-France, « centralisme oblige », où se crée

près de la moitié des emplois français. Mais, dans une moindre mesure, Midi-Pyrénées, ou les Pays de la Loire affichent eux aussi un certain dynamisme. Contre toute attente, le secteur agro-alimentaire crée encore des emplois dans cette dernière région. « Mais c'est surtout l'aéronautique qui recrute. » Une branche implantée à la fois à Nantes et à Toulouse et qui possède une autre qualité, de plus en plus rare : des cycles longs. Les variations saisonnières ne la touchent pas. « Malgré tout, il n'y a plus d'emplois pérennes aujourd'hui, dans ce domaine comme dans d'autres. » La fin de l'emploi à vie a peut-être sonné, pas celles des opportunités d'emploi. A condition de choisir les secteurs d'activité et les territoires qui tentent toujours leur équilibre de ce jeu délicat.

Chaque semaine dans Le Figaro Economie et en vidéo intégrale sur lefigaro.fr et Cadremploi.fr

Photos DR

Comptable Général(e)

PARIS (75) • H/F • CDI • 42 K€

Notre client est un acteur majeur dans le secteur des biens d'équipement de la personne.

Rattaché(e) au Responsable Financier France et Benelux, vos principales missions consistent à assurer les mises à jour précises et régulières des rapports comptables, à gérer les clôtures conformément aux normes du Groupe et à contrôler la performance commerciale (P&L) par rapport aux budgets, aux prévisions et aux flux de trésorerie. Vous devrez également gérer quotidiennement les besoins et les demandes des points de vente français (et du Benelux), respecter les normes et la fiscalité françaises, établir les déclarations de TVA, produire des reportings des états financiers mensuels et effectuer des rapports BI & MI mensuels.

Issu(e) d'une formation comptable DSCG, vous possédez un excellent niveau d'anglais (la maîtrise du hollandais serait un plus). Vous avez l'esprit d'analyse, êtes dynamique et êtes capable de travailler dans un environnement fortement connecté. La connaissance du secteur de la mode est un plus.

Plusieurs déplacements à l'étranger sont à prévoir tout au long de l'année.

Merci d'adresser votre CV par e-mail (format WORD) : finance@pagepersonnel.fr avec en objet la référence TJOB 673688 à Mohamed Maïche (Bureau de Paris).

Page Personnel
Comptabilité & Finance

www.pagepersonnel.fr

Gestionnaire Paie

ESSONNE (91) • H/F • CDD 18 MOIS • 29 K€

Notre client est un acteur majeur de son secteur d'activité.

Au sein d'une équipe de quatre Gestionnaires Paie, vous êtes chargé(e) d'établir la paie dans son intégralité, sur le logiciel HR Access pour l'ensemble des collaborateurs (environ 350) répartis sur plusieurs sites en France.

Vous centralisez et saisissez les éléments variables de la paie, et pratiquez les différents contrôles.

Vous êtes le garant de l'exactitude des bulletins de paie émis et les justifiez auprès des opérationnels. Vous êtes en charge de l'établissement des déclarations mensuelles.

Issu(e) d'une formation minimum Bac +2 type BTS/DUT, vous possédez une expérience d'au moins 5 années en gestion de la paie. Vous connaissez et pratiquez un logiciel de paie, idéalement HR Access.

Vous faites preuve de disponibilité, d'initiative, de rigueur, d'organisation, de confidentialité et aimez le travail en équipe.

Merci d'adresser votre CV par e-mail (format WORD) : finance@pagepersonnel.fr avec en objet la référence TJOB 674015 à Sidney Sedaminou (Bureau de Massy).

Page Personnel
Finance & Comptabilité

www.pagepersonnel.fr

Le savoir faire reconnu de notre entreprise nous permet de figurer parmi les leaders de la voilerie en France et à l'étranger. Afin de favoriser notre croissance nous renforçons nos structures en nous attachant de nouveaux talents et créons le poste de :

Directeur Opérationnel H/F
La Rochelle

Rattaché au Président et véritable chef d'entreprise votre mission revêtira l'ensemble des aspects de la fonction :

Commercial et développement tout d'abord : en étroite collaboration avec le Directeur Commercial, vous animez vos équipes commerciales, suivez l'activité devis, apportez votre expertise aux négociations, assurez les relations chantiers, gros bateaux, courses aux larges, courriers...

Technique et production ensuite : assisté du chef de plancher vous suivez les plannings et délais, arbitrez les choix techniques et les prix, coordonnez la bonne marche de l'atelier en lui associant étroitement tant le BE que les appros et le SAV.

Administration et financière enfin : épaulé de la RAF, vous assurez les RH du site, ainsi que le suivi financier de l'activité et de son résultat opérationnel dont vous serez le garant.

Au niveau du Groupe, vous serez responsable des achats de l'ensemble des sites (S), proposerez les investissements et participerez aux réunions de direction.

Au-delà de votre formation que nous souhaitons néanmoins supérieure, c'est avant tout votre expérience du milieu de la voile, votre introduction dans le monde de la course, votre crédibilité et la reconnaissance de votre expertise par l'ensemble des acteurs de notre environnement dont vous devrez nous convaincre.

Technicien avéré, excellent communicant, dynamique, attentif, enthousiaste, manager reconnu et impliqué vous saurez véhiculer l'image de notre entreprise et de son produit exceptionnel.

Poste basé à La Rochelle avec de fréquents déplacements. Anglais courant.

Merci d'adresser votre candidature à Thierry PHILIPPON - PHILEAS CONSEIL - Parc de la Devèze, 10 allée des Acacias, 33700 MERIGNAC sous la référence DO 140507.

E-mail : tphilippon@phileasconseil.com

Conseil en Ressources Humaines - Recherche de Cadres et Dirigeants - www.phileasconseil.com



Le savoir faire reconnu de notre entreprise nous permet de figurer parmi les leaders de la voilerie en France et à l'étranger. Afin de favoriser notre croissance nous renforçons nos structures en nous attachant de nouveaux talents et créons le poste de :

Responsable Commercial - H/F
La Rochelle (17)

Rattaché au Directeur Commercial, vous serez chargé de consolider et développer notre activité sur la zone Vendée, Charente et Sud-ouest (prospection, actions marketing et de communication, devis, négociations,...)

De formation commerciale, vous êtes passionné par le milieu nautique où vous exercez avec succès votre activité depuis au moins 10 ans. Bien introduit dans le monde de la voile (course, constructeurs... ou idéalement voilerie) vous avez su démontrer votre talent par des résultats probants et durables.

Enthousiaste, motivé, impliqué, excellent technicien, vous n'hésitez pas à naviguer tant avec vos clients que prospects afin de les convaincre de la qualité de nos produits et d'aboutir dans vos négociations.

Poste basé à La Rochelle avec de fréquents déplacements. Anglais courant.

Merci d'adresser votre candidature à Thierry PHILIPPON - PHILEAS CONSEIL - Parc de la Devèze, 10 allée des Acacias, 33700 MERIGNAC sous la référence RC 140505

E-mail : tphilippon@phileasconseil.com

Conseil en Ressources Humaines - Recherche de Cadres et Dirigeants - www.phileasconseil.com



Commercial(e) Grands Comptes Ferroviaires

ILE-DE-FRANCE • H/F • 70/90 K€

Notre client est un des leaders mondiaux du câble et de la connectique. Dans le cadre du renfort de ses activités européennes dans le secteur ferroviaire, nous recherchons un(e) Commercial(e) Grands Comptes.

Votre rôle consiste à structurer et à développer les activités de la société auprès d'un portefeuille composé de grands comptes de type constructeurs de trains, équipementiers, intégrateurs...

En collaboration avec votre direction, vous définissez la stratégie adaptée. Vous fixez les objectifs puis mettez en oeuvre votre plan d'actions.

Diplômé(e) d'une grande école d'ingénieur ou de commerce, vous justifiez d'un parcours professionnel d'au moins 10 ans dans le développement d'affaires complexes avec des grands comptes ferroviaires. Vous aimez les challenges et vous êtes orienté(e) résultats. Vous êtes un(e) excellent(e) communicant(e) et un(e) très bon(ne) négociateur(trice).

Vous parlez couramment anglais. L'espagnol et l'allemand sont des plus.

Merci d'adresser votre CV par e-mail (format WORD) : commercial@michaelpage.fr avec en objet la référence VLES 609323 à Samuel Leroux (Bureau de Neuilly-sur-Seine).

Michael Page
Commercial

www.michaelpage.fr



www.cridon-lyon.fr

Le CRIDON LYON recrute pour son département « fiscalité » (h/f)

JURISTE FISCALISTE - Lyon

Au sein d'une d'équipe importante, vous êtes chargé de rédiger des consultations et répondre aux questions téléphoniques posées par les Etudes Notariales. Votre expérience « confirmée » d'au moins 5 ans vous a permis de développer votre expérience opérationnelle et large en fiscalité des particuliers, d'entreprises et internationale. Outre vos compétences techniques, appétence pour la recherche, sens du service, esprit de synthèse, capacité d'écoute, vos aptitudes à travailler en équipe au sein d'une Entreprise pluridisciplinaire orientée « client », seront indispensables pour vous intégrer et vous développer. Une pratique du droit civil (obligations, famille) serait un plus.

Personne en situation de handicap bienvenue.

Faire parvenir CV + Lettre de motivation manuscrite sous la réf. JF / FIG via la boîte mail : recrutement@cridon-lyon.fr

emplois
avec



OFFRES D'EMPLOI

Vous
recrutez :
01 56 52 21 00
ou
figaroeco@figarocoms.fr

32

emplois
avec



OFFRES D'EMPLOI

Vous recrutez :
01 56 52 21 00
OU
figaroeco@figarocms.fr

HAYS Recruiting experts
in Accountancy & Finance

RESPONSABLE DEPARTEMENT REGLEMENTAIRE DOUANES ET TVA PARTENAIRE STRATEGIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT

h/f - Alpes-Maritimes (06)

Rémunération : 50 000 € à 70 000 €

Nous recherchons pour notre client, filiale d'un groupe national, un Responsable du département réglementaire « Douanes et TVA ».

Rattaché au dirigeant de la structure, le candidat a pour mission d'animer des sessions de formation intra ou inter-entreprises et d'aider à la création de nouveaux modules de formation. Supervisant l'équipe réglementaire, il intervient auprès de sociétés pour réaliser des audits et rédige des rapports d'assistance réglementaire. Il participe à l'élaboration et la mise en place de la stratégie de la structure, et est force de proposition dans le développement de l'activité.

De formation supérieure en Finance ou en Droit, vous justifiez d'une expérience significative d'une dizaine d'années appréhendées sur des missions d'audit (et assistance réglementaire douanes et TVA), ou comme spécialiste de la représentation fiscale TVA en France et à l'étranger. La maîtrise de l'anglais est un plus. Des déplacements en France Métropolitaine principalement sont à prévoir.

Contactez Hays Finance & Comptabilité
en précisant la réf. 1002806
nice@hays.fr ou 04 97 18 80 00



hays.fr

Recruiting experts in Accountancy & Finance/Recrutement d'experts en France & Comptabilité

HAYS Recruiting experts
in Industry

INGENIEUR METHODES ET SIMULATION FONDERIE OPTIMISER ET SOUTENIR LA PRODUCTION

h/f - Strasbourg (67)

Rémunération selon profil

Nous recherchons pour notre client, une importante société industrielle de pointe qui exporte à travers le monde, un Ingénieur méthodes et simulation fonderie.

Rattaché au Responsable du service, vous réalisez des simulations d'injection sous pression en travaillant en collaboration avec le Bureau d'Etudes, vous êtes en contact avec les fournisseurs de moules, pour leur sélection, afin de mettre en place les améliorations nécessaires suites aux simulations et participer à l'établissement des cahiers des charges. Vous suivez les réalisations, planifiez et coordonnez les activités sur le site, et assurez la mise en service des moules (capacité, qualité, formation, documentation). Vous soutenez la production au quotidien, réalisez des estimations d'industrialisation de nouveaux produits et proposez des axes d'amélioration continue. Issu d'une formation Ingénieur, vous justifiez de compétences reconnues dans le domaine de la fonderie et de l'injection d'aluminium sous pression. Pour ce poste, les candidatures de débutants seront également étudiées. Leadership, sens des responsabilités et prise d'initiatives sont les qualités requises pour vous épanouir au quotidien. La maîtrise des logiciels Magna Soft et Creo est souhaitée, un bon niveau d'anglais est indispensable.

Contactez Hays Industrie
en précisant la réf. 1002626
strasbourg@hays.fr ou 03 88 22 80 80



hays.fr

Recruiting experts in Industry/Recrutement d'experts en Industrie

GLOBAL BIOENERGIES

Notre client, la société Global Bioenergies, est l'une des rares sociétés au monde à développer un procédé de production d'hydrocarbures à partir de ressources renouvelables. Afin de poursuivre son développement et sa croissance, nous recherchons pour l'un des départements techniques un :

CHEF DE PROJET - H/F

Poste basé en Ile-de-France



Collaborant étroitement avec le Directeur de département, vous contribuez à la réussite des différents projets en cours et à venir. Ayant constamment présent à l'esprit les notions de qualité/coût/délais, vous organisez et supervisez les différentes phases des projets qui vous sont confiés, et veillez à obtenir les meilleurs résultats, en animant les équipes techniques en place.

Docteur en Biologie, vous présentez une expérience équivalente de 5 années minimum, idéalement acquise dans un contexte de développement avec des équipes d'experts scientifiques. Organisé, humble, autonome et disponible, vous savez vous approprier les enjeux de l'entreprise, à fortiori dans un contexte de forte croissance. Vous parlez anglais et êtes reconnu pour votre engagement et votre dynamisme.

Rejoignez une société de haute technologie, révolutionnaire et prometteuse.

Merci d'adresser votre candidature à : vincent.delpit@jobs.hudson.com
avec la réf. FR707498/107 dans l'objet du mail.

CONSEIL EN RECRUTEMENT
& GESTION DES TALENTS

Hudson

clio Clio recherche dans l'immédiat
un **Développeur informatique web** h/f à Paris
Avec une expérience de deux ans minimum en développement web, pour participer, dans le cadre d'un CDI, à l'évolution de notre Service Informatique. Pour ce poste, une bonne maîtrise des langages de programmation est nécessaire : PHP et SQL avancé [procédures stockées, fonctions...], confirmé, bonnes connaissances de Javascript (jQuery) et de l'intégration Web (bootstrap, HTML, CSS...).

Poste à pourvoir dès que possible à Paris. helene.fetre@clio.fr

Groupe agro-alimentaire (350 personnes), implanté dans le nord Midi-Pyrénées, recherche son :

> Directeur des Ressources Humaines h/f
Aveyron

Directement rattaché à la direction générale, vous avez en charge l'ensemble de la fonction RH (administration du personnel, relations collectives, rémunérations, formation, recrutement...). Vous participez ainsi à la définition de la politique RH du groupe et procédez ensuite à sa mise en œuvre avec pour objectif sa bonne harmonisation à l'ensemble des structures. Cadre opérationnel, vous êtes assisté d'une personne qui a notamment en charge la gestion de la paie.

De formation supérieure RH ou équivalent, vous justifiez d'une expérience réussie dans une fonction similaire idéalement acquise dans le secteur de l'agro-alimentaire.

Doté de grandes qualités relationnelles et de compétences managériales, vous faites preuve de rigueur et d'organisation.

Merci d'adresser votre candidature (CV, LM) à notre conseil :
Cabinet ARIANE 12 Consultants - 3 rue d'Athènes - 12000 RODEZ
Email : arianedec@ariane12.fr

ARIANE 12 CONSULTANTS

UN GRAND MERCI À

CGI Disneyland GDF SUEZ Lagardère Nestlé

QUAND LE SPORT PERCUTE LE RECRUTEMENT !

Le Samedi 24 mai, plus de 6000 jeunes européens se sont mobilisés au stade Charlety à l'occasion du 6^e Challenge du « Monde des Grandes Ecoles et Universités ». Un événement unique où se mêlent compétitions sportives et rencontres avec des entreprises.

Ils chantent, ils dansent, ils s'affrontent... mais également dialoguent, écoutent, échangent. C'est toute la richesse du Challenge du « Monde des Grandes Ecoles et Universités ». Les étudiants européens s'y donnent rendez-vous une fois par an pour des compétitions d'Athlétisme, un tournoi de foot et même du Basket fauteuil pour ceux qui souhaitent découvrir cette discipline. Au programme également un concours exclusif de Fantane et de Pom-poms Girls.

Cette année encore, en marge des épreuves sportives et de la sensibilisation au handicap, plusieurs grandes entreprises internationales ont participé à ce rendez-vous qui favorise les échanges voire le recrutement. Des centaines de candidats ont pu rencontrer les directions des Ressources humaines de grands groupes leaders sur leur marché. Comme qui l'est encore possible de se faire embaucher... on short !

CHALLENGE DU MONDE DES GRANDES ECOLES ET UNIVERSITES

WWW.CDMGE.FR

Responsable Qualité Fournisseurs

LIMOUSIN • H/F

Notre client, Groupe industriel du secteur aéronautique, recrute un(e) Responsable Qualité Fournisseurs.

Rattaché(e) au Directeur Qualité, vous êtes chargé(e) de la sélection, de l'évaluation, de l'agrément et du suivi des fournisseurs. Vous garantes le traitement des non-conformités fournisseurs et l'animation des ORQC au quotidien, pilotez le traitement des demandes d'actions correctives demandées aux fournisseurs (PDCA), accompagnez les fournisseurs et faites déployer la méthodologie de résolution de problèmes type 8D.

Vous participez à des groupes de résolution de problèmes et/ou les animez, vous mesurez les performances, définissez et mettez en œuvre les principes de gestion de risques fournisseurs. Vous définissez et mettez en place une démarche AQF avec les fournisseurs sélectionnés, remontez les coûts de non-qualité fournisseurs vers les Services Comptables et conduisez le programme annuel d'audits fournisseurs.

Ingénieur ou équivalent, vous disposez d'au moins 5 ans d'expérience dans une fonction similaire dans l'industrie (aéronautique, automobile, mécanique...). Vous parlez anglais couramment.

Merci d'adresser votre CV par e-mail (format WORD) : ingetech@michaelpage.fr avec en objet la référence PVMA 609279 à Vincent Massé (Bureau de Toulouse).

Michael Page
Ingénieurs

www.michaelpage.fr

MANAGEMENT et EMPLOIS

Offres d'emplois Métiers commerciaux Commerciaux, technico-commerciaux Négociateurs immobiliers IMMOBILIS RECHERCHE NEGOCIATEUR LOCATION H-F Débutant accepté salaire fixe + commission cv.herbelle@immopolis.fr	Métiers administratifs et de gestion Employés administratifs, employés de bureau FONDERIE red h/f Secrétaire de direction, Prospection foncier, Gestionnaire locatif Expier dans l'immobilier g3@groupedimension.com Les petites annonces du Figaro économie composez le 01 56 52 21 00 Gestionnaires de copropriété 94 Administrateur Biens GESTIONNAIRE Copropriété Junior H-F débutant accepté sda.ponchelt@beletole.fr	Divers Ces propositions ne sont pas obligatoirement des offres d'emploi. Emplois divers Recherche gendarme F/H avec expérience exigée 10 ans temps complet pour copropriété Mais + chambres situées à Paris 15 Loge 35 m2 disponible 01/07/2014 Envoyer votre CV au cabinet Mognet 85 Av. Paul Doumer 75116 Paris Tel. 01 45 27 46 78 ou par mail à sylvie.ferret@cabnet-ma-jard.com	Demandes d'emplois Personnel de maison Employés de maison Employée de maison avec ref. rech. poste loge en temps complet sur Paris/Haute Seine, ménage, repassage, cuisine, courses, 06 27 13 13 25. Femme, polyvalente, formée d'exp. cherche emploi, cuisine variée, repassage, garde d'enfants, personne âgée 07 81 27 95 33 - 01 48 65 94 89.
--	--	---	--

LE FIGARO économie

10 juin 2014
DOSSIER SPÉCIAL
Franchise & Entrepreneurat

Vous recrutez ?
01 56 52 21 00
figaroeco@figarocms.fr

Les opportunités **MichaelPage****Financial Controller France***

PARIS (75) • H/F • 60-75 K€

Agence de communication internationale, en fort développement.

Rattaché(e) au Directeur Financier Groupe, vous serez chargé(e) d'assurer un support et une expertise financière au Directeur Général France ainsi qu'aux équipes opérationnelles. Vous aurez la responsabilité de l'ensemble des sujets financiers et aurez un véritable rôle de soutien au développement de l'activité :

- Pilotage du revenu et support financier aux équipes opérationnelles : pricing, suivi financier des projets, facturation, etc.
- Tableaux de bord d'activité et reportings aux normes Groupe.
- Tenue des opérations comptables de l'agence, états financiers, optimisation des processus financiers et du nouvel outil de gestion.

De formation supérieure en Finance, vous justifiez d'au moins 8 années d'expérience dans une fonction similaire, acquise au sein d'un réseau international d'agences/filiales.

Vous aimez/savez prendre des initiatives et vous travaillez de manière autonome. Vous êtes reconnu(e) pour votre excellent sens de la communication et parlez impérativement anglais couramment.

*Contrôleur Financier France

Merci d'adresser votre CV par e-mail (format WORD) : finance@michaelpage.fr avec en objet la référence FGJE 609568 à Guilhem Jeannin (Bureau de Neuilly-sur-Seine).

MichaelPage
Finance & Comptabilité
www.michaelpage.frLes opportunités **PagePersonnel****Comptable Général(e)**

PARIS (75) • H/F • CDI • 35 K€

Notre client, spécialisé dans le domaine du luxe, recrute un(e) Comptable Général(e) anglais courant.

Rattaché(e) au Directeur Administratif et Financier, vos missions sont les suivantes :

- Vous gérez les comptabilités auxiliaires, de la saisie aux travaux de clôture,
- Vous analysez et justifiez les comptes, participez activement à l'établissement du bilan et à la sortie de la liasse fiscale (CVAE, contrôle TVA...),
- Vous préparez les dossiers de clôture, gérez les immobilisations,
- Vous participez activement au budget et à toutes révisions de budget,
- Vous êtes l'interlocuteur(trice) des fournisseurs et prenez en charge les encours clients.

Vous êtes titulaire au minimum d'un diplôme Bac +2 du type BTS Comptabilité Gestion (validé) et justifiez d'une expérience d'au moins 3 ans à un poste similaire idéalement en cabinet. Vous êtes autonome et connaissez les règles fiscales. Votre anglais est opérationnel.

Merci d'adresser votre CV par e-mail (format WORD) : finance@pagepersonnel.fr avec en objet la référence TJOE 673675 à Eric Champagnat (Bureau de Paris).

Page Personnel
Comptabilité & Finance
www.pagepersonnel.fr**Responsable du Contrôle de Gestion Groupe**

HAUTS-DE-SEINE (92) • H/F • CDD 12 MOIS • 80/90 K€ + BONUS

Notre client est un Groupe coté du secteur de la santé.

Rattaché(e) au DAF, et à la tête d'une équipe de 7 personnes, vous prenez en charge la supervision du contrôle de gestion Groupe, le calcul et le suivi de l'évolution des coûts de production ainsi que des prix de revient.

Vous menez la conduite de la démarche budgétaire et l'évolution du reporting du Groupe aux normes IFRS. Vous assurez la production et l'animation des outils de pilotage d'activité à destination des opérationnels. Vous êtes le garant de la mise en place et/ou de l'optimisation du système d'information.

De formation supérieure (ESC ou université), vous bénéficiez d'au moins 7 années d'expérience dans des fonctions similaires. Une expérience en environnement industriel est nécessaire. La pratique de l'anglais est obligatoire. Une expérience significative en environnement US est requise.

Merci d'adresser votre CV par e-mail (format WORD) : finance@michaelpage.fr avec en objet la référence FGBR 609547 à Olivier Brzakowski (Bureau de Neuilly-sur-Seine).

MichaelPage
Finance & Comptabilité
www.michaelpage.fr**Contrôleur(se) de Gestion Junior**

SURESNES (92) • H/F • INTERIM 18 MOIS • 36 K€

Notre client est une société leader sur son marché.

Vos missions principales sont les suivantes :

- Etablir les travaux de clôture mensuels,
- Calculer les budgets de frais généraux commerciaux et administratifs,
- Réaliser les reportings,
- Effectuer des analyses récurrentes et ponctuelles.

De formation supérieure, vous avez au moins deux ans d'expérience à un poste similaire. Rigueur, humilité et autonomie sont les qualités requises pour ce poste. Vous maîtrisez les outils informatiques, notamment Excel (tableaux croisés dynamiques et macros). Vous disposez d'un bon niveau d'anglais, à l'oral et à l'écrit. La maîtrise du logiciel SAP est un plus.

Merci d'adresser votre CV par e-mail (format WORD) : finance@pagepersonnel.fr avec en objet la référence TJOE 669268 à Camille de Boisgelin-Lorjon (Bureau de Neuilly-sur-Seine).

Page Personnel
Comptabilité & Finance
www.pagepersonnel.fr**Contrôleur(se) de Gestion Junior**

SEINE-ET-MARNE (77) • H/F • 40/45 K€ + BONUS

Notre client est un acteur international en croissance.

Rattaché(e) au Directeur Financier, vous assistez les opérations d'une Business Unit dans l'analyse comptable et financière de leur exploitation. Vous contrôlez la bonne exécution des opérations : contrat client, budget, capex, respect des procédures opérationnelles et administratives Groupe, réalisation des plans d'action.

Vous suivez les principaux indicateurs, réalisez un benchmark systématique des performances, identifiez les écarts et proposez les plans d'actions correctifs.

Vous suivez le recouvrement des créances clients, les données litigieuses. Vous vérifiez la maîtrise des risques financiers, commerciaux et immobiliers sur les sites.

De formation supérieure (ESC ou université), vous bénéficiez d'au moins 3 années d'expérience en exploitation ou en contrôle de gestion, idéalement dans un environnement multi-sites. Excellent niveau d'anglais requis.

Merci d'adresser votre CV par e-mail (format WORD) : finance@michaelpage.fr avec en objet la référence FGBR 609622 à Olivier Brzakowski (Bureau de Neuilly-sur-Seine).

MichaelPage
Finance & Comptabilité
www.michaelpage.fr**Comptable Unique**

PARIS (75) • H/F • CDI • 30 K€

Notre client, intervenant dans les secteurs de l'immobilier et de l'hôtellerie, recherche un(e) Comptable Unique.

Rattaché(e) directement au DAF, vous prenez en charge la comptabilité d'un portefeuille de sociétés. Vos missions principales sont les suivantes :

- La saisie et la tenue de la comptabilité d'un portefeuille de sociétés,
- L'établissement des liasses fiscales,
- L'établissement des déclarations sociales et fiscales,
- Les écritures d'inventaire de fin d'année,
- Le montage d'un dossier de révision à usage interne et externe.

Cette description prend en compte les principales responsabilités ; elle n'est pas limitative.

Issu(e) d'une formation comptable type BTS, vous justifiez d'au moins 3 ans d'expérience à un poste similaire, en entreprise ou en cabinet d'expertise comptable.

Vous êtes très rigoureux(se), volontaire, discret(ète) et diplomate. Idéalement, vous connaissez le logiciel Sage 100.

Merci d'adresser votre CV par e-mail (format WORD) : finance@pagepersonnel.fr avec en objet la référence TJOE 673676 à Pierre Rabozzi (Bureau de Neuilly-sur-Seine).

Page Personnel
Comptabilité & Finance
www.pagepersonnel.fr

34 MÉDIAS et PUBLICITÉ

Étienne Gernelle: « Je veux positionner "Le Point" sur le très haut de gamme »

Étienne Gernelle, le directeur de la publication du Point, est l'invité du « Buzz Média Orange-Le Figaro ».

PROPOS RECUEILLIS PAR
ENGUÉRAND RENAULT @erenault

PRESSE Depuis qu'il a succédé à Franz-Olivier Giesbert à la tête du news magazine qui diffuse à 400 000 exemplaires, Étienne Gernelle multiplie les initiatives pour opérer la transition numérique du magazine. Il ambitionne de faire du Point un magazine très haut de gamme s'adressant à tous les francophones.

LE FIGARO. - Pour la première fois « Le Point » a publié son enquête sur Bygmalion en avant-première sur le Web payant. Pourquoi ?

Étienne GERNELLE. - Nous avons décidé de cette première expérience en numérique payant car aujourd'hui l'actualité va plus vite que le rythme des hebdomadaires. Nous croyons que l'information se paye aussi quand elle est très haut de gamme et qu'elle a demandé beaucoup de travail. Plusieurs journalistes ont enquêté pendant des mois sur cette affaire Bygmalion. De plus, depuis la semaine dernière, nous avons les instruments qui permettent cette innovation à la fois sur iPad,

kiosque d'Apple. Nous avons aujourd'hui 8 000 abonnés en numérique uniquement, et ce chiffre monte très vite.

C'est la première pierre de la stratégie de paywall. Quand sera-t-elle totalement opérationnelle ? L'organisation sera terminée cet été. Nous avons déjà construit un beau produit numérique avec une belle maquette qui respecte la typographie du Point. Nous vendons de l'information mais aussi du plaisir de lecture. C'est extrêmement important de retrouver ce plaisir à la fois sur le papier et en numérique. Au début du Web, les journaux ont beaucoup dégradé la qualité de la présentation. Aujourd'hui, nous voulons réconcilier Gutenberg et Steve Jobs. L'art de la mise en page a six siècles et il faut désormais le retrouver dans le monde numérique. C'est comme le vin ou le fromage, il faut du temps pour apprendre la qualité.

Vous voulez basculer dans le payant. Quel est le modèle économique ?

Il faut réfléchir à une économie globale avec le papier, le numérique payant et le numérique gratuit. Nous allons marcher avec ce trépied. Dans le numérique gratuit, l'accès depuis des supports mobiles a dépassé celle du Web classique, qui se porte

pourtant bien, le mois dernier avec 5 millions de visiteurs uniques. Le basculement vers le mobile est donc déjà une réalité. Le gratuit a un sens. L'information va très vite, et il faut offrir un fil d'information avec à la fois des choses très sérieuses et très légères. J'ai l'habitude de dire que nous allons de Derrida à Lady Gaga. Le payant a aussi un sens. Il ne faut pas avoir de dogme pour définir ce que l'on met en gratuit ou en payant. Simplement, je pense qu'il y a une forme de journalisme qui est extrêmement chère car elle demande beaucoup d'investigation et de temps. Il est normal de faire payer cela. Ce qui compte désormais, en général, c'est de positionner le journal sur le très haut de gamme.

Le positionnement haut de gamme est votre touche personnelle ?

C'est une stratégie déjà ancienne mais nous allons continuer à faire un journal toujours meilleur, plus intelligent, avec des coups éditoriaux pour être devant nos



Étienne Gernelle, dans les studios du Figaro. BERTRAND RIOTORD / LE FIGARO

Il ne faut pas faire du journalisme "pépère", car cela ne mène nulle part

iPhone et désormais une liseuse sur le Web qui permet d'avoir le même rendu que sur l'application iPad. Les gens achètent ou s'abonnent en ligne pour avoir cette information en avant-première et quelques jours après, ils ont la mise à jour avec le journal complet.

Allez-vous renouveler cela régulièrement ?

Oui, car nous misons beaucoup sur l'investigation. Il ne faut pas faire du journalisme "pépère", car cela ne mène nulle part.

Cela risque-t-il de se faire au détriment des ventes en kiosque ?
C'est un arbitrage. Il faut décider ce que l'on met tout de suite sur Internet et plus tard sur le journal. Ce qui compte, c'est que les abonnés papier et numérique aient accès à toutes les informations qu'il leur arrive. Nous avons 270 000 abonnés papier qui peuvent accéder aux versions numériques. En outre, tout le monde peut s'abonner directement en ligne sur le site du journal ou sur le

concurrents. Il faut apporter du très haut de gamme aux lecteurs.

Avez-vous les moyens financiers de le faire alors que la presse magazine va mal ?

Nous, nous allons bien. L'an dernier, Le Point a dégagé 1,1 million d'euros de résultat net. Nous investissons énormément dans la transition numérique mais aussi dans la rédaction. Il ne faut jamais arrêter d'investir sinon on meurt !

« Le Nouvel Obs » a été vendu, « L'Express » serait à vendre. Qu'en est-il du Point ?

Cela fait dix ans qu'il y a des rumeurs de vente et cela ne s'est jamais produit. Très franchement, j'en crois pas.

Quelle est la politique de la famille Pinault, votre actionnaire ?

La politique de la famille Pinault est de garantir et de respecter l'indépendance du journal. Il n'y a pas de meilleur actionnaire possible sur la place de Paris. Je suis à tous les journaux et à tous les médias d'avoir un actionnaire comme le nôtre. Nous sommes heureux et nous souhaitons que cela continue. Je trouve très sain de gagner de l'argent et de payer des dividendes à son actionnaire.

Vous avez une ambition à l'international et notamment en Afrique. Le marché existe-t-il ?

C'est une stratégie de très long terme. Nous venons de lancer le site lepointafrique, centré sur l'économie, mais aussi l'art de vivre.

L'Afrique connaît un développement spectaculaire avec une croissance supérieure à 5 % depuis plus de douze ans. Selon une projection de l'ONU, il y aura 700 millions de francophones en 2050 dont 85 % d'Africains. Or nous voulons faire un grand journal francophone, une sorte de The Economist en français. Nous devons donc aller là-bas. En outre, il y a une petite émotion personnelle dans cette histoire : j'ai grandi au Togo.

Allez-vous bâtir une rédaction particulière ou reprendre les articles français ?

Il faut mêler les sujets du Point, qui intéressent déjà les Africains, si l'on en croit la fréquentation de notre site, avec des sujets plus pointus. Nous avons recruté un patron du site lepointafrique, Malik Diawara, qui est un grand spécialiste de l'économie africaine. À terme, nous n'excluons pas d'installer une rédaction en Afrique. ■

LES AUDIENCES

Samedi 31 mai en millions de téléspectateurs (source Médiamétrie)

TF1

4,3 millions

Jeu « Le grand concours des animateurs »
Part d'audience : 22,8 %

france 2

4,6 millions

Sport
Rugby finale Toulon-Castres
Part d'audience : 22,7 %

6

2,4 millions

Série Hawaii 5-0
Part d'audience : 11,6 %

france 3

2,3 millions

Téléfilm
Simple question de temps
Part d'audience : 11 %

EN BREF

Droit à l'oubli : Google a reçu 12 000 requêtes

Google a reçu dans la seule journée de vendredi 12 000 requêtes d'internautes européens voulant être effacés par ses services. Le premier site mondial de recherche sur Internet a lancé jeudi soir un formulaire en ligne accessible aux Européens leur permettant de demander la suppression de ces fichiers. Ces demandes seront examinées individuellement, et non traitées de façon automatique.

Un cofondateur de Pirate Bay arrêté en Suède

Le cofondateur du site de partage de fichiers The Pirate Bay, Peter Sunde, a été arrêté dans le sud de la Suède après deux ans de cavale. « Il doit purger huit mois de prison », a précisé Carolina Ekeus, une porte-parole de la police suédoise. Avec trois autres associés, il doit en outre payer une amende de 46 millions de couronnes (5,36 millions d'euros) pour les dommages portés à l'industrie de la musique et du film.



EN DIRECT DE LA SILICON VALLEY

Marie-Catherine Beuth (A SAN FRANCISCO) @M_C_B

QUAND LE RÉSEAU INFILTRE LE MONDE RÉEL

INTERNET Ces vingt dernières années n'étaient peut-être qu'une parenthèse enchantée. En quête de nouveaux horizons, les citoyens sont partis explorer les contrées numériques du Web et y ont conquis de nouveaux territoires. Mais il est temps de rentrer, de revenir dans le monde réel. « Welcome back, habitants de Weblandia », annonce Jim Stogdill, chargé de détecter les technologies émergentes chez O'Reilly Media. Ce dernier a organisé les 21 et 22 mai dernier la conférence Solid, à San Francisco. Consacrée à l'Internet des objets, elle a réuni des inventeurs qui ont un projet bien plus ambitieux que de piloter votre éclairage avec un smartphone : l'avenir qu'ils ont esquissé promet de faire sortir Internet du cadre du Web pour créer un monde doté d'une nouvelle couche d'intelligence. Des opportunités qui impli-

quent aussi de nouvelles responsabilités, réalisent un nombre croissant de ses acteurs.

« Le logiciel et le matériel convergent. On va arrêter d'appeler cela l'Internet des objets ou l'Internet tout court car il va devenir invisible de par son ubiquité. Le réseau que nous habitons infiltre le monde autour de nous », détaillait ainsi Jim Stogdill. Mais alors que nous plaçons capteurs et connecteurs partout, il invite à « ne pas se soumettre à un futur sur lequel nous n'avons aucune influence. Nous avons des choix à faire. »

Transformation de l'humain

Les mondes de l'industrie et de l'agriculture offrent déjà des exemples de cet avenir de moins en moins lointain. Les objets connectés sont en réalité des structures ou des espaces qui permettent de mesurer et d'optimiser rende-

ment, performance voire bien-être de processus ou d'animaux. C'est pour quoi Andra Keay, de Silicon Valley Robotics, non seulement anticipe la fin des interfaces, mais prédit aussi la transformation de l'humain en application de programmation (API) ambulante. Ses déplacements donneront des signaux aux machines qui les interpréteront. La maison ne sera pas simplement connectée, elle sera un « robot » à elle seule. À des machines qui deviennent ainsi de plus en plus vivantes et intelligentes, ce serait donc une erreur d'opposer une inertie humaine. Si cette nouvelle révolution numérique semble inexorable, elle doit être vue comme une invitation à penser à ses conséquences d'ensemble.

Certains sont déjà sur les rangs. Ses récentes acquisitions de Boston Dynamics et de Nest l'ont montré : Google

fait partie des entreprises nées dans « Weblandia » qui sont prêtes à devenir un acteur majeur de ce monde réel doué d'intelligence artificielle. Astro Teller, qui dirige les projets futuristes dans le domaine du hardware à GoogleX, présente la stratégie du groupe Internet ainsi : « Si on veut aider Google à devenir quelque chose de fondamentalement différent à l'avenir, il faut nous concentrer sur le monde physique. Il faut que les choses que nous construisons survivent au contact du monde réel. »

Mais le projet de Google dépasse la stratégie d'entreprise : « Beaucoup de problèmes majeurs sont physiques par nature - l'eau, l'énergie, ça ne se règle pas avec des solutions logicielles simples. Si vous vous concentrez uniquement sur le logiciel, vous renoncez à la moitié de vos chances de trouver la solution à un problème. » ■



Stella McCartney

STYLE
NOTRE SÉLECTION MODE,
BEAUTÉ, ACCESSOIRES
POUR BIEN COMMENCER
LA SEMAINE PAGE 39

LE FIGARO et vous



HIGH-TECH
LA RECONNAISSANCE
VOCALE DES MOBILES
AU BANC D'ESSAI
PAGE 40

Festivals Pluies d'étoiles sur les nuits d'été

Alors que les Nuits de Fourvière ouvrent demain et que les intermittents s'affairent, Aix, Avignon, Verbier, Montpellier... mettent les plus grands noms en haut de leur affiche. Tour d'horizon. PAGES 36 ET 37

Le festival «Les Nuits de Fourvière» à Lyon.



ÇA C'EST... PARIS !

Arnaud Le Guern

DÉJEUNER DE SOLEIL

REMISE DU PRIX MÉDITERRANÉE
AU SALON DE LA CLOSERIE DES LILAS.

Nous avons craint le pire. Sous la verrière de la Closerie des Lilas, le soleil tapait davantage que le vin, qui tardait à être servi. Les remerciements des lauréats ont duré de trop longues minutes. Premier à s'exprimer, Lorant Deutsch, Prix du livre incorrect, a fait la promotion de son prochain film. Dans les rangs, des silences et quelques rires. Étions-nous à la cérémonie des César ou sur la Croisette ? Le doute était permis. Emmanuelle Béart, charmant coup de vent, passait d'ailleurs embrasser son père, Prix Nikos Gatsos. Micro en main, Guy Béart ne s'arrête jamais. On n'a pas bien compris ce que François Hollande, « le plus honnête des socialistes », venait faire dans son discours-fleuve. Encore une référence cinématographique, peut-être. Abd Al Malik, Prix spiritualités d'aujourd'hui, a vanté les vertus de « la tolérance », « les identités mosaïques » et le « partage d'humanité ». Tout le monde était beau, tout le monde était gentil, à l'image de François Pérol, mecène du prix. Il a déclaré sa flamme à Javier Cercas, qui lui a répondu : « Je suis ivre, mais pas que de champagne. » Michel Delpech, également lauréat, n'a

pu se déplacer, souffrant. Nous n'aurions pas été contre une ritournelle : *Le Chasseur* ou *Pour un flirt* ? Patrick Poivre d'Arvor, à son habitude, faisait des jaloux. Il avait la meilleure place : face à Gérard de Cortanze, primé pour *L'An prochain à Grenade*, et à la droite de la romancière Léonor de Recondo. Jolie brune aux bras nus et au sourire qui adoucit les moeurs, elle s'est vue attribuer un prix spécial. Sans l'avoir lue, nous ne doutons pas de ses qualités. D'un carpaccio de Saint-Jacques aux fraises à un poulet fermier, plats et convives ronronnaient. Les verres se remplissaient enfin ; les langues se déliaient. Jean-Jacques Bedu, délégué général du prix, annonçait la parution de *Moi, empereur du Sahara*. Nous tenions un scoop : une danseuse étoile, qui fut carmélite pendant dix ans, se proclamait « l'épouse de Jésus ». Bruno Nougayrède, le patron trentenaire des Éditions Artège, racontait son récent rachat du Rocher. Il saluait la mémoire de Jean-Paul Bertrand, parlait du prochain roman de Patrick Besson. Carla Bruni, d'un coup, était sur toutes les lèvres. En août, l'ex-première dame sera entre les mains des lecteurs. Au café, on nous l'a promis.

LIFE IS ABOUT MOMENTS[®]
CELEBRATING ELEGANCE SINCE 1830[™]

• Les moments forts de la vie
• Calibre l'héritage depuis 1830

CLIFTON 10052
www.baume-et-mercier.com

BAUME & MERCIER
MAISON D'HORLOGERIE GENEVE 1830

EXPOS D'ÉTÉ



AIX
Du 12 juillet au 5 octobre.
Le meilleur de la collection
Pearlman. De Manet à Modigliani
(notre photo) en passant par Van
Gogh et sa *Diligence de Tarascon*.
Pour ce qui est de Cézanne, l'enfant
du pays, 18 aquarelles, quelques
dessins et, pour les hules,
une des plus belles Sainte-Victoire.



MARSEILLE
Jusqu'au 25 août.
Carnavals et mascarades d'Europe
et de Méditerranée font la fête
au MuCEM. Un monde haut
en couleur riche de 349 objets
collectés ces dernières années
ou prêtés par le musée belge
de Dinche, cité des Gilles
et des batailles d'oranges
lors du mardi gras.



RENCONTRES D'ARLES
Du 7 juillet au 21 septembre.
Les 45^e Rencontres d'Arles
vous invitent à une « Parade ».
Pour sa dernière édition,
son directeur François Hebel
invite Depardon, Christian Lacroix,
David Bailey (notre photo), Mick
Jagger, Vik Muniz, Martin Parr,
Lucien Clergue, Bill Hunt, Joan
Fontcuberta et Vincent Pérez.



LA PRISON SAINTE-ANNE D'AVIGNON
Jusqu'au 25 novembre.
Pendant les travaux
de la Collection Lambert
en Avignon, « La disparition
des lucioles », présente les
œuvres de ses artistes, rebelles
ou philosophes, dans
les 200 cellules de la prison
Sainte-Anne. D'Adel Abdessemed,
Douglas Gordon, Anselm Kiefer,
Nan Goldin, Yan-Pei Ming
à Lawrence Weiner.

L'été sera chaud dans les festivals

SPECTACLES Olivier Py, Stromae, Mc Burney, Preljocaj... l'été fait le plein d'étoiles.

Demain, Zinnias : *The Life of Clementine Hunter* ouvre le festival des Nuits de Fourvière. Signé Bob Willson, l'artiste phare du dernier automne parisien. Le « la » est donné : les festivals d'été seront au diapason des exigences de la création.

D'ores et déjà les questions brûlent. À quoi ressemblera LE premier Festival d'Avignon d'Olivier Py ? Que donnera le retour dans la Cour d'honneur du Palais des papes du *Prince de Homberg* monté par Corsetti ? Comment Simon Mc Burney a-t-il revu *La Flûte enchantée* pour le Festival d'art Lyrique d'Aix ? Olga Peretyatko embrasse-

ra-t-elle *Le Turc en Italie* ? À quoi ressemblera « La plage romantique » d'Emanuel Gat qui avait enflammé Montpellier Danse l'an dernier et y revient pour cette création ? Qu'est-ce que l'étoile Marie-Agnès Gillot et la romancière Lola Lafon vont bien pouvoir se raconter ?

À côté de ces créations, dont certaines tiendront l'affiche pendant la saison 2014-15, les nuits d'été font le plein d'étoiles : Stromae, Fauve, Natalie Dessay, Roberto Alagna et même Burt Bacharach. Si les intermittents ne viennent pas jouer les trouble-fêtes, l'été sera beau. ■

PAGES RÉALISÉES PAR
ARIANE BAVELIER, ARMELE HELIOT,
THIERRY HILLERTEAU ET OLIVIER NUC.

CUMULARDS DU ROCK

Cette année encore, les programmes de festivals chanson et rock n'échapperont pas au phénomène : les affiches interchangeables. Sans grande surprise, c'est le Belge Stromae qui cumulera le plus grand nombre d'apparitions cet été. Plus gros vendeur de disques du moment, l'homme est un phénomène que tout le monde veut voir sur scène. Le collectif Fauve lui emboîte le pas. Après une vingtaine de concerts au Bataclan, à Paris, l'autre grand succès de la saison écumerà les rassemblements estivaux avec des textes qui ont trouvé un écho retentissant auprès de la jeune génération. *Détroit*, nouveau groupe de Bertrand Cantat, complète ce trio de tête, avec un spectacle flattant la nostalgie de ceux qui regrettent Noir Désir. Cette année, plusieurs manifestations misent pourtant sur l'originalité. Ainsi, les Nuits de Fourvière (Lyon) accueillent en exclusivité l'immense compositeur Burt Bacharach. À Beau regard, c'est le rare Paul Weller, superstar du rock anglais depuis l'ère punk, qui fera l'événement. Aux Francofolies, on fêtera les trente ans de l'invention de Jean-Louis Foulquier avec Charilille Couture, Dick Annegarn, Jean-Louis Murat, les Innocents et William Sheller. Côté rock, les Américains des Black Keys et les Anglais d'Arc-

tic Monkeys sont parmi les plus assidus des scènes estivales.

O. N.

STEVIE WONDER EN VEDETTE AMÉRICAINE

En France, on cultive l'art de recevoir les musiciens de jazz avec un ferveur qui ne s'est pas démentie depuis l'après-guerre. Vétéran parmi les manifestations du genre, Jazz à Juan mise cette année sur une programmation qui sacrifie un peu l'originalité au détriment de la valeur sûre. Avec, en point d'orgue, la venue de Stevie Wonder, qui aura fait quelques jours auparavant une apparition dans le cadre de Jazz à Vienne. Il y aura croisé un autre monstre sacré, Quincy Jones, venu présenter ses nouveaux protégés au public français. Parmi ceux-ci, la jeune Nikki Yanofsky, meilleur espoir de la scène jazz actuelle. Depuis son retour en centre-ville, le Nice Jazz Festival trouve son équilibre entre têtes d'affiche et propositions plus pointues, quitte à s'ouvrir à d'autres esthétiques. Mais Cécile McLorin Salvain, belle révélation, prouve que le jazz s'enrichit de belles couleurs. À Lyon (Fourvière), Caetano Veloso assurera le contingent brésilien de l'été.

O. N.

MUSICIENS PLURIELS

Contrairement à leurs collègues de la pop ou de variété, les musiciens classiques aiment à jouer des faveurs de l'été pour varier les plaisirs et tourner plusieurs programmes à la fois. Parmi les chefs qui ne ménageront pas leurs efforts pour ne pas servir partout les mêmes opus, le jeune Raphaël Pichon et son ensemble Pygmalion. Si Rameau va occuper une large part de ses activités (*Castor et Pollux* à Montpellier puis Beaune), son carnet de bal est bien rempli : Bach (*Trauer Nacht* mis en scène par Katie Mitchell à Aix-en-Provence), Bach et fils à La Chaise-Dieu en août ou encore, la semaine prochaine à Saint-Denis, *Vêpres solennelles d'un confesseur* de Mozart et *Requiem* de Michael Haydn. Libérée de ses obligations opératiques, Natalie Dessay continuera de son côté d'arpenter les scènes d'été pour divers tours de chant. Avec Michel Legrand au Versailles Festival



et au Printemps de Pérouges. Avec Philippe Cassard au Festival Radio France de Montpellier. Côté instrumentistes, Edgar Moreau défendra son statut de nouvelle icône du violoncelle français dans toutes les configurations : soliste, chambriste, concertiste, on le retrouvera aussi bien à Saint-Denis qu'à Colmar et Sceaux. Même versatilité chez Re-

naud Capuçon, qui multipliera les grands écarts, de Saint-Denis à Évian en passant par Montpellier et le Festival Berlioz de La Côte-Saint-André. Gageons enfin que la surprise viendra aussi des festivals eux-mêmes. Parmi les nouvelles « stars » de l'été, deux méritent déjà notre attention : les Rencontres musicales d'Évian (du 8 au 14 juillet), qui renaissent sous l'impul-

C'EST POUR VOUS
LES MATINS
MARC VOINCHET ET LA RÉDACTION DU LUNDI AU VENDREDI DE 6H30 À 9H
RETROUVEZ LE COUP DE CŒUR CULTURE DE BERTRAND DE SAINT-VINCENT DU FIGARO CHAQUE MARDI À 8H55
franceculture.fr
LE FIGARO

Le chanteur Stromae.

De haut en bas, Vitrioli de Yann Mavritsakis, en Avignon, La Flûte enchantée, mise en scène par Simon McBurney, à Aix-en-Provence, Empty Moves d'Angelin Preljocaj à Montpellier et Le Quatuor Modigliani à Evian.

jusqu'au début du mois d'août. À Aix, les lycophiles de la planète se retrouveront avec curiosité au Grand Théâtre de Provence pour la nouvelle *Flûte enchantée* (du 2 au 23 juillet) mise en scène par le comédien britannique Simon McBurney – surtout connu en France pour son travail avec Peter Brook ainsi qu'avec sa propre compagnie Complicité. La musique est confiée à la baguette experte d'une étoile montante espagnole, Pablo Heras-Casado, ainsi qu'à un bouquet de jeunes voix dont le remarquable Stanislav de Barbeyrac (Tamino), formé à l'Atelier lyrique de l'Opéra de Paris. Au Théâtre antique d'Orange, Roberto Alagna fera comme à son habitude déplacer des cohortes d'admirateurs les 2 et 5 août. Le ténor y chante rien de moins qu'*Otello* de Verdi, au côté d'Inva Mula et sous la direction de Chung Myung-whun (mise en scène de Nadine Duffaut). Du côté des versions de concert, les autres festivals ne seront pas en reste. Rameau – année anniversaire oblige – se taillera une large part dans les programmations du Festival d'opéra baroque de Beaune (*Zais* par Christophe Rousset, *Castor et Pollux* par Raphaël Pichon) et celui des Jardins de William Christie (en Vendée du 3 au 30 août). Berlioz jouera à domicile sa *Damnation de Faust* à La Côte-Saint-André le 31 août, avec notamment Anna Caterina Antonacci. Enfin, les cimes helvètes de Verbier, fortement fréquentées par les Français, accueillent Rolando Villazon, le mozartien, pour *Il re pastore* (31 août) et Marc Minkowski pour un agucier *Fidelio* (26 juillet) avec René Pape dans le rôle du géolier.

T.H.

DANSE SURPRISES ET REPRISES

Parmi les nouvelles pages de danse de 2014-2015 beaucoup vont s'écrire cet été, entre juin et juillet. À Montpellier, Empty Moves d'Angelin Preljocaj, inspiré par Empty Words de John Cage que le chorégraphe clôt en ajoutant une troisième partie à celles signées en 2004 et 2007. Emanuel Gat crée une *Plage romantique*, Nacera Belaza *Les Oiseaux*, Cherkaoui *Genesis*, Wayne McGregor *Atomos*. Autant de valeurs fortes, musicales et physiques, que l'on retrouvera ensuite tout au long de la saison en France et en Europe. En Avignon, la danse forcément joue tout près du théâtre. Alain Platel prépare *Un coup fatal*, Lemi Ponifasio, dans la Cour d'honneur, fomenté un grand sabbat. L'étoile Marie-Agnès Gillot livre un dialogue inédit avec Lola Lafon, auteur de *La petite communiste qui ne souriait jamais*. À Fourvière, Mourad Merzouki signe une création. À Paris, les Étés de la danse accueillent le San Francisco Ballet au Châtelet pour mettre Balanchine et Robbins à la fête. Et à Versailles, le Béjart Ballet Lausanne donne un programme idéal : *Les Sept Danses grecques* et *Boléro*. Car les beaux jours ont leurs hits. Ceux de 2013 font encore le bonheur de cet été : *Robot* de Blanca Li, *Milonga* de Cherkaoui ou *Golgota* de Bartabas et Andres Marin tournent de Vaisons à Carcassonne.

A.B.

THÉÂTRE L'ÉTÉ EN SCÈNES

Dès demain, à Montpellier, au Domaine d'O, on va découvrir *Vader (Père)* par un collectif belge : pas de vedette, ici les stars sont les spectacles. Dès le 6, ce sera *Macbeth* d'après Shakespeare et Verdi, selon le Sud-Africain Brett Bailey, qui a médusé Avignon 2013 avec *Exhibit B*. Il installe la tragédie au Congo, aujourd'hui. L'été semblera fade après cela. Mais dès le 23, à Grignan, Béatrice Dalle nous grisera de sa voix rauque. Elle débute au théâtre dans *Lucrèce Borgia* de Victor Hugo, mise en scène de David

sion du Quatuor Modigliani. Et le Festival de Saint-Riquier (du 9 au 14 juillet), dont l'éclectique Hervé Niquet vient de reprendre la direction artistique pour trois ans, avec une programmation à sa mesure : dense et savoureuse.

T.H.

ENVOLÉES LYRIQUES

En France, côté grandes productions lyriques, le Festival d'Aix-en-Provence et les Chorégies d'Orange créeront l'événement

La cantatrice
Natalie Dessay.

Bobée. Elle est comme l'héroïne : elle aime et s'est prise de passion pour la scène, ce qui peut produire de beaux effets... sait-on jamais... Il faudra attendre un mois, pour retrouver la Cour d'honneur du Palais des papes et découvrir la première programmation d'Olivier Py. Saluant implicitement Jean Vilar, le fondateur, il ouvre, le 4 juillet, la 68^e édition avec *Le Prince de Hombourg* que jouèrent Gérard Philipe et Jeanne Moreau. Leur succèdent, dans une mise en scène de Giorgio Barberio Corsetti, Xavier Gallas et Éléonore Jonque, promesses de sensibilité et d'exaltation. Jean Vilar sera décidément présent à Avignon, puisqu'il l'on verra, dès le 14 juillet, *Mai, juin, juillet* de Denis Gueunon dans une mise en scène de Christian Schiaretti. Il s'agit d'un retour documenté et narquois sur une période au cours de laquelle le théâtre s'est interrogé jusqu'à l'absurde sur lui-même, en 1968. Robin Renucci incarne Jean Vilar, Marcel Bozonnet, Jean-Louis Barrault. La manifestation est riche de découvertes, venues notamment de Grèce : Olivier Py lui-même présente *Vitrioli* de Yann Mavritsakis, dans sa langue originale, à partir du 10 juillet. Un peu plus tard, le 22, Dimitris Karantzias met en scène une œuvre formaliste et ludique du grand Dimitris Dimitriadis, *O kyklismos tou tetragonou* (*La Ronde du carré*). C'est à la fin que surgit l'étoile. Un trentenaire enthousiasmant, Thomas Jolly. Il monte *Henry VI* de Shakespeare, soit trois longues pièces dont l'une des vedettes est une Jeanne d'Arc. Durée estimée du spectacle : 18 heures ! Ce sera l'événement de cet été, sans star à l'encre, mais avec un goût exaltant et communicatif du théâtre. ■

A.H.

Olivier Py,
nouveau directeur
du Festival d'Avignon.

Intermittents, leur plan de bataille estival

« Nous perturberons tous les spectacles auxquels assistera un membre du gouvernement. » La menace est claire. Peut-on imaginer l'ouverture du Festival d'Aix-en-Provence, le 2 juillet prochain, ou encore celle du Festival d'Avignon, le 4 juillet, sans que la ministre de la Culture et de la Communication, Aurélie Filippetti, ne soit présente ?

Ce mot d'ordre a été rappelé lors de la présentation du festival off d'Avignon. Il traduit l'inquiétude d'un milieu qui, onze ans après le grand mouvement de l'été 2003, se trouve ligoté par un accord qui n'a tenu aucun compte du travail accompli depuis par le comité de suivi qui rassemble parlementaires et professionnels.

Il est clair que trop de sociétés de production, voire de grands organismes sous tutelle de l'État, emploient encore le statut d'intermittent

pour des raisons impures et que le ménage n'a pas été fait à fond, favorisant ceux que l'on nomme les « permis-tents ». Le nouvel accord sur l'assurance-chômage (22 mars, retouché le 17 avril) est critiqué par la Coordination des intermittents et précaires. Samuel Churin, son porte-parole, est comédien. Depuis dix ans, il a activement participé au comité de suivi de la réforme. Ce comité a travaillé et produit des analyses très argumentées et claires avec un esprit de responsabilité indéniable. Tout comme l'a fait le sociologue Matthieu Grégoire, spécialiste de la question, qui a montré comment les intermittents sont

3,5 % des allocataires et représentent 3,4 % des dépenses. Ce qui est loin des chiffres mis en avant lors du nouvel accord sur l'assurance-chômage. Samuel Churin est très inquiet : « La négociation du 22 mars a été conduite sans nous et contre nous. Les chiffres sur lesquels s'appuie l'Unedic sont fallacieux. On rend les intermittents responsables du déficit, or 200 000 d'entre nous cotisent, 100 000 sont indemnisés, explique-t-il. Ce qui est très grave, dans le nouvel accord, c'est que les plus précaires sont défavorisés au profit de ceux qui travaillent beaucoup. Nous avons fait des propositions très claires, mais elles n'ont pas été entendues. » Une amertume d'autant plus profonde que le gouvernement fait la sourde oreille. Le 9 mars dernier, François Rebsamen avait ap-

La négociation du 22 mars a été conduite sans nous et contre nous

SAMUEL CHURIN, PORTE-PAROLE DE LA COORDINATION DES INTERMITTENTS ET PRÉCAIRES

prouvé en la signant une tribune du comité de suivi... Il n'était pas encore ministre du Travail. Aurélie Filippetti, quant à elle, s'en tient à la solidarité gouvernementale.

Ledit comité, dont les propositions ont été examinées par des économistes indépendants, demande notamment un retour à un calcul basé sur une période donnée, avec une date anniversaire. Mais ce qui a changé depuis 2003, c'est la situation du pays. La montée générale du chômage, la baisse de la production dans l'audiovisuel comme dans le spectacle vivant. De moins en moins de travail et de plus en plus précaires. Les intermittents ne se battent pas que pour eux : la précarité concerne des travailleurs qui ne sont pas du monde du spectacle. À l'heure du pacte de responsabilité, qu'en dit Manuel Valls ? ■

A.H.



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

Le sacre de Christine and the Queens

CHRONIQUE À 25 ans, la chanteuse signe un premier album d'une folle ambition à l'avant-garde de l'électro-pop.



LA MUSIQUE
Olivier Nuc
onuc@lefigaro.fr

Elle semblait promise à une belle carrière avant même la sortie de son premier album, tant sa réputation s'est construite progressivement, au fil de titres semés comme autant de cailloux. C'est désormais officiel, Christine and the Queens éclate au grand jour sur la longueur, avec une dizaine de chansons. On en a connu, excellents dans l'exercice du sprint, se ramasser en beauté au moment d'entamer un marathon. Visiblement, la chanteuse n'est pas de ceux-là. *Chaleur humaine*, commercialisé aujourd'hui, a déjà des allures de sacre pour la jeune femme de bientôt 26 ans. Dire qu'elle est inclassable serait un doux euphémisme. Indomptable semble plus approprié pour définir cette audace, qui ose des choses qu'on n'entrevoit que rarement dans la pop.

Il fallait la voir, aux dernières Victoires de la musique, secouer la vénérable institution avec une chorégraphie stupéfiante de virtuosité et de justesse. La demoiselle vient de là : danse classique à l'âge de 5 ans, puis modern jazz. En parallèle, études de piano classique. Voilà pour le CV. Fille de profs (anglais pour le père, français pour la mère), la jeune Héloïse est à la fois une cérébrale et une bête de scène extravertie. C'est en Angleterre qu'elle a inventé son double artistique, son Ziggy Stardust à elle : Christine the Queens, c'est en hommage aux drag-queens de chez Madame Jojo's de Soho, ces fées penchées sur son berceau alors qu'elle traverse une crise d'identité.

Paradis retrouvé

Dans sa façon d'abolir les frontières entre les genres, la chanteuse en pantalon va jusqu'au bout. Pas étonnant qu'elle cite Michael Jackson en référence absolue : chez elle, comme chez lui jadis, l'exigence artistique exige que l'on pioche un peu partout,



Christine and the Queens : une personnalité hors norme, un son audacieux et un phrasé reconnaissable entre tous. C. CRENEL

sans opérer de hiérarchies. Plusieurs titres de l'album dévoilent une grande connaissance du hip-hop, dans un phrasé singulier qui échappe aux clichés de la chanson à la fran-

çaise. Sa reprise des *Paradis perdus*, la plus belle chanson de Christophe, obéit à la même logique de déconstruction : nul doute que son auteur va l'adorer.

Agencé avec l'aide d'un collaborateur du groupe Metronomy (Ash Workman), l'album offre une facture électro-pop d'une belle élégance. Dans sa façon d'agencer sons analogiques et numériques, et aussi cet art de l'épure qui fait de chaque pièce un instantané. Principalement écrit en français, le disque s'autorise des détours vers la langue de Lou Reed, autre maître avoué, dont la complicité avec Laurie Anderson a inspiré l'artiste dans son désir d'aller au-delà de la simple interprétation de chansons.

Plus d'un aurait échoué avec un cahier des charges aussi ambitieux. En équilibriste surdouée, Christine parvient à relever le défi qu'elle s'est imposé. À force de volonté, de travail, de recherches, Christine impose son propre tempo. En incorporant des idées issues de l'avant-garde à une démarche pop, l'album vise juste. Il sera passionnant d'observer les prochains développements de cette personnalité résolument hors du commun. ■

« Chaleur humaine » (Because Music)

Carrier-Belleuse, l'empire des sens

ARTS Son élève Rodin lui a fait de l'ombre. Compiègne remet ce sculpteur en lumière.



ÉRIC BIÉTRY-RIVIERRE
ebietryrivierre@lefigaro.fr

Leurs bustes en terre cuite sont installés sur le même socle. Elles se tournent le dos, fières, rêveuses, fraîches et un brin boudeuses de se trouver réunies là, à Compiègne, dans le palais de leur cher empereur. Marguerite Bellanger, maîtresse de Napoléon III, Hortense Schneider, vedette des opérettes d'Offenbach surnommée côté cour « le passage des princes », Aimée Desclée, l'héroïne de *Frou-Frou*.

La Castiglione, autre conquête de Badinguet, fait bande à part dans une autre vitrine. Joliment crâneuse, le port altier, le poing sur la hanche dans son costume de reine d'Étrurie. Même au bal des Tuileries, la belle militait pour l'unification de l'Italie. En parfait dandy, Robert de Montesquiou fut un temps propriétaire de l'exemplaire finement exécuté qu'on peut admirer dans la salle des Gardes, à quelques pas du Musée du second Empire et du Musée de l'Impératrice, dont le lit de soie vert émeraude (celui de l'Élysée) a été somptueusement restauré il y a un an. A-t-il beaucoup servi ? On se le demande en considérant l'impérial gymnée reconstitué in situ. C'est à qui sera la plus mondaine, la plus sexy. On comprend pourquoi Eugénie préférerait Carpeaux... Sous le ciseau d'Albert-Ernest Carrier-Belleuse (1824-1887), ces dames deviennent volontiers Diane, Vénus ou Fleur des Champs. Autant de prétextes à de délicates rondeurs.



Portrait en buste de Carrier-Belleuse par Honoré Daumier (vers 1863).

MARTINE BECK COPPOLA/MUSÉE DU LOUVRE

Le XIX^e siècle ne s'y trompait pas, qui se scandalisa des plus audacieuses compositions. Telle cette *Angélique* rubéenne, « magnifique d'ordonne » : Edmond About a justement relevé qu'elle « semble plutôt torquée par le plaisir que par la crainte ». Telle encore cette *Bacchante* aux cheveux se prolongeant dans le lierre de manière exquise. Elle nous paraît aujourd'hui simplement gentille. Pourtant, la première fois qu'on la vit on nota surtout « la fureur lubrique, la frénésie de la double ivresse ».

Un bouquet dans un décolleté

Pourquoi ne redécouvre-t-on que maintenant ce maître en érotisme ? Pourquoi un tel silence jusqu'à cette première rétrospective, qui séduit non seulement par ses nus mais aussi par ses puissants et vrais portraits, de Michel-Ange à Daumier en passant par un



Delacroix impressionnant comme la statue du Commandeur ?

Carrier-Belleuse eut deux défauts. Il aimait travailler pour les arts décoratifs et l'industrie, allant jusqu'à se passionner pour le procédé nouveau de la galvanoplastie ou à multiplier les biscuits de porcelaine jusqu'au kitsch. On le pressait pour le soin qu'il mettait à rendre la texture d'une peau, la dentelle d'un col, les plumes d'un chapeau, un diadème sur un front ou un bouquet dans un décolleté. Désormais, on trouve cela trop lèche, trop mignon. Si ses torchères néomaniéristes étourdissent encore au pied du grand escalier de l'Opéra Garnier, son abus de putti sur ses vases et ses théières saoules. En 1876, il est remercié par une médaille et un poste de directeur des travaux d'art de la Manufacture nationale de porcelaine

Léda et le cygne, sculpture en terre cuite réalisée vers 1870 par Albert-Ernest Carrier-Belleuse (1824-1887). THE METROPOLITAN MUSEUM OF ART/RMN-GRAND PALAIS

de Sèvres. C'est un apogée et le prélude à un enterrement de première classe. La modernité qui mythifie l'artiste solitaire, l'unicité et l'inutilité de l'œuvre ne l'ont pas retenu.

Plus grave, Carrier-Belleuse fut le professeur d'un élève génial : Rodin. Dans l'une des dernières sections de l'exposition, une vitrine compare les travaux de l'un et de l'autre. Surprise : on peine d'abord à discerner les mains tant elles sont proches. Puis on voit comment le second se dégage lentement du premier, par l'épure et la ten-

sion. En vérité, beaucoup du Rodin adulte est déjà dans Carrier-Belleuse. Le buste de Milton et celui de Dumas pour un bronze installé à Villers-Cotterêts, qui sera fondue par les Allemands en 1942, peuvent sans exagération être considérés comme les oncles sages du terrible Balzac. L'origine de l'essentiel *Baiser* se trouve à coup sûr dans le classique *Satyre et Bacchante*.

Certes Rodin éclipse Carrier-Belleuse. Mais un peu comme Hugo écrase Théophile Gautier, par exemple. Il est à ce propos amusant de constater à travers leurs portraits combien ces deux-là se sont ressemblés. ■

Jusqu'au 27 octobre, au palais de Compiègne, place du Général-de-Gaulle, Compiègne (60). Catalogue RMN, 192 p., 35 €.

Tél. : 03 44 38 47 00.

www.musee-chateau-compiègne.fr



Kori Kori, le spectacle haut en couleur de la compagnie Oposito, tourne jusqu'au 14 septembre. XAVIER CANTAT/CE OPOSITO

Soudain, au coin de la rue

THÉÂTRE La compagnie Oposito joue « Kori Kori » sur les places des grandes villes.



NATHALIE SIMON
nathaliesimon@lefigaro.fr

La compagnie Oposito surgit dans le morne quotidien des citadins des grandes villes de France : dix-huit acteurs-chanteurs-danseurs et quatre musiciens envahissent une place ou une rue pour présenter *Kori Kori*, un spectacle haut en couleur.

Ce jour-là, boulevard Voltaire à Paris, d'abord muets et abrités derrière leurs sourires bienveillants, les artistes

saluent le public en brandissant une chaise métallique avant de commencer leur déambulation théâtrale et musicale. Les passants marquent une pause, heureux de profiter de ce bol d'air inattendu. Parmi eux, quelques fidèles venus exprès sur les lieux.

Danses, pantomimes et mélodies entraînantes

Conçu par le metteur en scène Jean-Raymond Jacob (avec Enrique Jimenez et Pascal Le Guennec), le titre de leur spectacle signifie « cœur cœur » dans la langue inventée par la

troupe. Il ne raconte pas une histoire classique avec un début et une fin. Il met juste en scène des hommes et des femmes qui se rapprochent ou s'éloignent, se battent ou se séduisent et jouent avec les passants qu'ils font mine de provoquer. Ils changent de costumes sur des rythmes slaves, rocks, argentins et même militaires. Chorégraphié par Nathalie Pernet, leur parcours est ponctué de danses, de pantomimes, de saynètes et de mélodies entraînantes. Plongé dans une ambiance cabaret qui suggère des voyages lointains, le public se laisse

porter, s'enthousiasme. Chaussures à claquettes, tenues colorées, maillots comme au cirque, ces artistes tout terrain à la bonne humeur contagieuse font rire avec des gags clownesques mais savent aussi émouvoir.

Depuis une vingtaine d'années, la compagnie Oposito, l'une des plus importantes des arts de la rue en France, a tourné ses spectacles partout de la Corée du Sud au Mexique. Avec son drôle de langage, elle sait se rendre accessible à toutes les cultures. ■

« Kori Kori » en tournée jusqu'au 14 septembre. Rens. : <http://oposito.fr>



1



2



3



4



5

Neuf comme un lundi

Des pigments bleus, une marque qui voit rouge, des chemises coquines et un baume à lustrer... Encore une semaine pleine de promesses.

PAGE RÉALISÉE PAR PAULINE CASTELLANI AVEC ÉMILIE FAURE, LITZA GEORGOPOULOS ET ÉMILIE VEYRETOUT

BONNE ACTION Jeudi, la codirectrice artistique de Valentino (1), Maria Grazia Chiuri, s'élancera pour la troisième édition du Cash & Rocket On Tour, avec une soixantaine de femmes engagées, de la place Saint-Marc à Venise pour rejoindre Londres via Paris dans sa voiture de sport rouge. Une escapade vouée à récolter des fonds pour aider les enfants de Sierra Leone, du Ghana et d'Afrique du Sud. À cette occasion, la maison édite une collection vendue en boutiques et sur www.net-a-porter.com, qui décline toutes les nuances de rouge - couleur chère à la grille - sur un Perfecto écarlate, des boots framboise et des lunettes carmin.

AZUR Oublier la grisaille qui n'en finit pas et enfiler sans tarder une robe couleur Méditerranée. Choisir entre le bleu gitane bordé d'un filet blanc qui vivifie la tunique plissée Céline (3) et la tonalité outremer qui teinte la guipure géométrique façon filet de Chloé (2). Pour le soir, envisager le très long modèle marine illuminé de sequins argentés signé Bottega Veneta (4) et même assumer la nuisette bleu de minuit chargée de dentelle par Stella McCartney (voir page 35). Ajouter à cela des sandales forcément plates et se réveiller déjà sur le bord de mer italien ou dans le port de Capri en train de siroter un limoncello au soleil couchant.

NÉOTRIBAL Things (5) - pour les choses du désir - sont des bijoux ornements créés par Sylvie Haddad, voyageuse au long cours, et longtemps en charge des accessoires pour des maisons de mode. C'est d'ailleurs lors de ses périples en Afrique et en Asie que cette Libanaise, née au Sénégal, chine les billes et les perles - d'ébène, de verre, de céramique, de métal -, les chutes de cuir, les fils, les cordes... qu'elle assemble ensuite, mixant techniques artisanales ancestrales et esprit contemporain. Des pièces uniques, brutes, précieuses et à supplément d'âme. [À partir de 500 €. Sur rendez-vous, 20, passage Saint-Sébastien, Paris XI^e. Tél. : 06 60 85 13 55]

MOTIFS VALABLES Depuis que le top-modèle Kate Moss a été photographié portant ce modèle Couple X aux dessins reprenant les positions du Kama-sutra, le jeune label français G.Kero (8) pique la curiosité des modeuses. Il faut dire que ses chemises en coton à imprimés colorés (fleurs tropicales, oiseaux de paradis) ont tout pour arborer l'été avec... légèreté. On y reconnaît le trait de pinceau de Marguerite Bartherotte, la créatrice, qui a commencé en peignant des tee-shirts. G.Kero ? La contraction de Giselle Kérozène, le nom de scène de la demoiselle, qui chante aussi. [130 €, infos sur www.gkero.fr]

WAX Dans les suites du Martinez, à Cannes, Christophe Robin (7) l'a utilisé pour dompter les chignons de toutes ses amies comédiennes qui montaient les marches. Petit miracle de formulation à 99 % végétale (le reste pour le parfum), ce baume régénérant intense à l'huile rare de figue de Barbarie fait oublier d'un coup les coiffants qui figent. Et s'il discipline avec naturel les petites têtes - vues sur le défilé Jil Sander (6) -, il sature surtout la fibre de son cocktail d'huiles, de cires et de beurres. Tellement nourrissant que le coloriste conseille même de l'appliquer sur la peau et les lèvres. [45 € les 120 ml, infos sur www.christophe-robin.com]

NOIR D'ÉTÉ Monochromes, elles passeraient presque inaperçues. Mais les vagues de cuir gold léchant le veau velours charbon dynamitent la ligne de ces sandales de cuir imaginées par Angelo Ruggeri, le directeur artistique du chausseur italien Sergio Rossi (9). Aussi pratiques de jour, les jambes nues glissées dans un large short à revers, que sensuelles le soir, portées avec une jupe crayon, elles cumulent les bons points. Il va sans dire que leur épaisse semelle de 4,5 centimètres façon socque qui en appelle au confort devrait convaincre les filles lascives, lassées des stilettes haut perchées. [550 €, sur www.sergiorossi.com]



6



7



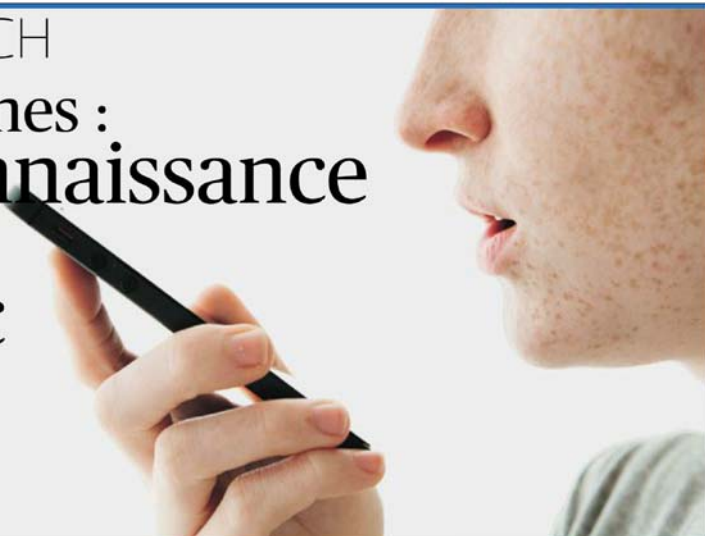
9



8

40 HIGH-TECH

Smartphones : la reconnaissance vocale au banc d'essai



ALEX WASHBURN/WIREIMAGE.COM/LEWIS CREATIVE COMMONS

TEST Pour vérifier si les assistants vocaux des mobiles nous simplifient vraiment la vie, nous les avons soumis à différentes épreuves. Bilan mitigé...

Il faudra bien s'y habituer. Parler à un téléviseur, donner des ordres au thermostat ou au lave-linge, dicter un message à une tablette : tous ces usages vont devenir aussi naturels que discuter à haute voix au téléphone dans la rue. Pour l'instant, les smartphones restent encore les appareils les plus emblématiques de l'évolution de la reconnaissance vocale de ces dernières années. Plus besoin de taper sur un clavier ou un écran, il suffit de prononcer des instructions pour se faire obéir de l'appareil. Ces progrès, on les apprécie surtout en voiture, quand on doit envoyer un SMS sans prendre le téléphone en main, et dans toutes les situations où l'on n'est pas en mesure d'utiliser les doigts. Pour évaluer le chemin parcouru, nous avons testé les capacités des principaux systèmes de reconnaissance vocale actuels sur mobile : S-Voice sur le Samsung Galaxy S5, Siri sur l'iPhone 5s, Google Voice sur un Nexus 5 équipé d'Android et la fonction vocale de Windows Phone avec un Nokia Lumia 1520.

Sur chacun de ces modèles, la reconnaissance vocale s'active facilement : laisser le doigt appuyé sur la touche physique Windows avec un Windows Phone, maintenir le bouton du bas enfoncé sur l'iPhone, appuyer deux fois sur la touche « Accueil » avec le Samsung Galaxy S5 et prononcer « OK Google » avec un mobile Android. Une fois l'instruction donnée ou la question posée, certains d'entre eux sont capables de lire la réponse ou d'entamer un semblant de dialogue, demandant de préciser une information ou de confirmer un choix. Selon le modèle, il est possible de sélectionner une voix masculine ou féminine, avec des résultats pas toujours très séduisants, en particulier sur le Galaxy S5 dont les intonations robotiques sont assez désagréables. Tous ont besoin d'une connexion à Internet pour transmettre la phrase énoncée à des gros systèmes informatiques qui l'analyseront et fourniront la réponse adaptée. Sans réseau mobile ni Wi-Fi à portée, n'espérez pas pouvoir

piloter votre smartphone à la voix. Théoriquement, les systèmes de reconnaissance vocale peuvent comprendre une question simple ou une phrase en langage naturel. La machine s'adapte à l'homme, prétendent les ingénieurs. Dans la pratique, c'est parfois l'inverse. Il faudra apprendre à formuler correctement la demande (à l'infinitif ou à l'impératif ?) et savoir quelle expression attend le mobile. Pour exécuter une application, par exemple, l'un préfère « lancer » suivi du nom de l'application, l'autre ne comprend que « démarrer » et le troisième compte sur le verbe « ouvrir ». Google perd les pédales quand on lui demande « Réveille-moi demain à 7 heures » ou « Créer une alarme à 7 heures demain ». Seule formule acceptable : « Me réveiller à 7 heures demain matin ». Ces petites subtilités nuisent évidemment à une bonne entente entre l'utilisateur et son appareil. Pourtant, dans bien des cas, les fonctions vocales peuvent rendre de bons services.

TELEPHONER Égalité iPhone 5s et Nexus 5

Les quatre smartphones reconnaissent sans problème les commandes du type « Appeler le 06 xx xx xx » ou « Appeler Marc Dupont », pour peu que le nom du contact figure dans le carnet d'adresses. Si on demande à appeler « maman », sans plus d'explication, tous suggèrent

de sélectionner un contact... à l'exception de l'iPhone, qui réplique alors : « Comment s'appelle votre mère ? ». Malin. Et si on lui demande d'appeler « Domino's Pizza », qui ne figure pas dans le carnet d'adresses, l'iPhone propose les numéros de téléphone des restaurants de cette enseigne des environs. Le Nexus 5, lui, sélectionne automatiquement l'établissement le plus proche. Quant au Galaxy, il affiche une page de résultats Internet contenant les contacts de la marque. Le Nokia, lui, répond « contact introuvable ».

DICTER Avantage Nexus 5

Nos smartphones savent prendre un SMS sous la dictée et l'envoyer. Le Samsung Galaxy, le Nexus et l'iPhone reconnaissent même des formules comme « Préviens Marc que je serai en retard » ou « Envoie un SMS à Marc : je serai en retard ». Le Nokia, lui, procède en deux temps, réagissant d'abord à la commande « Envoyer un SMS », puis attendant qu'on dicte le texte. L'opération est plus délicate pour les e-mails. L'iPhone et le Nexus interprètent correctement des instructions comme « Envoie un mail à Marc Dupont, objet : Réunion demain, message : Comme prévu, la réunion se tiendra demain dans le bâtiment B ». Le Nokia demande de lancer au préalable l'appli e-mail, puis d'alterner l'appui sur des icônes et

la dictée vocale. S-Voice, lui, « n'offre pas cette fonctionnalité »...

COMMANDER L'iPhone en tête

Selon le cas, le mobile peut exécuter des ordres liés à son fonctionnement. Tous acceptent de mettre en route l'appareil photo et de lancer une application (en choisissant la bonne formule), mais seuls le Galaxy et l'iPhone savent activer le mode avion ou le Bluetooth quand on leur demande. À l'exception du Nokia, nos modèles de test acceptent également de lancer l'écoute de musique quand on prononce le nom d'un morceau ou d'un artiste. L'iPhone démarre aussi sans broncher la lecture d'un film alors que le Galaxy ne comprend pas les titres en anglais, comme Gravity ou Wall-E, et que le Nexus s'entête à chercher dans la bibliothèque en ligne de Play Films. Enfin, la recherche d'un itinéraire laisse à désirer. Seul l'iPhone s'en tire bien, affichant aussi bien le trajet pour aller chez un contact que celui pour rejoindre une entreprise ou une adresse précise.

PLANIFIER L'iPhone plus complet

Si tous nos appareils, hormis le Nokia, savent programmer une alarme à une heure et une date précise, seuls le Galaxy S5 et l'iPhone 5s enregistrent facilement un rendez-vous suite à l'instruction « Diner avec Marc Dupont à Paris, samedi à 19 heures » et transmettent l'invitation au contact correspondant. Ils peuvent aussi répondre avec pertinence à des questions comme « Quel est mon prochain rendez-vous ? » et « À quelle heure est ma prochaine réunion ? ». Nos smartphones peuvent aussi prendre en note des remarques vocales quand on utilise l'expression « Note » ou « Note que ». Original, le Nokia conserve l'enregistrement de la voix. Mais seul l'iPhone peut créer une alerte qui sera activée en fonction du lieu suite à la commande « Rappelle-moi d'acheter du pain en rentrant à la maison ».

INTERROGER L'iPhone encore...

Poser une question, obtenir la réponse : c'est l'une des promesses les plus spectaculaires de la reconnaissance vocale. Promesse modérément tenue par nos smartphones, qui se contentent, dans la plupart des cas, d'afficher une page de résultats Internet. Le Galaxy et l'iPhone se distinguent en fournissant une réponse correcte quand on leur demande quels sont les horaires du Musée Grévin ou quel âge a Jean d'Ormesson. Mais seul l'iPhone est capable de proposer un établissement à proximité après lui avoir demandé de trouver un restaurant chinois dans les environs. Enfin, hormis le Nokia, tous peuvent répondre correctement quand on les interroge sur la météo, y compris pour les jours à venir ou pour un lieu précis. Mais seuls le Nexus et l'iPhone fournissent des résultats sportifs sans passer par une page Web. Avec parfois de l'humour : quand on le questionne sur le dernier score du PSG, Siri répond : « Le PSG a mis la tête au carré à Montpellier avec un score de 4 à 0... »

De gauche à droite : le Samsung Galaxy S5, le Nexus 5, l'iPhone 5s et le Nokia Lumia 1520. DR

Question du jour

Comment supprimer son compte Snapchat ?

Particulièrement appréciée des ados, l'application Snapchat pour iOS et Android doit son succès à une formule simple : en plus de l'échange de messages entre utilisateurs, elle permet de transmettre des photos et vidéos qui auront une durée de vie limitée à quelques secondes.

■ Dans les faits, il est cependant possible de sauvegarder les images, ce qui va à l'encontre du principe de l'appli. Par ailleurs, des hackers ont réussi à pirater en décembre dernier 4,6 millions d'identifiants et de numéros de téléphone d'utilisateurs de Snapchat.

■ Ceux qui s'inquiètent pour la sécurité de leurs données, qui redoutent l'aspect chronophage de l'appli et certaines de ses dérives (sexos, exhibitionnisme, etc.) peuvent toutefois se désinscrire et supprimer Snapchat de leur mobile.

■ Ne cherchez pas dans l'appli une option pour vous désinscrire. Il faut se rendre directement sur le site web de Snapchat. Là, inutile de perdre votre temps à trouver la procédure de désinscription : elle n'apparaît tout simplement pas. Seule solution, saisir manuellement le lien secret suivant : <https://support.snapchat.com/login?next=%2Fdelete-account/>

■ Vous serez alors dirigé vers un formulaire où vous devrez saisir votre identifiant et votre mot de passe. Validez la suppression de votre compte. Vos données sont alors définitivement effacées. Ne reste plus qu'à désinstaller l'appli de votre mobile.

D.S.

La revanche annoncée du Windows Phone

Pour rattraper son retard, Microsoft a revu et corrigé son assistant vocal dans la prochaine version 8.1 de Windows, prévue début juillet. Baptisé Cortana en référence à l'intelligence artificielle féminine du jeu vidéo Halo, ce logiciel s'inspire en grande partie de ceux d'Apple et de Samsung et fonctionne aussi bien à la voix qu'au clavier. Il agit davantage sur les fonctions du téléphone, se connecte au moteur de recherche Bing pour trouver les réponses les plus appropriées et apprend

progressivement en analysant les habitudes de l'utilisateur. Il peut ainsi avertir d'un rendez-vous ou rappeler le départ d'un vol programmé et calculer le temps de trajet jusqu'à l'aéroport. Ou encore activer automatiquement le mode silencieux pendant des réunions et les heures de repos, ne laissant passer que les appels des proches. Ses instructions peuvent aussi s'adresser à des applications comme Skype, Facebook, Twitter, etc.

D.S.

FLASH

RÉTRO FUTURISTE

La marque mythique Brionvega relance sa Radio Cubo dans une version modernisée, la TS522D.



Si elle conserve son design sixties, ses couleurs vives et sa fonction de récepteur AM/FM, elle adopte désormais une commande à infrarouge et un émetteur Bluetooth pour écouter sans fil la musique d'un smartphone, d'une tablette ou d'un ordinateur portable. Elle est équipée d'un ampli de 9 W et d'un haut-parleur de 4 pouces. 280 €

SUR LE WEB

■ Notre test du Samsung Galaxy S5 en vidéo
■ Souris scanner Irsacan, HTC One m8, Google Chromecast et d'autres nouveautés à découvrir en images www.lefigaro.fr/hightech



IMMOBILIER avec Explorimmo

LE MEILLEUR DE L'IMMOBILIER

AVIS À NOS LECTEURS - MENTIONS LÉGALES

Toutes les annonces qui ne comprennent pas la mention « Part » pour les particuliers ou « Agents Co. » pour les agents commerciaux sont des annonces émanant d'agents immobiliers ou de promoteurs. Sans mention explicite d'honoraires dans les annonces, les prix présentés s'entendent nets pour l'acquéreur. Toutes les annonces des particuliers - appartements - sont régies par les lois de copropriété, sauf mention contraire. Ces biens faisant partie d'une copropriété, le vendeur doit vous indiquer le nombre de lots de la copropriété, des charges annuelles de bien proposé à la vente et de l'existence ou non d'un recours à l'existence de la copropriété à la date de la parution de l'annonce.

Légende des sigles utilisés dans nos annonces : * membre F.N.A.I.M. (Fédération nationale de l'immobilier) * membre S.N.P.I. (syndicat national des professionnels immobiliers) * Natives * Ventes aux enchères M.A.P. * mise à prix.

92300 LEVALLOIS PERRET

Bureaux. Surface de 850 m².

Disponibilité : immédiate.

M. Pont de Levallois. Immeuble en R+5 avec contrôle d'accès - Locaux dotés et climatisés - 20 places de parking intérieurs.

Prix : Nous consulter.

ALEXIS DE LA TAILLE 06 78 11 60 80 alexis.dela taille@cbre.fr



Immobilière d'entreprise

Ventes LOCAUX INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

92 COURBOVOIE 2 bat. ind. rénovables de 377m² et 657m² bureaux ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

92 PUTEAUX 346m² - Bâtiment indep. stockage ou activité

PARIS 15

Quartier JAVEL

Belle surface de bureaux d'environ 200 m²

facilement modulable

Lumineux et fonctionnel

Entree indépendante sur rue

CBRE GPS

0153 64 33 60

Locations BUREAUX

PARIS 16^e

BD MONTMORENCY

Imm. pierre et b. 2.2c.

lumineux, stand, avec

registreur, 1300 m²

divisibles 06.27.95.48.21

PARIS 20^e

rue de Bellevue, imm.

3 PLATEAUX

divisibles 06.27.95.48.21

81 LA BOITIE 278m²

81 TRIANGLE D'OR 52m²

15 M CAMBONNET 164m²

17 RUE CARONNET 272m²

92 CHATELON

4019m² en lot et 254m²

92 COURBOVOIE

2 bâtiments indépendants

rénovables 377m² et 657m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

MURS LIBRES

Quartier JAVEL

Belle surface de bureaux d'environ 200 m²

facilement modulable

Lumineux et fonctionnel

Entree indépendante sur rue

CBRE GPS

0153 64 33 60

Locations BUREAUX

PARIS 16^e

BD MONTMORENCY

Imm. pierre et b. 2.2c.

lumineux, stand, avec

registreur, 1300 m²

divisibles 06.27.95.48.21

PARIS 20^e

rue de Bellevue, imm.

3 PLATEAUX

divisibles 06.27.95.48.21

81 LA BOITIE 278m²

81 TRIANGLE D'OR 52m²

15 M CAMBONNET 164m²

17 RUE CARONNET 272m²

92 CHATELON

4019m² en lot et 254m²

92 COURBOVOIE

2 bâtiments indépendants

rénovables 377m² et 657m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²

92 PUTEAUX 346m²



BIEN VU
Anthony Palou
apalou@lefigaro.fr

Fermé la nuit

« C'est arrivé cette semaine »
Europe 1 | 9 heures | Samedi

La nuit n'est plus ce qu'elle était, elle aussi est en crise. Les discothèques ferment les unes après les autres, il y en avait, en France, 4 000 dans les années 1980, un peu plus de 2000 aujourd'hui, selon la Sacem. La psychosociologue Catherine Espinasse, qui s'est couchée très tard - elle est une de nos spécialistes de la vie nocturne -, nous donne quelques explications : « Les gens qui sortent la nuit ne sortent plus systématiquement en discothèque. Il y a d'abord un problème de coût économique. Vivre la nuit et sortir en boîte, c'est cher. » La « notte » est salée. Il est vrai, précise-t-elle, que « nous ne sommes pas dans une époque festive ». Comme il semble loin le temps des bals populaires et des caves de Saint-Germain-des-Près. Les gens préféreraient faire la fête chez eux, la fête cocooning, quoi. En famille, entre amis. Ah, cette époque bénie où Régine était la reine de la nuit. Whisky à gogo, Sagan, Chazot, Bardot... Cette période triomphante où on arrosait l'aube de champagne. Ces petits matins alcoolisés où l'on ne regrette pas de s'être ruiné pour un dernier gin-tonic, ce fidèle lieutenant. Ce n'est pas les temps qui ont changé, non, plutôt le rapport au temps, le rapport aux gens. La nuit, c'est de parler avec son semblable, nouveau ou pas nouveau, qu'importe, mais avec un semblable content de se détendre, de se distraire, capable de s'arracher à sa vie, à ses horaires quotidiens, sans rendez-vous et avec cette folle envie de palabres : ce qu'on appelle les rapports humains, quoi. C'est que la nuit a connu ses Trente Glorieuses, cette époque où elle était taboue, donc si désirable. Aujourd'hui, on la qualifie de délinquante, on compte les voitures brûlées lors du réveil de la Saint-Sylvestre, on « diabolise l'obscur, les ténèbres », nous fait remarquer Catherine Espinasse et pourtant... si tendre était-elle.

SUR LE WEB

► France 3 : Bernard Tapie, personne non grata au « Soir 3 »
► « C'est Canteloup » de retour à la rentrée sur TF1 ?
www.lefigaro.fr

Figaro top, Figaro flop

Carnet de notes

Notre sélection des séries, téléfilms, documentaires et divertissements de la semaine à venir.

16/20

« QUI VEUT LA PEAU DE BERNARD TAPIE ? »

France 3, lundi 2 juin à 20 h 45

C'est l'histoire d'un self-made-man qui a bâti sa fortune à partir de rien, qui est devenu l'homme d'affaires le plus médiatisé des années 1980 et dont l'étoile a commencé à pâlir quand il est entré en politique. Riche d'images d'archives et de témoignages (Jacques Séguela, Jean-Marie Le Pen, Éric de Montgolfier), ce portrait est aussi captivant que le destin de Bernard Tapie. Et surtout, il éclaire un feuilleton de l'actualité judiciaire : l'affaire de l'arbitrage Tapie-Crédit lyonnais, considérée par certains comme un scandale d'État.

15/20

« KLONDIKE »

OCS Max, mardi 3 juin à 20 h 40

À la fin du XIX^e siècle, deux amis fraîchement diplômés se lancent dans la ruée vers l'or dans le Grand Nord canadien. Richard Madden, transfuge de *Game of Thrones*, donne vie à une époque sauvage que l'écrivain Jack London (qui apparaît dans cette minisérie) n'aurait pas reniée.

15/20

« THE NORMAL HEART »

OSC City, mercredi 4 juin à 20 h 40

New York, début des années 1980. Une hécatombe frappe la communauté gay. Ned, un activiste (Mark Ruffalo tout en éruption de colère), cherche à mobiliser les pouvoirs publics et ses amis contre ce « cancer gay » qu'on finira par baptiser sida. Réalisé par Ryan Murphy (*Glee*), ce téléfilm de HBO avec Matt Bomer (*FBI duo très spécial*) et Julia Roberts est un « J'accuse » bouleversant sur l'intolérance d'une époque, doublé d'une histoire d'amour tragique.

14/20

« ZERO HOUR »

6 ter, mardi 3 juin à 20 h 50

Quand vous saurez que l'auteur de cette série n'est autre que Paul Scheuring, le créateur de *Prison Break*, vous vous



FIGARO TOP

« Qui veut la peau de Bernard Tapie ? »
France 3 diffuse lundi un portrait sans concession de l'homme d'affaires le plus médiatisé des années 1980.

BORIS HORVAT/APP

13.5/20

« LE MONDE SELON H&M »

Lundi 2 juin 2014, Canal+ à 22 h 35

La mode pas cher a un prix éthique élevé. Exemple avec le géant suédois H&M. Du Bangladesh à l'Éthiopie, ce réquisitoire dénonce des fournisseurs sans foi ni loi.

13/20

« NORD ET SUD »

Téva, mercredi 4 juin à 20 h 40

Après *Zorro* sur France 3 et avant *Rintintin* sur Gulli, une nouvelle série mythique fait son grand retour à la télévision. Diffusée dans les années 1980, *Nord et Sud* est une immense fresque sur la guerre de Sécession. À voir ne serait-ce que pour l'acteur Patrick Swayze et son impeccable brushing.

13/20

« JÉRÔME CAHAZAC, L'HOMME QUI NE SAVAIT PAS MENTIR »

France 3, lundi 2 juin à 22 h 25

Gérard Miller est d'autant plus implacable dans son portrait de Jérôme Cahuzac qu'il aborde son sujet de façon neutre. En une heure de témoignages et



FIGARO FLOP

Le nouveau magazine « Passion criminelles », sur Téva, souffre de reconstitutions ratées.

MARIE ETCHEGOVY/TEVA

de retour en images sur le fameux mensonge, la personnalité de l'ancien ministre du Budget reste un mystère.

12/20

« LE MEILLEUR RELOOKEUR »

TMC, lundi 2 juin à 18 h 55

Un nouveau concours rigolo centré sur la mode. Pendant une semaine, cinq candidats s'affrontent. Chaque jour, l'un d'entre eux se fait relooker par les autres. Qui tirera son épingle du jeu ? Qui sera rhabillé pour l'hiver ? Un programme idéal pour les fashionistas.

11/20

« PUTAIN D'ARBITRE »

France O, mardi 3 juin à 20 h 45

Cette série brésilienne en treize épisodes raconte la vie d'un arbitre de foot tiraillé entre ses matchs et son divorce. Les acteurs sont bons et l'atmosphère bien rendue. Seul regret : le scénario manque de rythme et de suspense.

9/20

« PASSIONS CRIMINELLES »

Téva, mardi 3 juin à 20 h 40

Un nouveau magazine de faits divers. Le journaliste François-Xavier Dupouy et la criminologue Corinne Herrmann ouvrent les enquêtes de crimes passionnels. Dommage que les reconstitutions carton-pâte sapent un travail de recherche fouillé et renforcent le côté répétitif de l'émission.

BLAISE DE CHABALIER, MURIEL FRAT ET CONSTANCE JAMET

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 3489

HORIZONTALEMENT

1. Elles bouffent en coups de vent. - 2. Sauvé par un prodige. - 3. Il a œuvré pour la résurrection des grands textes français du Moyen Âge. - 4. Terre étrangère. Bois flottant. - 5. Détruit. De l'eau douce chez nous, de la lave à Hawaï. - 6. Refusé au bac. Beau porte-plumes. - 7. Promesses de vie. - 8. Rappelle la défense. - 9. Grec massif. Plume ésotérique. - 10. Hameaux perdus dans les mornes. Premier en calcul. - 11. Muscle du mollet. - 12. Au dos creux.

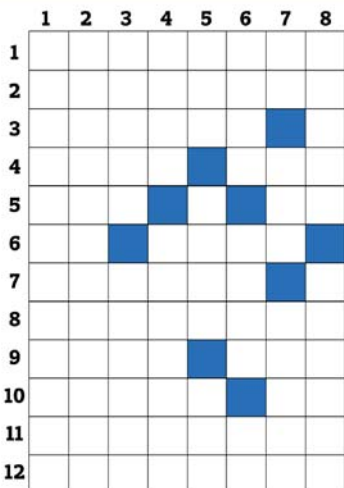
VERTICALEMENT

1. A sauté une classe. - 2. Productrice de plates. - 3. On l'intime avec autorité. Tables de la foi. - 4. Couvrait les Gaulois. Volée sur l'eau. - 5. Dans le frigo du rosbif. Dans le cinéma outre-Atlantique, en littérature outre-Rhin. Arbre himalayen au très haut sommet. - 6. Bête et parfois savant. Gauloise. Pronom. - 7. Changement de quartier. Abri de caravanes. Frotte pour nettoyer. - 8. Lavis d'artiste. Gros fruits verts.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 3488

HORIZONTALEMENT 1. Nuptiale. - 2. Énarques. - 3. Cira. Bac. - 4. Ejectera. - 5. Sasser. - 6. SMS. Léo. - 7. Libre. Ut. - 8. Tire. Gré. - 9. Es. Chenu. - 10. Utérines. - 11. Série. - 12. Essartes.

VERTICALEMENT 1. Nécessiteuse. - 2. Unjambistes. - 3. Paresser. Ers. - 4. Tracs. Récria. - 5. IQ. Télé. Hier. - 6. Aubère. Genêt. - 7. Lear. Turne. - 8. Escamoteuses.



BRIDGE

Par Philippe Cronier www.lebridgeur.com

PROBLÈME N° 1796:

Sur la corde raide

♠ V85
♥ RD6
♦ 7642
♣ 852
N
O
S
E
♠ A106432
♥ 82
♦ AR
♣ AV6

Contrat : Sud joue 4 Piques.

Entame : Valet de ♥ pour le Roi et l'As d'Est qui retourne le 3 de ♥ pour le 9 d'Ouest et la Dame du mort. Indice : vous devez faire deux levées à ♠.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 1795:

Encore mieux à faire

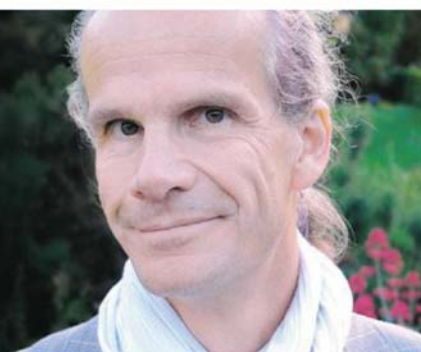
Contrat : Sud joue 3 Sans-Atout.
Entame : 5 de ♥ pour le Valet du mort et le 4 d'Est.

On pourrait presque vous féliciter si vous avez songé à donner un tour de ♠ à blanc à la deuxième levée. Vous ne chuterez que si les ♠ sont affreusement mal partagés et la Dame de ♠ rebelle. Accordez-vous 9 sur 10 car vous n'avez pas démerité. Il existe pourtant une ligne supérieure, que sélectionnerait un expert. Elle inclut une remise en main. Encassez l'As de ♦ puis As-Roi-Dame de ♠ (en défaussant un ♣ de votre main) puis jouez ♦ pour le Valet (quand Est fournit) ou le 5 (quand Est défausse). Dans la donne réelle, Ouest doit vous livrer une levée dans la couleur qu'il retourne. Imparable. Notez que si par hasard Ouest détient cinq ♣, il n'aura pas la Dame de ♣ quatrième et vous ne craignez rien à jouer de la même manière.

♠ ARD42
♥ V3
♦ 7642
♣ D5
N
O
S
E
♠ V10953
♥ 964
♦ 8
♣ RV97
♠ 86
♥ AD7
♦ ARV5
♠ A1062

Andreas Wlasak, designer automobile

SUCCÈS Ce longiligne Allemand aux faux airs de Karl Lagerfeld travaille pour l'un des numéros un mondiaux du design intérieur des véhicules, Faurecia, une entreprise de 100 000 personnes, présente dans 34 pays.



Philippe Doucet
pdoucet@lefigaro.fr

Même haute taille, même silhouette longiligne, même catogan, même pointe d'accent germanique et, parfois, mêmes expressions : la première rencontre avec Andreas Wlasak est saisissante. C'est bien simple, on a l'impression de s'adresser au fils de Karl Lagerfeld. L'étonnement monte encore d'un cran quand on découvre que les deux hommes possèdent une étonnante similitude de destin. Le grand Karl est l'un des papes mondiaux de la mode, Andreas l'une des figures du design industriel automobile. « Mais personne ne connaît Andreas Wlasak », s'amuse-t-il. À bientôt 50 ans, il parcourt la planète pour écouter les grands constructeurs et les accompagner dans leurs projets. De la dernière Ford Mustang à la récente Citroën C-Cactus, Andreas concrétise les tendances stylistiques des cockpits de nos futures voitures pour le compte de Faurecia, dont il est l'un des vice-présidents. Faurecia ? Un géant industriel méconnu du grand public. Cette entreprise de 100 000 personnes, réparties dans 34 pays et 300 usines, est le numéro un mondial de l'intérieur des véhicules. L'une des pépites du groupe PSA, qui possède un peu plus de la moitié de son capital.

Les fées automobiles semblent s'être penchées sur Andreas Wlasak dès son berceau. Né de parents autrichiens d'origine tchèque, il voit le jour en Allemagne, près de Stuttgart, la ville patrie de Mercedes. Son premier job d'étudiant : pompiste. Faut-il croire aux signes ? Ce pur produit de la Mitteleuropa, parlant parfaitement quatre langues, ne le pense pas. Mais il aime faire sienne cette phrase que Georges Arnaud avait placée dans la préface de son *Salut de la peur* : « Le destin sait ce qu'il fait, il est même méticuleux ». La détermination et le talent semblent plutôt avoir guidé sa trajectoire. Andreas s'est très tôt destiné au design en faisant une école spécialisée en Allemagne.

Artiste mais aussi ingénieur

À 25 ans, il prend son premier poste dans une petite agence spécialisée à Bron, près de Lyon, qu'il gagne dans une vieille Volkswagen Polo affichant plus de 200 000 kilomètres au compteur. C'est là qu'il apprendra le français, en six mois. Cap ensuite sur Varèse, en Italie, où il s'établit en juillet 1993 pour le compte de l'américain Whirlpool, l'un des majors de l'électroménager. Son premier travail ressemble à une punition : il doit dessiner des lave-linge. Avec pour simple consigne de rendre ces

cubes blancs « less ugly » (« moins moches »). Il apprend alors l'italien, ainsi que l'espagnol au contact de Jimena, une Colombienne qu'il épouse en 1994. C'est également là qu'il prend conscience de la finalité de son métier.

« Le designer se situe à l'intersection du monde de l'artiste et de celui de l'ingénieur, il est condamné à vivre un perpétuel grand écart.

Il doit s'appliquer à recréer ce qui existe déjà, en établissant un lien subtil entre le réel et l'imaginaire », résume-t-il. « Il doit aussi flairer les tendances, trouver les solutions les plus économiques, tempérer les ego des bureaux de style des constructeurs automobiles et, surtout, ne pas se tromper », poursuit-il. Les sorties de route se paient cash dans le design automobile. De bonnes voitures comme la Renault Vel Satis, le Fiat Multipla ou la Lancia Thesis n'ont pas eu le succès escompté en raison de lignes trop « en dehors des codes », estime Andreas Wlasak. « Un bon designer doit également disposer d'une bonne connaissance des métiers adjacents, qu'ils touchent à la pure technologie ou à la structure des marchés », précise-t-il.

C'est en septembre 1999 qu'il intègre pour de bon l'univers automobile, quand un chasseur de têtes le débâche de Whirlpool pour lui proposer de rejoindre Johnson Controls, l'autre grand acteur in-

ternational de l'intérieur automobile. Retour en Allemagne, à Leverkusen, près de Cologne, cette fois au volant d'une belle Volkswagen Passat. Il ne restera là-bas que trois années. Car Laurent Hebenstreit, le patron des « systèmes intérieurs » de Faurecia et membre du comité exécutif du groupe, l'a repéré. En septembre 2003, le voilà nommé patron du design industriel de l'équipementier français.

Pas de coussins multicolores dans les voitures chinoises

Il travaille aujourd'hui avec le marché chinois en ligne de mire. « Plus de la moitié des grandes Mercedes Classe S sont vendues dans l'empire du Milieu », constate-t-il. Les conducteurs chinois, au goût volontiers kitsch pour leurs intérieurs domestiques (les coussins multicolores et les guirlandes clignotantes sont des valeurs sûres), restent en revanche adeptes des références européennes pour l'automobile. « Nous devons nous adapter à ce marché sans compromettre la dimension globale du produit automobile, dit-il. Ce qui doit plaire au consommateur chinois doit également plaire à son homologue européen ou américain. » Mais les plus grands changements concernent la voiture elle-même. « Elle est restée très semblable à ce qu'elle était il y a déjà un siècle. Elle n'a pas encore vécu la révolution subie par le téléphone », estime Andreas Wlasak. « Une vraie rupture se profile à l'horizon. L'accélération technologique dans la communication en fera bientôt plus un espace de connectivité que de mobilité, tout en devenant le dernier lieu privatif », pronostique-t-il. Bref, une sorte de gueleur, cher à Flaubert, mais en prise directe avec le monde entier. ■

Bio EXPRESS

- 1964** Naissance près de Stuttgart (Allemagne).
- 1985** École de design de Schwäbisch Gmünd.
- 1992** Traverse à bicyclette l'Afrique du Sud, le Botswana et la Namibie.
- 1993** Entre chez Whirlpool, l'un des majors de l'électroménager.
- 1999** Rejoint Johnson Controls.
- 2003** Entre chez Faurecia comme responsable du design industriel. En est aujourd'hui l'un des vice-présidents.

L'ACTUALITÉ DE L'HISTOIRE

LE FIGARO HISTOIRE

TOUT RESTE À DÉCOUVRIR



AUX PORTES DE LA LIBERTÉ

6,90 €
132 pages

VOTRE RENDEZ-VOUS AVEC L'HISTOIRE

EN VENTE ACTUELLEMENT CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ET SUR WWW.LEFIGARO.FR/HISTOIRE



UN DERNIER MOT
edemontety@lefigaro.fr

Par Étienne de Montety

Battre [ba-tr'] v. tr.

À Roland-Garros, tirer à balles réelles.

Le tournoi de tennis sur terre battue de Roland-Garros se déroule actuellement. Battre est un mot gaulois, passé au latin (*battuere*). On se bat beaucoup actuellement dans le stade de la porte d'Auteuil. À commencer par la terre qu'elle aussi est battue. Comme plâtre ? Non, comme brique. Ensuite, il y a les joueurs : ils sont arrivés à Paris tous dotés d'un moral de battant. Ils ont livré bataille, se sont bagarés comme des lions. C'est toujours plus glorieux qu'une mine de chien battu. Le dernier échange disputé, ils ont quitté le terrain, tandis que les mains du public, après son cœur, battaient encore pour le champion, saluant ce qu'il venait de faire : il faut toujours battre le faire pendant qu'il est chaud. Une batterie d'éloges reconforte le joueur, certes battu, mais pas abattu. Pour les gagnants d'un match, une vole d'œuvre, royale, qui conduit au carré final : celui-ci réunit les hommes (les femmes) désormais à abattre. Pour les perdants, il est prévu une issue plus modeste, qui les ramène au commun des mortels : ce sont les sentiers battus. ■

FIGARO-CI ... FIGARO-LÀ

Trains surdimensionnés : au Canada aussi

Il n'y a pas qu'en France que les nouvelles rames ne sont pas adaptées aux quais ou aux tunnels du réseau ferré. Les nouvelles voitures Azur du métro de Montréal, construites par le consortium Bombardier-Alstom, sont trop hautes pour les tunnels, révèle la presse canadienne. Elles consommeraient aussi 20 % de plus d'électricité que les précédents wagons. L'histoire ne dit pas qui, d'Alstom ou de Bombardier, a commis cette nouvelle bourde. En France, une polémique a éclaté sur les nouvelles rames des TER trop larges, ce qui nécessitera de raboter les quais dans 1 300 gares.



Société de transport de Montréal

Les météorologues chez Fabius

Sur son agenda, le ministre des Affaires étrangères a un rendez-vous assez original. Mardi matin, il recevra les présentateurs météo des principales chaînes de télévision et de radio. Objectif : sensibiliser ces spécialistes, qui sont d'importants relais d'opinion, aux enjeux de la conférence internationale sur le changement climatique, prévue à Paris fin 2015 et dont Laurent Fabius a fait l'une de ses priorités diplomatiques. Seront notamment présents Évelyne Dhéliat, Catherine Laborde et Véronique Touyé (TF1), Anais Baydemir, Laurent Romejko et Nathalie Rihouet (France2), Fanny Agostini (BFMTV), Thierry Fréret (i-Télé), Joël Collado (France Info) et Laurence Roustandjee (M6).

Le festival de Rabat devrait attirer 2,5 millions de personnes

Plus de 2,5 millions de personnes sont attendues cette année au festival de musique de Mawazine, à Rabat. Un record. Mohamed Mounir el-Majidi, qui organise la manifestation, a fait appel à des grands noms des scènes occidentale et orientale : le chanteur Stromae, la légende du funk Kool et le Gang, mais aussi la star de la chanson arabe Nancy Ajram ou l'icône africaine Manu Dibango, qui se produiront du 30 mai au 7 juin.